



Feu vert pour les «contras» nicaraguayens

L'obstination de M. Reagan a fini par payer. Après des mois d'intense campagne, la Chambre des représentants, pourtant dominée par les démocrates, a voté, mercredi 25 juin, à la requête du président de fournir aux «contras» nicaraguayens opposés au régime de Managua une aide de 100 millions de dollars, de nature pour l'essentiel militaire (70 millions). Le Sénat s'étant déjà prononcé en faveur d'un tel projet en mars, l'octroi de cette assistance devient immédiatement effectif, même si, pour des raisons d'opportunité politique, les fonds ainsi accordés doivent être libérés par étapes d'ici à février 1987.

Ce vote, obtenu de haute lutte par la Maison Blanche, représente un incontestable succès personnel pour le président Reagan. Jusqu'au dernier moment, il se sera inlassablement battu. Dans un appel télévisé, mardi, à la veille du scrutin, il en avait appelé vigoureusement à la conscience des représentants du peuple, les exhortant à faire face «à la réalité d'une tête de pont soviétique à l'intérieur du périmètre de défense» des États-Unis.

Le résultat est là. Pour la première fois, le gouvernement américain est autorisé à financer ouvertement la lutte armée des «contras», et le Pentagone et la CIA ont supervisé ce programme. C'est là un changement important.

Les «contras» avaient bénéficié de l'aide secrète des services de renseignement américains de 1981 à 1984. Mais, indignée par la révélation du rôle joué par la CIA dans le sabotage clandestin, des ports nicaraguayens et les opérations des commandos anticomunistes, la Chambre des représentants y avait mis fin. Il y avait sans doute dans cette attitude une certaine dose d'hypocrisie, la CIA n'ayant assurément pas coupé depuis lors tous les ponts avec les «contras». Au moins l'honneur du Congrès était-il sauvé.

La volte-face de la Chambre, à laquelle elle s'était encore refusée en mars dernier, est lourde de dangers pour l'avenir. Elle risque en effet d'entraîner les États-Unis, comme l'a remarqué un démocrate opposé au projet d'aide, dans «une guerre par procuration» contre un gouvernement avec lequel ils entretiennent paradoxalement des relations diplomatiques normales. Et les dirigeants de Managua auront beau jeu de dire — ils ont commencé à le faire — que le vote de mercredi rapproche Washington de la «solution militaire ultime», c'est-à-dire d'une intervention armée américaine.

Le président Reagan tra-t-il jusqu'à cette extrémité ? Pour le chef de la Maison Blanche, la survie du régime sandiniste est un accroc intolérable à son programme de limitation de l'influence soviétique partout dans le monde. Mais il n'est pas certain de pouvoir répéter sans coup férir l'opération de la Grenade. Ainsi bien s'explique-t-il à vouloir étouffer lentement — mais, pense-t-il, sûrement — la révolution sandiniste. L'effort de guerre accapare déjà presque la moitié du budget du Nicaragua, et l'économie du pays se trouve aujourd'hui, de l'aveu même de ses dirigeants, dans un piètre état.

Sous la pression de Washington, les pays d'Amérique centrale alliés des États-Unis (Salvador, Guatemala, Honduras) exigent avec de plus en plus d'insistance une «démocratisation» du régime sandiniste. Ils ne sont pourtant pas, eux non plus, irréprochables en la matière. Mais cette attitude a pour effet de rendre totalement vains les efforts de conciliation du groupe de Costadora (Panama, Mexique, Colombie, Venezuela), bloquant ainsi toute perspective de paix globale dans la région. Il faut donc s'attendre, dans les prochains mois, à une recrudescence de la tension dans l'isthme centroaméricain.

LE SOMMET DE LA HAYE

L'Afrique du Sud divise les Européens

Le Conseil européen, qui rassemble les chefs d'Etat ou de gouvernement des Douze, s'est ouvert ce jeudi 26 juin à La Haye sous la présidence du premier ministre néerlandais. M.M. Mitterrand et Chirac participent à ce sommet. Aucun grand dossier de la CEE ne figure à l'ordre du jour, mais l'actualité non communautaire devrait fournir plusieurs sujets de discussion, en particulier la situation en Afrique du Sud — qui divise les Européens — et les suites de la catastrophe de Tchernobyl.



Lire nos informations page 6 et, page 3, l'article de JACQUES AMALRIC : « Une seule voix, trois bagues ».

UNE ÉTUDE PROSPECTIVE DE L'INSEE

Population étrangère stable Augmentation des Maghrébins

L'INSEE vient de publier ses projections sur l'évolution de la population étrangère en France d'ici les prochains recensements (1). Si la législation ne change pas, le nombre des étrangers ne va s'accroître que dans de faibles proportions au cours des prochaines années. Mais la composition de cette population va se modifier profondément avec le temps, le nombre de personnes originaires de la Communauté européenne diminuant fortement pour laisser une place prépondérante aux Maghrébins.

Selon l'INSEE, le nombre total d'étrangers passerait de 3 680 000 lors du recensement de 1982 à des chiffres allant, selon les hypothèses, de 3 773 000 (+2,5 %) à 3 880 000 (+3,4 %) en 1989, de 3 575 000 (-2,8 %) à 4 000 000 (+8,7 % au total) en 1996. En fin de compte, de moins de 3 000 000 (-19 %) à un peu plus de 4 000 000 en 2010. Autrement dit, dans l'hypothèse «hante», on aurait un accroissement continu mais faible (moins de 400 000 en vingt-huit ans) sur l'ensemble de la période, alors que dans les autres cas, après avoir un peu augmenté jusqu'en 1989, le nombre d'étrangers décroîtrait ensuite.

Ces variantes correspondent à trois hypothèses démographiques : la première, la plus élevée, prévoit l'arrivée de 280 000 travailleurs étrangers supplémentaires entre chaque recensement (soit 40 000 par an en moyenne) comme au cours de la période 1975-1982, et un nombre d'enfants par femme (l'indice de fécondité) inchangé, à âge et à ancienneté d'installation identiques ; dans la deuxième hypothèse, le nombre de travailleurs étrangers arrivant sur le sol français serait ramené à 220 000 entre 1982 et 1989 et à 140 000 tous les sept ans ensuite.

GUY HERZLICH.
(Lire la suite page 36.)

(1) Projection de la population étrangère, INSEE, coll. « Premiers Résultats », n° 65, juin 1986, et Projection de la population étrangère en France, coll. Archives et documents, n° 116, par Jean-Claude Labat et Joël Delmendi.

UN ENTRETIEN AVEC LE MINISTRE DE LA DÉFENSE

« La France doit intensifier son effort militaire »

Longuement entendu, mercredi soir 25 juin, par la commission de la défense à l'Assemblée nationale, le ministre de la défense, M. André Giraud, a dressé, si l'on en croit le président de la commission, M. François Fillon, député RPR de la Sarthe, « un panorama plutôt inquiétant » de la situation des forces françaises. « Nous avons aujourd'hui une bonne défense », a ajouté M. Giraud, mais « un sérieux effort de redressement est nécessaire » pour ce qui concerne l'avenir de la défense nationale.

Le ministre de la défense présentera une nouvelle loi de programmation militaire en conseil des ministres en octobre prochain, pour une discussion au Parlement à la fin de l'année.

« Voulez-vous chasser, par ordre de priorité décroissante, les menaces militaires qui pèsent sur la France d'ici à l'an 2000 et, du même coup, définir les missions des armées françaises durant cette période ? »

Il est difficile de classer suivant un ordre de priorité les menaces susceptibles de concerner notre pays d'ici à l'an 2000. Elles sont de nature, d'occurrence et d'importance variables. Ainsi il est difficile de comparer la menace du terrorisme avec celle que fait peser sur la sécurité de la France le maintien en posture opérationnelle de milliers de blindés à quelques centaines de kilomètres de nos frontières de l'Est.

Sans doute peut-on classer les menaces en trois grandes familles :

Il y a les menaces directes mettant en jeu l'existence même de la France et auxquelles nous répondons par notre système de dissuasion nucléaire. Il y a les menaces indirectes résultant de nos alliances et de nos multiples intérêts dans le monde ; des moyens spécifiques d'intervention ou d'assistance sont nécessaires pour y parer. Enfin, il y a les menaces de déstabilisation de notre société : des moyens nouveaux sont probablement encore à inventer pour y faire face avec efficacité. Je songe en particulier à la lutte contre le terrorisme.

Pour remplir ces missions et donc pour pouvoir organiser et équiper les forces chargées de les exécuter, quelle part de la richesse nationale (produit

national brut, produit intérieur brut ou produit intérieur marchand, selon le critère retenu par vous) sera consacrée à la défense durant la loi de programmation militaire 1987-1991 ?

Pour remplir les missions imparties aux armées, mais surtout pour faire face aux menaces qui pèsent sur notre pays, des moyens importants sont à dégager. Ils le sont d'autant plus que des retards significatifs peuvent être observés en ce qui concerne la loi de programmation que mes prédécesseurs avaient adoptée et que des décisions fondamentales ont été reculées.

Propos recueillis par JACQUES ISNARD.
(Lire la suite page 14.)

Le scandale du Shin Beth

Le chef des services secrets israéliens, accusé d'avoir couvert le meurtre de deux terroristes palestiniens, démissionne, puis est gracié.

PAGE 3

Attentat au Pérou : 8 morts

Le Sentier lumineux s'attaque pour la première fois aux touristes étrangers à Cuzco.

PAGE 40

Terrorisme et sécurité en Europe

La France se met au goût du jour.

PAGES 10 et 11

Le Monde DES LIVRES

SPECIAL LECTURES D'ÉTÉ

Des romans historiques, des récits de voyage et une sélection des meilleurs ouvrages de ces derniers mois

Pages 15 à 25

A nos lecteurs

Des difficultés d'ordre technique ont entraîné de graves perturbations dans la fabrication de ce journal et en particulier dans la composition et la correction des articles.

Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser des imperfections matérielles qui pourraient désaturer certains textes.

Débats : Droite, gauche et sécurité (2) • Étranger (3 à 7) • Politique (8 à 12) • Sociétés (13 et 14) • Sports (32) • Culture (26 et 27) • Communication (31) • Économie (34 à 38)

Programmes des spectacles (26) • Radio-télévision (30) • Météorologie, Mots croisés, Loterie nationale, Lotu (30 et 31) • Carnet (33) • Annonces classées (33)

LA DÉFAITE DES FOOTBALLEURS FRANÇAIS

Les dieux sont fatigués

Comme à Séville, en 1982, l'équipe de France de football — mal remise des efforts déployés face au Brésil — a été battue le 25 juin, en demi-finale de la Coupe du monde par la RFA qui disputera la finale contre l'Argentine le 29 juin.

De notre envoyé spécial

Guadalajara. — Cello-là, les mariachis, gens de bonne composition, auraient pu la chanter : « Pauvre Pancho Villa, son destin fut bien triste. Mourir dans une embuscade à la fin du chemin. » En voyant le brave Fernandez se rouler dans l'herbe rase, deux, trois, cinq fois, comme frappé à mort, en le voyant, selon la délicate expression d'Amédée Domenech, « faire le Jésus » le nez dans les tapisseries du stade Jalisco, on s'est souvenu d'une autre chanson des mariachis. Celle de la pauvre Rosita : « La vie n'est pas comme l'herbe qui repousse tous les mois. » On tous les mois.

Pauvre Rosita, pauvre Fernandez. Pauvre France, pauvres de nous. Enfer et damnation ! Venir de si loin et s'échouer là, à deux pas du port, sur un vieux rocher franc, aussi épais que le torse du grenadier Briegel est large. Braver tout, la turista, les scorpions, l'altitude, l'ennui, le soleil, la séparation. Echequer à tous, les Russes, les Italiens, les Brésiliens,

les cartons rouges, jaunes, filer son aventure sans un accroc, sans un blessé grave, sans une défaite. Voguer sur un petit nuage rose au ciel de Guadalajara, recevoir des télégrammes du président, du premier ministre, de l'amicale des supporters de Chimbey-les-Belles et, presque, du curé de Cuzco.

Tout cela pour quoi ? Pour finir coulé en rade de Guadalajara, par le mieux identifié de nos contemporains, le plus rituel de nos persécuteurs. Guadalajara, Séville et puis quoi encore ! On en rit comme cela, parce qu'il faut bien en rire et parce que, après tout, l'habitude nous vient. On en rit, comme d'une journée calamiteuse qui nous vaut dans un match calamiteux une élimination calamiteuse par une équipe à peine moins calamiteuse. On en rit comme d'une supercherie. Il y a eu tromperie sur la qualité de cette demi-finale, maquillage sur la date de préemption.

On dit, mais il ne faut pas le croire — l'ensemble de la profession ferait scandale — que certains poissonniers lorsque la marchandise n'est plus très fraîche badigeonnent les ouïes des poissons en péril d'un colorant suave, rose rosé. Faute de colorant, il faut bien l'admettre, l'équipe de France n'était plus très fraîche. Les jambes bien sèches, et le souffle, et peut-être la tête. Plein les bottes, nos braves petits joueurs

de plomb, et, pour reprendre l'expression de Michel Platini, ras-le-bol.

C'est ainsi. L'équipe de France a été battue par deux buts à rien. Et encore le deuxième but ne fut-il que pour rire, plaisir maniaque de la 91^e minute. Elle a été battue par plus forte qu'elle. Ou plutôt par moins faible physiquement, cette équipe d'Allemagne fédérale. On ne saurait, sans s'aventurer excessivement, affirmer que cette dernière a réinventé le football, ou même le fil à couper les défenses. Mais elle a au moins une qualité permanente : elle a du physique. Comme un vin à du corps. Elle a le mollet dodu et le souffle constant.

Après le match, Franz Beckenbauer, modeste et joliment hypocrite, fit savoir qu'il était désolé pour l'équipe de France. Il ne s'était pas un seul instant. Est-on jamais désolé de la victoire et d'une qualification pour la finale, la deuxième consécutive ? Franz Beckenbauer est un vilain diplomate. Mais ce qu'il n'a pas dit et ce que cinquante-mille spectateurs et quelques centaines de millions de téléspectateurs auraient pu dire à sa place, c'est que cette demi-finale fut navrante, ratée, insipide, ennuyeuse. En un mot indigne de deux équipes postulant au succès suprême.

PIERRE GEORGES.
(Lire la suite page 32.)

JEAN HAMBURGER

de l'Académie française

Un nouveau regard biologique sur le monde des hommes.

JEAN HAMBURGER

Le miel et la ciguë

SEUIL

FERRE

débats

La loi, rempart de nos droits

Abus de pouvoir et abus de liberté ne sont opposés qu'en apparence

par FRANÇOISE SELIGMANN (*)

C'E 21 décembre 1840, à la Chambre des députés, au cours du débat sur la réglementation du travail des enfants de moins de huit ans dans les manufactures, le député de la Sarthe, Gustave de Beaumont, monte à la tribune pour défendre la « liberté » de l'industriel. Il s'indigne : « Le gouvernement, selon moi, n'a pas à réglementer le travail manufacturier. Il ne pourrait le faire sans tuer l'industrie qui a besoin de liberté. Il ne s'agit aujourd'hui que des

enfants en bas âge ; mais, soyez-en sûrs, un temps trop long ne s'écoulera pas sans qu'il s'agisse aussi de réglementer le travail des adultes... le gouvernement sera chargé de faire des règlements pour la sécurité et la salubrité. Mais la salubrité d'un établissement exige sa ventilation : équilibre-t-il donc par règlement des ventilations dans les manufactures de coton, qui ont besoin, au contraire, d'un air rareté ? »

reflète, c'est parce que, en érudition cette donnée de base, en accordant à la police des pouvoirs excessifs et incontrôlés sur les citoyens, elles créent un déséquilibre dangereux ; elles enclenchent le processus classique qui mène progressivement à sacrifier la liberté à l'arbitraire de l'Etat. Respecter la loi, c'est d'abord la vouloir respectée.

Dérèglement

Ceux d'entre nous, dont j'étais, qui s'extasiaient en lisant sur les murs de la Sorbonne en mai 68 « Il est interdit d'interdire » ont eu tort de négliger cette évidence : la loi, même si elle est cause de contraintes irritantes dans nos vies quotidiennes, reste le rempart de nos droits. Et, faute de veiller à lui conserver intacte la force qu'elle représente lorsqu'elle est équilibrée, on risque de voir s'affaiblir les protections qu'elle nous garantit. On sait par expérience que le laisser-faire est source d'inégalité, car il profite toujours aux plus influents et lèse les déshérités.

Il s'agit de lever le malentendu que la droite a en partie réussi à faire passer dans l'opinion, en affaiblissant du nom de liberté des pouvoirs qui ne sont que des avantages, en idéalisant ce qui n'est qu'affaire de gros sous et d'intérêts particuliers, en supprimant des règles et des contrôles qui avaient été sagement instaurés pour éviter des abus prévisibles, en dénigrant une administration parfois tracassière et impopulaire, mais indispensable, en absolvant les fraudeurs pour les amadouer.

Quelle imprudence ! Il n'y a qu'un pas de la déréglementation au dérèglement. Va-t-on désormais contester les contrôles qui dissua-

dent les escrocs de mettre du méthanol ou de l'antigel dans le vin ? Va-t-on critiquer l'alcotest qui permet enfin de confondre les chauffards responsables de milliers de morts sur les routes ? Rien n'est plus pernicieux que de faire semblant de défendre la liberté en encourageant la licence.

Et ce n'est pas un hasard si le même gouvernement s'apprête à porter atteinte à la liberté d'expression des journalistes de la presse écrite, de la radio et de la télévision ; s'il est en train de mettre en place un dispositif qui organise la répression policière en l'allégeant de contrôles judiciaires chargés d'en éviter les débordements.

Dans une démocratie comme la nôtre, la liberté a deux ennemis : l'abus de pouvoir et l'abus de liberté, qui ne sont opposés qu'en apparence. L'un et l'autre se retrouvent ensemble pour saboter le respect de la légalité, et ils se confortent mutuellement, car il est toujours la justification l'un de l'autre. On peut imaginer ce qu'il adviendrait d'un quelconque mois des victimes des premières mesures libérales : chômeurs licenciés sans ménagement, locataires expulsés sans ménagement ou journaliers trop indépendants. Voudraient-elles réagir et défendre leur droit de vivre, l'appareil policier tout-puissant et omniprésent sera là, prêt à les en dissuader.

Il faut respecter la liberté et non l'exploiter. C'est une misérable habileté de la travestir en l'utilisant, parce qu'elle a le pouvoir magique d'émouvoir tout ce qu'elle touche, parce qu'elle porte en elle les actes d'héroïsme qu'elle a inspirés au cours des siècles. Les hommes et les femmes qui ont tout sacrifié, y compris leur propre vie, pour la conquérir, la voulaient purifiée des égoïsmes et des injustices, autre que la caricature présentée par des hommes comme Gustave de Beaumont. Ils avaient raison. C'est eux qui ont édifié la démocratie dans laquelle nous vivons. Nous leur devons fidélité.

Un progrès pour les libertés républicaines

Des textes qui améliorent le droit pénal sans le bouleverser

par YVAN BLOT (*)

LES textes présentés par le gouvernement ont pour but le meilleur respect de ce droit de l'homme essentiel qu'est le droit à la « sûreté », pour reprendre la terminologie de 1789.

Contrairement à ce que prétendent plusieurs associations d'extrême gauche, il ne s'agit pas de prendre le pas sur la justice : dans un pays où existe la séparation entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire, cette problématique n'a pas de sens. Il s'agit de rétablir la justice, d'améliorer le fonctionnement de l'appareil judiciaire et des forces de police qui concourent à la lutte contre l'insécurité.

Il s'agit de rendre plus réel le droit des citoyens d'aller et de venir en permettant une meilleure répression de l'insécurité sur la voie publique.

Il s'agit de prévenir les tensions sociales qui risquent d'être provoquées par un taux élevé de délinquance étrangère et de protéger ainsi les Français et les étrangers qui respectent nos lois.

Le texte sur le terrorisme a été rendu nécessaire par l'insuffisance des résultats obtenus auparavant.

Le texte sur les contrôles d'identité est rendu nécessaire par la société urbaine et par le développement mondial des moyens de communication qui permettent à la criminalité de proliférer dans l'anonymat des grandes villes. L'accélération de la procédure sur la comparution immédiate, qui choque certains beaux esprits dans les salons, répond au besoin ressenti largement dans la population de ne pas avoir une justice excessivement lente.

Le texte sur l'érosion des peines doit permettre un meilleur respect de l'autorité de la chose jugée et donc de la justice. Il s'agit dans les quatre textes présentés (sur le terrorisme, la criminalité et la délinquance, l'érosion des peines et des contrôles d'identité), de textes qui ne font qu'améliorer le droit sans le bouleverser. Ils ont pour but de faire en sorte qu'on revienne à la véritable tradition républicaine en droit pénal, qui donne priorité à la sécurité des citoyens et non priorité à l'application de théories fumeuses désormais retardataires.

Les textes du gouvernement, qui illustrent bien la méthode évolutionniste de modernisation progressive du droit, telle qu'elle est préconisée par le professeur Hayek, prix Nobel, vont dans le sens de notre tradition républicaine qui vise à concilier l'ordre avec la liberté. Ces textes sont conformes aux souhaits des Français et surtout à ceux des plus modestes d'entre eux, qui subissent le plus les conséquences de l'insécurité : la tradition républicaine a historiquement établi une priorité en faveur de ceux-ci plutôt qu'en faveur d'un certain établissement qui vit dans un luxe qui lui permet de dire que l'insécurité est une illusion.

(*) Député RPR du Pas-de-Calais.

DROITE, GAUCHE ET SÉCURITÉ

Les textes sur la sécurité que discute en ce moment l'Assemblée nationale ne paraissent pas à Yvan Blot donner à la police la priorité sur la justice. De son côté, Jean-François Troglie attire l'attention sur les dangers de l'informatisation des cartes nationales d'identité. Elargissant le débat, Françoise Seligmann craint que l'on n'engage avec les lois Pasqua-Chalandon un processus qui sacrifie la liberté à l'arbitraire de l'Etat, mais estime d'autre part que la marge est faible de la déréglementation au dérèglement.

Une identité à haut risque

Veut-on un fichage global de la population ?

LE projet gouvernemental d'informatisation des cartes nationales d'identité peut, à première vue, sembler anodin. N'est-il pas dans l'air du temps, ou en tout cas en harmonie avec les décisions - populaires, si on en croit les sondages - d'étendre les contrôles dans la rue ? L'idée d'avoir des « papiers » infalsifiables n'apparaît-elle pas comme une garantie de la protection de l'identité des personnes, tous ceux à qui les documents ont été dérobés craignant, à juste titre, de voir utilisée frauduleusement leur identité ?

Cependant, même si l'on acceptait la logique sécuritaire qui sous-tend les divers projets gouvernementaux - ce qui n'est pas du tout le cas, à la CFDT - il faudrait s'opposer à celui-ci, car il induit progressivement l'idée d'un fichage global de la population, d'un contrôle des personnes par la machine, d'un totalitarisme de la technique qui, au bout du compte, serait la seule à certifier l'authenticité de l'identité, c'est-à-dire de la personne, de la personnalité de chacun d'entre nous. Un travail commencé avec quelques informaticiens et juristes de la CFDT, sur la base des informations aujourd'hui connues, nous amène à mettre en garde de ce point de vue l'opinion publique française.

L'idée principale qui préside à la réalisation de ces titres infalsifiables et informatisés est de faciliter la lutte contre le terrorisme et le grand banditisme. Pourquoi pas, en effet, si c'était efficace ? Or il y a une faille principale dans le système. A supposer même que les cartes en

par JEAN-FRANÇOIS TROGLIE (*)

question ne puissent jamais être falsifiées - et nous savons que les terroristes ont des moyens importants - il sera toujours possible à quiconque de se procurer les éléments qui permettent l'établissement d'une carte infalsifiable. Que l'on sache, l'état civil n'est pas informatisé, ni les extraits de naissance, ni les certificats de nationalité, etc. Faut-il alors considérer le système prévu comme le début d'un processus qui, à terme, conduirait à la mise en fichage de tout ce qui concourt à prouver l'existence d'une personne ?

Un débat national

La faille du système réside en cela qu'il ne s'attache qu'à la carte elle-même et non pas aux données qui en autorisent la fabrication. Les maires, officiers d'état civil ont-ils conscience que, pour être efficace, pour répondre aux buts qui lui ont été fixés, le procédé d'informatisation commandée une centralisation étatique et une mise sous tutelle de ce qui est aujourd'hui une de leurs prérogatives principales : tenir l'état civil ? Ont-ils été consultés ? Au total, si cette informatisation a peu d'efficacité pour combattre le terrorisme, quelle est donc l'utilité de constituer un tel fichage ?

(*) Secrétaire national de la CFDT, chargé des libertés.

Le projet du ministère de l'intérieur exclut toute interconnexion entre le fichier des CNIT et tout autre fichier. Toutefois serait autorisée la lecture simultanée de ce fichier et de celui des « personnes recherchées ». S'il n'y a pas interconnexion au sommet, elle pourrait se réaliser au stade de la lecture. Or qu'y a-t-il dans ce fichier des personnes recherchées (FPR) ? Une multitude de fichiers de police, très utiles pour les investigations. Mais le problème est que le FPR n'a pas d'existence juridique formelle. On y trouve ceux qui sont recherchés pour crimes ou délits, ceux qui ont fait l'objet d'une plainte quelconque de la part d'une autorité administrative, judiciaire ou militaire. Il serait composé de près de dix millions de fiches. Ainsi, par exemple, au moins de contrôle de police, quiconque aurait des contraventions en retard serait immédiatement repéré. Y a-t-il des garanties que les fichiers de police ne soient pas enrichis progressivement des allées et venues de chacun ? Si le FPR n'a aucune existence reconnue, qui peut prétendre en contrôler l'utilisation ?

Dernier aspect, non négligeable, dans ce projet : quelles sont les modalités de destruction du fichier ainsi constitué ? Nous vivons dans un pays démocratique, fort heureusement. Cela n'a pas toujours été le cas. Pendant l'Occupation, une grande partie de l'activité des résistants n'a-t-elle pas été la fabrication de faux papiers ? En cas de crise grave, de nouvelle occupation de notre territoire, ou de virage antidémocratique de la France, ce fichier pourra-t-il être détruit ? Et par qui ? Quand un gouvernement entend mettre en place un fichage d'une telle ampleur, il doit envisager toutes les possibilités d'évolution, fussent-elles aujourd'hui peu probables. Nous entrons ici dans un domaine que la Constitution n'a pas prévu, car elle ne le pouvait pas au moment où elle fut adoptée. Manifestement, le projet d'informatisation des cartes d'identité ne peut faire l'objet d'un simple décret, adopté à la sauvette. Il doit pour le moins donner lieu à un débat national, car tous les enjeux doivent en être pesés.

Econométrie pénitentiaire

Un haut fonctionnaire de l'administration pénitentiaire, qui invoque le devoir de réserve, nous écrit : (...) Une « privatisation » des prisons ne peut bien sûr porter que sur les opérations immobilières, l'entretien des bâtiments et l'entretien des détenus, les fonctions essentielles (garde des détenus, sécurité intérieure et périphérique) restant assurées par le personnel pénitentiaire. Il s'agit donc plus d'un partage, d'une distribution des charges, que d'un transfert de charges.

Notre droit administratif connaît déjà cette procédure. La concession de service public (...) peut être appliquée et prouver son efficacité. La concession d'un immeuble (tout comme celle d'une autoroute) est onéreuse, mais son exploitation permet au concessionnaire d'y trouver un profit légitime.

(...) Faire payer le « juste prix » des prestations assurées, quelle qu'en soit la nature, participe également à l'effort qui doit être entrepris pour que l'individu se prenne en charge lui-même. C'est en conservant, chaque fois que cela sera possible, un mode de fonctionnement comparable à celui des hommes libres, même en reproduisant les différences et les inégalités sociales observées, que le civisme entre les « hommes de l'intérieur » et les « hommes de l'extérieur » sera atténué. Le mythe égalitaire développé en prison n'est pas assurément le garant de la réinsertion sociale.

Une gestion moderne, développant les techniques utilisées dans les entreprises, sera efficace et pourra, par son dynamisme et son pragmatisme, évacuer les inerties et les pesanteurs administratives. Dans ce sens, le RIEP (Régie industrielle des établissements pénitentiaires) « rafale » et repensée peut aussi (...) apporter un concours à cette entreprise, aux côtés du privé et, par un élargissement de ses activités et de ses interventions, contribuer à la mise en place de cette nouvelle gestion.

Pour la drogue en vente libre

(...) Comme pour les cigarettes blanches d'après-guerre, il faut mettre la drogue en vente libre, pour qu'il n'y ait plus de profits pour les intermédiaires. Mieux, elle doit être mise à la disposition des victimes, gratuitement, dans le vaste réseau de dispensaires municipaux créés pour la lutte antituberculeuse et antituberculeuse, et dont l'activité est bien réduite de nos jours. Les drogues actuelles continueront à se dégrader sous surveillance médicale, sans gros espoir de récupération. Mais la source de profits sera tarie. Il n'y aura plus de recrutement d'évangélistes à chaque coin de rue, et dans chaque cour d'établissement scolaire.

En cette époque de libéralisme exacerbé, la loi de l'offre et de la demande est prise en défaut : l'Etat doit se substituer à l'ignoble réseau commercial actuel. Quant aux

futurs états d'âme existentiels, ils pourront peut-être se résoudre par les tranquillisants, le tabac, l'alcool, peu recommandables, mais beaucoup moins dangereux. Et puis, il y a les « psy » !

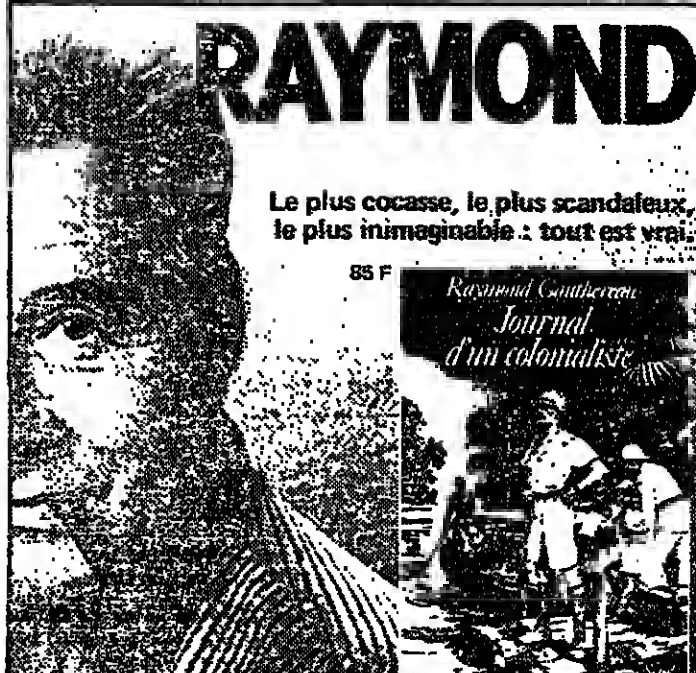
Docteur J. LAPEYRE (Le Canard).

L'ennemi plausible

Contrairement à vos accusations répétées sur la désinformation érigée en dogme à l'Est, les confrères soviétiques au congrès de l'IPPNW (International Physicians for the Prevention of Nuclear War) nous ont donné force détails sur l'accident de Tchernobyl. Les victimes seront certes plus nombreuses que celles du Nevada, mais peut-être pas en plus grand nombre que celles observées dans les îles Marshall en 1954, victimes auxquelles il faudrait ajouter celles dues aux explosions atmosphériques françaises dans la région. Il est vrai que ces victimes n'ont guère d'importance. Ce sont des bronzes.

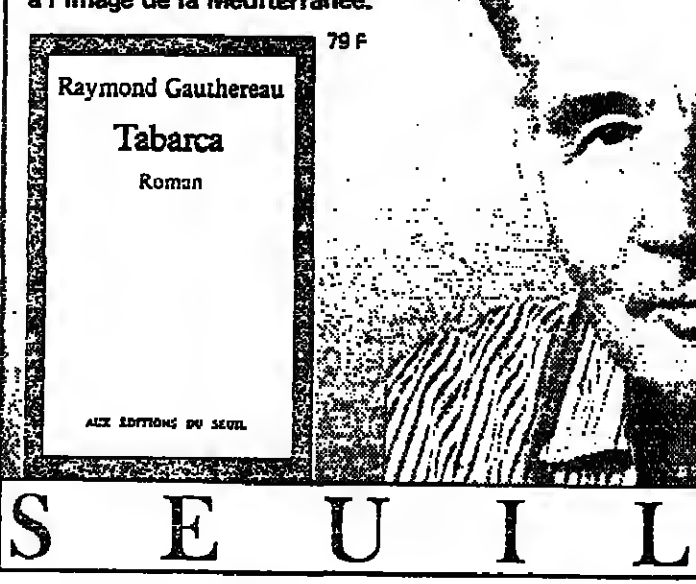
Et à propos de Tchernobyl, retenir, pour les éventuels accidents futurs, une bonne recette mise au point par les électriciens allemands de Hamm : lorsqu'un réacteur déverse quelques molécules d'iode 131 ou de césium 137 dans la nature, affirmer que ces entités radioactives viennent de l'Est, en vertu de la règle du « plausible enemy ». Cette technique a recueilli les applaudissements enthousiastes de tous les congressistes.

Docteur G. NINANE (Tobogne, Belgique).



RAYMOND GAUTHEREAU

"Tabarca" est un roman méditatif et furieux, sombre et lumineux, à l'image de la Méditerranée.



SEUIL

LE SOMMET DE LA I
Une seul

Monde

PUBLICITE

مركز الامم المتحدة

étranger

LE SOMMET DE LA HAYE

Une seule voix, trois bouches

De notre envoyé spécial
JACQUES AMALRIC

La Haye. — « A Tokyo, la France s'exprimait d'une seule voix par deux bouches : à La Haye, elle s'exprimait toujours d'une seule voix, mais par trois bouches. » On pouvait, à la veille du conseil européen, entendre la boutade aussi bien à l'Élysée qu'à Matignon ou qu'au quai d'Orsay. Preuve s'il en est que MM. Mitterrand et Chirac n'ont aucune envie de rompre des lances dans la capitale néerlandaise, d'autant plus qu'aucune question cruciale, susceptible de révéler des divergences entre les deux hommes, n'est à l'ordre du jour de la réunion.

Ce bel unanimisme de circonstance n'empêche pas, bien sûr, les arrière-pensées. Il n'a pas empêché, non plus, les frictions plus ou moins protocolaires tout au long de la préparation du conseil européen. Comment sera donc la représentation française ? Qui parlera en son nom ? Par qui sera donnée la traditionnelle conférence de presse qui clôturera les travaux, vendredi ?

Personne n'ayant, pour l'heure, intérêt à envenimer d'aussi dérisoires querelles, elles se sont apaisées quelques jours avant le départ pour La Haye. L'Élysée a finalement concédé quatre sièges à Matignon : M. Chirac, bien sûr, mais aussi son conseiller diplomatique, M. Bujon de l'Estang, l'adjoint de ce dernier, chargé des affaires européennes, M. Yves de Silguy, et M. Denis Baudouin, le porte-parole du premier ministre, qui n'avait pas fait le voyage de Tokyo.

Les tractions concernant la présence de M. Baudouin ont duré une semaine, puis l'Élysée a cédé, à condition que Matignon reconnaisse M. Gendreau-Massoloux, porte-parole de la présidence, comme porte-parole de la délégation. Ce qui fut fait. De même reconnaît-on aujourd'hui sans aucune difficulté, dans l'entourage du premier ministre, que le chef de la délégation française n'est autre que M. Mitterrand. Manière comme une autre de faire oublier les propos un peu abrupts tenus la semaine dernière, lors d'une réunion de presse par M. Bujon de l'Estang selon lequel, parce qu'elles ont d'indiscutables conséquences, les décisions européennes relèveraient avant tout du premier ministre.

On a également connu quelques problèmes lorsqu'il a fallu décider qui prendrait la parole lors de la conférence de presse que donne d'habitude M. Mitterrand à la fin de chaque sommet. Mais l'affaire fut rapidement réglée : ils seraient tous derrière la table, et les journalistes

seraient libres d'interroger qui ils voudraient. Ces trois bouches de la République, le premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, le ministre des affaires étrangères.

Savoir qui participera au dîner de ce jeudi, qui réunira les chefs de délégation, ne pose en revanche que peu de problèmes, puisque le protocole néerlandais est infiniment plus accommodant que le japonais : un deuxième couvert français sera installé autour de la table, et M. Chirac sera présent en tant que numéro deux de la délégation.

L'imbricatio sud-africain

Le sujet le plus « chaud » pourrait être l'Afrique du Sud (lire page 4). Non pas au sein de la délégation française, qui paraît bien décidée à poursuivre le jeu de la cohabitation, mais entre les Européens. M. Thateher et le chancelier Kohl acceptent-ils de se rallier à l'idée d'un embargo sur les produits alimentaires que les pays de la CEE achètent encore à Pretoria ? Pourra-t-on s'entendre à douze sur un texte, aussi symbolique soit-il ?

Mercredi soir, les paris étaient toujours ouverts, mais personne n'exclut le faïen, tant M. Thateher paraissait inébranlable sur la question des sanctions. Son idée d'envoyer sur le terrain trois sages européens ne soulevait pas l'enthousiasme parmi ses partenaires. Personne, en tout cas, ne songeait encore à dépasser le faux problème

des sanctions, pour s'interroger d'une manière plus prospective sur l'avenir de l'Afrique du Sud elle-même et son éventuelle partition, l'été dans le cadre d'une confédération. C'est pourtant là un débat fondamental, que les pays occidentaux ne pourront pas éternellement ignorer.

Autre sujet qui ne prêterait pas à des frictions dans la délégation française : les suites à donner à l'affaire de Tchernobyl. Au centre de la discussion figurera sans doute la proposition ouest-allemande de réunir à l'automne une conférence internationale consacrée à la sécurité nucléaire. La proposition de Bonn s'explique en grande partie par des considérations de politique intérieure : il s'agit de prouver aux écologistes et autres Verts que le gouvernement ouest-allemand est bien décidé à accroître sa vigilance et à tenir compte de toutes les objections.

Officiellement, la France n'est pas opposée à cette proposition, mais à condition qu'elle s'inscrive dans le cadre des activités de l'Agence atomique internationale de Vienne, qu'elle ne dégénère pas en une condamnation du nucléaire et qu'elle n'établisse pas une confusion entre ce qui est civil et ce qui est militaire. C'est bien pourquoi le texte de référence sera, pour la délégation française, la déclaration émise au sommet de Tokyo, au lendemain de la catastrophe.

D'autres sujets politiques devraient être abordés d'une manière informelle à La Haye. C'est

ainsi sans doute que Paris sera amené à faire connaître discrètement l'état des négociations franco-allemandes à propos du contentieux qui oppose les deux pays et que M. Perez de Cuellar est chargé d'aplanir. Certains des Douze voudraient également que les pays de la CEE adoptent une attitude commune à propos de l'affaire Walheim, qui va rebondir le 8 juillet prochain, date d'entrée en fonction de l'ancien secrétaire général des Nations unies.

Les négociations Est-Ouest sur la réduction des armements, aussi bien nucléaires que conventionnels ou chimiques, seront aussi à l'ordre du jour. Elles sont particulièrement présentes à l'esprit de M. Mitterrand, qui doit rencontrer M. Reagan le 4 juillet à New-York, avant de partir en visite officielle en URSS une semaine plus tard.

Les questions purement européennes sont, bien sûr, présentes elles aussi, à l'ordre du jour. Mais aucune ne nécessitant de décision ponctuelle, elles feront surtout l'objet d'une réflexion commune. Citons pour mémoire le problème des ressources communautaires, qui se posera de façon aiguë au prochain conseil européen, et celui de la politique agricole commune et des incidences sur les conflits commerciaux avec les États-Unis. C'est alors, et alors seulement, que la voix de la France pourra s'exprimer sérieusement, si M. Chirac s'entendait à placer l'agriculture française en tête de ses priorités européennes.

L'HOMMAGE DU PARLEMENT A ROBERT SCHUMAN

M. Mitterrand plaide pour l'union politique de l'Europe

M. François Mitterrand a adressé au Parlement, à l'occasion de l'hommage rendu à M. Robert Schuman pour le centenaire anniversaire de sa naissance, un message, lu, le mercredi 25 juin, à l'Assemblée nationale, par M. Jacques Chaban-Delmas, et au Sénat par M. Alain Pober.

Évoquant la déclaration de M. Schuman, le 9 mai 1950, fixant « le but et la méthode d'une démarche qui détermine encore la construction européenne », le président de la République a souligné que le ministre des affaires étrangères d'alors « se démarquait des revendications supranationales qui emportaient déjà l'adhésion de la plupart des militants européens » et « voulait que l'Europe avançât à son pas ».

M. Mitterrand a évoqué, ensuite, « les données du présent », pour déclarer : « Réaliser dans les délais prévus le grand marché intérieur, harmoniser les législations sociales et fiscales, porchever l'union monétaire, accroître d'un même mouvement le concours de la Communauté au développement du tiers-monde, prévoir et mettre en œuvre, par une approche exacte des réalités du moment, les moyens de notre sécurité, échanger nos cultures, voilà ce qui dépend de nous. Mais rien ne sera finalement acquis, si l'on perd de vue l'ultime objectif hors duquel tout restera fondamentalement menacé : la volonté, l'union politique de l'Europe, condition non seulement de sa grandeur et de son rang, mais aussi de la grandeur et du rang dans le monde des pays qui la composent ».

M. Jacques Chirac a pris part à cet hommage à l'Assemblée nationale (son discours a été lu au Sénat par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères), en déclarant : « À la fois ambitieuse et pragmatique, telle a été l'orientation donnée par Robert Schuman à la politique européenne de la France. Telle a été, aussi, l'inspiration de l'action qui a été menée par les gouvernements français au cours des années qui ont suivi la déclaration Schuman » (du 9 mai 1950). « Le premier ministre a souligné la continuité d'inspiration entre Schuman et de Gaulle, dans la construction de l'Europe comme dans la réconciliation franco-allemande ».

« Une concertation utile »

M. Chirac a évoqué, lui aussi, l'importance de la réalisation du marché intérieur et celle de « la coopération politique européenne, qui permet aux Douze, dans le respect de leurs compétences, de leur souveraineté et de leur personnalité nationales, d'établir une concertation utile sur de grandes questions de politique étrangère ».

« Oui, a dit le premier ministre la construction de l'Europe est plus que jamais une nécessité. Facteur de paix entre les nations, facteur de prospérité — la concrétisation du fait européen n'est pas étrangère à l'expansion des années 60 — elle est aujourd'hui une condition sine qua non pour triompher de la crise et nous permettrait de retrouver notre rang sur l'échiquier international ».

Après avoir, M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, avait affirmé que « l'idée de la Communauté européenne dépasse les camps politiques sans dénaturer leurs différences ».

« Nous vivons un moment d'union nationale éphémère, mais réelle dans l'instant », a dit M. Lecanuet. « Selon l'événement », selon le président de la commission des affaires étrangères, « l'Europe que la France

veut construire, à travers les alternances de majorité, est une Europe debout, qui ne peut être ni soumise à l'hégémonie d'un allié ni versatille et fluctuante entre l'Est et l'Ouest ». « Cette Europe de la fierté ferait de l'alliance atlantique une arche reposant sur deux piliers égaux en droit et, un jour, en puissance : le pilier américain et le pilier européen », estime-t-il. M. Lecanuet a ajouté : « L'union de l'Europe ne sera vraiment scellée que lorsqu'elle aura décidé de se donner une communauté de sécurité. Le risque d'une diminution de la présence militaire américaine en Europe pourrait la placer devant cette nécessité. Il lui appartient alors de faire preuve de cette nécessité plutôt que de s'abandonner au neutralisme du renoncement ».

Au Sénat, après que M. Alain Pober a lu le message présidentiel, et avant que M. Jean-Bernard Raimond ne lise celui de M. Chirac, M. Maurice Schumann (RPR, NORD) souligne « le sens du devenir » de Robert Schuman qui, il y a trente-cinq ans, exprimait sa crainte que « l'Europe ne se suicide par mégarde, en s'isolant ». « Mystique » de la construction européenne par M. Jacques Genton (Un. cent. Cher), président de la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense, Robert Schuman chercha des « solutions réalistes ». Et M. Genton souhaite que le Sénat poursuive l'œuvre du père de l'Europe.

PROCHE-ORIENT

Israël

DÉNOUEMENT DANS L'AFFAIRE DU SHIN BET

Le chef des services de renseignements démissionne et est « gracié »

De notre correspondant

Jérusalem. — La raison d'État a donc triomphé. Le gouvernement israélien, créant une jolie surprise, a dénoué à son avantage, mercredi 25 juin, l'affaire du « Shin Bet » — les services secrets — qui agitaient depuis un mois la classe politique. Le premier ministre, M. Shimon Peres, et ses collègues ont sorti de leur chapeau avec la connivence du président de l'État, M. Haim Herzog, une formule ingénieuse et inattendue qui a laissé pantois et rager plus d'un juriste et d'abord le premier d'entre eux, M. Yossef Harish, tout nouveau procureur de l'État.

La solution trouvée tient du tour de passe-passe, lestement exécutée en deux temps. Premier temps : M. Abraham Shalom, chef du Shin Bet, démissionne (le *Mandate* du 26 juin). Deuxième temps : M. Herzog lui accorde sa grâce présidentielle. Résultat : soupçonné de faux témoignage, dissimulation de documents et falsification de preuves sur les circonstances de la mort en avril 1984 de deux terroristes palestiniens auteurs du détournement d'un autobus entre Tel-Aviv et Achelton, M. Shalom échappe à la justice. Exit la commission d'enquête dont la création, quelques heures plus tôt, était tenue pour inévitable. L'escamotage parfait.

L'astuce est-elle un peu grosse ? Qu'importe. Elle a l'indéniable avantage pour le pouvoir d'être légale. M. Herzog a, en effet, fondé sa décision sur l'article 11 B de la loi fondamentale — laquelle tient, ici, lieu de Constitution — qui lui donne, dit-il, un droit de grâce quasi discrétionnaire. L'initiative du président de l'État a aussitôt déclenché une bataille d'experts. Nombre de juristes et de magistrats, invoquant l'équité, voire le simple bon sens, contestent à M. Herzog le droit de gracier un individu qui « a été » ni condamné ni jugé. Dans l'entourage du président, on prétend le contraire, en rappelant, sans trop insister, une jurisprudence où l'espèce plutôt malicieuse (deux jugements remontant à 1950 et à 1960). Tout en admettant que se décision pouvait prêter à controverse, M. Herzog l'a justifiée en invoquant deux arguments : le « bien du public » et la nécessité de ne pas affaiblir les services secrets. Il n'empêche qu'il s'agit là d'un précédent.

Unanimité des dirigeants

La parade gouvernementale a été totalement prise à contre-pieds par M. Harish. Après trois semaines d'examen du dossier et de mûres réflexions, le procureur de l'État était arrivé, comme son prédécesseur, M. Izhak Zamir, à la conclusion qu'on ne pouvait « blanchir » purement et simplement le chef des services secrets, que l'ouverture d'une enquête était inéluctable et qu'éclaircir l'affaire ferait, au bout du compte, plus de mal que de bien au renom du Shin Bet et à celui de l'État. De cela, M. Harish n'avait convaincu ni M. Peres ni M. Shalom, les deux chefs de la coalition au pouvoir unis, dès l'origine, dans leur hostilité à toute forme d'enquête.

Un nouveau patron du Shin Bet, dont on ignore bien sûr le nom, a été

aussitôt nommé. C'est, dit-on, un vétéran des services secrets. Les trois autres membres du Shin Bet, dont deux conseillers juridiques, mêlés à l'affaire, sont également gradés par M. Herzog mais restent en fonction.

Trouvaille inespérée, l'octroi de la grâce présidentielle permet à M. Peres et Shalom de s'en tirer à bon compte. A leurs yeux l'affaire est classée. L'exécutif n'a fait qu'une maigre concession au judiciaire, en annonçant son intention de mettre sur pied une « commission spéciale chargée de déterminer les futures procédures et méthodes de travail des services secrets en se fondant sur les leçons du passé ». Autrement dit, d'élaborer un « code de conduite » pour le Shin Bet, mais qui prendrait vraiment au sérieux ce renvoi du dossier aux calendes grecques ?

Les milieux judiciaires d'ailleurs ne s'y sont pas trompés. Ils ont été les premiers à réagir vivement. Un groupe de procureurs dépendant du ministère de la justice a qualifié « d'illicite et d'immorale » la décision du pouvoir. « Cette manœuvre politique », ont-ils dit, « est un camouflage pour le système judiciaire ». Un ancien ministre de la justice travailliste, M. Haim Zadok, parlant d'une « journée noire », a ajouté : « Le Shin Bet sait maintenant qu'il peut violer la loi impunément ».

Motions de censure

L'opposition de gauche crie au scandale. Quatre partis représentés à la Knesset — le Mouvement des droits civiques (RATZ), le Front communiste, le MAPAM et la Liste progressiste pour la paix — ont déposé des motions de censure. Quelques centaines de militants du RATZ ont manifesté mercredi devant les fenêtres du premier ministre.

La décision gouvernementale a été acquise en cabinet restreint par huit voix contre une, celle de M. Ezer Weizman. Plusieurs membres du gouvernement, notamment travaillistes, qui n'ont pas été consultés, expriment leur mécontentement. Juriste scrupuleux, M. Shalom, ministre de l'énergie, demandera la création d'une commission d'enquête lors du prochain conseil de cabinet. Faute de quoi, a-t-il dit, l'affaire restera comme une « blessure ouverte ». M. Yaacobi, ministre de l'économie, parle d'argumentation « problématique » et M. Rabin, lui-même, ministre de la défense, trouve la solution « pas très heureuse », mais du moins, ajoute-t-il, « c'est une solution ». Rien de cela ne fera oublier l'essentiel : un matin d'avril 1984, deux prisonniers palestiniens qui venaient de participer à un acte terroriste ont été abattus de sang-froid alors qu'ils ne représentaient plus aucune menace pour la sécurité de quiconque. Pendant deux ans, gouvernants et policiers ont tout fait pour dissimuler cette bavure, les seconds allant jusqu'à mentir, sur ordre, devant deux commissions d'enquête. Aujourd'hui, il n'y a pas de coupable. Et le plus haut personnage de l'État a blanchi les responsables présumés. Tout le reste est secondaire.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65872 F
Télégrammes : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :

Daniel Verdet

Correspondant en chef :

Claude Sola

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines au plus) : les

abonnés sont invités à formuler leur

demande sur une feuille ou sur un

carton, à joindre à la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 150 pes. ; Grèce, 80 dr. ; Israël, 120 dr. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,400 \$; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 2 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 170 esc. ; Roumanie, 200 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 ad.

ONZE FEMMES SE LAISSENT CONTER.



« LE TEMPS
S'EN VA,
MADAME »
DE
FLORA
GROULT.

L'AMOUR, LE HASARD...
NOSTALGIE ET IRONIE...
FLORA GROULT MAÎTRISE
ICI L'ART DE LA NOUVELLE.
À SA MANIÈRE, TOUTE À LA
FOIS LÉGÈRE ET PROFONDE.
216 PAGES, 70 F.

FLAMMARION

PROCHE-ORIENT ASIE

Iran

Austérité renforcée

Le premier ministre iranien, M. Mir-Hossein Mousavi, vient d'annoncer une série de mesures d'austérité pour faire face à la baisse du prix du pétrole. Dans un discours télévisé - dont la presse de Téhéran a fait état mercredi 25 juin - il a, notamment, annoncé une extension du rationnement de certains produits et l'arrêt de l'importation de biens jugés non essentiels comme les films et les piles électriques. Parallèlement, M. Mousavi a indiqué que le gouvernement allait décider des programmes de soutien pour les exportations autres que le pétrole : coton, fruits, soufre et matériaux de construction.

Les recettes pétrolières constituent 95 % des ressources en devises de l'Iran. Après la chute des cours, ces recettes ne devraient

atteindre cette année que la moitié des 13 milliards de dollars de l'an passé.

C'est dans ce contexte que doit se poursuivre cette semaine à Paris des pourparlers avec la France sur le remboursement du prêt consenti par l'Iran au Commissariat à l'énergie atomique.

Enfin, le premier ministre, M. Jacques Chirac, vient d'adresser un message à son homologue iranien, cependant que le chef de la diplomatie iranienne, M. Ali Akbar Velayati, a envoyé une réponse à la lettre que le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, lui avait fait parvenir pour le remercier du rôle joué par l'Iran dans la libération de deux des îlots français du Liban. (Reuter, AFP).

EUROPE

URSS

LE PROCÈS DE GUEORGUI MIKHAILOV A LENINGRAD « Un homme à bout de forces continue à se défendre... »

M. Véronique Marchal, épouse de l'animateur d'art soviétique Gueorgui Mikhaïlov, récemment condamné à six ans de détention (le Monde daté 15-16 juin) a pu assister au procès de son mari devant le tribunal de Leningrad. Elle en a fait à notre correspondant régional à Lyon - elle habite Villeurbanne - le récit suivant.

Me rendre au procès de mon mari ! Un droit bien ordinaire si celui-ci ne s'appelait Gueorgui Mikhaïlov, citoyen soviétique qui a été condamné à six ans de prison pour avoir défendu un art « non conforme ». Après huit mois de refus, le gouvernement soviétique m'accorde in extremis l'autorisation d'assister, avec une interprète, à la dernière semaine du procès (...)

Lundi 2 juin. - Gueorgui rentre pâle, maigre, épuisé, avec un désarroi si visible que je le mandais la disposition du tribunal qui éloigne l'avocat de l'accusé, interdisant ces gestes qui apaisent : chuchoter un conseil, poser une main sur un poignet. Depuis le 22 mai, il supportait les menottes dans le dos, deux à trois heures de sommeil par nuit, des repas rares (impossible d'être aux heures voulues à la prison), d'une nuit de la faim qui l'a déclenché en désespoir de cause. La fatigue est si évidente que le tribunal, après lui avoir refusé fortifiants et examens, suspend la séance une journée.

Mardi 3. - Je réalise ce que furent ces mois de détention lorsque je vois mon mari, par simple réflexe, se protéger le bras lorsqu'un garde menace de le frapper pour quelques documents oubliés sur la main courante. Protestations de la famille. Le juge fait évacuer la salle.

14 h-17 h. - Discours du procureur. Neuf tableaux auraient dû être saisis lors de la confiscation de 1979. C'est par erreur que ces toiles d'un pas été prises et réclamées ultérieurement par le fonctionnaire qui, en 1983, déclare l'affaire définitivement classée. Le ton change. - Vous avez gaspillé inutilement votre énergie. Vous êtes un excellent travailleur, très honnête, mais qui a choisi de nuire à la société. Si vous reconnaissez vos torts, manifestez du repentir, renoncez à vous occuper de peinture et cessez de faire partie de vous comme d'un ami, d'un ami, je pourrais vous soumettre un très rapide retour à la vie normale. Je réagis contre vous six ans de camp à régime sévère et la confiscation de vos biens.

Judi 5. - L'avocat, M. Nicolko, plaide pendant trois heures trente minutes. - De quel droit l'Etat s'immisce-t-il dans la vie privée des citoyens ? Ces œuvres n'appartenant pas à l'Etat, elles ne pouvaient lui être confisquées. Pourquoi l'Etat s'immisce-t-il aujourd'hui dans des tableaux qu'il négligeait pendant six ans ? Au cours d'une suspension

■ Arrestation d'un pacifiste. - M. Youri Medvedkov, un pacifiste, membre du Mouvement (interdit) pour l'établissement de la confiance entre l'URSS et les Etats-Unis, a été arrêté, le mardi 24 juin, et devait être jugé mercredi pour « boulganisme ». M. Medvedkov, professeur de géographie sociale, et sa femme Olga, également membre du mouvement, ont été appréhendés dans le centre de Moscou alors qu'ils manifestaient contre leur licenciement de l'Institut de géographie de l'Académie des sciences, survenu au début du mois. M. Medvedkov a été relâché après deux heures d'interrogatoire par la police. (AFP, Reuter.)

LA CONFÉRENCE DE L'ASEAN A MANILLE

M. George Shultz exprime son ferme soutien à M^{re} Aquino

Correspondance

Manille. - Comme on pouvait s'y attendre, les discussions en marge de la dix-neuvième réunion annuelle des ministres des affaires étrangères de l'ASEAN ont été dominées par le « renouveau » Philippin. Chacun des représentants des six « partenaires privilégiés » de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Etats-Unis, Japon, Corée, Australie, Nouvelle-Zélande et Canada), pour exprimer un soutien ferme à M^{re} Aquino, se félicitait notamment des progrès économiques « déjà apparents » aux Philippines depuis le changement de régime.

Le premier d'entre eux, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz a formalisé la remise aux Philippines d'une somme de 200 millions de dollars, prévue de longue date mais dont le remboursement

avait été bloqué du temps de M. Marcos. De même, le ministre japonais des affaires étrangères, M. Shintaro Abe a promis pour bientôt une aide de 16 milliards de yens.

Pourtant, le « sage de confiance » de M. Shultz a été sujet à controverse. Un proche conseiller de M^{re} Aquino a ainsi déclaré qu'il ne fallait pas que les Philippines « sautent en l'air de joie comme des chimpanzés » puisqu'en fin de compte, l'argent ne représentait que le « loyer » des bases américaines sur l'île de Luzon.

A l'occasion de leur conférence qui s'est terminée mardi, les ministres des six pays membres de l'ASEAN ont condamné l'apartheid en Afrique du Sud et, surtout, ont convenu qu'apparemment plus rien ne pouvait être fait pour inviter Hanoi à retirer ses troupes du Cambodge. Le « club » asiatique a entrepris, depuis ses entretiens avec ses « partenaires privilégiés ».

Deux thèmes dominent ces discussions. D'abord le dossier du « protectionnisme » pratiqué par les riches : l'ASEAN est préoccupé à la fois par le rétrécissement des débouchés commerciaux et par la chute continue des cours internationaux des matières premières qui constituent le gros des exportations de la région.

Position intransigeante

L'ASEAN étudie un projet de délimitation de la région avec, comme corollaire, une proposition indonésienne de démanteler la zone Asie du sud-est. Si pareil projet paraît encore utopique à l'heure actuelle, du fait du conflit cambodgien et la présence « ni confirmée, ni démentie » d'un arsenal nucléaire américain aux Philippines, la position

intransigeante adoptée par la Nouvelle-Zélande dans le cadre de son contentieux avec les Etats-Unis en a inséré plus d'un.

Bien que le premier ministre néo-zélandais doit rencontrer une dernière fois M. Shultz dans les prochains jours à Manille, le vote prévu le mois prochain à Wellington d'une législation interdisant le passage de navires équipés d'armes nucléaires dans les eaux néo-zélandaises marquera de facto la fin du traité d'alliance militaire de 1958 tant les deux pays à l'Australie.

Lors de la première séance de l'ASEAN, lundi, l'invité d'honneur de la réunion, le ministre des affaires étrangères de la Papouasie Nouvelle-Guinée, qui souhaite toujours être admise au sein de l'association, a d'ailleurs fait part des préoccupations de son pays devant les essais nucléaires français dans le Sud-Pacifique et devant ce qu'il juge être l'« enlèvement » de la France en Nouvelle-Calédonie.

KIM GORDON-BATES.

La libération du père de Giscard

Le missionnaire français, qui avait été enlevé il y a trois semaines dans le sud des Philippines, est arrivé, mercredi 25 juin, à Manille. Sa libération n'a pas fait l'objet d'une rançon, mais une somme d'environ 2 400 dollars a été versée à ses ravisseurs au titre de « frais de garde ». Le père de Giscard est apparemment en bonne santé et a souhaité retourner à Marawi, dans le sud de l'archipel. A Paris, un porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré que « le gouvernement se réjouit très vivement de cette libération », effective depuis mercredi et qui avait été prématurément annoncée, la semaine dernière, par la presse de Manille (le Monde du 16 juin). (AFP, Reuter.)

Afghanistan

Violents combats à Herat et dans le Sud-Est

De violents combats se poursuivent à Herat, à l'ouest, mercredi 25 juin, un porte-parole de la résistance. Les troupes soviétiques-afghanes tentent de reprendre le contrôle de la grande ville de l'Ouest afghan occupée par les résistants le 16 juin. D'autre part, selon des diplomates occidentaux en poste à Islamabad, les Soviétiques ont amené une nouvelle base dans la province de Ghazni (sud-est du pays) où ils tentent de reprendre le contrôle de l'autoroute Kaboul-Ghazni sur laquelle, la semaine dernière, les résistants ont attaqué une colonne soviético-afghane, détruisant six véhicules de transport blindés. Entre-temps, la tournée de M. Rabbani à la tête d'une délégation de la résistance (le Monde du 25 juin) s'est terminée par un succès diplomatique.

La percée diplomatique de la résistance

Failli les mouvements de libération nationale qui aspirent à une reconnaissance internationale, la résistance afghane constituait jusqu'ici un paradoxe. Elle a beau contrôler infiniment plus de territoire que, par exemple, le Polisario ou l'OPLP, sa présence sur le plan diplomatique était quasiment nulle. Or la tournée aux Etats-Unis, en France et en Arabie saoudite d'une délégation de l'Alliance des partis de la résistance, conduite par le professeur Rabbani, vient d'amorcer une percée diplomatique.

Pour la première fois, les sept principaux partis de la résistance ont pu constituer une alliance, surtout à usage externe, mais qui est effective depuis un an. La présidence en est tombée. Le séjour aux Etats-Unis de M. Rabbani a toutefois été loin de faire l'unité parmi les résistants, les membres les plus radicaux s'y opposant au nom de la solidarité avec la Libye. Mais l'Arabie saoudite a pesé de tout son poids pour que le voyage soit un succès.

Aux Etats-Unis, la délégation a reçu un accueil quasi officiel : elle s'est entretenue avec le président Reagan, le vice-président Bush, le secrétaire à la défense, M. Weinberger, ainsi qu'avec des sénateurs et des représentants. Elle a mesuré à la fois la force du lobby afghan au sein du Congrès américain, qui regroupe des libéraux comme des conservateurs, et l'attitude ambivalente de l'administration, très ferme en ce qui concerne son soutien militaire, mais prudent quant à ses initiatives politiques.

Le message de l'administration américaine a été clair : la résistance afghane peut compter sur l'appui des Etats-Unis en ce qui concerne les livraisons d'armes, mais elle doit trouver ses soutiens diplomatiques dans le tiers-monde. Les résistants afghans ont d'ailleurs été surpris du décalage entre la publicité faite sur le financement de l'aide militaire américaine et la réalité de cette aide sur le terrain. « Problème purement technique », leur a-t-on répondu.

Pour éviter d'apparaître comme le simple client des Etats-Unis, la résistance tenait beaucoup à être reçue par des gouvernements européens, tout en voulant que les rencontres se fassent au niveau des chefs de gouvernement, afin de marquer sa progression diplomatique, sans exiger cependant la reconnaissance diplomatique. La France, la plus intéressée d'autant plus les Afghans qu'elle garde une image d'autonomie par rapport à la politique américaine et

OLIVIER ROY.

Sri-Lanka

COLOMBO A PRÉSENTÉ UN NOUVEAU PLAN DE PAIX

Le président Jayawardene a présenté, mercredi 25 juin, un plan de paix visant à mettre fin au conflit entre Cinghalais et Tamouls, qui, encore fait, le jour même, dix-neuf morts et soixante et un blessés. Ce plan, qui a fait l'objet de consultations avec New-Delhi, prévoit une forte décentralisation du pouvoir, notamment sur la réforme agraire à des conseils provinciaux élus. Mais la conférence de paix, réunie à Colombo et au cours de laquelle le chef de l'Etat sri-lankais s'est exprimé et été boycottée par le principal mouvement insurgé tamoul ainsi que par le Parti de la liberté, la plus importante formation de l'opposition légale, dirigé par M^{re} Bandaranaike. Celle-ci a cependant indiqué que le plan du président serait étudié par son parti. Mais les concessions ainsi offertes aux Tamouls par Colombo semblent encore loin de pouvoir constituer la base d'un règlement.

Belgique

ANCIEN PREMIER MINISTRE

Paul Vanden Boeynants a été condamné pour fraude fiscale

De notre correspondant

Bruxelles. - « Vous êtes un fraudeur fiscal viscéral et invétéré », M. Carlos Amores y Martínez, le président de la 22^e chambre du tribunal correctionnel de Bruxelles, n'a pas été tendre, mercredi 25 juin, avec Paul Vanden Boeynants, soixante-sept ans, ancien premier ministre, accusé de fraude fiscale.

Après l'avoir condamné à trois ans de prison avec sursis et à 600 000 francs belges (environ 90 000 francs français) d'amende, il lui a porté l'estocade finale au terme de trois heures et demie de lecture des cent quatre-vingt-deux pages d'un jugement de plus en plus sévère. « Ce n'est pas une preuve mais des centaines de preuves que nous avons trouvées dans le dossier », a-t-il déclaré. « Nous avons utilisé le plus fin tourment possible pour démonter le mécanisme d'horlogerie que vous avez mis au point. Ce mécanisme, en fait, était simple : éviter l'impôt en « revenant » son patrimoine à des sociétés - qui lui appartenaient - installées dans des paradis fiscaux par l'intermédiaire d'hommes de paille et de sociétés fictives.

Le président a aussi retenu contre Paul Vanden Boeynants l'accusation

d'usage de faux. Au cours de l'instruction - ce qui renforce encore la charge - l'ancien premier ministre a en effet « sorti » un reçu de 40 millions de francs belges dont la signature avait été manifestement décalquée. « Dernière tentative d'un joueur toujours gagnant jusqu'ici et se livrant à un quitte ou double déshonoré », déclara M. Amores, qui conclut : « Vous imposez la loi, vous devez être le premier à la respecter. Vous ne l'avez pas fait, mais les portes de la prison ne s'ouvrent pas sur vous, compte tenu de votre âge, et aussi des services que vous avez rendus au pays. » Paul Vanden Boeynants, resté muet pendant la lecture du jugement, semblait abasourdi par les commentaires du président du tribunal. « La sanction ne semble surprendre, et je ne puis accepter les commentaires qui l'ont accompagnée », déclara-t-il, avant de s'engouffrer dans sa voiture sous les flashes des photographes.

« C'est triste pour notre pays et notre démocratie, commentait un avocat bruxellois, de voir un ancien premier ministre en arriver là. Mais c'est aussi satisfaisant de savoir que la justice a osé le poursuivre et le condamner. »

JOSÉ ALAIN FRALON.

Chypre

La visite du chef du gouvernement d'Ankara provoque un regain de tension greco-turque

La question chypriote est au centre d'un net regain de tension entre la Grèce et la Turquie, qui inquiètent les alliés des deux pays au sein de l'OTAN. M. Turgut Ozal, le premier ministre turc, vient d'annoncer qu'il se rendrait dans la « République turque de Chypre nord » pour une visite officielle de trois jours à partir du 2 juillet. Cette « République », auto-proclamée en novembre 1983 dans la partie nord de l'île, occupée par les troupes turques, n'a été reconnue à ce jour que par le gouvernement d'Ankara.

C'est la première fois qu'elle s'apprête à recevoir la visite d'un officiel turc de ce voyage a provoqué de vives protestations du gouvernement socialiste grec et du président de l'Etat chypriote (le seul reconnu internationalement), M. Spyros Kyprianou, qui a dénoncé la « nouvelle provocation » de M. Ozal.

Ce geste du premier ministre turc semble indiquer qu'Ankara a

opté pour la fermeté, après ses offres de dialogue plusieurs fois réitérées ces dernières années et toujours repoussées par Athènes qui fait du retrait des troupes turques l'un des préalables à tout rapprochement. Lors d'une conférence de presse donnée lundi 23 juin à Ankara, M. Ozal a répété que les quelques 18 000 soldats stationnés dans la partie nord de l'île constituaient « une garantie de stabilité et de paix » pour Chypre. « Nous avons la responsabilité d'aider et de protéger les gens », a-t-il déclaré, tout en ajoutant que si les deux parties parvenaient à un accord stipulant une « réduction » de ces troupes, la Turquie le respecterait.

le différend s'est aggravé après le rejet par M. Kyprianou et le gouvernement d'Athènes du plan de règlement proposé par M. Perez de Cuellar en mars dernier. C'était la troisième fois, depuis 1984, que le secrétaire général de l'ONU tentait

de mettre au point la base d'une solution négociée au problème du statut de l'île.

Ce plan prévoyait la création d'un Etat fédéral, dirigé par un président représentant la communauté chypriote grecque et un vice-président représentant la communauté chypriote turque et disposant d'un droit de veto. La partie turque n'a accepté ce plan - ce qui lui était assez assés de la partie grecque. M. Kyprianou effectivement l'a rejeté, estimant qu'il n'offrait pas de garanties suffisantes à la communauté grecque, ni dans sa représentation politique, ni en ce qui concerne la liberté de circulation et d'installation dans l'île, et regrettant qu'il ne comporte pas de plan de retrait des troupes turques.

M. Kyprianou demandait la réunion d'une conférence internationale d'un sommet entre leaders des deux communautés (lui-même et M. Demetris) pour discuter de ces questions avant l'ouverture des discussions intercommunautaires par les institutions proposées par le secrétaire général de l'ONU.

Début juin une délégation du ministère des affaires étrangères soviétique a séjourné à Chypre. Même si on déclare à Moscou soutenir la mission de bons offices de M. Perez de Cuellar, on y est favorable à la tenue d'une conférence internationale et au retrait non seulement des troupes turques mais des deux bases militaires britanniques situées dans le sud de l'île.

M. Kyprianou viendra exposer sa position à Paris début juillet ce qui pourrait être l'occasion de certaines divergences de vues entre l'Elysée et Matignon.

CLAIRE TRÉAN.

ÉCOLE DE GESTION DE PARIS GESTION et MANAGEMENT INTERNATIONAL

Admission 86-87

Les candidats doivent justifier d'un titre de bachelier et/ou d'une année d'enseignement supérieur.
Programme intensif sur 3 ans : PARIS - SAN FRANCISCO
MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION/TITRE E.G.P.

Administration - Inscriptions - Concours :
E.G.P. : 3, Impasse Royer Collard, 75006 PARIS
Tél. : (1) 43.25.63.91

Établissement Libre d'Enseignement Supérieur. Association d'Éducation à but non lucratif.
Communiqué par l'European University of America

مركز الدراسات الدولية

Crédit du Nord



Pour trois maîtres ferronniers champenois, l'Amérique, c'était la porte à côté.

Le 10 septembre 1984, à 7 heures du matin, le téléphone sonne au domicile d'un des dirigeants du Crédit du Nord de New York, Jean-François Berthier.

Aussitôt après avoir donné son nom et présenté ses excuses, le correspondant matinal enchaîne :

— Monsieur Berthier, si je n'ai pas très vite une caution de 1.700.000\$, je perds mon appel d'offre.

Il s'agit de la commande des Etats-Unis pour la restauration de la Statue de la Liberté. Le client du Crédit du Nord, c'est Jean Bourly, directeur des Métalliers Champenois.

Il vient d'emporter contre 24 concurrents la finale technique de l'appel d'offre. Mais il risque de tout perdre alors que tout semblait gagné : les Américains ne signent pas sans une caution du montant de leur commande... Et le patrimoine professionnel des Métalliers n'en représente que le dix-huitième.

Qu'auriez-vous fait à la place du Crédit du Nord ?

S'engager sur 17 millions de francs pour une entreprise dont

le chiffre d'affaires annuel était de 11 millions de francs... qui allait travailler à 6.000 km de chez elle... selon des méthodes artisanales comme au 19^e siècle.

Pourtant le OK définitif est arrivé 6 heures après la demande.

Cette efficacité, Jean Bourly en est encore étonné. Mais c'est notre méthode de travail, qui nous vaut la confiance de 150.000 entreprises clientes. Parmi elles, il y a beaucoup d'exportateurs.

Octrois de crédits, montages de financements, mais aussi détections d'opportunités, interventions auprès de l'administration, conseils sur les procédures de recouvrement... les entreprises exportatrices trouvent auprès de nous une compétence qui "va loin"... mais qui part de nos 600 agences en France.

Pour les Métalliers, notre bureau de New York a donné les conseils et réalisé les opérations nécessaires sur place, mais l'analyse de la caution, l'établissement du compte de chantier et du préfinancement export sont partis de notre

direction régionale du Crédit du Nord de Reims, la banque des Métalliers depuis leur fondation. Et c'est aussi Joseph Colmars, notre directeur de Reims, qui a recommandé de changer les dollars gagnés par les Métalliers, au moment où le cours était à 9,75 francs.

Avec le Crédit du Nord, exporter en Amérique, en Asie et, bien sûr, en Europe, c'est la porte à côté.



Crédit du Nord

AFRIQUE

République sud-africaine

MISE EN GARDE A LA PRESSE

Les journaux doivent apprécier eux-mêmes le caractère « subversif » d'une information

De notre correspondant

Johannesburg. — Officiellement, la censure n'existe pas en Afrique du Sud. Il s'agit seulement, selon le bureau de l'information, de « limitations » à la liberté de la presse, résultant de l'état d'urgence dont l'imposition s'est révélée nécessaire en raison de la « gravité de la situation ». M. Louis Nel, ministre adjoint de l'information, qui dirige cet organisme composé de six cents personnes, créé à l'automne dernier, a lancé, mercredi 25 juin, aux responsables des organes de presse sud-africains et aux représentants de la presse étrangère un avertissement : « Nous ne permettrons pas à l'avenir à qui que ce soit de violer les règles de l'état d'urgence. Il faut que vous sachiez, n'est-il pas dit, que le gouvernement sud-africain n'hésitera pas à prendre toutes les mesures appropriées afin d'assurer que les journalistes suivent les prescriptions de l'état d'urgence. »

Il ne s'agit pas d'intimidation, a fait remarquer M. Nel, précisant qu'il était ministre de l'information et non de l'intimidation, mais d'un « sérieux appel » à la presse pour qu'elle se plie aux mesures édictées par l'état d'urgence, afin d'éviter toute « confrontation » et, par voie de conséquence, le recours aux sanctions par les autorités. Des sanctions pouvant aller jusqu'à une amende de 60 000 F ou une peine d'emprisonnement de dix ans, cette dernière pouvant être infligée sans possibilité d'opter pour l'amende.

Toute violation peut également entraîner la saisie d'us, de plusieurs ou de toutes les éditions de la publication pendant la durée de l'état d'urgence.

Le bureau de l'information se refuse à donner la moindre indication sur la nature subversive ou non d'une information, conseillant aux journalistes et aux rédacteurs en chef de consulter leurs avocats, ou leur laissant le soin d'apprécier eux-

mêmes le caractère « subversif » d'une nouvelle. La plupart des journaux publient chaque jour un avertissement annonçant à leurs lecteurs que ce numéro a été soumis à une censure de fait.

Or, la définition de la subversion donnée par le décret de l'état d'urgence, si elle fait référence à des situations précises, est suffisamment générale pour déclencher les foudres du pouvoir si tel est son bon vouloir. Il n'y a pas de censure préalable, les journalistes ne sont pas contraints de soumettre leurs articles aux autorités avant publication, mais gare à celui qui aura apprécié de façon un peu trop laxiste les textes répressifs.

M. Nel a précisé que nous n'étions pas dans une « situation normale » et, a-t-il ajouté, on ne peut nier « le rôle indiscutable que les reportages sensationnalistes et/ou subversifs peuvent jouer et jouent dans les conflits de cette nature, en détruisant volontairement ou non la confiance, en incitant à la violence, en semant la sus-

picion et l'hostilité entre les groupes et en minant la volonté et l'unité nationales ».

Il y a quelques jours, M. Dave Steward, chef du bureau de l'information, a déclaré à l'intention de la presse étrangère qu'il n'était pas dans l'idée des autorités de laisser les correspondants travailler à leur guise, comme ce fut le cas par le passé dans certains points chauds du globe.

Il est interdit de pénétrer sans autorisation préalable dans les zones d'insécurité, de parler du comportement des forces de sécurité, de prendre des photos, des films, d'enregistrer ou de dessiner des scènes relatives aux troubles de l'ordre public. Mardi, deux équipes de télévision, l'une de la BBC, l'autre de la NBC, qui filmaient sur les lieux des deux attentats commis à Johannesburg, se sont vu confisquer leurs pellicules. Les seuls documents pouvant être présentés à l'étranger sont ceux de la télévision nationale, qui, dans pareils cas, a fait de l'exclusivité. M. Sakkie Burger, directeur de l'information à la SABC (South African Broadcasting Corporation) a indiqué que les films avaient été rendus disponibles après que ceux-ci eurent été visionnés par les commissaires de police.

Au nom

de l'« intérêt public »

Il est également interdit de faire état du nombre de personnes arrêtées depuis l'entrée en vigueur de l'état d'urgence, ni de révéler les identités, y compris des personnes qui ont été relâchées. Le bureau de l'information fait, selon M. Nel, tout ce qui est possible pour renseigner les journalistes dans les limites imparties par l'état d'urgence. Il est la seule source d'information autorisée. Toute nouvelle relative aux troubles dans le pays et toutes les informations en relation avec l'état d'urgence doivent recevoir son imprimatur sous peine de retour de bâton. Lors des conférences quotidiennes — qui, dorénavant, seront supprimées — il était interdit de poser des questions non liées directement au bilan quotidien des violences. Les autres questions devaient être soulevées par écrit ou telex au moins quatre heures avant la conférence. La réponse obtenue, il s'agit pas possible d'en discuter publiquement.

Les trois journalistes expulsés ou menacés d'expulsion l'ont été au nom de l'« intérêt public ». Même le Parlement est soumis aux restrictions de l'état d'urgence. Le ministre de la loi et de l'ordre a refusé de répondre aux questions de l'opposition relatives au régime d'exception, en vertu du même concept de l'« intérêt public ».

« Intérêt public », ou « intérêt de l'Etat », une notion qui a été avancée par le gouvernement pour se doter de deux nouvelles lois répressives malgré le rejet d'une majorité des députés : 159 contre 146. Le conseil présidentiel a donné son accord. Le président a signé. Désormais, le ministre de la loi et de l'ordre pourra déclarer « zone d'insécurité » tout secteur en proie à l'agitation et disposera des mêmes pouvoirs que sous l'état d'urgence. D'autre part, tout individu susceptible de troubler l'ordre public pourra être détenu sans jugement pendant six mois. M^{me} Héléne Sazmas, députée du parti fédéral progressiste (PFP), a déclaré que l'Afrique du sud se rapprochait de plus en plus d'un « état policier totalitaire ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

Tunisie

Un « noble geste » de M. Bourguiba en faveur des recalés du bac

De notre correspondant

Tunis. — La faible proportion (13 %) de candidats repus cette année au baccalauréat n'a été l'occasion pour le président Bourguiba d'un de ces retournements de situation dont il n'a le secret et sait toujours tirer profit, comme au lendemain du la « révocha du pain » de janvier 1984 lorsqu'il avait annulé les augmentations décidées.

Vendredi dernier, devant le congrès du Parti socialiste destourien, le Combattant suprême avait vivement déploré ces piètres résultats (le Monde du 24 juin) qui avaient plongé parents et élèves dans le désespoir et les enseignements dans la perplexité ; ils reflétaient pourtant la réalité d'une baisse de niveau constant que l'on s'est jusqu'ici efforcé d'ignorer. Mais, devant l'émotion générale, un communiqué de la présidence de la République annonçait, quatre jours plus tard, l'organisation, fin septembre, d'une « session exceptionnelle ». Cette décision, qui fut accueillie avec soulagement dans

toutes les couches de la population, a été l'occasion, mercredi 25 juin, d'une rencontre mémorable avec une impressionnante foule populaire venue exprimer sa joie et sa gratitude au leader de la nation », rapporte l'Agence Tunisie Afrique Presse. Transportés en grand nombre par autocars jusqu'à Carthage, des élèves et leurs parents et des enseignants sont venus jusqu'à « dans la cour intérieure du palais » pour « rendre un vibrant hommage au président Bourguiba pour son noble geste ».

MICHEL DEURÉ.

LA QUESTION DES SANCTIONS ÉCONOMIQUES CONTRE PRETORIA

L'Elysée invoque les « intérêts des exportateurs français »

A la veille de l'ouverture à La Haye, ce jeudi 26 juin, du conseil européen, où sera notamment évoquée la question des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, la France et la Grande-Bretagne ont précisé quelle sera leur position respective. Pour la première fois, Paris a établi un lien entre des sanctions et les éventuelles conséquences sur les intérêts français. M^{me} Michèle Gendreau-Massaloux, porte-parole

de l'Elysée, a souligné, mercredi 25 juin, que la France parlera d'une seule voix au cours du conseil, y compris à propos de l'Afrique du Sud, « car le président de la République et le premier ministre se sont mis d'accord sur les mêmes positions ». Un certain nombre de sanctions économiques pourraient être envisagées par les Douze, a-t-elle indiqué, concernant notamment l'achat de pièces

d'or sud-africaines (mesure déjà appliquée par Paris) et les importations de certains fruits et légumes.

M^{me} Gendreau-Massaloux n'a « pas exclu » que la CEE puisse également décider un embargo sur le fer et l'acier sud-africains. La France adoptera une position « équilibrée et claire : marquer son désaveu de la politique d'apartheid, mais ne pas porter atteinte à l'intérêt national », car elle est soucieuse de « protéger les intérêts des exportateurs français ».

A Londres, le gouvernement britannique — dont l'hostilité envers des sanctions contre Pretoria est la plus catégorique parmi les pays de la CEE — a fait un « geste » mercredi en protestant officiellement contre l'instauration de l'état d'urgence en Afrique du Sud et les « arrestations massives ». Cette protestation a été remise à l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Londres, qui a été convoqué au Foreign Office, alors que, simultanément, un membre de l'ambassade de Grande-Bretagne à Pretoria renvoyait un message identique au ministère sud-africain des affaires étrangères.

M^{me} Lynda Chalker, ministre adjoint au Foreign Office, a, d'autre part, affirmé, à la Chambre des Communes, que le gouvernement britannique « n'hésitera pas à montrer la voie quant à la meilleure manière de démanteler l'apartheid ». M^{me} Thatcher, a-t-elle ajouté, abordera ce sommet avec l'« esprit ouvert », et Londres s'associera aux « mesures positives » qui seraient proposées lors du sommet, comme la création d'un fonds d'aide aux « victimes de l'apartheid » et une éventuelle augmentation de l'aide en faveur de l'éducation des Noirs sud-africains. Lors de la réunion, à Luxembourg, le 16 juin dernier, des ministres des affaires étrangères des Douze, M. Jean-Bernard Raimond avait proposé — sans succès — que la communauté européenne adopte ces mêmes « mesures positives ». — (AFP, Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

BRÉSIL-CUBA

Rétablissement des relations diplomatiques

Brasilia. — Le Brésil et Cuba ont rétabli mercredi 25 juin leurs relations diplomatiques, interrompues depuis 1964. Le ministre des affaires étrangères brésilien, M. Roberto Abreu Sodre, a indiqué que le président José Sarney lui avait donné l'instruction, le 11 mars dernier, de négocier la reprise des relations diplomatiques avec La Havane. Dans un accord conclu le 14 juin dernier à Paris, les deux pays se sont engagés à « développer des relations d'amitié et de coopération inspirées par les principes de la Charte des Nations unies » et à se garder de toute « intervention dans les affaires intérieures de leur partenaire ». La rupture entre les deux pays remontait à avril 1964, à la suite du renversement par les militaires brésiliens du gouvernement Goulart. — (AFP.)

NOUVELLE-ZÉLANDE

La politique néo-calédonienne de Paris à l'index

Manille. — La Nouvelle-Zélande est « sérieusement préoccupée » par l'attitude du nouveau gouvernement français en Nouvelle-Calédonie, a déclaré, mercredi 25 juin à Manille, le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange. « La Nouvelle-Zélande était prête à avoir une relation amicale à l'égard de la France » quand l'ancien gouvernement de M. Laurent Fabius a proposé un projet répondant aux vœux d'indépendance des autochtones canaques dans ce territoire français du Pacifique sud, a indiqué M. Lange devant la presse.

Le gouvernement de Laurent Fabius avait établi un calendrier devant permettre d'aboutir à une solution, il avait organisé des élections et réalisé un découpage régional, et la Nouvelle-Zélande avait approuvé ces mesures, a poursuivi M. Lange. « Mais nous sommes sérieusement préoccupés de voir le nouveau gouvernement renoncer à cette évolution », a-t-il souligné, ajoutant que cela pourrait provoquer de nouveaux troubles parmi les autonomistes canaques et donner au problème une dimension internationale. — (AFP.)

SOUDAN

Reprise des pourparlers sur la question du Sud

Une deuxième série de pourparlers de paix entre rebelles du sud du Soudan (l'APLS de M. John Garang) et un groupement de partis et de syndicats proches du gouvernement de Khartoum se sont ouverts, mardi 24 juin, à Addis-Abeba. Les participants, qui s'étaient déjà réunis il y a quelques semaines, doivent, en principe, décider de l'organisation et du calendrier d'une conférence constitutionnelle pour débattre de la question du Sud. En fait, la réunion s'est ouverte dans un climat de grande méfiance. — (Reuters.)

URSS

Des Américains vont surveiller les essais nucléaires soviétiques

New-York. — Des scientifiques américains ont annoncé mercredi 25 juin, à New-York, qu'ils se rendront lundi prochain en URSS pour surveiller les essais nucléaires soviétiques. Cette initiative, qui n'a soutenu ni désavoué par le gouvernement de Washington, a été lancée par le Natural Resources Defense Council (Conseil de défense des ressources naturelles), organisation américaine non gouvernementale, qui a signé un accord à cet effet en mai dernier avec l'Académie des sciences soviétique (le Monde du 31 mai).

Les scientifiques américains — dont le nombre n'a pas été précisé — installeront des sismographes dans trois endroits situés à environ 150 kilomètres d'un important polygone de tir soviétique, a déclaré M. DeWind, président de l'organisation, ajoutant qu'un groupe de scientifiques soviétiques devrait réciproquement pouvoir surveiller à partir d'août prochain les essais américains dans le Nevada. — (AFP.)

(Publié)

GÉOPOLITIQUE AFRICAINE N° II

- SAHARA : L'ALGÉRIE PERD SON ATOUT MAÎTRE
- Le tiers-mondisme contre le tiers-monde par ROSEY BRAUMAN.
- Matériaux premières : ou la libéralisme, non à l'impasse par DENIS BRA-KANON.
- Le scandale malgache par FERNAND DELERIS.
- Les épiphies de Mahomet et de Curiel par J.-P. PERONCEL-HUGOZ.
- La C.D.E.A.O. par EDMOND KODJO.

Prix du numéro : 80 F - Abonnements : 300 F ou 350 F (étranger). Paiement de préférence par mandat postal (guarantissant) ou au CCP Bruxelles, 000 187-912057 de GÉOPOLITIQUE AFRICAINE.

GÉOPOLITIQUE AFRICAINE 6 et 8, square Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris, 216, chaussée de Wavre, 1040 Bruxelles.

CEPES
57, r. Ch.-Lafitte, 92200 Nanterre, 47-22.94.94 - 47-45.09.19
SCIENCES-PO
préparations d'été ou annuelles sur place, et par correspondance
1^{re} et 2^e année - Fin d'A.P. - 2 centres : Quartier latin ou Nanterre

PIERRE BLOCH
LONDRES
capitale de la
FRANCE LIBRE

FIRST TIME
SOLDES
20% à 50% sur canapés, tables, luminaires, tapis.
27, RUE MAZARINE PARIS 6^e. TEL. : 325.55.00. PARKING.

daniel hechter
Saint Germain des Prés
soldes
146, Bld Saint Germain. Tel. 43.26.96.36

HEMISPHERE
SOLDES

وركة من الزلازل

AMÉRIQUES

TROIS CENT MILLE RÉFUGIÉS EN AMÉRIQUE CENTRALE

Les otages de la violence

De notre envoyé spécial

San-José. — Du Mexique à Panama, les réfugiés sont plus de trois cent mille en Amérique centrale, et leur nombre augmente depuis plusieurs années. Qu'ils soient guatémaltèques, fuyant une violence endémique vers le proche refuge mexicain; salvadoriens, touchés depuis 1981 par les exactions des groupes paramilitaires et de la guérilla; ou nicaraguayens, aujourd'hui las d'une révolution qui s'enlise dans un conflit armé, les réfugiés de l'isthme provoquent des difficultés croissantes dans les pays d'accueil, où près du tiers d'entre eux sont assistés par le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR).

Le camp de Boca-Renal, dans le nord du Costa-Rica, apparaît un peu comme le symbole de cet afflux. Sur le sol de béton de la salle des fêtes communales, transformée en camp de transit, près de deux cents réfugiés sont alignés. Un simple toit de tôle les recouvre et quatre cents personnes vivent là, avec pour seul « jardin » quelques mètres carrés de terre battue entourés de grillages. C'est l'un des camps les plus vétustes d'Amérique centrale, et sa fermeture, minutes fois décidée, n'a jamais duré plus de quelques semaines. « C'est de l'ultra-provisoire, qui risque de durer longtemps encore », explique le responsable local du HCR.

Ces réfugiés, dont tous les pays d'origine — à l'exception de Cuba — reconnaissent l'existence, sont surtout concentrés dans deux pays : le Costa-Rica et le Honduras. Pendant quelques années, le Nicaragua fut aussi une terre d'asile pour les Salvadoriens, qui ont peu à peu été intégrés, dans ce pays à faible densité de population, au sein de coopératives agricoles. Mais, aujourd'hui, rares sont les nouveaux candidats à l'immigration, et le HCR n'assiste plus guère que cinq cents personnes.

La situation est différente au Costa-Rica, dont la longue tradition démocratique et l'absence de forces armées prévues par la Constitution ont toujours encouragé l'afflux de réfugiés, d'autant plus que la loi sur l'immigration est très libérale. Environ quinze mille Nicaraguayens se trouvent sur son territoire. Les Salvadoriens et les Nicaraguayens franchissent aussi en grand nombre la frontière du Honduras, situé au centre de la zone de conflit de l'isthme.

Dans ces deux pays, la dégradation de la situation économique est le premier obstacle à cet afflux massif. A San-Antonio, l'un des membres du conseil municipal de cette ville proche de la frontière salvadorienne explique que « cela ne peut durer ». Il assure que la population « a accueilli avec bienveillance les premiers réfugiés, mais la situation se prolonge, leur nombre augmente, et nous avons suffisamment de difficultés pour vivre sans devoir supporter bénévolement le poids de cette population. Il n'est pas question de leur offrir plus de terre ». A Limón, dans le camp de transit situé près de la côte atlantique du Costa-Rica, Eduardo, un professeur nicaraguayen âgé de vingt-neuf ans, s'est réfugié avec sa femme et ses deux enfants depuis trois ans. Il raconte qu'il fabrique des pots peints pour les vendre dans le camp. « Il nous est presque impossible de travailler en ville, dit-il. C'est une des régions les plus pauvres du pays, et la population voit d'un mauvais œil les réfugiés prendre leur travail, sauf exceptionnellement et de manière saisonnière ».

Arrière-pensées politiques...

Dans ce contexte, les contrôles de sécurité se multiplient à l'intérieur même des camps. Les réfugiés doivent obtenir une autorisation pour sortir et fournir, à leur retour, la preuve de leur emploi, lorsqu'ils parviennent à en trouver un. Les autorités des deux pays tentent par ailleurs de mieux contrôler leurs frontières. Mais, comme le souligne l'ancien premier ministre costaricien, M. Jiménez Veiga, aujourd'hui conseiller du nouveau président Oscar Arias : « Comment voulez-vous que nous réussissions avec sept cents gardes, là où les Nicaraguayens échouent avec plus de cinq mille soldats ? »

Au Honduras, les camps sont gardés en permanence par l'armée, et de fréquentes patrouilles sont effectuées à l'intérieur. Ces mesures provoquent parfois des incidents. Récemment, une « descente » des militaires dans le camp de Colomoncagua, au sud du pays, a fait trois morts et de nombreux blessés. Les forces armées n'hésitent pas non plus à refouler vers le Salvador les éventuels candidats à l'immigration qui se présentent à la frontière. Au mois d'avril, un accrochage a provoqué la mort de plusieurs personnes,

et d'autres ont été remises aux autorités militaires du Salvador. A tel point que le HCR, fait unique dans ses annales, a créé un petit groupe de deux ou trois personnes patrouillant à pied ou à cheval le long de la frontière, chargé d'assister les nouveaux arrivants auprès des autorités. Une initiative qui suscite d'inévitables tensions.

Les arrière-pensées politiques sont en effet omniprésentes. Le président de la République hondurienne, M. José Azcona, estime ainsi que le gouvernement sandiniste est « empêtré dans ses erreurs », mais il juge que le président salvadorien, M. Napoleón Duarte, « est un homme admirable ». On comprend alors la grande différence de traitement dont bénéficient les « rebelles » de l'un et l'autre pays. Les camps de réfugiés sont par ailleurs accusés de servir de base arrière aux mouvements de guérilla. Les camps fourniraient les combattants en vivres et en médicaments. Une aide en réalité symbolique dans la mesure où l'importante population de réfugiés dans les camps de Colomoncagua et Mesa-Grande, au Honduras (plus de vingt mille personnes), reçoit nourriture et médica-

ments en quantité tout juste suffisante pour ses propres besoins.

Les camps sont en revanche largement utilisés par la guérilla comme une « caution morale » de leur cause : la preuve vivante que leur pays souffre de manques qu'il est urgent de combattre, puisqu'une partie de la population est obligée de fuir le pays. Et les différentes pressions exercées à l'intérieur des camps par les représentants élus sont un autre obstacle aux solutions envisagées par le HCR pour la population réfugiée : intégration dans le pays d'accueil ou rapatriement.

« Campagnes d'information »

Une alternative possible dont ne veulent pas les réfugiés. Pour décourager ceux qui seraient tentés d'accepter l'une ou l'autre de ces solutions, des « campagnes d'information » réalisées par les représentants des camps se multiplient. On raconte, par exemple, comment le retour de telle ou telle famille s'est terminé par des arrestations une fois la frontière franchie; d'autres insistent sur les exactions commises dans

le pays sans que personne puisse en vérifier l'exactitude. Les slogans « Non au rapatriement, non au déplacement » se multiplient sur les murs, et chacun affirme qu'il n'est « pas question de s'éloigner d'une frontière que l'on espère toujours pouvoir franchir un jour ».

Le HCR a ainsi le plus grand mal à organiser des « camps actifs », où les réfugiés trouvent, outre une activité, une relative autosuffisance. La tâche du Haut Commissariat est encore compliquée par la présence de multiples organisations non gouvernementales (ONG), qui, à des titres divers, ont la charge de cette population. Accordant une aide considérable, elles sont aussi parfois à l'origine de conflits avec les autorités locales, voire avec le HCR. Soccorro International, qui gère le camp de Limón, a été écarté à la suite d'incidents. De même, Caritas pourrait être déchargée de ses responsabilités dans l'administration des camps honduriens.

C'est la multiplicité des problèmes — économiques, militaires et politiques — d'accueil des réfugiés qui, avec le risque d'un nouvel afflux, inquiète à la fois les autorités politiques et le HCR. Ce dernier

tente de convaincre certains pays comme le Costa-Rica d'appliquer des critères plus stricts lors de l'octroi du statut de réfugiés aux nouveaux arrivants.

« Sans bien évidemment instituer de quotas », précise le responsable du HCR de San-José. Nombreux sont ceux, en effet, qui viennent trouver, plus qu'un refuge, une solution aux problèmes économiques qu'ils rencontrent dans leur pays.

D'une telle situation, pourtant, l'espoir n'est pas complètement absent. Dans le camp de San-Antonio, les réfugiés salvadoriens ont organisé une grande fête à l'occasion de l'anniversaire de la première négociation à La Palma entre les représentants du FMLN et le président Napoleón Duarte. Pour beaucoup, même si les pourparlers ont pour l'instant échoué, c'est le signe d'un avenir possible, différent de celui que les dessins d'enfants représentent : attaques d'hélicoptères et largages de paraebalistes. Des enfants dont la plupart ne connaissent la réalité que par les récits de leurs parents, mais qui ont aussi, même s'ils ne l'avaient pas, l'espoir de « revenir au pays ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

GAGNEZ UN VOYAGE EN AUSTRALIE ET ASSISTEZ A LA FINALE DE L'AMERICA'S CUP

Participez gratuitement au tirage au sort BankAmerica Travelers Cheques. Aucune obligation d'achat.



GRAND PRIX : Voyage de 10 jours pour 2 personnes en Australie par les lignes aériennes australiennes Qantas pour assister à la finale de l'America's cup en janvier 1987.

2 PREMIERS PRIX : 1000 \$ en BankAmerica Travelers Cheques.

20 DEUXIEMES PRIX : Réveil de voyage.

COMMANDEZ LE POSTER EXCLUSIF AMERICA'S CUP CHALLENGE. Ce poster vous sera envoyé pour tout achat de 500 \$ minimum en BankAmerica Travelers Cheques. Ce magnifique poster couleur de 56cm x 86cm du bateau «French Kiss», est prêt à être encadré. Passez à votre banque pour plus de détails.

BANKAMERICA TRAVELERS CHEQUES WORLD MONEY®

FORMULAIRE DE PARTICIPATION AU TIRAGE AU SORT.

Cochez la case correspondante et indiquez vos nom et adresse.

☐ Veuillez me faire participer au tirage au sort BankAmerica Travelers Cheques. Participation gratuite sans obligation d'achat. (timbre remboursé sur demande).

Règlement complet disponible dans votre banque.

Nom

Adresse

Expédiez à : BankAmerica Travelers Cheques ABC Conseil B.P. 2333 45013 Orleans Cedex

* exclusivement dans les banques agréées BankAmerica Travelers Cheques.

Le bistrot de Charlie

De notre envoyé spécial

Mocoron. — Petite échoppe dans la rue principale du camp de Mocoron, le bistrot de Charlie est un lieu de passage privilégié, un point de rencontre. Les réfugiés viennent y faire quelques achats pendant que les militaires américains ou honduriens dégustent des bières à l'ombre de la véranda, en plaisantant avec le perroquet le plus farouche de l'établissement. « Un sandiniste bien sûr... Ce bistrot-restaurant-épicerie-hôtel-cinéma est dirigé par un Nicaraguayen de Puerto-Cabaza (côte atlantique). Il a fui son pays en 1982, accusé d'être proaméricain et persécuté, dit-il, parce qu'il nourrissait de viande ses chiens dobermans.

Prévenu par son fils (enrôlé de force dans les services de sécu-

rité) des dangers qu'il courait, Charlie est parti avec sa famille et un petit tas de laine ». Aidé par un ami hondurien, il a monté son commerce à l'ombre du camp de réfugiés. « C'est le lieu le plus cosmopolite », assure-t-il avec une joie gourmande. Et une bonne affaire. Il distille aujourd'hui l'essentiel du commerce, grâce à l'avion de ravitaillement qui se pose chaque semaine sur le terrain distant de quelques mètres. Charlie et sa femme n'avisent pas de quitter le Honduras « tant que la situation ne changera pas là-bas ». Lui pense continuer encore longtemps à diriger son équipe de serveuses et de cuisinières en promenant sa silhouette trapue dans les méandres du drugstore le plus étonnant de la région.

D. H.-G.

HEMISPHERES

SOLDES

22, av. de la Grande-Armée 75017 PARIS

1, Bd Emile-Angier 75116 PARIS

politique

LES PROJETS DE LOI SUR LA SÉCURITÉ

M. Peyrefitte salue le retour à sa propre philosophie

M. Alain Chalandon devait répondre jeudi 26 juin aux nombreux intervenants qui ont, à l'Assemblée nationale, analysé ses projets de loi sur la sécurité et particulièrement le premier d'entre eux, sur le terrorisme. La tâche du garde des sceaux ne sera pas facile. Les critiques socialistes furent suffisamment mesurées pour qu'il ne puisse les rejeter

Pas de difficulté avec la masse des députés RPR. Ils ne veulent pas, pour reprendre l'expression de M. Jacques Godfrain (RPR, Aveyron), « d'un nouveau Munich avec le terrorisme », et les projets du gouvernement leur semblent de nature à « lutter avec les moyens de la loi démocratique contre la loi de la force ». M. Peyrefitte partage cette analyse, mais il va au-delà. En dehors de ses attaques courtoises contre la politique pénale de M. Robert Badinter, l'ancien garde des sceaux, c'est surtout livré à un plaidoyer *pro domo* sur l'action qu'il avait menée place Vendôme. Qui, de M. Badinter ou de lui-même, sera une « parenthèse » dans la tradition judiciaire française ? Analyse des textes à l'appui, il est persuadé que l'actuel ministre de la justice est dans le droit fil de la pensée pénitentiaire dont il se vante d'avoir été le précurseur en France.

Mais il est des soutiens qui peuvent être compromettants. Quand l'éditorialiste du *Figaro* affirme que les quatre projets gouvernementaux forment « un ensemble remarquable », il contredit M. Chalandon qui prétend n'avoir voulu apporter que les amendements indispensables à la législation actuelle, se voulant l'héritier de ses deux prédécesseurs. Quand le député de Seine-et-Marne reconnaît que M. Roland Dumas a raison de dire que les textes en discussion « sont du Peyrefitte aggravé », il complique certes la tâche de la majorité des socialistes qui se veulent plus mesurés dans leurs critiques, mais démontre de l'actualité garde des sceaux l'image que celui-ci souhaite laisser ?

M. Peyrefitte a dressé la liste des éléments qui, dans les textes gouvernementaux, vont au-delà de ce qu'il avait entrepris : la législation des contrôles d'identité, le lien entre la délinquance et « l'accroissement de la population étrangère en situation irrégulière », l'allongement de la période de sûreté. Pour d'autres éléments, il constate qu'il n'y a qu'un retour à sa propre pratique, comme le rétablissement de l'incrimination de l'association de malfaiteurs.

Les giscardiens, comme M. Alain Lamassoure (UDF, Pyrénées-Atlantiques) ou M. Jean-François Deniau (UDF, Cher), apportent un soutien limité à M. Chalandon. Ainsi, contrairement au choix fait par celui-ci, M. Deniau souhaite que le crime de terrorisme soit élargi à la « tentative ». « Je prie que l'on fasse une loi précise pour éviter toute contestation, pour que l'on sache de quoi on parle, pour assurer une certaine sécurité dans l'application de la loi. »

La violence juridique

La critique socialiste est évidemment plus glabre, même si M. Georges Sarre (PS, Paris) la centre sur un point précis : la mise à l'écart des citoyens dans le jugement des terroristes. « Pour que la démocratie l'emporte, la condamnation du terrorisme doit être l'affaire de tous. » Analyse que partage M. Deniau, même s'il n'en tire pas les mêmes conclusions. M. Jean-Michel Belorgey (PS, Allier) a dressé une contestation globale des projets gouvernementaux, allant jusqu'à dire qu'ils devraient un jour être « abrogés ». Car pour lui, la « violence juridique » mise en place pour lutter contre la délinquance risque « de s'attaquer au tout-venant de la population ». Or, pour lui, il y avait des « moyens plus simples », en s'appuyant sur les dispositions pénales existantes, pour lutter contre le terrorisme et la criminalité, alors que M. Chalandon « s'est engagé sur un chemin où, la première étape franchie, on peut en franchir facilement d'autres, notamment sans la pression de ses amis ou de ceux qui le deviennent ».

Pour faciliter l'évolution de l'opinion, M. Gilbert Bonnemaison (PS, Seine-Saint-Denis) a présenté un contre-projet de loi contre la délinquance appuyé sur les travaux de la commission des maires « de toutes tendances politiques » qu'il préside encore. Faut-il faire de « pragmatisme » qu'il oppose à « l'idéologie » de la majorité. Parlant des « thèses somnambules » de certains membres de celle-ci, il

sans examen. D'autant que les interventions de certains de ses amis, comme celle de M. Alain Peyrefitte, renforcent les arguments des plus sévères des contestataires de gauche et que les porte-parole autorisés du giscardisme ne se privent pas de planter quelques banderilles dans les projets du ministre de la justice de M. Jacques Chirac.

demande que l'on en finisse « avec le concours permanent et pernicieux » entre ceux qui veulent « flatter le mieux l'opinion sécuritaire ». Revient longuement sur la nécessité de lier « prévention et répression », sur la nocivité de la promiscuité des prisons, sur l'obligation de lutter efficacement contre le crime, il reconnaît un avantage à M. Chalandon : « Nous, nous ne vous imputerons pas la responsabilité de l'assassinat d'une vieille dame, de la mort d'un gendarme, d'un acte terroriste. »

Pas question cette fois pour le porte-parole socialiste « d'un dévergondage systématique des textes » présentés par le ministre de la justice. Les députés du PS vont simplement tenter de les amender. C'est à cela que l'on va maintenant s'employer à l'Assemblée nationale.

THIERRY BRÉHER.

La session extraordinaire du Parlement aura un ordre du jour très chargé

La session ordinaire du Parlement s'achève, constitutionnellement, le 30 juin à minuit. Députés et sénateurs ne partiront pas pour autant en vacances. M. Jacques Chirac a présenté le mercredi 25 juin à la signature du président de la République le décret convoquant le Parlement en session extraordinaire. M. François Mitterrand a déjà dit qu'il ne s'opposera pas à une telle demande, ne serait-ce que parce que les gouvernements de M. Pierre Mauroy et Laurent Fabius avaient largement usé de cette possibilité. Soucieux de respecter les prérogatives gouvernementales en matière d'initiative des lois, il ne compte même pas discuter la liste des projets que le premier ministre veut inscrire à l'ordre du jour du Sénat et de l'Assemblée nationale. Le chef de l'Etat souhaite simplement que cette session reste « extraordinaire », c'est-à-dire qu'elle ne dure pas tout l'été.

Le gouvernement partage ce souhait. Les responsables de sa majorité parlementaire ont émis le vœu que les travaux s'achèvent le 25 juillet afin de permettre aux sénateurs de mener campagne avant le renouvellement sénatorial de septembre. Mais ce calendrier sera difficile à tenir tant est lourd l'ordre du jour prévu. L'Assemblée

nationale, après avoir achevé l'examen des quatre projets de M. Alain Chalandon sur la sécurité, aura à examiner le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie puis le texte sur le contrôle des étrangers. Ce n'est qu'après qu'elle s'attaquera au projet de M. Méhaignerie abrogeant la « loi Quilliot ». Le Sénat, après avoir étudié le texte sur l'audiovisuel, débatera d'un texte « balai » sur les collectivités locales, du régime électoral de Saint-Pierre-et-Miquelon et du Conseil supérieur des Français de l'étranger. Figure aussi au projet d'ordre du jour de cette session extraordinaire une proposition de loi de M. Pascal Clément (UDF, Loire) sur l'aménagement urbain. En revanche n'y est pas inscrit le texte sur l'enseignement supérieur qui soulève tant de contestation, dans la majorité : son premier examen devrait donc être renvoyé à octobre.

La circonspection, pour le gouvernement, sera d'obtenir que la discussion de ces textes aille assez vite pour permettre que certains d'entre eux soient examinés par les deux Chambres et adoptés définitivement. Le Sénat devrait ainsi se saisir des projets de M. Chalandon, et, s'il en a le temps, de celui de M. Méhaignerie. Mais, pour ce dernier, il n'est prévu pour l'heure

que cinq jours de débats. De même la majorité souhaite-t-elle que le texte sur l'audiovisuel vienne à l'Assemblée afin d'être adopté définitivement, comme devrait l'être celui sur la presse écrite.

Compte tenu de la bataille que les socialistes ont l'intention de mener contre la privatisation de TF1, et du peu de temps dont disposeront les députés avant la fin juillet, pour obtenir ce résultat, le gouvernement pourrait être conduit à engager, une fois encore, sa responsabilité. Non seulement M. Jean-Claude Gaudin n'exclut pas une telle éventualité, mais il la souhaite. Cela ne fait pas, toutefois, l'unanimité de son groupe, puisque M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) n'estime pas envisageable un tel recours à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, avant que ne soit débattu l'article du projet privatisant la première chaîne qui n'est que le quarantième du texte.

Le travail ne va pas manquer aux parlementaires. Le gouvernement reste donc très circonspect sur l'ordre du jour précis des travaux des deux Chambres. D'autant que demeure l'épée de Damoclès du Conseil constitutionnel qui pourrait, par ses décisions, contraindre M. Chirac à représenter au Parlement tout ou partie de textes déjà adoptés. Th. B.

La victoire de M. Séguin

M. Philippe Séguin a remporté la course engagée entre les membres du gouvernement. Son projet de loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement devrait être le premier à être promulgué après le changement de majorité. L'Assemblée nationale et le Sénat ont en effet adopté le mercredi 25 juin le texte mis au point par la commission mixte paritaire la matin même et qui, pour l'essentiel, reprend la version proposée par les sénateurs (*Le Monde* du 21 juin) qui ne se distinguait, il est vrai, que de peu de celle votée par les députés. Les socialistes, qui, pourtant, avaient vivement combattu ce projet, n'y voient pas matière à saisir le Conseil constitutionnel. Les neuf juges du Palais-Royal ne s'étonnent pas encore provoqués sur les autres textes adoptés depuis le début de la législature et qui tous lui ont été soumis. Le texte de M. Séguin est la première à pouvoir prendre force de loi.

Belle victoire pour un ministre dont la politique avait été

contestée, tant par la droite, qui lui reprochait sa prudence que par la gauche, qui critiquait le recul social qu'il imposait. Déjà, malgré l'absence de soutien physique des députés de la majorité, il avait réussi en jouant avec la Constitution à éviter à M. Jacques Chirac d'être contraint d'avoir recours à l'engagement de responsabilité. Ce fut là aussi une première.

Ce succès parlementaire n'est pourtant pas l'essentiel pour le ministre des affaires sociales. Il lui reste le plus dur à obtenir : montrer que la politique qu'il a choisie — ou qui lui a été imposée — permettra d'aboutir à un accord entre les partenaires sociaux, bien que le patronat ait d'ores et déjà reçu une satisfaction de taille. C'est là-dessus, et non sur ses talents à mener un débat au Parlement, que seront véritablement jugés les capacités à gouverner de M. Philippe Séguin.

Th. B.

LE RAPPORT ANNUEL DE LA COMMISSION INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

« Science sans conscience... »

« Science sans conscience n'est que ruine de l'âme. » Cet aphorisme de Rabelais résume pour M. Jacques Fauvet le rôle de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) qu'il préside depuis le mois de juin 1984. Arrivé à mi-mandat, M. Fauvet a pris de la hauteur pour préfacier le sixième rapport d'activité de la commission, rendu public jeudi 26 juin au cours d'une conférence de presse à Paris (1).

Outre Rabelais, l'ancien directeur du Monde cite M. Bernard Tricot, l'un des pionniers de la loi de 1978 sur l'informatique et les libertés : « M. Tricot qui voyait dans la commission « l'organe de la conscience sociale face à l'emploi de l'informatique ». M. Fauvet se réfère aussi à Michel Serres et sa typologie des nouveaux pouvoirs : bureaucratique, médiatique et scientifique. Leur rôle grandissant, explique M. Fauvet, appelle des contre-pouvoirs qu'on a vu fleurir ces dernières années : le médiateur, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, le Comité national d'éthique ou la CNIL, occupée et préoccupée, écrit son président, par « la science et la technique de l'informatique, la légitimité et, éventuellement, la tentation qu'elles génèrent ».

La plupart des grandes affaires détaillées dans ce rapport qu'il ouvre l'année 1985 sont connues. L'une n'est pas et illustre cette tentation des nouvelles technologies de s'affranchir contre l'expérimentation de la loi de 1978. « L'informatique », affirme cette loi, doit être au service de chaque citoyen (...). Elle ne doit porter atteinte ni à l'identité humaine ni aux droits de l'homme ni à la vie privée ni aux libertés individuelles ou publiques. »

Gériatrix

A la lumière de ces grands principes, la CNIL a eu, récemment, à s'interroger sur la légitimité d'une expérience menée par les établissements hospitaliers de Bischwiller (Bas-Rhin). Dénommée Gériatrix, une appli-

cation automatisée mise au point dans ces hôpitaux permet de faire apparaître sur un écran la silhouette déformée (elle ressemble à Gollum) des personnes âgées qui y sont soignées. Cette silhouette apparaît émergeant d'un écran en cas de représentation chaque partie du corps. Ces cases peuvent être teintées en noir, en gris ou en blanc, le blanc signifiant un degré maximum de handicap.

La CNIL a donc été amenée à naviguer à vue — comment ferait-elle autrement ? — et avec pragmatisme. Elle a efforcé d'élever des garde-fous, de se faire entendre et aussi connaître. L'effort n'est pas toujours vain. M. Fauvet estime que les mises en garde de la commission contre l'utilisation, par les parties politiques, de fichiers commerciaux ont été entendues. Le RPR avait ainsi adressé, lors des dernières cantonales, une demande de fonds à de nombreux clients de Burberry's qui, pour certains, s'étaient efforcés de ce détournerment de fichier interdit par la loi. Aux législatives du mois de mars, se félicite M. Fauvet, de tels détournements ont été beaucoup moins nombreux, et c'est heureux, car la commission, est « plus soucieuse de prévenir que de réprimer ».

BERTRAND LE GENDRE.
(1) La Documentation française, 417 pages, 105 F.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

ADDITION à l'insertion parue le 23/6/1986. Vente le JEUDI 3 JUILLET 1986 à 9 h 30 au Palais de Justice de Créteil d'un PAVILLON à VILLENEUVE-ST-GEORGES (94) 25, rue de Bellevue (94) Il y a lieu de préciser que la mise à prix est de 200 000 F. S'adresser à M. JUNIK, avocat à Créteil (Val-de-Marne), tél. 48-99-42-96.

Vente au Palais de Justice de PARIS - Jeudi 3 juillet 1986 à 14 heures
ENSEMBLE IMMOBILIER à COURANCES (Eure-et-Loire)
933 m² - Rue du Petit-Paris, n° 13
MISE A PRIX : 180 000 F
S'adresser SCP LE Sourd-Desbrosses, 27, quai Anatole-France, PARIS-7^e, tél. 45-51-31-60. Visite sur place le 27/6/1986 de 16 heures à 17 heures.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le jeudi 3 juillet 1986 à 14 heures - En un seul lot
APPARTEMENT à PARIS (4^e)
en duplex et une cave dans un immeuble sis rue Saint-Jacques, n° 54
MISE A PRIX : 210 000 F
S'adresser pour tous renseignements à la SCP SCHMIDT, DAVID, avocat à PARIS (17^e), 76, avenue de Wagram, tél. 47-66-16-69, et sur les lieux pour visiter.

Vente sur folle enchère au Palais de Justice de PARIS le jeudi 3 juillet 1986 à 14 heures - En un seul lot
LOCAL COMMERCIAL à PARIS-7^e
comportant UNE BOUTIQUE, une mezzanine entre le rez-de-chaussée et le 1^{er} étage, deux caves au sous-sol
RUE PIERRE-LOUIS, n° 6
MISE A PRIX : 450 000 F
S'adresser pour tous renseignements à la SCP SCHMIDT, DAVID, avocat à PARIS-17^e, 76, avenue de Wagram, tél. 47-66-16-69. Sur les lieux pour visiter - Au cabinet de M^{re} Brigitte LONGUET, avocat à PARIS-16^e, 161, avenue Victor-Hugo.

Vente après liquidation des biens au Palais de Justice de PARIS le jeudi 3 juillet 1986 à 14 heures - En un seul lot
PROPRIÉTÉ à CHENNEVIERES (94)
367 m² - Cadastre section K n° 92 - Secteur résidentiel, pavillonnaire en BORDURE DE MARNE, 11 bis, rue de Champigny « LES TERRASSES »
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION - MISE A PRIX : 150 000 F
S'adresser à M^{re} R. AMBROISE-JOUVON, avocat à PARIS, 160, rue de la Pompe, PARIS-16^e, tél. 47-77-32-39, d'une copie de l'enchère.
M^{re} Gilles PELLEGRIN, syndic juif à PARIS-1^{er}, 88, rue Saint-Denis. Au greffe des criées du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé.
Sur les lieux pour visiter après avoir tél. à M^{re} AMBROISE-JOUVON.

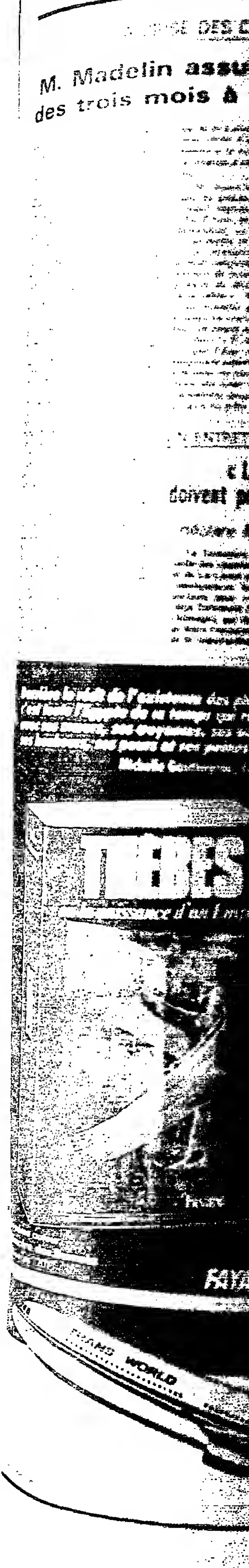
Vente après liquidation des biens au Palais de Justice de PARIS le jeudi 3 juillet 1986 à 14 heures
PROPRIÉTÉ à HODENT (Val-d'Oise)
à usage industriel comp. divers bâtiments sur terrain de 20 541 m²
Boulevard « Le Village » - LIBRE D'OCCUPATION
MISE A PRIX : 500 000 F
S'adresser M^{re} Bernard MALINVAUD, avocat, 1 bis, place de l'Alma, PARIS (16^e), tél. 47-23-73-70 ; M^{re} H. GOURDAIN, syndic, 174, bd Saint-Germain, PARIS, et tous avocats près le Tribunal de PARIS.

Vente après liquidation des biens au Palais de Justice de PARIS le jeudi 3 juillet 1986 à 14 heures
DEUX LOCAUX à PARIS (5^e)
au rez-de-chaussée, l'un bâtiment A, l'autre bâtiment C, avec escalier particulier et au 3^e étage, 3 caves, rue Lavoisier, n° 3
LIBRES DE LOCATION - MISE A PRIX : 500 000 F
S'adresser M^{re} Bernard MALINVAUD, avocat, 1 bis, place de l'Alma, PARIS (16^e), tél. 47-23-73-70 ; M^{re} H. GOURDAIN, syndic, 174, bd Saint-Germain, PARIS, et tous avocats près le Tribunal de PARIS.

Vente à licit. Pal. Just. Créteil (94), r. Pasteur-V. Radot, 10 juillet, 9 h 30
EN DEUX LOTS
A SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS
PROPRIÉTÉ - JARDIN 2a 75ca 1 bis, avenue de la Touraine
2^e APPARTEMENT LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
9, av. de Diane - 1^{er} et 2^e étages en rez-de-chaussée, entrée, séj., 2 ch.
bât. W.C., chauffage, balcon, cave, parking
MISE A PRIX : 1^{er} lot : 535 000 F - 2^e lot : 420 000 F
S'adresser M^{re} MAGLO, avocat, 9, allée de la Tolérance à Créteil (94000) TEL. 45-87-18-90 ; M^{re} MANSON, av. 24, av. Victoria, Paris-17^e, TEL. 42-36-77-50 ; M^{re} MENANT, avocat, 27, rue Marbeuf à Paris-8^e et à ses lieux pour vis.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le LUNDI 7 JUILLET 1986 à 14 heures
UN APPARTEMENT DE 5 PIÈCES PRINCIPALES
débaras, cuisine et cabinet de toilette, W.C., cave au 3^e étage droite de l'immeuble sis à
PARIS (10^e) - 26, RUE PHILIPPE-DE-GIRARD
MISE A PRIX : 180 000 F
S'adresser à M^{re} Huguette AMBROISE-JOUVON, avocat à la Cour de Paris, 160, rue de la Pompe, 75116 PARIS, tél. 47-77-32-39, dépositaire d'une copie de l'enchère ; à tous les avocats près le Tribunal de Grande Instance de PARIS ; au Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS où le cahier des charges est déposé ; sur les lieux pour visiter, après avoir téléphoné à M^{re} AMBROISE-JOUVON.

Vente sur saisie immobilière d'urgence du tribunal de gde inst. de Montpellier, au Palais de Justice, salle de la 1^{re} chambre, le MARDI 8 JUILLET 1986 à 14 h 45
UN ENSEMB. IMMOBILIER dit CHATEAU DE CAMBOUS sis en VIOLS-EN-LAVAL (Hérault)
Ce chateau comporterait une partie du XVI^e s. et une autre partie du XVII^e s. - Elevé sur rez-de-cha. et 1^{er} étg. (plafond et cheminée style Renaissance) - Hautes, chapelle, piscine et Appart. du gardien.
MISE A PRIX : 1 800 000 F - Frais en sus
T.V.A. à la charge de l'acquéreur. - Enchères par ministère d'avocat - Consignation du quart de la mise à prix et du montant approximatif des frais. - S'adresser pour tous renseignements à : S.C.F. d'Avocats Alain Delord, Bernard Travier, Francis Deses, avocats à la cour, 17, rue du Palais des Châteaux à Montpellier.
TEL. 47-66-01-20 (3 lignes groupées).



LA CRISE DES CHANTIERS NAVALS

M. Madelin assure que les salaires des trois mois à venir seront payés

La crise des chantiers navals a été évoquée, le mercredi 25 juin, à l'Assemblée nationale, où le ministre de l'Industrie, M. Alain Madelin, a été interrogé d'abord par M. Christian Goux (PS, Var). M. Goux lui reprochait de refuser aujourd'hui des subventions qu'il avait justifiées il y a un mois et demi lors de la présentation du collectif budgétaire. M. Madelin a répondu en dénonçant le « gaspillage des deniers publics » entraîné par le « mariage malheureux, imposé en 1982 », des chantiers de la Seyne-sur-Mer (Var), La Ciotat (Bouches-du-Rhône) et Dunkerque (Nord).

« Moins d'un an plus tard, a-t-il dit, Normed était déjà en situation de dépôt de bilan. Cet état de fait n'a pu être camouflé que par une succession de subventions exceptionnelles. » Le rapport de la Cour des comptes est « accablant », estime le ministre, et « il est de plus en plus difficile de faire homologuer [ce] système d'aides ». Selon M. Madelin, le ministre socialiste de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, « envisageait de fermer le site de Dunkerque, ce que, pour notre part, a-t-il dit, nous n'avons jamais envisagé de faire ».

« Il n'y aura plus de subventions exceptionnelles », a expliqué M. Madelin, mais il y aura toujours une aide à la commande, car nous ne voulons pas que la construction navale française disparaisse. (...) Nous n'avons pas l'intention de relâcher l'effort de l'Etat, mais de le redéployer. Je n'entends pas faire d'économies sur le dos des hommes, mais utiliser au mieux l'argent des contribuables et donner de véritables raisons de vivre et d'espérer aux travailleurs des trois sites. Ce

qui ne sera plus donné en pure perte sous forme d'aides exceptionnelles servira à la reconversion sociale, à la création d'emplois sains et durables. »

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, est revenu sur le sujet, demandant au gouvernement de « tout mettre en œuvre pour préserver la construction navale en France et pour compenser, par des mesures sociales de reconversion, les conséquences de décisions industrielles inéluctables ». M. Gaudin estime « indispensable que l'on achève les bateaux en cours de construction et que l'on trouve des repreneurs pour les sites ». Il convient aussi, a-t-il dit, que l'Etat consacre un effort budgétaire important à la reconversion dans ces sites, par exemple en créant des zones d'entreprises, au financement desquelles, a-t-il assuré, la région est prête à participer.

M. Madelin a affirmé, dans sa réponse, que « le gouvernement proposera un plan social sans précédent, grâce auquel on viendra en aide à des hommes qui se trouvent placés dans une situation, elle aussi, sans précédent ». Le ministre a assuré que « les salaires de juin seront payés » et il a pris « l'engagement de faire en sorte que les salaires de juillet et d'août » le soient aussi.

« L'hôtel de ville de Dunkerque occupé. » A Dunkerque, cinq cents salariés des chantiers navals en grève occupent dans le calme, jeudi matin, les locaux de l'hôtel de ville, pour obtenir des garanties sur l'avenir de leur site. Ils s'étaient rassemblés devant les portes des chantiers à 7 h 30, à l'appel de l'intersyndicale CFTD, FO, CGT, CGC. Avant de se rendre à la mairie, ils avaient décidé de prolonger leur mouvement de grève entamé mercredi.

UN ENTRETIEN AVEC LE MAIRE DE LA SEYNE

« Les élus de la majorité doivent prendre leurs responsabilités »

déclare M. Charles Scaglia (UDF-PR)

La fermeture totale ou partielle des chantiers de La Seyne et de La Ciotat aurait de graves conséquences économiques et sociales pour ces deux villes (déjà fortement frappées par le chômage), qui tirent l'essentiel de leurs ressources de l'activité de la construction navale. A La

Ciotat, dirigée par une municipalité à majorité communiste, la taxe professionnelle versée par les chantiers représente 68 % du montant total de cette taxe et 36 % de la fiscalité locale. A La Seyne, le manque à gagner qui résulterait d'une cessation d'activité de Normed est estimé à plus de 30 millions de francs par an pour le maire (PR), M. Charles Scaglia. Ce dernier s'explique dans l'entretien ci-dessous sur le sens de sa démission de son mandat de conseiller général et sur l'attitude des élus de la majorité.

« Votre démission n'est-elle pas gratuite dans la mesure où le Conseil d'Etat doit rendre prochainement un arrêt concernant votre élection précédemment annulée par le tribunal administratif ? »

« C'est une décision politique mûrement réfléchie et à la mesure de la gravité de la situation. Les élus du département doivent prendre leurs responsabilités, car ce n'est pas seulement le sort de La Seyne qui est en jeu. Sur les 2 300 salariés des Chantiers, 800 résident à Toulon, 300 à Six-Fours. Le gouvernement peut être placé devant une ou plusieurs élections locales dans une agglomération de 450 000 habitants. »

« Aucun élu de la majorité dans le département ne vous a, pour l'instant, emboîté le pas... »

« Nous devons nous rencontrer pour arrêter des décisions. Ce qui est vraisemblable, c'est que nous démissionnerons au moins de notre part. »

« Vous représenterez-vous à l'élection cantonale et démissionnerez-vous de votre mandat de maire ? »

« Je me représenterai si le gouvernement prend des mesures que nous attendons. Sinon M. Madelin trouvera pour me remplacer des représentants du libéralisme pur et dur. Dans ce cas, également, je reconstruirai vraisemblablement à mes fonctions de maire, après avoir consulté mon conseil municipal et mes amis politiques. Ce que nous demandons n'est pas extraordinaire : la commande d'un bateau qui permette de maintenir les emplois existants et d'engager, dans le calme nécessaire, une diversification des activités sur le site et une reconversion sur le bassin d'emploi. »

QUY PORTE.

LA CONdamnATION DE L'ONASEC

M. Mermaz réclame des excuses à M. Santini

L'évocation de l'affaire de l'ONASEC (Office national de l'action sociale, éducative et culturelle) a provoqué un incident, mercredi après-midi 25 juin, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions au gouvernement.

M. Willy Dimaggio, député UDF-PR de l'Hérault, lui ayant demandé d'éclaircir les parlementaires sur les « malversations » et les « agissements dénoncés », le secrétaire d'Etat aux rapatriés, M. André Santini, a notamment déclaré : « Quand je parle, sous forme de boutade, d'une telle connexion... je le dis à M. Mermaz ici présent... je suis menacé de poursuites et de duel ! Pour autant, je suis bien obligé de constater que le Carrefour du développement de Nîmes devient un lieu d'habitat, département dont la vocation maritime et pour les ques-

tions d'outre-mer est bien connue... et que M. Morin, président de l'ONASEC et ancien chef de cabinet de M. Mermaz, est premier adjoint d'une commune d'Istère. Enfin, que vient faire dans cette galère une association présidée par M^{me} Marie Mercadier, qui compte M. Roland Dumas parmi les membres de son bureau ? Cette même association a été dénommée subventionnée par l'ONASEC, dont la présidente, secrétaire de mon prédécesseur, venait du ministère de la coopération. Voilà pourquoi je crois pouvoir dire qu'il y a quelque chose de bizarre dans cette telle connexion. » Le secrétaire d'Etat a conclu : « A ceux qui seraient tentés de s'indigner trop vite, j'indique que cette enquête n'est pas terminée... De grosses journaux devraient sortir dans l'Istère, département dont la vocation maritime et pour les ques-

L'ancien président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, a vivement réagi : « L'amalgame, l'allusion, l'insinuation, a-t-il répondu, sont des pratiques détestables et condamnables. » J'aurais aimé, a-t-il dit au secrétaire d'Etat, que vous fassiez allusion au chantage que vous avez exercé sur M. Morin lorsque vous l'avez reçu la semaine dernière. Vous lui avez demandé de démissionner, ce qu'il a refusé de faire parce que c'est un homme intègre et compétent (...). Il faut prouver ! J'aurai l'occasion de vous retrouver car devant certains micros vous êtes tombé dans la calomnie et les magistrats auront à apprécier (...). J'attends des excuses. S'il en était autrement, je penserais que les rapatriés méritent un autre secrétaire d'Etat : pour moi, vous ne seriez plus que le secrétaire d'Etat à la calomnie. »

Dérèglement contrôlé

Il arrive parfois que les « scandales », comme les montagnes, accouchent de souris. Surtout quand ils ont été gonflés à l'avance. Sans révélation nouvelle, cela pourrait être le sort de l'affaire de l'ONASEC.

Depuis plusieurs semaines, les rumeurs les plus sensationnelles, soigneusement entretenues à coups de « fuites » organisées, annonçaient un dossier explosif, très gênant pour l'ancien pouvoir socialiste. Force est de constater qu'elles n'ont pas tenu leurs promesses.

Le rapport de l'inspection générale de l'administration, qui dépend du ministère de l'intérieur, se révèle accablant pour les responsables de la gestion de cet office créé en juillet 1984 par l'ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés, M. Raymond Courrière. S'agissant des deniers publics, il est impossible d'accuser — quelles que soient les circonstances atténuantes, et dans cette affaire, c'est vrai, comme l'IGA l'a souligné, le « poids du passé » fut particulièrement lourd — le fait qu'un établissement public consacre la moitié de son budget à ses propres frais de fonctionnement, alors qu'il est chargé, en période de rigueur, d'aider à intégrer au sein de la communauté nationale des familles déracinées qui comptent parmi les plus démunies du pays.

Au regard de la morale politique, rien ne saurait justifier non plus qu'un établissement public devienne — fin de la période d'une campagne électorale — une officine de propagande à un refuge de « copains ». Que la première de ces anomalies relève d'un mal bien français, dénoncé chaque année par la Cour des comptes, et que la seconde s'inscrive dans les mœurs politiques courantes ne saurait atténuer cette double faute.

Il n'en demeure pas moins que le « scandale » de l'ONASEC se trouve ainsi réduit à des dimensions malheureusement banales.

Peu convaincant

L'affaire de l'ONASEC serait beaucoup plus grave s'il se confirmait, comme l'a laissé entendre le nouveau secrétaire d'Etat aux rapatriés, M. André Santini, que certains crédits et subventions destinés aux familles d'anciens rapatriés aient été détournés au profit du PS par le canal d'associations bidon. Or, sur ce point, le rapport de l'IGA se borne à exprimer quelques doutes et M. Santini flirte avec la calomnie quand il multiplie les insinuations sans fournir la moindre preuve.

Les cas cités à titre d'exemples ne sont guère convaincants. A priori il est bizarre que l'association animée par l'actrice Marie Mercadier sollicite et obtienne des subventions d'un organisme chargé des rapatriés de confession islamique alors qu'elle s'occupe principalement de récupérer du matériel médical pour le tiers-monde. Mais, quand elle s'est adressée au conseil d'administration de l'ONASEC, cette association a expliqué sa demande en présentant un projet de réalisation de plusieurs films documentaires sur la condition des musulmans français. Dès lors il ne paraît pas choquant qu'une telle demande ait pu être prise en considération.

De même, il est singulier, de prime abord, que le secrétaire d'Etat aux rapatriés ait accordé une subvention à l'association départementale pour la formation professionnelle des jeunes, que, présida au Haute-Garonne M. Gérard Bapt, député socialiste de ce département. Mais le mystère disparaît quand on sait que parmi les jeunes dont celle-ci s'occupe il y a dix pour cent de jeunes Français musulmans et d'enfants d'anciens harkis, et les soupçons s'affaiblissent quand on apprend que le député socialiste préside l'association en tant que délégué du conseil général et que son action est placée sous la tutelle de l'administration préfectorale et des représentants des organisations professionnelles du département. M. Bapt avait d'ailleurs sollicité la renouveau de sa subvention auprès de M. Santini.

Le secrétaire d'Etat s'est avancé très au-delà des conclusions du rapport de l'IGA en pratiquant l'art du dérèglement contrôlé. Il devra étayer plus solidement son propre raisonnement, sinon il courra le risque de se voir reprocher d'avoir pris quelque liberté avec le vérité pour le plaisir d'alimenter une polémique préjudiciable à ses adversaires politiques.

Si au moins cette affaire pouvait servir la cause de ces citoyens désahés qu'on se jette à la figure de part et d'autre, en parlant de dignité...

ALAIN ROLLAT.

Derrière le réat de l'existence des pharaons, c'est toute l'Egypte de ce temps qui revit, avec ses mœurs, ses croyances, ses activités, ses bonheurs, ses peurs et ses peines.

Michelle Gauthierou, Le Figaro.



Du même auteur
L'Empire des Ramsès
544 pages 120F

656 pages
140F
FAYARD

PUBLICATION JUDICIAIRE CONTREFAÇONS DES MARQUES « N° 5 » ET « CINQ » USURPATION ET USAGE ILLICITE DES MARQUES « N° 5 », « CINQ », « CHANEL » SUBSTITUTION FRAUDULEUSE ET PUBLICITE MENSONGERE

Par un jugement du Tribunal de Grande Instance de GRASSE en date du 28 février 1986 :

— Dit et juge que l'utilisation par la Société PARFUMERIE FRAGONARD des marques « N° 5 » et « CINQ », respectivement enregistrées par la Société CHANEL sous les n°s 814 703 et 1 187 868, constitue leur contrefaçon au sens de l'article 422-1° du Code pénal ;

— Dit et juge que la Société PARFUMERIE FRAGONARD a également commis les faits d'usurpation et d'usage illicite des deux marques précitées au sens de la marque « CHANEL », déposée sous le n° 1 223 095, ainsi que les faits de substitution frauduleuse des produits au sens des articles 422-2° et 422-4° du Code pénal ;

— Dit et juge que la présentation au public des produits FRAGONARD comme les équivalents des produits CHANEL, identifiés par les marques « CHANEL », « N° 5 » et « CINQ », constitue le délit de publicité mensongère au sens des dispositions de l'article 44 de la loi du 27 décembre 1973 ;

— Interdit en conséquence à la Société FRAGONARD l'utilisation des marques « CHANEL », « N° 5 » et « CINQ » sous quelque forme que ce soit et à quelque titre que ce soit, sous astreinte définitive de deux mille francs (2 000 F) par infraction constatée à compter de la signification du présent jugement ;

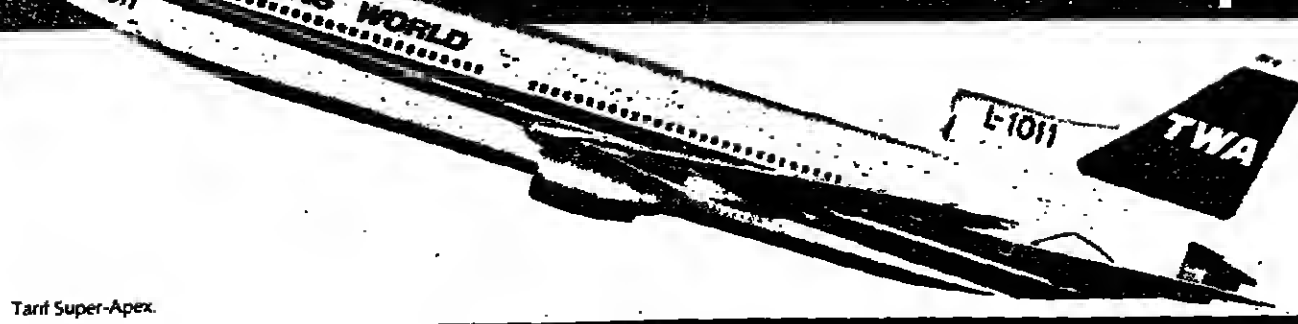
— Ordonne la destruction aux frais de la Société FRAGONARD de la totalité des articles portant les marques contrefaçonées, et ce sous astreinte définitive de deux mille francs (2 000 F) par jour de retard à compter de la signification du présent jugement ;

— Condamne la Société PARFUMERIE FRAGONARD à payer à la Société CHANEL la somme de deux cent mille francs (200 000 F) en réparation de son préjudice résultant des agissements illicites ;

— Ordonne la publication du présent jugement dans cinq journaux ou revues, français ou étrangers, au choix de la Société CHANEL, et aux frais de la Société FRAGONARD, à raison de dix mille francs (10 000 F) par insertion ;

— Condamne la Société FRAGONARD à payer à la Société CHANEL une indemnité de six mille francs (6 000 F) sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile.

Boston pour 4.110 F. O.K. Boss.



Vol quotidiens de Paris CDG 1.
Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes
à l'intérieur des Etats-Unis.
Contactez TWA au 47.20.62.11
ou votre agence de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TERRORISME ET SÉCURITÉ

La France au goût du jour

GRANDE-BRETAGNE : les « super-mouchards »... de l'Ulster

De notre correspondant

Londres. — Le secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, M. Tom King, a discrètement fait savoir, le 11 mai dernier, qu'un membre du groupe paramilitaire « loyaliste » (protestant) allait être libéré, deux ans seulement après avoir été condamné à quatorze ans d'emprisonnement pour tentative de meurtre et divers actes de terrorisme.

Catalogué par l'accusation comme « terroriste repent », William Allen, vingt-quatre ans, avait admis, lors de sa dernière comparution, qu'après avoir fourni des informations à la police il espérait une substantielle réduction de sa peine et une aide financière pour s'installer « à l'étranger », afin d'échapper à la vengeance de ses anciens camarades du mouvement clandestin Ulster Volunteer Force (UVF) (1).

Allen avait dénoncé quarante-sept personnes. Vingt-cinq d'entre elles avaient été traduites en justice mais toutes, sauf cinq, avaient été, en juillet 1983, élargies. Le tribunal avait estimé les preuves « insuffisantes et très peu crédibles ».

Voilà un exemple, parmi tant d'autres, depuis l'entrée en vigueur en 1973 de la loi d'Irlande du Nord (dispositions d'urgence) qui, pour lutter contre le terrorisme, a établi tout un arsenal de mesures d'exception au système judiciaire britannique et a permis notamment le recours aux super-mouchards. Mais, après de nombreux succès initiaux, la formule s'est révélée de moins en moins fiable au cours des deux dernières années.

La police vient de connaître une série d'échecs retentissants. Ou bien la justice a rejeté des inculpations fondées uniquement sur la délation « encouragée » — comme dans le cas d'Allen, — ou bien les super-mouchards se sont rétractés à l'audience — ainsi qu'en l'a encore vu au début de cette année, lors du procès d'une cellule de l'IRA à Belfast, où tous les prévenus, après des mois de prison à titre préventif, ont quitté libres la cour, sous les applaudissements d'un public de sympathisants. On soupçonne fort les organisations terroristes d'avoir trouvé la parade au système des super-mouchards, en parvenant à retourner ces derniers avec des moyens d'incitation assez comparables à ceux de la police.

Un système discrédité

La loi d'exception d'Irlande du Nord, révisée tous les six mois et renouvelée tous les cinq ans, complétée sur l'ensemble du territoire du Royaume-Uni par la loi sur la prévention du terrorisme, donne de larges pouvoirs à la police (détention provisoire de quarante-huit heures, qui peut être prolongée pendant cinq jours sur autorisation du secrétaire d'Etat chargé de la province), même si l'intervention administrative (2) a été abolie. D'autre part, cette loi a instauré pour les affaires de terrorisme les plus graves des cours sans jury, l'expérience ayant montré que les jurés étaient très fréquemment soumis aux pres-

sions ou aux menaces des amis des inculpés.

Des excès en ont entraîné d'autres, et plusieurs magistrats siégeant seuls se sont distingués par leur sévérité et leur manque de discernement. Ainsi, en 1983, le juge Kelly a-t-il été vivement critiqué pour avoir condamné trente-huit membres de l'IRA provisoire à quatre mille ans d'emprisonnement au total (3). Le juge s'était prononcé sur la foi des déclarations d'un super-mouchard.

Pour éviter les surenchères, la police ne veut pas révéler le barème de ses « encouragements ». Dans tous les cas, cependant, on fournit aux mouchards les moyens de s'installer hors d'Irlande du Nord et le plus souvent hors des territoires de l'Eire ou du Royaume-Uni.

A plusieurs reprises, à l'instar d'autres institutions internationales, Amnesty International a dénoncé les méthodes d'interrogatoire de la police (privation de sommeil, par exemple) et le poids accordé à des confessions avec délation obtenues dans des conditions douteuses. Le fonctionnement des cours sans jury et le système des super-mouchards ont fait l'objet de fréquents débats en Grande-Bretagne et ont été remis en cause par des organismes britanniques officiels tels que la commission consultative sur les droits de l'homme en 1985. Récemment, les autorités de la République d'Irlande ont intervenues pour demander au gouvernement britannique la révision d'un système judiciaire discrédité.

SUISSE : la course d'obstacles au droit d'asile

De notre correspondant

Berne. — A chaque décennie sa tête de Turc, serait-on tenté de dire. Dans les années 70, les milieux nationalistes et xénophobes helvétiques s'étaient démenés sans compter pour limiter le nombre des travailleurs immigrés. Aujourd'hui, ils ont trouvé un autre cheval de bataille, avec les demandeurs d'asile venus en grande partie de pays du tiers-monde.

A en juger par les passions qu'elle suscite, la question de l'asile est en passe de devenir l'un des principaux problèmes politiques de la Confédération. L'extrême droite peint le diable sur la muraille, en clamant à tous les vents que la Suisse pourrait être submergée par les réfugiés. Après les poussées des mouvements nationalistes aux dernières élections dans les cantons de Genève, de Vaud et de Zurich notamment, les partis gouvernementaux du centre et de droite ont été tentés d'emboliser le pas.

Marriage interdit

Toujours sensible aux mouvements d'humour de l'opinion, le gouvernement de Berne a considérablement durci sa politique d'asile, comme le reflète une révision de la loi approuvée à la mi-juin par le Parlement fédéral. S'ils n'ont pas baissé les bras, les partisans d'une Suisse plus ouverte et fidèle à sa vocation humanitaire ont dû se contenter d'une défensive.

Les entraves à l'octroi du droit d'asile se sont multipliées à mesure que s'accroissaient les demandes. A l'instar d'autres pays européens, la Suisse s'est trouvée en même temps confrontée à un nouveau courant migratoire. Alors que, auparavant, les réfugiés politiques provenaient essentiellement de l'Est européen, les requérants d'asile des années 80 sont en majorité originaires du tiers-monde. Avec soixante-sept réfugiés pour dix mille habitants en 1983, la Suisse se place au premier rang des pays d'accueil en Europe. Un

La France se met au goût du jour. Quoi qu'on pense sur le fond des quatre projets de loi visant la sécurité, dont les députés ont commencé cette semaine la discussion, le constat est inévitable : ces textes ne sont pas d'inspiration radicalement différente de dispositions prises par nos voisins européens. Dans cet air du temps « sécuritaire », le terrorisme sort d'alignement. C'est au nom d'une légitime riposte à la menace qu'il constitue que sont introduites, dans les pays concernés, des modifications exceptionnelles du droit pénal, dans un sens plus répressif et plus policier.

Quel responsable politique, candidat aux affaires ou en charge du pouvoir, oserait s'y opposer catégoriquement, au risque d'être accusé d'angélisme et de faiblesse ? Ils sont, de fait, peu nombreux et le Parti socialiste français donne l'exemple en adoptant une attitude pragmatique, sinon un profil bas, face aux textes défendus par M. Alain Chalançon, garde des sceaux. Le choix n'est d'ailleurs par fortuit que limité, dans l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, la discussion générale des projets gouvernementaux à celle d'un seul des quatre textes de loi, celui sur la répression du terrorisme, justement.

Le message est simple : la France ne peut plus longtemps faire bande à part, elle doit s'aligner, en ayant désormais une législation spécifique contre le terrorisme. Un rapport établi, le 2 juin, par le service de la documentation étrangère de l'Assemblée nationale ne dit pas autre chose, en soulignant que « les pays les plus atteints par le terrorisme se sont tous dotés d'une législation spéciale très complète renforçant tous

les aspects de la répression à mener (...). Les mesures adoptées sont similaires dans les différents pays concernés ».

Garde à vue prolongée (RFA, Grande-Bretagne, Italie, Espagne), sanctions au maximum de la peine prévue (Espagne), peine incompressible (Grande-Bretagne), jugement centralisé (Espagne), juge unique remplaçant les jurys ordinaires (Grande-Bretagne), remise de peine pour les repentis (RFA, Italie, Espagne), rénumération officielle des indicateurs (RFA, Grande-Bretagne)... dans tous les pays européens qui y ont été confrontés, le terrorisme a droit à un traitement judiciaire particulier. Les Etats-Unis s'y mettent à leur tour, un groupe de travail réuni autour du vice-président George Bush ayant remis, en mars, un rapport sur le sujet suggérant plusieurs modifications législatives. M. Bush propose ainsi de punir de la peine de mort quiconque tue un otage, quelles que soient les circonstances de la meurtre, ou d'augmenter les peines (de 500 000 à 1 million de dollars) déjà prévues pour les indicateurs fournissant des renseignements sur les activités terroristes.

La nouvelle majorité invite donc la France à rattrapper rapidement son retard. Mais avec un zèle appliqué et le souci d'être exhaustif. Critère subjectif pour définir les infractions concernées et régime procédural particulier, centralisation des poursuites et incitation au repentir, garde à vue prolongée et jurys professionnels : il n'est aucune des dispositions inventées par nos voisins, mais rarement regroupées dans un seul et même pays, qui ne soit aujourd'hui proposée aux parlementaires français. A l'exception toutefois de la législation des rénumérations

ESPAGNE : un tribunal unique à Madrid

De notre correspondant

Madrid. — Est-il souhaitable que les membres de l'ETA soient jugés au Pays basque même ? Cette question a fait à Madrid l'objet d'un interminable débat. Un débat récemment relancé par la publication du rapport d'un groupe international d'experts anti-terroristes, qui conseillaient de confier systématiquement une telle tâche à des « juges basques » (le Monde du 8 avril).

Les délits terroristes sont actuellement du ressort d'un tribunal unique qui siège à Madrid : l'Audiencia nacional. Créée en 1977 et composée de deux chambres (pénale et

contentieux administratif), cette instance est en principe compétente pour tous les délits commis par plusieurs personnes et dans une juridiction dépassant le cadre de la province : terrorisme, mais aussi trafic de drogue, réseaux de prostitution, etc.

Ce tribunal a parfois été qualifié de juridiction d'exception — qui soustrait l'accusé à son juge naturel, voire d'héritier du tristement célèbre Tribunal de l'ordre public de l'époque franquiste. En fait, l'Audiencia nacional a pour seule particularité sa localisation géographique dans la capitale, et n'a pas recours à des procédures d'exception. Ses décisions sont, en outre, susceptibles de recours devant le Tribunal suprême.

Si l'existence d'une telle instance n'est sans doute pas contestable sous l'angle juridique, elle peut l'être, en revanche, d'un point de vue politique. L'incision des délits terroristes dans ses compétences vise en fait à mieux protéger le juge contre les pressions et les menaces qui risquent de s'exercer sur lui s'il siège à Bilbao ou à Saint-Sébastien. Mais le fait de voir les membres de l'ETA jugés à Madrid, et non au Pays basque même, rend plus difficile l'acceptation des sentences dans cette région au nationalisme particulièrement sourcilieux, et où l'on a tendance à considérer que le problème de la violence ne peut se résoudre qu'« entre Basques ».

Une autre idée, cependant, est devenue essentielle dans la stratégie

antiterroriste du gouvernement socialiste de Madrid : offrir aux auteurs de violence la possibilité de se réinsérer dans la société.

La « réinsertion sociale ». — L'expression est désormais consacrée en Espagne — fut conçue en 1981 par deux hommes : M. Juan José Roson, ministre de l'intérieur du gouvernement centriste, et M. Juan Maria Bandres, député du parti nationaliste de gauche Euzkadiko Ezkerra. Cette formation entretenait d'étroits rapports avec l'ETA, politico-militaire alors au plein débat interne quant à l'opportunité de renoncer enfin, six ans après la mort de Franco, à la lutte armée. M. Bandres réussit à convaincre le ministre que, en proposant une issue honorable aux membres de l'ETA, on ne pouvait que favoriser ceux qui en son sein préconisaient l'« adieu aux armes ». La réinsertion sociale était née.

Reprendre une vie normale

Elle consiste à permettre aux membres d'une organisation terroriste ou pratiquant la lutte armée de reprendre une vie normale à condition de renoncer expressément à l'usage de la violence. Elle s'applique à ceux qui se trouvent en exil comme à ceux qui vivent dans la clandestinité en Espagne même. Avec toutefois une restriction : elle ne concerne pas les personnes accusées de délit de sang. Le gouvernement considère en effet politiquement inconcevable, dans la première phase en tout cas, d'étendre les bénéfices de la réinsertion aux auteurs d'assassinats.

Depuis 1982, plus de cent personnes (dont 80 % de l'ETA militaire) ont regagné l'Espagne pour bénéficier de ces mesures. Le cas le plus simple est celui des membres de l'ETA qui n'ont pas encore fait l'objet de poursuites judiciaires et dont la réinsertion peut donc être immédiate. Ceux qui ont des comptes à rendre à la justice doivent, en revanche, à leur retour en Espagne, se présenter devant les tribunaux. Le ministre de la justice peut, dans ce cas, donner instruction au procureur de retirer l'accusation ou de requérir contre l'accusé la peine minimum prévue par la loi. En outre, le terroriste déjà condamné peut faire l'objet d'une mesure de grâce (Indulto), décidée en conseil des ministres et le remettant en liberté. A ce jour, quarante-huit individus ont déjà été décrétés par le gouvernement.

Le « réinserté » espagnol n'est toutefois pas un repent « à l'italienne ». Il ne lui est pas demandé de collaborer avec la justice en fournissant des informations pour « mériter » le pardon. Cette distinction est capitale et tient compte de la spécificité de la situation basque : il est illusoire de croire que les membres de l'ETA puissent accepter l'offre de réinsertion du gouvernement si elle conduit à les faire apparaître comme des mouchards au Pays basque.

Comme il était à prévoir, la direction de l'ETA militaire a vivement critiqué la réinsertion sociale et semble même avoir menacé ceux de ses militants qui l'ont acceptée. Celle-ci, elle est vraie, n'est pas la panacée. Si elle s'est révélée efficace avec la branche politico-militaire de l'ETA, c'est parce que la plupart de ses militants avaient, au préalable, décidé collectivement de renoncer à la violence. Tel n'est pas le cas avec l'ETA militaire, ce qui explique qu'une quinzaine de ses membres seulement en aient jusqu'ici fait usage.

JEAN-CLAUDE BUIHIER.

THÉRY MALINIAK.



EN EUROPE

ITALIE : le « repen

RFA : le bel

مكتبة من زلازل

EN EUROPE

d'indicateurs, mais M. Robert Pandraud ne s'est pas privé de faire l'éloge de cette pratique, sous une version discrète, au bon vouloir de la police, grâce aux fonds secrets de la République.

La France restreint donc dans le rang et la logique voudrait que cette évolution se traduise par la ratification de la Convention européenne sur la répression du terrorisme, élaborée par le Conseil de l'Europe à Strasbourg en 1977. Seize pays l'ont ratifiée, deux ne l'ont pas signée (Irlande, Malte), trois se refusent toujours à passer de la signature à la ratification : l'Italie, la Grèce et... la France. Pourtant, un changement d'attitude ne paraît pas - en plus - à l'ordre du jour : M. Chirac avait d'abord annoncé cette ratification, puis cet engagement a disparu, pour les mêmes arguments qu'il y a, notamment l'attitude à la souveraineté.

Provoquant ? Cependant, le terrorisme a bon dos. Braillet tel un épouvantail, il permet d'introduire, en contrebande, une marchandise sans grand rapport avec le but prétendument recherché. Car, en affirmant leur volonté de lutter contre les seuls terroristes, les États introduisent des dispositions qui visent tous les citoyens. La généralisation des contrôles d'identité avec l'instauration d'une carte d'identité informatisée, dont la RFA offre l'exemple le plus accompli, illustre ce changement d'échelle. Au lieu d'une violence réelle mais exceptionnelle des attentats terroristes en France n'ont représenté, ces deux dernières années, que 0,02 % de l'ensemble des crimes et délits - c'est aux yeux de la population que l'on parle, pour les crimes et délits commis par l'immigration et le trafic de la petite délinquance, la dégradation de la vie collective, le choc des communautés et l'immigration.

ITALIE : le « repentant » n'a pas d'existence juridique

De notre correspondant

Rome. - Le « repentant » ! Rarément personnage ancré dans l'actualité, il occupe la scène, et même l'écran, en Italie : un film portant ce titre, sorti l'autisme dernier, mettait en scène un double transparent du fameux Tommaso Buscetta - ce mafieux dont les remords ont aidé les juges de Palerme à nourrir leur instruction du fameux « maxi-procès » en cours à l'encontre de l'Honorable Société. Or le repentant est un non-être, juridiquement parlant.

Contrairement, en effet, à une opinion répandue tant dans la péninsule qu'à l'étranger, il n'existe pas aujourd'hui un texte codifiant ce que les Italiens eux-mêmes qualifient d'un terme intraduisible : le *pentitismo* (littéralement : repentisme). Une loi a existé dans le passé ; des projets sont effectivement en gestation. Mais, pour le présent, c'est à peu près le vide, ce qui n'empêche d'ailleurs pas le thème d'être au centre de maints colloques et articles.

Le Parlement italien avait adopté, le 22 mai 1982, une loi intitulée « Mesures pour la défense du système constitutionnel ». Il s'agissait d'un ensemble de treize articles réglementant les réductions de peine en faveur de terroristes ayant décidé d'abandonner la lutte armée et de collaborer avec la justice en vue de neutraliser leurs anciens compagnons de lutte. Le texte distinguait quatre cas de figure :

- les « dissociés », coupables seulement de délits mineurs, se voyaient assurer l'impunité ;
- les « dissociés » qui, sans donner de noms, aidaient, par leur confession, à prévenir l'accomplissement de nouveaux actes terroristes et obtenaient la réduction à quinze ans et un an de prison de leur peine à perpétuité ;
- les « dissociés », dont la confession aidait la justice à recueillir des preuves décisives pour la capture de terroristes ou à reconstituer des faits et découvrir leurs auteurs ; ils ne pouvaient plus se voir infliger de peines supérieures à douze ans pour leur délit principal ;

- enfin, les super-repentants, dont les révélations amenaient à la chute de réseaux entiers (en clair : les chefs) ne pouvaient plus être condamnés à plus de huit ans, et obtenaient virtuellement la liberté provisoire, voire des suppressions conditionnelles de peine.

Le législateur avait enfin prévu des mesures exceptionnelles de protection pour les repentants et leur famille.

Deux précisions capitales doivent être aussi données : cette loi n'était valable que pour les quatre mois suivant son entrée en vigueur (cela explique que le « repentisme » soit aujourd'hui un thème de débat et non une catégorie juridique) ; elle est entrée en vigueur près de deux ans après les premières confessions de grands repentants, à général Dalia Chiara et à quelques magistrats. C'est dire qu'elle n'a pas provoqué la débâcle des Brigades rouges ; elle l'a tout au plus accélérée. Ainsi la libération par la police du général américain Dozier, effectivement rendue possible par la confession d'un repentant des Brigades rouges, est survenue en janvier 1982 : quatre mois avant le vote de la loi.

Le législateur italien a moins entendu inciter à la délation que codifier les « récompenses » à accorder à qui avait parlé. « Il était devenu urgent de discipliner un domaine dans lequel chaque policier, chaque juge, était face à sa conscience, pouvait passer n'importe quel compromis avec celui qu'il interrogeait, nous expli-

La démarche française actuelle relève quelque peu de cette confusion des genres. Lien de consensus obligé, la lutte contre le terrorisme sert de préambule à une modification des pratiques policières et judiciaires ordinaires, qu'il s'agisse de l'extension des flagrants délits, de l'application des peines, de l'allongement des peines de sûreté ou de l'obligation de se soumettre aux contrôles généralisés et d'un système de gestion informatisée d'une nouvelle carte d'identité tend à rendre de facto obligatoire le port de papiers d'identité. Le même air du temps incite les gouvernements à restreindre le droit d'asile, tentation qui, plutôt que de contribuer à l'efficacité de la lutte antiterroriste, vise d'abord les étrangers en tant que tels. La Suisse donne ici l'exemple - draconien - et si la France ne s'y est pas encore mise, c'est sous la pression récente du Conseil d'Etat qui a obtenu le retrait des dispositions restreignant le droit d'asile du projet de loi sur les immigrés.

Le paradoxe est que cet alignement français intervient alors que certains de nos voisins européens jettent un regard critique sur leurs propres innovations. Il en va ainsi du « fichage » par l'informatisation des cartes d'identité en RFA, des aveux parfois sujets à caution des repentants en Italie, ou de certains excès policiers dans la lutte contre les nationalistes irlandais en Grande-Bretagne. En Grande-Bretagne où, cependant, les deux lois, de 1978 et de 1985, sur le terrorisme sont soumises à un examen périodique afin que soit maintenu « l'équilibre entre la sécurité du public et les droits de l'individu ». Exemple à suivre ?

BERTRAND LE GENDRE et EDWY PLENEL.

que M. Ferdinando Imposimato, l'un des magistrats qui fut le plus actif dans la lutte contre le terrorisme. La loi nous permettrait alors de dire à notre interlocuteur : tout ce que je vous promets sera tenu, car c'est dans les textes.

La période « chaude » du terrorisme désormais passée, les pouvoirs publics envisagent une autre démarche : la prise en compte, dans une optique d'apaisement social, de l'attitude de terroristes qui, sans avoir collaboré avec la justice, ont clairement manifesté, en prison, qu'ils renoncent à leur ancienne conduite. Ceux-ci sont appelés les « dissociés », par opposition aux « irrédécibles », qui continuent, de leur côté, à proclamer leur foi dans la lutte armée. Un projet de loi est actuellement en cours d'examen devant la Chambre des députés. Il prévoit, lui aussi, des réductions de peine modulées.

Des projets discutés

Certains en Italie enfin, notamment les magistrats, considèrent qu'il faut franchir un autre pas : ils souhaiteraient voir introduire dans le droit positif des textes permettant d'appliquer des remises de peine à des repentants de la mafia et autre *camorra* : c'est-à-dire à de grands criminels dénonciateurs d'autres grands criminels. L'hypothèse avait été agitée, notamment à partir de 1984, après que l'opération Buscetta se fut révélée positive du point de vue antimagia. Plusieurs projets de loi en ce sens ont été présentés au Parlement. Il a été par exemple

question d'introduire dans un texte renforçant les peines à l'encontre des trafiquants de drogue un ultime paragraphe consacré, précisément, aux repentants.

Cette éventualité, cependant, a rencontré beaucoup d'hostilité auprès de juristes, d'hommes politiques et dans la presse. L'argumentation est, en général, la suivante : l'état d'urgence des années de plomb pouvait à la rigueur justifier que la société accepte de collaborer avec des hommes et des femmes certes criminels mais que leurs motivations initiales et leur profil antérieur rendaient cependant, jusqu'à un certain point, crédibles à l'heure de leur repentir. Quelle crédibilité accorder en revanche à des délateurs qui, jusque-là, ont été des voleurs, des trafiquants, des assassins, motivés par le seul appât du gain ou, souvent, par un désir de vengeance ?

Le pronostic, ici, est que l'institution officielle du « repentisme » dans le domaine de la grande criminalité est peu probable. Seul existe donc, aujourd'hui, un texte permettant des remises de peine aux complices repentants d'auteurs de séquestrations. Cela n'a pas empêché la multiplication, ces deux dernières années, de « dissociations » spontanées de mafieux. Ceux-ci, en principe, ne devraient pas pouvoir tirer bénéfice de leur attitude. « Le plus souvent ils n'attendent des autorités qu'une protection contre un milieu par lequel ils se sentent désormais menacés », assure M. Imposimato.

Il existe, cependant, deux articles du vieux code pénal (56 et 62), qui accordent des circonstances atténuantes à ceux qui, s'appropriant à commettre un méfait ou l'ayant déjà commis, s'en « dissocient activement ». C'est-à-dire qu'ils se sont efforcés de prévenir l'accomplissement de leur attitude. « Le plus souvent ils n'attendent des autorités qu'une protection contre un milieu par lequel ils se sentent désormais menacés », assure M. Imposimato.

JEAN-PIERRE CLERC.

Systèmes en place dans ces pays					
	Italie	RFA	Espagne	Gde-Bret.	Suède
Papiers d'identité informatisés	non	oui	oui	non	non
Informations des papiers d'identité informatisés	non	oui	en projet	non	non
Systèmes centralisés de base nationale	non	oui	non	non	non
Base nationale de la délinquance	non	oui	non	oui	non
	(en principe)				

RFA : le bel avenir de l'électronique

De notre correspondant

Bonn. - Exit la bonne vieille carte d'identité ouest-allemande, ce marmiteau petit livret gris passe-muraille qui encombrait la poche. A partir du 1^{er} avril prochain, chaque citoyen de RFA se verra modernisé obligé - aussi pour son visa - d'une belle carte de plastique de 10,5 x 7,4 centimètres, semblable à n'importe quelle carte de crédit, juteuse infalsifiable, résistante aux chocs et aux rayures, passable en machine à laver... Bref, une petite merveille de la technique, dont personne n'aurait rien à en redire, hormis quelques nostalgiques, si l'on n'avait pas trouvé moyen d'y glisser une petite puce contenant les coordonnées du porteur et qui permettra de contrôler instantanément si celui-ci a quelque chose à se reprocher. Il suffira pour cela d'introduire la carte dans un appareil de lecture, dont les services de police et de douane seront peu à peu équipés, et qui sera lui-même relié à un ordinateur central.

La carte d'identité électronique est née, et avec elle le rêve d'une protection optimale du citoyen, mais, en même temps, la crainte d'une société encartée, où plus personne n'échapperait à une surveillance de tout instant. Déjà soumis à l'obligation d'enregistrer leur domicile, de remplir une fiche dans les hôtels, certains Allemands de l'Ouest, placés sous la bonne garde d'une police largement informatisée depuis la vague de terrorisme des années 70, trouvent que cela commence à bien faire, même si, comme l'affirme le gouvernement, ceux qui n'ont rien à se reprocher n'ont rien à redouter. Imposible cependant d'échapper au nouveau système :

tout citoyen de plus de seize ans est obligé en RFA d'avoir une carte d'identité, et s'il ne l'a pas sur lui au moment d'un contrôle - ce à quoi il n'est pas en soi tenu - il encourt le risque d'être tout simplement conduit au poste pour vérification.

Le seul document accepté en remplacement est le passeport. Mais la loi instaurant la carte d'identité électronique a prévu que la version ouest-allemande du nouveau passeport européen, qui sera délivré à partir du 1^{er} janvier 1988, comportera également une page lisible par les appareils de lecture. Au plus tard d'ici dix ans, délai normal de validité des papiers d'identité, tout le monde sera doté des nouveaux documents.

La tentation des recoupements

La nouveauté de ce système est qu'il va permettre aux forces de l'ordre de multiplier pratiquement à l'infini le nombre des contrôles, et donc des informations traitées. Au lieu d'avoir à appeler lui-même l'ordinateur central en tapant les coordonnées de l'individu contrôlé sur un terminal, ce qui prend malgré tout quelques minutes, le fonctionnaire de police ou de douane aura plus qu'à passer la carte ou le passeport dans son appareil de lecture pour savoir, en trois secondes, s'il est en présence d'un individu recherché, à surveiller, ou tout simplement suspect.

Une seconde loi adoptée en même temps que celle instituant la carte d'identité et passeport électroniques n'a pas moins prévu qu'en cas d'opération « coup de poing », déclenchée pour un crime grave, la police pourra stocker pendant une période de neuf mois toutes les informations

recueillies, y compris les identités de toutes les personnes contrôlées. En dernière minute, en raison des protestations de l'opposition et d'une partie des libéraux, le catalogue des délits graves n'a été réduit, de même que la durée pendant laquelle ces informations pourront être stockées, et on a interdit à la police de les communiquer aux services de renseignement.

La grande tentation pour les services de police, soutenus par les partis conservateurs, est évidemment de pouvoir instantanément comparer les informations obtenues par leurs appareils de lecture avec celles détenues dans les ordinateurs des autres services. On pourrait ainsi à tout moment faire des recoupements, même si les informations collectées n'ont rien à voir avec l'objet de la recherche. Rien de plus facile en soi : tous les services de police ou de renseignement disposent en Allemagne fédérale de leur propre fichier sur ordinateur.

Le plus important est celui de la sécurité routière qui comporte près de 30 millions de fiches sur les conducteurs, les propriétaires de voiture, les personnes ayant commis des infractions, etc. La police criminelle fédérale, la fameuse BKA, a le sien à Wiesbaden, le système FIOS, lui-même relié aux systèmes d'information de la police des Länder (INPOL). L'office de protection de la Constitution, l'équivalent des renseignements généraux français, chargé notamment de la surveillance des partis politiques et des mouvements extrémistes, dispose d'un système NADIS. Etc. Rien n'empêche théoriquement une voiture de patrouille sur l'autoroute d'appeler le fichier de la sécurité routière pour savoir à qui appartient tel véhicule, de vérifier ensuite sur le système

INPOL que celui-ci est en règle et, à tout hasard, d'entrer l'information dans son ordinateur au cas où d'autres services seraient intéressés.

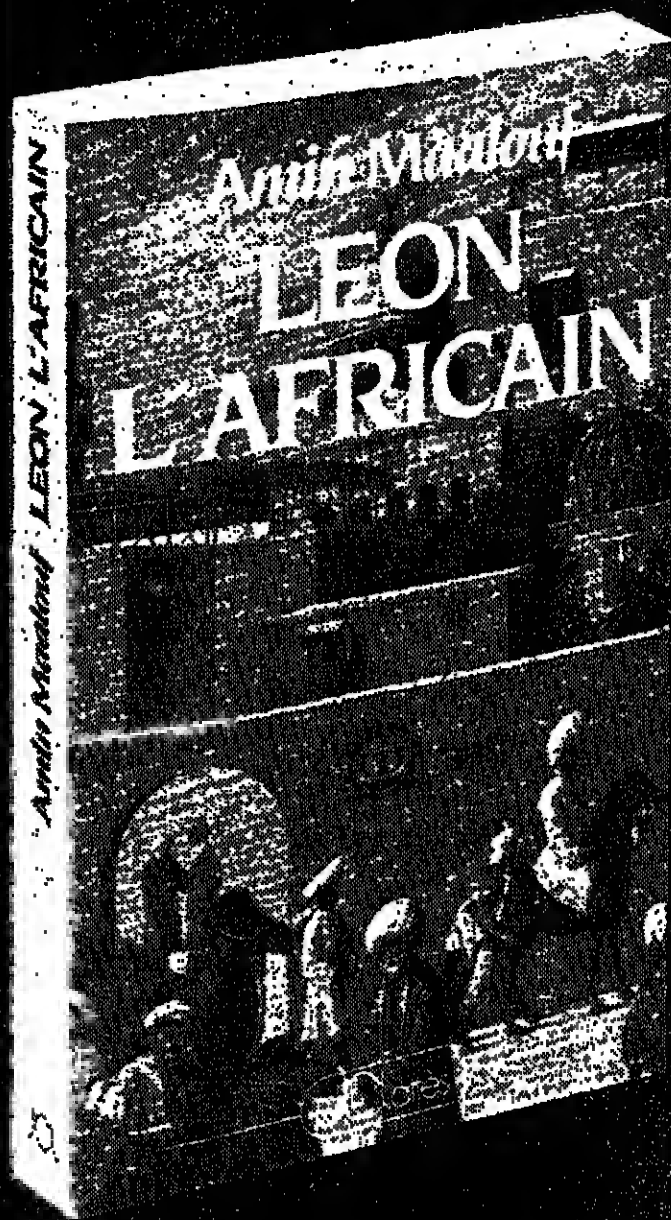
Si elle n'interdit pas totalement les échanges d'informations entre services, la législation actuellement en vigueur sur l'utilisation des banques de données en matière de sécurité a prévu un certain nombre de garde-fous, notamment la nécessité pour obtenir un renseignement de justifier sa demande. A la suite d'un jugement de la Cour constitutionnelle de 1983, qui a obligé les législateurs à préciser davantage la loi, le gouvernement a déposé cinq projets de loi, dont deux, sous prétexte de clarification, permettraient de faciliter ces échanges, notamment entre services de police et services de renseignement. En raison de l'opposition du Parti libéral, leur adoption a été repoussée jusqu'aux prochaines élections de janvier 1987. Le Parti social-démocrate leur reproche notamment d'institutionnaliser de fait un type de coopération qui aboutirait à recréer une sorte de Gestapo.

S'il a été opposé au principe de la carte d'identité électronique, le SPD exige en contrepartie des garanties concernant son utilisation, qu'il estime pas à l'heure actuelle remplies. Il se réserve le droit, en cas où le gouvernement parviendrait à imposer sa conception actuelle, de déposer un recours devant le Conseil constitutionnel. En attendant, les Länder sociaux-démocrates ont décidé de refuser d'équiper leurs propres forces de police d'appareils de lecture. Ce qui veut dire que, concrètement, la loi actuelle ne s'appliquera que dans les Länder chrétiens-démocrates et aux frontières.

HENRI DE BRESSON.

"AMIN MAALOUF vous êtes un magicien"

Catherine Hermaty-Vieille



Monsieur Amin Maalouf, vous m'intriguez. Comment avez-vous pu réussir à émerveiller vos lecteurs à ce point avec la biographie d'un voyageur du XVI^e siècle presque inconnu, Hassan al-Wazzan, alias Jean-Léon de Médicis, alias Léon l'Africain ? Votre livre est un enchantement. C'est fort. C'est tendre. C'est prodigieux. Catherine Hermaty-Vieille Le Figaro Magazine

C'est un récit savoureux, passionnant, qu'Amin Maalouf nous propose ici : une chronique inouïe qui nous mène au fil des ans de Grenade à Fez, de Fez à Tombouctou, puis à Alger, à Tunis, au Caire, à Constantinople, et enfin dans la Rome du pape Léon X et surtout - c'est cela l'intérêt majeur de ce livre - au cœur d'un homme qui fut lui-même au cœur de toutes les cultures de son temps. Jacques Lacarrière Le Monde



J.C. LATTES

POLITIQUE

L'ANCIEN MAIRE COMMUNISTE DE SARCELLES EST INCUPLÉ DE FRAUDE ÉLECTORALE

M. Henry Canacos, ancien maire (PC) de Sarcelles (Val-d'Oise) et M. Denis Guez, qui remplissait à la mairie, en 1983, la fonction de chef du département population et santé, ont été inculpés, le mardi 24 juin, par le juge d'instruction Charrier, du tribunal de grande instance de Pontoise, de fraude électorale avec aggravation lors des élections municipales de mars 1983. Ils risquent une peine de prison avec sursis et la privation de leurs droits civiques.

An mois de juin dernier, une employée de mairie, M^{me} Colette Le Foll, avait été inculpée. Elle aurait recité de sa main le procès-verbal du bureau centralisateur numéro 14 et les feuilles de dépouillement des bureaux 1 et 3. C'est après constatation de ces rectifications que M^{me} Marcel Forcier, avocat de M. Raymond Lamontagne, actuel maire (RPR) de Sarcelles, avait déposé plainte, le 2 mai 1983, pour fraude électorale et complicité de fraude électorale.

A l'époque, M. Canacos avait reconnu avoir fait rectifier le bureau du procès-verbal du bureau 14, en raison, disait-il, d'une erreur de comptabilité. Le juge d'instruction semble ne pas avoir retenu cet argument puisqu'il a prononcé l'inculpation de l'ancien maire pour fraude avec aggravation, le tenant donc pour principal responsable.

Au soir du 13 mai 1983, la liste de M. Lamontagne l'emportait avec 104 voix d'avance, mais, après rectification, celle de M. Canacos le devançait de 36 voix. De nouvelles élections, au mois d'octobre 1983, avaient finalement donné la victoire à M. Lamontagne.

JACQUELINE MEILLON.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 25 juin, à l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

LOGEMENTS SOCIAUX.

Le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports a présenté au conseil des ministres un projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accès à la propriété de logements sociaux.

Ce projet de loi constitue l'un des volets d'un large plan qui vise trois objectifs :

- recréer la mobilité et la fluidité du marché du logement ;
- relancer l'investissement locatif privé ;
- faciliter l'accès à la propriété.

Ce plan aura pour effet d'accroître le rythme de la construction et de contribuer à la lutte pour l'emploi.

1) Mesures fiscales en faveur de l'investissement dans le logement.

- La déduction forfaitaire sur les revenus locatifs des logements neufs passera de 15 % à 35 %.

- Les acquéreurs de logements neufs qui s'engageront à les donner en location pendant quatre ans pourront déduire de leur impôt 10 % du montant de leur investissement plafonné à 400 000 francs. Cette déduction pourra jouer chaque année pour un nouvel investissement jusqu'au 31 décembre 1989.

- Les ménages accédant à la propriété de leur résidence principale bénéficieront d'un doublement du plafond des intérêts ouvrant droit à la réduction d'impôt de 25 %. Le plafond sera porté de 15 000 francs à 30 000 francs et les majorations à 2 000 francs pour un enfant, 2 500 francs pour le second enfant et 3 000 francs pour le troisième et les suivants.

Ces mesures seront intégrées dans le projet de loi de finances pour 1987, mais seront applicables pour les acquisitions de logements neufs et les mises en chantier réalisées à compter du 1^{er} juin 1986.

2) Réforme des relations entre bailleurs et locataires.

La loi du 22 juin 1982 sera abrogée.

Le présent projet de loi a pour objectif de redéfinir les bases d'un équilibre juste et durable entre les bailleurs et les locataires et de redonner toute sa force à la notion de contrat entre les parties.

1. - La durée initiale du contrat de location sera d'au moins six ans pour les bailleurs personnes morales et d'au moins quatre ans pour les bailleurs personnes physiques. Le montant du loyer sera fixé librement. Pendant la durée du contrat, le bailleur ne pourra ni la résilier, ni modifier le loyer, sous réserve d'une indexation annuelle. A l'expiration du contrat, le bailleur sera libre de le renouveler ou non sans avoir à motiver sa décision. Le délai de préavis sera porté à six mois.

Un contrat de plus courte durée pourra être conclu lorsque le bailleur personne physique saura, dès la mise en location du logement, qu'il devra le reprendre à une date fixée à l'avance pour des raisons professionnelles ou familiales.

La loi s'appliquera dès sa publication aux logements vacants ou neufs. Les baux en cours se termineront normalement.

Une disposition transitoire s'appliquera au renouvellement des baux en cours. A leur échéance, le bailleur ne pourra donner congé que pour un motif légitime et sérieux ou pour reprendre le logement en vue de l'occuper ou de le vendre. Le montant du loyer sera fixé par référence aux loyers des logements comparables du voisinage. La hausse éventuelle sera étalée sur quatre ans. En cas de désaccord, le locataire

pourra saisir gratuitement une commission de conciliation, composée à parité de représentants des bailleurs et des locataires, qui siègera dans chaque préfecture.

Dans les agglomérations de plus d'un million d'habitants, cette disposition transitoire s'appliquera aux deux renouvellements qui suivront la publication de la loi.

2. - L'extinction progressive de la loi du 1^{er} septembre 1948, qui régit encore 700 000 logements environ, sera accélérée.

Les logements vacants sortiront définitivement du champ d'application de la loi de 1948. Ils devront respecter des normes simples de confort et d'habitabilité pour pouvoir être reloués.

Le droit d'échange sera supprimé ; la transmission des baux sera réduite.

Les locaux confortables de catégorie II B, occupés par des locataires âgés de moins de soixante-cinq ans et disposant d'un revenu supérieur à un seuil fixé par décret, sortiront du champ d'application de la loi de 1948. Il en sera de même trois ans plus tard pour la catégorie II C. Les locataires auront droit à un bail de droit commun. La hausse du loyer sera étalée sur huit ans.

3. - Le régime applicable aux loyers HLM en vigueur avant 1982 sera rétabli à compter du 1^{er} juillet 1987. Les loyers devront respecter les plafonds et les règles d'augmentation prévues par le code de la construction et de l'habitation. Les grilles de loyers seront communiquées aux commissaires de la République. Les organismes d'HLM pourront par ailleurs proposer à leurs locataires des contrats de location de droit commun.

4. - Une commission nationale de concertation sera créée pour contribuer à l'amélioration des rapports entre bailleurs et locataires. Des accords pourront continuer à être conclus entre bailleurs personnes

morales et locataires d'un même ensemble locatif.

3) Mesures financières pour relancer la construction :

- 7 500 logements locatifs sociaux supplémentaires seront financés en 1986 à l'aide de prêts du Crédit foncier de France.

- L'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat distribuera 100 millions de francs de subventions supplémentaires en 1986 pour la réhabilitation des logements locatifs privés.

- L'Etat majorera de 100 millions de francs en 1986 les crédits affectés à la prime d'amélioration de l'habitat.

4) Mesures destinées à favoriser le développement de l'offre foncière.

Le projet de loi comporte des mesures visant à éliminer certains facteurs de blocage, de ralentissement ou de complication dans la production et la mise sur le marché de terrains constructibles.

Les collectivités locales verront leur capacité d'initiative renforcée : elles pourront supprimer le plafond légal de densité et seront libres d'instituer un non droit de préemption urbain sur les parties de leur territoire qu'elles auront délimitées.

- Certaines procédures d'urbanisme seront simplifiées : procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) quand il existe un plan d'occupation des sols (POS), mise en œuvre plus rapide des nouvelles options d'urbanisme pour les POS en cours de révision.

5) Vente des logements HLM à leurs locataires.

Le projet de loi réforme, en le rendant plus incitatif, le régime de la vente des logements d'HLM institué par la loi du 2 novembre 1983, qui n'a pas permis de répondre aux espoirs de nombreux locataires désireux d'acquiescer leur logement.

6) Réforme des structures des organismes d'HLM.

L'exercice de la mission sociale des organismes d'HLM exige une efficacité et une capacité d'adaptation accrues. Le projet de loi comporte diverses mesures allégeant les contraintes administratives qui régissent ces organismes : statuts-types, comptabilité des offices publics d'aménagement et de construction, possibilité de transformation d'un office d'HLM en société anonyme d'HLM ou en société d'économie mixte.

7) FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif au Conseil supérieur des Français de l'étranger.

Depuis 1982, les Français établis hors de France, au nombre de un million cinq cent mille environ, élisent au suffrage universel cent trente-sept membres qui, aux côtés de membres désignés par le ministre des affaires étrangères, constituent le Conseil supérieur des Français de l'étranger. Ce conseil est consulté par le ministre sur les problèmes intéressant les Français établis hors de France.

Le projet de loi vise, en reformant le mode de scrutin pour l'élection des membres du Conseil, à établir un lien plus direct entre les Français de l'étranger et leurs représentants élus. Le scrutin majoritaire s'appliquera dans les circonscriptions électorales à l'étranger où moins de cinq sièges sont à pourvoir. Dans les circonscriptions où cinq sièges ou plus sont à pourvoir à la représentation proportionnelle, la règle de la plus forte moyenne sera substituée à celle du plus fort reste.

Ces dispositions s'inspirent du mode de scrutin relatif à l'élection des sénateurs dans les départements. Elles entreront en vigueur pour le prochain renouvellement du conseil en mai 1988.

8) COLLECTIVITÉS LOCALES.

Le secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales.

Ce texte a pour objet, dans les domaines du transfert de compétences, de la fonction publique territoriale et des modalités du contrôle budgétaire, de reporter des délais, de supprimer certaines dispositions, de compléter la loi sur certains points.

En particulier, il précise les conditions de suppression des syndicats de communes pour les personnels et le transfert de leurs attributions aux instances qui leur succèdent.

Il rétablit, à titre provisoire, pour les départements et les régions, la possibilité d'élaborer des statuts particuliers pour leurs agents.

Il précise les conditions de transmission au représentant de l'Etat des décisions budgétaires des collectivités locales.

Enfin, il vise à permettre une meilleure prise en compte de la situation des communes affectées par une perte de ressources au titre de la taxe professionnelle.

Sans préjudice du bilan qui doit être établi en matière de décentralisation, ce projet de loi marque la volonté du gouvernement de corriger, dès maintenant, certaines imperfections qui se sont révélées à l'occasion de la mise en œuvre des textes.

9) AUGMENTATION DU SMIC.

Sur proposition du ministre des affaires sociales et de l'emploi, le conseil des ministres a adopté un décret portant augmentation du salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Conformément à la loi, le SMIC est revalorisé chaque année au 1^{er} juillet afin d'assurer aux salariés dont les rémunérations sont les plus faibles une participation au développement économique de la nation.

La hausse des prix au mois de mai étant estimée à 0,2 %, le SMIC devrait être réévalué de 1,24 % au 1^{er} juillet, son taux horaire passant de 26,59 F à 26,92 F.

10) PRODUITS DÉRIVÉS DU PÉTROLE.

Sur proposition du ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme, le conseil des ministres a adopté un décret relatif aux autorisations spéciales d'importation et de livraison à la consommation intérieure de produits dérivés du pétrole.

En vertu de ce texte, les autorisations d'importation existantes, qui devaient arriver à échéance le 31 décembre 1986, sont prolongées d'une durée de trois mois.

11) ENGAGEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT.

Le conseil des ministres a autorisé le premier ministre à engager devant l'Assemblée nationale, conformément à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, la responsabilité du gouvernement sur le vote :

- du projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance ;
- du projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité ;
- du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat ;
- du projet de loi relatif à l'application des peines ;
- du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;
- du projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accès à la propriété de logements sociaux ;
- du projet de loi modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger ;
- du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales.

(Publicité)

FORUM L'ALTERNATIVE POUR DEMAIN
organisé par le PSU
SAMEDI 28 JUIN 1986, de 14 heures à 24 heures
A l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75011 PARIS
- De 14 h à 18 h. Huit carrefours de débat avec de nombreux invités internationaux et de l'ensemble de la gauche, associative, politique et syndicale française ;
- De 20 h à 24 h. FORUM sur « Quel projet politique alternatif ? Quelle forme d'organisation ? » Animé par Jean-Claude LE SCORNET, secrétaire national du PSU, avec :
Pierre BAUBY, Didier CLAUDE, Yves COCHET, Jean-Pierre JULLIARD, Pierre JUQUIN, Alain LIPIETZ, Bernard RAVENEL.

ANGÉNIEUX ÉQUIPE TOUTES LES CAMÉRAS DU MUNDIAL

ANGÉNIEUX ÉLARGIT SON CHAMP DE VISION

Sans Angénieux, vous n'auriez rien vu du Mondial 86. En effet, les 200 caméras qui retransmettent la Coupe du Monde sont équipées par des zooms Angénieux. Angénieux, une technologie de pointe dans le monde de l'optique : zoom de la navette spatiale, satellite Spot, assistance à la vision pour les pilotes sur Airbus et Boeing et pour les chirurgiens des

plus grands hôpitaux du monde entier. Angénieux, c'est aussi le cinéma, la photo, la TV. En consacrant 11 % de son C.A. à la recherche, Angénieux veut aller plus loin dans les domaines du futur tels que la fibre optique, la vision des robots. Angénieux, c'est un souci permanent de la perfection, pour que tout ce qui se passe dans le monde soit vu et bien vu.

angénieux

مركز الدراسات والبحوث

JUSTICE

La chambre d'accusation les charges qui seront reb

EN BREF

COMPTES
REVENUS
AOUT
SEPTEMBRE

Aux Etrangers
CONJUGALE
DE PENSION
A QUATRE ANS

société

JUSTICE

A LA COUR D'APPEL DE PARIS

La chambre d'accusation dira, le mercredi 9 juillet les charges qui seront retenues contre Klaus Barbie

La chambre d'accusation de la cour de Paris, désignée le 20 décembre 1985, par la chambre criminelle de la Cour de cassation, pour procéder à un supplément d'information dans l'affaire Barbie, après que cette dernière juridiction a donné du crime contre l'humanité une définition plus large que celle retenue par la chambre d'accusation de Lyon, rendra le 9 juillet l'arrêt par lequel elle doit renvoyer devant les assises du Rhône l'ancien chef de la section 4 de l'Einsatzkommando de Lyon de 1942 à 1944.

Cet arrêt aura à mentionner les faits qualifiés crimes contre l'humanité qui peuvent être retenus contre Barbie en fonction de la définition donnée par la chambre criminelle : « Les actes inhumains et les persécutions qui, au nom d'un Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique, ont été commis de façon systématique, non seulement contre des personnes en raison de leur appartenance à des collectivités raciales ou religieuses, mais aussi contre les adversaires de cette politique, quelle que soit la forme de leur opposition. »

C'est dans ces conditions que la chambre d'accusation de Paris avait à examiner de nouveau, le mercredi 25 juin, le dossier Barbie. Son prés-

dent, M. Jean Pascal, a déjà notifié à l'ancien chef de la Gestapo de Lyon des inculpations de crimes contre l'humanité pour des actes que le juge d'instruction de Lyon, puis la chambre d'accusation de cette ville, avaient écartés en les considérant comme des crimes de guerre aujourd'hui prescrits.

Il s'agit notamment de l'envoi en déportation de résistants, ceux-ci pouvant être apparentés aux adversaires de la politique d'hégémonie du III^e Reich, alors que la cour de Lyon n'avait retenu que les déportations de juifs, seuls considérés à ses yeux comme « victimes innocentes ».

Une lacune

A l'occasion de cet ultime débat, l'avocat général, M. Robert, a donc conclu au renvoi de Klaus Barbie devant les assises du Rhône non seulement pour ses actions contre les juifs mais aussi contre les résistants déportés. « La déportation dans un camp de concentration en vue de leur extermination atteignant le plus haut degré dans la hiérarchie de l'horreur ».

Pour les avocats des parties civiles, M^{rs} Ugo Iannucci, Joël Nord-

man, Henri Noguères et le bâtonnier Bernard du Granrut, cette position du ministère public qu'ils ont approuvée sans réserve, soulignait cependant d'une lacune, dans la mesure où le parquet n'a pas qualifié de crimes contre l'humanité les tortures infligées à des résistants qui n'ont pas été déportés, mais ont cependant pu mourir des traitements qui leur furent infligés.

Les avocats ont donc soutenu que de telles tortures, qui visaient elles aussi à l'élimination physique d'adversaires de la politique du III^e Reich, devaient être retenues à charge et que Klaus Barbie devait aussi en répondre. Ils ont cité à l'appui de leur thèse les propos de M. François de Menthon, procureur général pour la France au procès de Nuremberg, au sujet de ces tortures qui, avait-il dit, « faisaient partie d'un système ordonné par les chefs nazis et exécuté sans la moindre réticence par les membres des organisations national-socialistes ».

C'est au vu de ces arguments que la chambre d'accusation rendra donc, le 9 juillet, l'arrêt dans lequel seront exposées les charges retenues en définitive contre Klaus Barbie et qui motiveront son renvoi devant les assises du Rhône. Pour sa part, M^{re} Jacques Vergès, avocat de la défense, qui n'a pas plaidé à cette audience de la chambre d'accusation, a fait savoir par le mémoire qu'il y avait déposé, qu'il n'entendait, en aucune façon, retarder le moment de ce procès, procès qui, en tout état de cause, n'est pas envisagé avant le début de l'année 1987.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

ÉDUCATION

M^{re} ALLIOT-MARIE MÉCON-
TENTE DES PROGRAMMES
D'INSTRUCTION CIVIQUE

Répondant à M. Charles Miossec, député RPR de Finistère, qui estimait que les manuels d'éducation civique des éditions Magnard étaient « des catalogues des idées socialistes », M^{re} Alliot-Marie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Éducation nationale, a indiqué, mercredi 25 juin, lors de la séance de l'Assemblée nationale consacrée aux questions d'actualité, qu'elle allait diffuser « un complément de vingt pages » aux programmes officiels « pour encadrer le contenu » de cette discipline.

« Les erreurs de fond et le manque d'honnêteté intellectuelle » qu'elle relève dans ces programmes tiennent, selon elle, à la précipitation avec laquelle ils ont été conçus. L'ancien ministre de l'Éducation nationale ayant voulu aller trop vite « sous la pression d'échéances électorales », « les délais nécessaires à la formation des manuels n'ont pas été respectés ».

M. Foyer demande la discussion de son texte. M. Jean Foyer, député RPR de Maine-et-Loire, demande que sa proposition de loi sur l'enseignement supérieur, signée notamment par les présidents des groupes UDF et RPR soit immédiatement inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale et discutée. S'inscrivant du retard apporté à l'examen du projet de loi de M. Devaquet, il estime que « tout va être fait pour retarder son adoption jusqu'à l'automne ». « A ce moment, ajoute-t-il dans un communiqué, la réforme sera le ferment d'une relance de l'agitation ».

LA RÉFORME DES UNIVERSITÉS

Le SNE-Sup se prépare à une « rentrée de lutte »

De notre envoyé spécial

Dijon. — Le congrès national d'étude du SNE-Sup (Syndicat national de l'enseignement supérieur), qui a lieu tous les deux ans en alternance avec le congrès d'orientation, s'est tenu à Dijon du 23 au 25 juin. Au menu, deux plats de résistance : la préparation du projet de loi de M. Devaquet sur l'enseignement supérieur et les grandes manœuvres du secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, dont le SNE-Sup est l'un des 47 syndicats, pour élargir le champ d'action de la FEN.

Ces deux dossiers ont fourni au SNE-Sup l'occasion de durcir le ton. L'évolution du projet de réforme de M. Devaquet (le Monde du 26 juin) conforte en effet l'opposition du principal syndicat du supérieur, qui souligne « la convergence profonde des divers projets de la droite » sur les points essentiels : sélection malthusienne, ségrégation sociale, mise en concurrence des universités, remise en cause du fonctionnement démocratique des établissements, bref « destruction radicale du système des formations supérieures et de recherche » et « démantèlement du service public ».

Observant avec intérêt le retard qu'est en train de prendre le projet Devaquet, le SNE-Sup se prépare donc à une « rentrée de lutte » et appelle l'ensemble des personnels de l'enseignement supérieur, les étudiants, et plus largement les organisations ouvrières et l'opinion publique, à une « riposte commune » contre une réforme qui s'inscrit à ses yeux dans une politique globale de remise en cause des services publics.

La combativité n'est pas moins sensible face aux projets de restructuration de la FEN. Ultré d'être informé par la presse des réflexions et démarches de M. Jacques Pommat, secrétaire général de la Fédération, le SNE-

Sup « dénonce le caractère fonctionnisme anti-démocratique de telles manœuvres ». Il tient « à alerter les syndicats sur les immenses dangers » que représenterait une opération de regroupement avec des syndicats situés en dehors du champ de l'éducation.

La FEN, estime-t-il, y perdrait son « identité et les fondements mêmes de son unité ». En obéissant à des arrière-pensées politiciennes, elle prendrait la responsabilité d'un risque d'éclatement du mouvement syndical enseignant. Avertissement non voilé, de la part d'un syndicat dont le courant majoritaire est proche du Parti communiste, contre une opération où tous les observateurs voient une manœuvre de grande convergence du Parti socialiste.

G. C.

M. CHRISTIAN PHILIP DIRECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS

M. Christian Philip a été nommé directeur des enseignements supérieurs au ministère de l'Éducation nationale, en remplacement de M. Olivier Schrameck.

[Né le 2 octobre 1948 à Boulogne-sur-Mer, M. Philip est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, docteur en droit et agrégé de droit public. Il a effectué sa carrière d'universitaire au Maine (université du Maine), où il a été successivement assistant (1970-1973), chargé de cours (1973-1977), puis doyen de la faculté de droit et de sciences économiques. De 1980 à 1983, il préside l'université du Maine et siège au conseil supérieur de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER). De 1981 à 1986, il est suppléant de M. François Fillon, député (RPR) de la Sarthe. Depuis 1983, M. Philip enseigne le droit européen à l'université Jean-Monnet (Lyon-III).]

EN BREF

Près de l'Opéra

L'HELICOPTÈRE SUR LE BOULEVARD

Une piétonne, victime d'un accident de la circulation boulevard des Italiens à Paris (9^e), a été secourue par hélicoptère mercredi 25 juin vers 18 h 30. L'appareil, une Alouette III de la protection civile, s'est posé au milieu du boulevard où le flot de voitures avait été interrompu.

L'évacuation par la voie des airs a permis de gagner un temps précieux, à une heure où les embouteillages sont très denses dans la capitale. Après avoir décollé de l'héliport d'Issy-les-Moulineaux, l'hélicoptère a transporté la blessée jusqu'à l'hôpital de Créteil (Val-de-Marne).

● **Nouvel assassinat d'une vieille dame à Paris.** — La série sanglante des assassinats de personnes âgées à Paris continue, malgré l'arrestation lundi, par la brigade criminelle, d'un meurtrier isolé : M^{me} Hélène Sexercesse, soixante-dix-sept ans, a été découverte morte, mercredi 25 juin, en milieu de journée, ligotée dans son appartement, 66, rue de la Fontaine-au-Roi, dans le onzième arrondissement.

C'est la douzième personne âgée vivante tuée à son domicile depuis le début de l'année 1986 dans la capitale, la trentième depuis le début de l'année 1984.

● **Un conseiller municipal de Nice condamné à six ans de réclusion pour viol.** — M. Robert Santarelli, quarante-six ans, conseiller municipal RPR de Nice, a été condamné mardi 24 juin par la cour d'assises des Alpes-Maritimes, siégeant à Beauséjour, à six ans de réclusion pour le viol d'une jeune femme venue le solliciter pour trouver un emploi.

La victime avait rendu visite le 6 septembre 1984 à M. Santarelli, conseiller juridique, afin qu'il lui procure du travail. Selon la plainte déposée par la jeune femme, quatre-vingt jours plus tard, son employeur potentiel aurait alors abusé d'elle.

NOUVELLE AUGMENTATION DU NOMBRE DES DÉTENUS

La situation dans les prisons continues à s'aggraver. La population pénale (métropole et DOM-TOM) au 1^{er} juin est passée à 47 924 détenus, dont 1 985 femmes, pour 32 500 places. Sur le total des détenus enregistrés début mai (47 595), 23 158 étaient des prévenus en attente d'un jugement définitif. Ils sont 22 944 aujourd'hui.

● **Dijon : peine réduite en appel pour le secrétaire départemental du Front national.** — La cour d'appel de Dijon (Côte-d'Or) a réduit, mercredi 25 juin, de 4 000 à 3 000 francs l'amende infligée en septembre 1986 par le tribunal correctionnel de cette ville à l'encontre de M. Pierre Jaboulet-Vercherre, secrétaire départemental du Front national en Côte-d'Or.

M. Jaboulet-Vercherre, trente-cinq ans, était poursuivi à la suite de quatre articles parus au début de l'année dans l'hebdomadaire *les Nouvelles de Bourgogne* dont il est le directeur de publication. Le MRAP (Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme et pour la paix) avait déposé plainte, estimant que les articles incriminés contenaient des passages constituant les délits de « provocation à la discrimination », « la haine ou à la violence raciale » et les délits de « diffamation ».

Aux Etats-Unis

CINQUANTE ANS DE PRISON A QUATORZE ANS

Des Moines (AFP). — Un adolescent de quatorze ans a été condamné à cinquante ans de prison par un tribunal de l'Iowa pour avoir participé, lors d'un hold up, à l'assassinat du patron d'un super-marché. William White avait plaidé coupable et accepté de témoigner à charge contre ses complices dans l'espoir d'obtenir une sentence plus légère.

En rendant son verdict, mardi 24 juin, le juge Jack Levin a exprimé les regrets de la cour pour avoir condamné « un si jeune homme » à une telle peine. Il lui a recommandé de bien se tenir en prison afin de pouvoir bénéficier d'une remise de peine et d'une libération anticipée.

Cours de Révisions JUILLET - AOÛT SEPTEMBRE

Matin ou après-midi

- Préparation BAC SEPT.
- 6^e à 3^e
- Secondes
- Premières
- Terminales
- Supérieures

U.P.A.
SARI

68, avenue d'Iéna
75016 PARIS
Tél. : 47.20.36.80

ESSILOR S'ASSOCIE AVEC ANGENIEUX

E S S I L O R

É L A R G I T

SON CHAMP

D'ACTION

Essilor, l'un des tout premiers mondiaux de l'optique oculaire : 9000 personnes y travaillent avec un chiffre d'affaires consolidé de 3,2 milliards. En s'associant avec Angénieux, Essilor bénéficie d'une nouvelle ouverture sur le marché mondial de l'optique. Le rapprochement de ces deux sociétés

amplifiera leur avance technique grâce aux échanges de leurs laboratoires de recherche parmi les plus avancés du monde. Essilor et Angénieux, une même passion, un même souci permanent de la perfection pour que tout ce qui se passe dans le monde soit vu et bien vu.



DÉFENSE

« La France doit intensifier son effort militaire »

(Suite de la première page.)

De plus, nous sommes en face d'une convergence redoutable : un équipement militaire à renouveler rapidement (portions et bâtiments de soutien âgés, diminution continue à éviter des prochaines années du nombre d'avions de combat par exemple), des technologies modernes et coûteuses à développer dans nos armements pour assurer leur crédibilité (techniques spatiales, robotiques, informatiques, balistiques), des parades à mettre en œuvre face à des menaces nouvelles comme le terrorisme et, enfin, des moyens opérationnels à déployer en permanence au regard d'une situation internationale en état continu de crise plus ou moins signifiante.

Face à une telle situation, la France ne devra pas ménager son effort pour sa défense. La plateforme UDF-RPR a fixé comme objectif un budget moyen de l'ordre de 4 % du PIBM. C'est sans doute un objectif qui sera souhaitable de rallier rapidement, mais il faudra aussi définir les priorités et ajuster la barre en fonction des contraintes économiques que le gouvernement rencontrera.

17 milliards de francs en moins

Quel bilan précis et détaillé, à mi-parcours de son exécution (1986), tirez-vous de l'application de la loi de programmation militaire 1984-1988 approuvée par l'Assemblée nationale ?

La loi de programmation militaire 1984-1988 n'est élaborée par référence à un modèle d'armée horizon 1995 comprenant, outre des forces nucléaires stratégiques : une armée de terre d'environ 220 000 hommes disposant globalement de 1 100 chars, 450 pièces d'artillerie ou lance-roquettes, 400 hélicoptères et 8 000 blindés ; une marine de 65 000 hommes, d'un

tonnage de 300 000 tonnes, comportant notamment deux porte-avions (dont un nucléaire), douze sous-marins (dont huit nucléaires) et une trentaine de bâtiments de surface ; une armée de l'air de 95 000 hommes disposant de 450 avions de combat, deux systèmes de détection aéroportée et 100 avions de transport.

La réalisation de cette maquette suppose un prélèvement moyen nettement supérieur à 4 % du produit intérieur brut marchand (PIBM) sur la période 1984-1988. Or, si la loi n'a entraîné le détail d'une quarantaine de sous-programmes cohérents avec la maquette précitée, la question majeure de la faisabilité financière n'a jamais été abordée. L'opinion a été tenue dans l'ignorance des échéances.

Par contre, on a observé que les budgets 1984-1985-1986 ont été respectivement de 3,84 %, 3,79 % et 3,76 % par référence au PIBM, et qu'ils ont été diminués en volume par rapport à l'année antérieure en 1984 et 1985. La référence à la maquette 1995 a donc perdu tout son sens. On peut estimer que les écarts accumulés sur cette période ressortent à près de 17 milliards de francs courants, dont environ 12 milliards pour les seuls crédits d'équipement.

Mais s'ajoute à cette situation une originalité comptable : telle qu'elle a été présentée au Parlement et adoptée en 1983, la loi de programmation 1984-1988 ne permet pas de contrôler sa propre exécution. Elle ne fixe pas d'enveloppe de crédits de paiements annuels pour chaque exercice mais seulement pour 1984 et 1985. La période 1986-1988 est traitée globalement... avec l'hypothèse d'un relèvement brutal du prélèvement annuel moyen sur le PIBM.

Enfin, comme on pouvait s'en douter, d'importants programmes nouveaux - le satellite d'observation Hélios, le système de radio-

communication par satellite Syracuse-2, le programme d'aide à la pénétration des missiles balistiques - ont été rajoutés, sans moyens supplémentaires, alors que des programmes majeurs prévus, et qui devaient être de toute façon réalisés, n'ont pas été lancés, par exemple le système de détection aéroportée et la nouvelle composante stratégique nucléaire. La loi de programmation 1984-1988, à mi-parcours de son exécution, fait donc apparaître son inadaptation au regard de ses objectifs initiaux et de la situation actuelle de la défense. Elle n'est plus exécutable et doit être rajustée.

A combien s'élève le déficit prévisionnel de la gestion financière en 1986 dont vous avez annoncé la découverte en présentant vos fonctions et comment espérez-vous le résorber ?

J'ai évoqué, en effet, il y a quelques semaines, une insuffisance de crédits de plusieurs milliards de francs. Une partie de ce besoin a encore un caractère prévisionnel et ne sera bien connue qu'à l'automne. Une autre est en cours d'expertise officielle et devra également être confirmée. Cette masse recouvre, en premier lieu, un très fort report de charges de 1985 à 1986, du fait d'une utilisation sans précédent dans son ampleur d'un mécanisme déjà ancien et non contesté dans son principe : celui des fonds d'avance. Il s'agit, en second lieu, d'un très important surcoût au titre des opérations extérieures, non financé dans le budget initial. En troisième lieu, certaines commandes figurant dans les crédits d'engagement 1986 n'ont pas de moyens de paiement correspondants : cela concerne une cinquantaine de chars lourds et plus d'un millier de véhicules tactiques de l'armée de terre.

Enfin, la marine se voit aujourd'hui obligée de prendre livraison d'un navire de transport qu'elle n'a pas les moyens de payer, puisque aussi bien elle n'avait pas demandé et qu'il n'a été fabriqué

que pour aider à court terme un chantier naval en difficulté sur ordre du précédent gouvernement. La question se pose, à une plus grande échelle, pour des bâtiments en cours de fabrication, et je souhaite là aussi que cette situation soit rapidement apurée, pour qu'elle ne pèse pas sur l'avenir.

Quant au financement, certaines économies dégagées sur les carburants vont heureusement apparaître. Par ailleurs, je ne suis pas resté inactif et j'ai demandé, pour dégager des moyens, des remises en cause de projets, parfois déjà engagés, notamment immobiliers. Cette action sera poursuivie dans tous les domaines. Mais il est clair que le ministère de la défense ne pourra, et de loin, absorber sur sa substance un tel déficit de paiement. Le problème devra donc être traité dans le cadre des opérations budgétaires de fin d'année.

Pour ce qui concerne les dépenses de fonctionnement des armées (titre III du budget), économisez-vous obtenir des économies en diminuant les effectifs dans les forces elles-mêmes et dans les établissements industriels de l'Etat, comme ont tenté de le faire les gouvernements précédents ? Si oui, de combien et dans quels secteurs ?

Pour l'immédiat et notamment pour 1986, j'ai décidé de surseoir aux mesures de déflation qui devaient affecter les effectifs d'appelés de l'armée de terre. Ces mesures avaient été mal conçues et risquaient de mettre en cause le caractère opérationnel de plusieurs divisions mécanisées. L'économie escomptée par la mise en œuvre de ces mesures était d'ailleurs symbolique. Reste que la rigueur s'impose dans le domaine des dépenses de fonctionnement si l'on veut porter le poids rapidement possible au niveau nécessaire à l'équipement de nos armées. Cette disposition générale est celle qui me guide dans l'établissement du projet du budget 1987 de la défense.

Comment la traduire sans mettre en cause le niveau d'entraînement des professionnels de nos unités ? Je dois qu'il faut appliquer dans les armées certains des concepts économiques bien connus relatifs à la réduction des frais généraux et des tâches secondaires et introduire d'importantes innovations dans les méthodes de gestion et d'entretien des matériels. L'obligation de résultat ne doit pas constituer un prétexte dispensant de faire attention aux critères économiques pour concevoir les organisations, pour élaborer les programmes d'entraînement de nos unités, les contrôles de disponibilité et les vérifications de fonctionnement de nos systèmes d'armes. Je demande aux états-majors de procéder à un grand effort d'imagination et de rigueur dans ces domaines.

Pour ce qui concerne les dépenses d'équipement de la prochaine loi de programmation militaire, voulez-vous nous indiquer avec précision le sort que vous réserveriez à chacun de ces douze programmes majeurs : 1) le sous-marin nucléaire lance-missiles de nouvelle génération ; 2) le missile mobile SX ; 3) un éventuel missile de croisière ; 4) la munition à rayonnement renforcé (autrefois appelée bombe à neutrons) ; 5) le porte-avions nucléaire Richelieu ; 6) le char de combat Leclerc ; 7) l'avion de combat tactique d'appui-protection (HAP) ; 8) l'hélicoptère anti-chars (HAC) et l'hélicoptère d'appui-protection (HAP) ; 9) l'avion de transport à long rayon d'action ; 10) l'hydravion de détection à basse altitude ; 11) le satellite d'observation Hélios ; 12) le système de communications spatiales Syracuse-2.

La méthodologie retenue pour élaborer la nouvelle loi de programmation militaire ne repose pas sur l'établissement d'une liste abstraite de programmes reconnus a priori comme majeurs. J'ai proposé aux chefs d'état-major de procéder d'abord à l'analyse des menaces sus-

ceptibles d'affecter ou de compromettre la France et ses intérêts dans le monde au cours des trente prochaines années. A ces menaces, il convient de répondre par des systèmes cohérents de défense faisant le plus souvent appel à toutes les armées et à plusieurs types d'armements.

Dans certains cas, l'optimum économique peut conduire à des moyens polyvalents pouvant répondre à plusieurs types de menaces, mais il faut préserver le principe de cohérence. C'est ainsi que l'absence de moyen de détection efficace à basse altitude constitue une incohérence de notre système dissuasif de défense et nous fait perdre une grande partie de notre capacité à faire face à l'essentiel de la menace actuelle en Europe et outre-mer. Le char de combat Leclerc, l'hélicoptère anti-chars et l'hélicoptère d'appui-protection doivent être examinés en fonction d'une posture cohérente de nos forces dans l'éventualité d'un théâtre d'opérations Centre-Europe.

Quant à la munition à rayonnement renforcé, dite bombe à neutrons, elle ressort d'un concept d'arme nouveau que l'on pourrait qualifier d'« anti-défense ». Elle peut être considérée comme étant au point et susceptible d'une fabrication à des fins opérationnelles. Sa fabrication et les modalités de sa mise en œuvre doivent cependant s'insérer dans une perspective stratégique qui devra être approuvée le moment venu en conseil de défense.

La détermination du type de composante nucléaire terrestre, l'organisation de son étendue, notamment pour qu'elle ait la mobilité et la discrétion nécessaires à son efficacité, et le calendrier de sa mise en œuvre doivent être appréciés en surveillant l'apparition de contre-mesures adverses. Elle pourrait faire l'objet d'un programme d'étude accéléré quant à sa définition, mais d'un programme de déploiement éventuellement étalé dans le temps.

Et si l'on prend l'exemple du porte-avions à propulsion nucléaire, est-ce aussi en fonction du rôle dévolu à ce type de bâtiment dans la gestion des crises qu'il faut en apprécier l'intérêt ou la nécessité. Il faut prendre aussi en compte les bâtiments d'appui et de soutien lui correspondant et ne pas oublier les avions qui l'équipent. Le préjudice favorable que j'ai à son égard n'efface pas la nécessité d'étudier toutes les implications financières, techniques et stratégiques qui entourent cet important projet. La loi de programmation qui sera déposée avant la fin de la session d'automne devant le Parlement apportera la réponse définitive à toutes les questions que vous posez aujourd'hui et aussi à d'autres que vous ne posez pas. Il faut laisser encore quelque temps le dossier ouvert.

Quels programmes accepteriez-vous de mener en coopération internationale ? Avec quels pays ? Dans quels délais ? Sur quelles bases organiseriez-vous cette collaboration industrielle ?

Les programmes que nous acceptons de mener en coopération internationale doivent concerner les matériels pour lesquels nous disposons d'une bonne maîtrise, voire d'une avance technologique. Il vaut mieux, dans certains autres cas, songer à des achats. Notre industrie à armement doit éviter de se présenter en position de faiblesse. Cette coopération pourrait être renforcée avec nos alliés, mais il ne faut pas trop de monde pour un même programme. Un grand nombre de partenariats ont conduit souvent à des pertes de temps, des critiques et à des problèmes difficiles de coordination et donc à des surcoûts. Enfin, il est essentiel d'organiser la coopération autour de critères et de réalités industrielles, et non seulement autour d'arrangements d'ordre diplomatique. Des discussions pourraient s'engager sans délais sur de telles bases pour plusieurs programmes. Certains, vous le savez, sont déjà en cours.

Comment la France peut-elle relever le défi technologique et militaire de l'initiative de défense stratégique (IDS), lancée aux Etats-Unis pour constituer à sa sauvegarde l'autonomie de sa dissuasion nucléaire ?

L'initiative de défense stratégique n'a pour objet de constituer ni un défi technologique, ni une alternative à la dissuasion nucléaire. Elle vise à assurer un territoire donné, les Etats-Unis, en l'occurrence, d'une protection anti-missiles aussi efficace que possible à partir de moyens de détection et d'intervention spatiaux.

Je crois qu'il faut poser le problème dans ses termes les plus simples. Y a-t-il une raison pour que les stratégies américaines renouent à utiliser la troisième dimension que constitue l'espace et ignorent le développement des technologies, permises d'évoluer ? La France a-t-elle le pouvoir - et le droit - de s'y opposer ? Et au nom de quel principe devrions-nous rester à l'écart de cette nouvelle avancée technologique ? Il ne s'agit pas de convertir en problèmes philosophiques ou politiques les difficultés techniques dont l'homme cherche à s'affranchir.

La France doit avoir une attitude réaliste et responsable : elle ne peut rester à l'écart d'un « mouvement irréversible », et les entreprises françaises y contribueront dans la mesure de leurs possibilités et de leurs capacités. La France ne se laissera pas pour autant entraîner dans un conflit qu'elle n'aurait pas clairement accepté. Pour reprendre les termes de la déclaration de politique générale du premier ministre du 9 avril dernier : « Elle n'intégrera pas à l'avance ses moyens dans un dispositif sur lequel elle ne pourrait exercer, le moment venu, sa décision souveraine ».

Proposez-vous des contre-mesures anti-missiles, dite défense aérienne « élargie », contre les engins nucléaires que le pacte de Varsovie dirige en propre sur le sol de l'Europe occidentale ?

Nos ambitions en matière de dissuasion impliquent, face au déploiement par nos agresseurs potentiels de moyens de défense anti-missiles, l'amélioration continue de nos systèmes de pénétration : cela concerne les avions, les corps de combat, la réduction des surfaces équivalentes radars pour nos avions et missiles.

A cet égard, l'avancée technologique correspondante s'applique, à un terme plus rapproché, à la défense moderne anti-aéronautique, qui, elle, est un objectif à coup sûr nécessaire et accessible. Il est envisageable que la France propose en ce domaine à ses alliés européens l'examen de ce qui pourrait être un effort commun. En tout état de cause, il faut se souvenir qu'avant longtemps aucune défense anti-missiles ne pourra se substituer à la dissuasion nucléaire. Elle sera un moyen de la compléter et de la renforcer. Il est d'ailleurs significatif d'observer qu'à Washington l'initiative de défense stratégique n'est plus présentée comme substitut, et donc comme fin de la dissuasion.

La privatisation

n'est pas un remède miracle

Vous avez déclaré que vous n'êtes pas le ministre de l'emploi. A quelles conditions s'agissent de plan de charge des industries de l'armement en France, encouragez-vous les ventes d'armes françaises à l'étranger ?

Je voudrais expliquer ce propos un peu provocateur alors que l'amélioration de l'emploi est l'objectif essentiel de l'ensemble du gouvernement. En fait, j'ai voulu dire qu'il fallait que chacun, dans un gouvernement, fasse son métier pour que le résultat d'ensemble soit bon. Le ministre des affaires sociales et celui en charge de l'emploi n'ont pas qualité à proposer une nouvelle loi de programmation militaire, et le ministre de la défense n'a pas à faire ses choix en fonction de données sociales.

Cela revient à dire qu'il ne faut pas que les contraintes des établissements industriels travaillant pour la défense déterminent l'équipement de nos armées. La marine, ne doit pas acheter des pétroliers à ravitailleurs pour assurer le plan de charge de tel ou tel chantier naval. Il faut que nos arsenaux aient la souplesse leur permettant de satisfaire les besoins des états-majors et ne leur imposent pas leurs fabrications au seul prétexte de contraintes sociales. Cette souplesse permettra de satisfaire davantage de clients étrangers dont les exigences sont souvent spécifiques et importantes. Les plans de charge pourront d'autant plus facilement être répartis que les capacités d'adaptation de nos établissements industriels militaires seront grandes.

La solution n'est pas dans une approche idéologique consistant, par exemple, à proposer la privatisation comme remède miracle. Il faut examiner sérieusement les difficultés concrètes qui limitent le développement et l'ajustement de nos industries d'armement sans a priori ni arrière-pensée. C'est ce qui est en train de se faire dans les industries d'armement terrestre. Je disposerai à la fin du mois de juillet des conclusions du groupe de travail que j'ai mis en place à cet effet.

Propos recueillis par JACQUES ISNARD.

TROIS FOIS PLUS DE COOPÉRANTS ÉCONOMIQUES

Le ministre du commerce extérieur, M. Michel Noir, a annoncé, mardi 24 juin à Paris, que le nombre des appels volontaires pour services nationaux dans des pays d'expansion économique à l'étranger, auprès des ambassades ou entreprises françaises, devrait pouvoir être triplé, passant de quatre cents à mille, voire mille cinq cents. M. Noir n'a pas précisé à quelle échéance ces effectifs seraient ainsi triplés, mais il a indiqué qu'il existait une « forte demande » dans les entreprises.

RELIGION

UN ACCORD ENTRE L'ÉPISCOPAT ET L'ORGANISATION HUMANITAIRE

Le CCFD en liberté surveillée

Pièce maîtresse de l'aide privée aux pays du tiers-monde, le Comité catholique pour le développement (CCFD) a-t-il été aboli par l'épiscopat français ? Emus par des campagnes de presse dénonçant l'orientation « marxiste » de cet organisme d'Eglise fondé en 1961, les évêques français avaient demandé, en décembre dernier, à y regarder de plus près. La concertation a duré six mois. Elle vient d'aboutir à la rédaction d'un document commun en date du jeudi 26 juin.

Une double lecture de ce texte est possible. La première est celle d'une reprise en main d'une organisation qui, profitant de la vitesse et de l'expérience acquises (1), était soupçonnée de voler un peu trop de ses propres ailes.

Même s'ils existaient déjà, les liens rattachant le CCFD à la commission compétente de l'épiscopat sont rappelés et renforcés. Au lieu d'une ratification *ad posteriori*, c'est un accord préalable sur les candidatures aux postes de responsabilité qui est exigé par le conseil permanent des évêques. Enfin, tout projet d'aide du CCFD devra être approuvé par l'épiscopat du pays destinataire, une « bourse », comme le soutien financier à un journal militant kanak, envisagé en pleine crise néo-calédonienne mais stoppé par l'archevêque de Nouméa, ne pourra plus se produire (le Monde du 14 décembre 1985).

On touche là à une zone sensible de critiques que le document du 26 juin ne parvient pas à désamorcer. Les responsables du CCFD font valoir que, dans une proportion de neuf sur dix, les projets passent déjà entre les mains des évêques locaux. Ils mettent en avant les difficultés posées dans certains pays par l'absence d'évêques (faute de cesser d'aider le Cambodge ? l'Afghanistan ? le Pakistan ?). Ils se demandent surtout si, avec un contrôle exclusif des évêques locaux, les projets économiques, sociaux, éducatifs servant à toute une population ne vont pas peu à peu se transformer en de simples projets d'Eglise (construction de séminaires, etc.).

Puissance de ténelle du CCFD, l'épiscopat ne répond pas à ces questions et semble avoir voulu, d'abord, se manifester sur un terrain idéologiquement sensible. Il n'est pas sûr pour autant que son intervention suffise à calmer des campagnes d'opinion qui, derrière la mise en cause d'un organisme de développement considéré comme progressiste, visent en fait certaines formes d'ouverture au monde de l'Eglise.

post-conciliaire. Le dernier texte du Vatican sur la théologie de la libération rappelle pourtant que certains choix, comme l'« option préférentielle pour les pauvres », sont irréversibles.

La deuxième lecture possible de ces nouvelles dispositions du 26 juin est celle d'un engagement plus net et plus concret des évêques dans la bataille pour le développement, en dépit d'un contexte idéologique de remise en cause du tiers-mondisme.

La vocation du CCFD comme service officiel de l'Eglise catholique est en effet confirmée, alors que certaines tentations s'étaient exprimées pour échanger son statut et en faire un simple organisme privé de laïcs, comme il en existe des dizaines dans l'Eglise de France. La confiance lui est renouvelée pour la collecte annuelle des fonds contre la faim. C'est à l'appel de Jean XXIII, lui-même sollicité par le directeur de la FAO, que tous les organismes catholiques de lutte contre la faim avaient été fédérés il y a vingt-cinq ans. Même si la prudence lui est aujourd'hui conseillée, le CCFD voit donc son cap malin.

L'épiscopat souhaite même aller plus loin dans une réflexion sur

l'exercice de la solidarité. Si leur générosité ne se dément pas (la collecte du CCFD croît depuis 1983 à un rythme de 15 % l'an), les chrétiens s'interrogent de plus en plus sur la destination de leur aide. L'argent doit-il aller à des opérations d'urgence (crise alimentaire ou catastrophe naturelle) ? Ou à des projets précis de développement et d'éducation engageant l'avenir à long terme, voire à des œuvres missionnaires ?

C'est à un véritable « plan de solidarité », que l'épiscopat français va réfléchir, en vue de son assemblée plénière de 1987. Il rejoint en cela l'annonce, faite le 25 juin, d'un prochain document de Jean-Paul II actualisant, vingt ans après, l'encyclique de Paul VI *Populorum progressio*. Le pape devrait y présenter le développement et la solidarité comme « les clés de la paix ».

HENRI TINCO

(1) Le budget géré par le CCFD était de 373 000 francs en 1983. Il a servi à financer 600 projets dans 93 pays. Le CCFD est dirigé par un comité national représentatif de 25 mouvements et services d'Eglise.

Six dispositions

La commission pontificale de l'épiscopat a rendu publiques, le 26 juin, six dispositions pour « permettre au CCFD de jouer pleinement son rôle de service d'Eglise » :

- Le CCFD est rattaché à la commission sociale de l'épiscopat. Le président de cette commission sera aidé par deux évêques désignés par le conseil permanent.
- L'annuaire du CCFD sera un annuaire général, ayant statut de secrétaire national. Il représentera de manière hebdomadaire l'épiscopat.
- Préliminairement à leur élection par les représentants des mouvements et services qui constituent le comité national du CCFD, les candidats à la présidence et au secrétariat général auront fait l'objet d'un agrément du conseil permanent.
- Les projets de développement devront avoir l'accord de l'épiscopat local. En cas de difficulté, le CCFD en référera au président de la commission sociale, qui consultera au besoin la commission pontificale « Cor Unum » ou la commission pontificale « Justice et paix ».
- Une relation plus étroite sera établie par le CCFD avec ces deux organismes romains.
- Il reste à préciser les modalités de représentation de l'ensemble des paroisses et communautés catholiques, notamment par la collecte annuelle de la carême.
- Sera poursuivie avec le CCFD la réflexion engagée pour actualiser la mission qui lui a été confiée voici vingt-cinq ans et les moyens les plus appropriés de la remplir aujourd'hui.

La commission pontificale « Justice et paix ». Une relation plus étroite sera établie par le CCFD avec ces deux organismes romains.

Il reste à préciser les modalités de représentation de l'ensemble des paroisses et communautés catholiques, notamment par la collecte annuelle de la carême.

Sera poursuivie avec le CCFD la réflexion engagée pour actualiser la mission qui lui a été confiée voici vingt-cinq ans et les moyens les plus appropriés de la remplir aujourd'hui.

Le conseil permanent de l'épiscopat annonce en particulier une réflexion sur les fondements doctrinaux et spirituels de notre devoir de solidarité. Nous proposerons aux organismes catholiques d'entraide et de développement un lieu de concertation en vue de mieux assurer la réponse de toute l'Eglise en France à ce service qu'elle doit rendre et de ce témoignage qu'elle doit donner de la charité du Christ.

MÉDECINE

PRÉCISION. - Le docteur Bilo Kapita, le médecin africain qui s'est exprimé à l'ouverture du congrès sur le SIDA et dont nous avons rapporté la communication dans le Monde du 25 juin nous demande de bien vouloir publier la précision suivante : « Le docteur Bilo Kapita s'est exprimé lors de la deuxième conférence internationale sur le SIDA en tant que membre du comité d'organisation de cette conférence. Et c'est donc à ce titre qu'il a accepté de répondre aux questions des journalistes. »

ERRATUM. - Dans l'article sur la prophylaxie du paludisme (le Monde du 25 juin), le numéro d'appel du centre de renseignements sur les maladies tropicales et les vaccinations de l'hôpital Claude-Bernard était erroné ; il faut appeler le 42-05-11-33.

Deux héros de la trahison

Deux hommes, Jacques Chirac et Pierre Mammès, ont été accusés de trahison pour avoir aidé les communistes à se faire passer pour des héros de la résistance.

Jacques Chirac, ancien ministre de l'Intérieur, et Pierre Mammès, ancien ministre de la Santé, ont été accusés de trahison pour avoir aidé les communistes à se faire passer pour des héros de la résistance.

Le ministre de la Santé, Pierre Mammès, a été accusé de trahison pour avoir aidé les communistes à se faire passer pour des héros de la résistance.

Le ministre de l'Intérieur, Jacques Chirac, a été accusé de trahison pour avoir aidé les communistes à se faire passer pour des héros de la résistance.

Pas si drôle que

Le ministre de la Santé, Pierre Mammès, a été accusé de trahison pour avoir aidé les communistes à se faire passer pour des héros de la résistance.

Le ministre de l'Intérieur, Jacques Chirac, a été accusé de trahison pour avoir aidé les communistes à se faire passer pour des héros de la résistance.

Le Monde DES LIVRES

SPECIAL LECTURES D'ÉTÉ

Deux héros de la trahison

Deux romanciers,
Jacques Almira et Pierre Moustiers,
font un tour en histoire
pour nous faire méditer
sur le destin du comte de Bonneval
et sur celui de Philippe Egalité

JACQUES ALMIRA et Pierre Moustiers ont décidé de flirter avec la trahison. Le premier raconte la vie du comte de Bonneval, ce gentilhomme français qui termina sa carrière militaire en combattant les armées chrétiennes aux côtés des Turcs. Le second écrit, à la première personne, une manière d'autobiographie-confession de Philippe-Egalité, qui vota la mort de son cousin Louis XVI avant d'être accusé d'avoir trompé aussi la Révolution et de finir sa vie sur l'échafaud.

Les deux écrivains caressent également une autre forme de trahison : le roman historique - et, qui plus est, dans leur cas, le roman biographique - à toujours été considéré avec méfiance par les romanciers que l'on dit sérieux. C'est un genre qui se prête à la facilité, où le brillant de la couleur l'emporte le plus souvent sur la finesse et sur l'exactitude du trait, où le mouvement tient lieu de profondeur et dans lequel l'anecdote se substitue à la rigueur de la construction. Il y a donc quelque malice et la pointe d'un défi chez ces deux romanciers, à la facture classique et à la veine grave, à accepter de déroger. Comme pour leurs héros, il va falloir qu'ils expliquent et qu'ils justifient leur trahison.

Le cas de Jacques Almira est le plus pendable. L'auteur du *Voyage à Naucratis* et de *Terrass*

Hôtel est un styliste des frémissements de l'âme et des ruses de la mémoire, qui a habité ses lecteurs aux plaisirs des chemins de traverse et des alcools d'alambic. Or, dans *la Fuite à Constantinople*, il fonce droit devant lui, sabre au clair, taillant dans les tailles de la psychologie, réduisant les complications du cœur à quelques assauts de galanterie cavalière. Et l'on craint à chaque page que le livre ne lui échappe, que la prodigieuse vitalité du comte de Bonneval, sa légèreté et son emportement ne réduisent en miettes les frères barages de l'écriture.

Mais Almira tient merveilleusement bien face à la fougue étourdissante de son héros. Sa phrase, courte, sèche, à la rapidité toute stendhalienne, parvient à introduire, dans ce qui pourrait n'être qu'une suite un peu échevelée d'aventures militaires, diplomatiques et amoureuses, cette distance, infime mais indispensable, grâce à laquelle l'histoire respire.

Dès lors, le tableau peut s'animer de l'intérieur, indépendamment de la péripétie ; Bonneval, qui pourrait n'être qu'un pantin agité, mené de désertion en prison, de table de jeu en alcôve et de maître en maître par les seules forces d'un destin capricieux et d'un tempérament imprudent, prend les véritables dimensions d'un héros romanesque : un homme qui étouffe dans une épo-



Jacques Almira vu par Irneli Jung

que qui se rétrécit, et qui cherche à conserver dans la bouche le goût unique de la liberté quand le temps est aux intrigues mesquines, aux disputes rances de vieillards, aux jalousies de médiocres et à la grossière arrogance des puissants ; nous sommes à la fin du règne de Louis XIV, la triste Maintenon et ses ministres gouvernent la France et envoient au massacre des foules de jeunes gens affamés : les puissances hostiles à la suprématie française s'épuisent dans les complots et les zizanies, l'Europe paraît dévorée par un cancer. Le mirage oriental

auguel cède Bonneval n'est peut-être rien d'autre que le désir d'échapper à un monde sébile.

Conserver la belle liberté de sa jeunesse est l'unique souci de Bonneval, sa révolte et son exigence morale ; de la même façon, il semble que le souci de Jacques Almira, souci tout autant éthique qu'esthétique, ait été, dans *la Fuite à Constantinople*, de chercher les recettes d'une écriture éternellement jeune.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 20.)

Les javas de l'année 36

Nostalgies... Clément Lépidis
ressuscite le temps du « Balajo »

CES jours-ci à la radio, un matin, j'ai entendu quelqu'un, dans le vent, nous dire que l'accent parigot, la jactance de Paname étaient revenus à la mode. Les jeunes comédiennes, en particulier, allaient s'efforcer de nous retrouver l'accent de la grande Arletty dans *Hôtel du Nord*.

Heureuse nouvelle. Seulement peut-on décider comme ça, d'une consigne assez vague, de déclencher les choses ? Il y a dix, douze ans, une saison, on nous a rebattu les oreilles avec Jésus-Christ superstar. L'Evangile revenait dare-dare, Dieu et ses dix commandements... tous les saints frusquins du Paradis ! Ça n'a duré, il me semble, qu'un seul été. Idem pour Mao et son col... les chevelures vertes des punks, les fringues « guerre de Sécession »... etc. On adore, on brûle ce qu'on vient d'adorer... les vaisseaux, les veaux d'or qui devaient rester toujours debout. Tout est mode, elle dévore tous ses enfants, la mode... ses aïeux par la même occasion.

Clément Lépidis se pointe, je l'espère adéquat, avec sa biographie de Jo Privat, l'accordéoniste de nos vingt ans. On va revivre, frémir encore comme à l'époque de la java... Des bals musette avec leurs jolies mèmes à jupe plissée s'enroulant dans les quilles des voyous.

A l'époque de Léon Blum, de son Front populaire, Paris n'arrivait pas exact à compter ses guinches... trois cents... trois cent cinquante ?... On pouvait dire que la ville se rythmait la joie au son du piano à bretelles. Il ne reste à présent que le Balajo... le fief de Jo Privat.

Ça va être dur de remonter la pente. Clément Lépidis est tellement convaincu de cette bonne cause qu'il nous restitue, avec une précision d'orfèvre en la matière,

tout ce petit monde des rôdeurs de barrière, des guinguettes à Joinville-le-Pont... de la gambille reine... tout un univers englué et qui mérite tout de même de figurer dans l'histoire de la ville capitale.

Jo Privat, comme héros, est exemplaire. Il use ses premières grolles dans les rues de Ménilmontagne, ses premiers fonds de culotte à la communale rue des Panoyaux. Le dab est dans le bâtiment. C'est encore dans ce quartier le climat de *Casque d'or*, si bien restitué dans son film par Jacques Becker. Pour tout arranger, la tante Yvonne est tanière rue des Ecoiffes... c'est-à-dire qu'elle tient commerce des charmes de quelques jeunes femmes expertes en l'art de l'amour tarifé. Et c'est M^{me} Yvonne qui va découvrir les dons de son neveu pour la musique. « *Ce petit-là ira loin.* » (Il y a bien quelq'un, un parent, fût-il éloigné, qui a dû dire ça du jeune Napoléon Bonaparte lorsqu'il avait huit ans.)

Un drôle de requiem

Il se trouve aussi dans cette histoire une bonne grand-mère, comme on ne doit plus en faire depuis qu'elles se liftignent la tronche. C'est elle qui va offrir à Jo son premier accordéon, après avoir gagné un peu de fric à la Loterie nationale naissante.

Ça tient tout de même du miracle tout ça. Il est veimard, le petit Jo, en comparaison des voyous qui traînent dans les mêmes ruelles que lui. Son don, l'affection de sa tante, de sa grand-mère, vont le sauver du pire... la vie à l'envers... le truandage...

ALPHONSE BOUDARD.

(Lire la suite page 21.)

* MONSIEUR JO, de Clément Lépidis, éd. du Pré-aux-Clercs, 239 p., 89 F.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Journal 1939-1940, de Raymond Queneau.

Pas si drôle que ça, la guerre !

L'EXPRESSION « drôle de guerre » aurait pu être de lui, si elle n'était née, semble-t-il, de tout un peuple en proie au rire jauna. N'est-il pas, par excellence, l'homme des situations imbéciles surmontées à force d'humour, le chantre de la débrouillardise mariale, survivre d'abord, chapeau sur l'œil, banlieue des dimanches, blanc sec au zinc et l'bonjour chez vous ?... Or, pas du tout : ces mois d'attente l'arme au pied, Queneau les passe larme à l'œil, tout chagrin de se sentir embusqué loin du front, écorché par l'égoïsme naïf et rôté des chambrées, lui qu'on croyait ami du petit peuple, et sujet, lui le mécréant matheux, à des fêves mystiques de communiant !

Objectivement - comme on ne devrait jamais dire quand on parle de bonheur - Queneau n'a pas à se plaindre. Il va sur trente-sept ans. Il a déjà publié sept romans, plutôt bien accueillis. Un rude hiver, qui vient de sortir, marche gentiment. La NRF de Paulhan l'a adopté. Il y écrit sur les auteurs qu'il aime. Il est heureux en ménage. Sa femme Janine et son fils Jean-Marie le rejoignent régulièrement en garnison, entre Vendée et Charente. Les bibliothèques municipales lui prêtent des Dostoïevski. La campagne sent bon... Que demande le peuple ?

Peut-être est-ce le principe même de l'écrit intime qui pousse au gémissement. Soyons juste : Queneau ne tient pas son *Journal* avec l'intention de le publier. C'est l'ennui de la vie militaire qui l'a décidé, et la vague impression de traverser des mois historiques. Il ne renouvellera pas l'expérience, à notre connaissance. Vers la fin, alors que la débâcle justifierait un témoignage étoffé, il se lasse. Ces Carnets ont un air de parenthèse. Ils n'en sont pas moins précieux, parce que c'est un écrivain considérable qui les tient. Les coulisses d'une grande création, comment ne pas les visiter avec passion ?

Ce rire bondissant que ses amis appréciaient tant, dans la vie, et les lecteurs dans ses livres, il est clair que Queneau l'a

conquis de haute lutte. Les épreuves de la mobilisation ne font qu'accentuer les réflexes d'une nature découragée. Queneau fait partie des êtres fragiles qui traînent dans l'âge adulte des maladies d'enfance à caractère psychosomatiques. La moindre contrariété réveille son asthme de toujours, favorisé par la vie aux champs. De là vient sans doute l'allergie manifestée par toute son œuvre aux charmes de la campagne, qu'il ne demanderait qu'à savourer - ce *Journal* en témoigne.

A voir l'état plaisant où le met l'éphédrine, on se demande si l'inconscient de Queneau n'aide pas ses bronches à le chetouiller, à réveiller sa « délicieuse impression de maladie ». Spirale bien connue des pneumologues, et sur laquelle l'écrivain semble rester aveugle, comme sur la sens de ses rêves ; cela, malgré six ans de psychanalyse. Sur les effets de cette cure, suivie entre 1933 et 1939, les biographes trouveront une mine de renseignements, plus que sur la genèse des œuvres, peu évoquées.

DEUX soucis tenaient Queneau : limiter les effets d'une promiscuité jugée infecte, et s'approcher de Dieu. Le dégoût pour l'entourage prend une forme obsessionnelle qui étouffe de la part d'un écrivain de la fraternité goguenarde, même s'il est vrai qu'il se retrouve deuxième classe dans un dépotoir de fantassins, « à l'arrière ». Les voisins de chambrée l'écorchent par leur pestilence, leur stupidité crasse et la féroce de leur égoïsme. Tout en répugnant à la discipline et en se refusant à porter des jugements, Queneau observe qu'avec le déclin du patriotisme, de la religion, et en l'absence de poigne, les hommes se conduisent « comme des sauteux ». « Tous des barbares ! », conclut-il, « saturé de dégoût ». Assurément son élitisme, il ajoute : chez les élèves officiers, il y a plus de « camaraderie, d'élégance, de bonne volonté, de distinction d'esprit »...

(Lire la suite page 21.)

Elisabeth BARILLÉ



Corps de jeune fille

roman

« D'une férocité et d'une cruauté revigorante ce roman affirme tranquillement que les femmes n'ont plus peur d'écrire "ce qui ne se dit pas"... Un style brillant et caustique »

Josyane Savigneau / Le Monde

GALLIMARD nrf

La Turquie en transition

Disparités, identités, pouvoirs

Textes d'anthropologie, de géographie humaine, de sciences politiques et de sociologie, réunis par Altan GOKALP. La modernité et ses enjeux ; une société traditionnelle qui n'a plus la tradition en identité.

Un volume 16 x 24, illustré, 228 pages 162 FF.

En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11.03.57 sur la propriété littéraire.

Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris - Tél. 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

poche nathan

poche des jeunes

A partir de 11 ans :

La collection de Jonathan Cap, une série pleine de suspense... Mais attention ! Ne pas laisser à la portée des parents...

JONATHAN CAP...

- SUPERSTAR
- LES CHEVALIERS DE ZOLTAN
- LES FORMULES DE ZOLTAN
- LA CLINIQUE DU D-K
- LE LABYRINTE DU JAGUAR
- LA SAMBA DU FANTOME

Chaque volume, format 11 x 18, couverture souple plastifiée : 20,00F

Gérard Moudal - LIBÉRATION

Un nouveau Cap chez Nathan : Des aventures drôles et attrayantes bourrées de clins d'œil à la série noire et à la bande dessinée.

Nicole Zaad - LE MONDE

Chez Nathan, on vient de créer une série noire (et jaune). Chez Nathan, on vient de reconnaître : Jonathan Cap, une collection de vrais polars pour les jeunes.

Mirille Palsen - MADAME FIGARO

Polar chez Nathan et "indice sur dix" pour cette série noire aux couleurs de la jeunesse.

nathan

Les meilleures ventes du "Livre de Poche"

Nouveautés (3 derniers mois)

TITRES	AUTEURS	PRIX
1. Cécile et son amour	Janine Bussard	19,70 F
2. La chambre des dames	Jeanne Bourin	20,00 F
3. Et le singe devint con	François Cavanna	23,00 F
4. Novembre des amours	Michel Drucker	23,00 F
5. La Bouganville, tome 1	Fanny Deschamps	33,00 F
6. Le noir et le rouge	Catherine Nay	27,00 F
7. Le septième ciel	Jacques Lanzmann	19,70 F
8. Oro	Czka Zyhe	25,00 F
9. J'ai du ciel bleu dans mon passeport	Philippe de Dieuleveuil	25,00 F
10. Simon et l'enfant	Joseph Joffo	19,70 F

Titres parus depuis un an

1. Jacques Brel, une vie	Olivier Todd	29,00 F
2. Le diable en tête	Bernard-Henri Lévy	29,00 F
3. Reine-mère	Christine de Rivoyre	19,70 F
4. Le bal du gouverneur	Marie-France Pisier	19,70 F
5. Deux amants	Patrick Poivre d'Arvor	16,50 F
6. Un cri dans la nuit	Mary Higgins Clark	23,00 F
7. La maison aux esprits	Isabel Allende	29,00 F
8. Laura Brants	Patrick Carvin	23,00 F
9. La cité des sorcières	Han Suyin	27,00 F
10. Les colonniers de Bassalane	Michèle Perrein	25,00 F

Série "Biblio" (romans et essais)

1. Le grondement de la montagne	Yasunari Kawabata	31,00 F
2. Entre les ailes	Virginia Woolf	27,00 F
3. Le maître et Marguerite	Mikhail Boulgakov	45,00 F
4. La tyrannie de l'imprimé	Marthe Robert	27,00 F
5. Le jeu des possibles	François Jacob	16,50 F

Cette liste est établie sur la base des ventes à l'ensemble des grossistes et diffuseurs (libraires, maisons de la presse, grands magasins, grandes surfaces, bibliothèques de gare...).

Poésie

sur le marché

Les organisateurs du Marché de la poésie - Jean-Michel Place pour l'association CIRCE et les Parvis poétiques, animés par Marc Delouze - peuvent être satisfaits. Tout a concouru cette année à faire de la quatrième édition de cette manifestation une réussite : le temps d'abord, estival et propice à la flânerie sur une place Saint-Sulpice, à deux pas de Saint-Germain-des-Près, transformée pour la circonstance en petit village de bois ; la Fête de la musique ensuite, qui délégué samedi 21 un orchestre antillais pour animer un bien nommé Bal des mots dits ; même Bossuet, sur sa fontaine, ne broncha pas !

Mais la réussite d'une telle manifestation se mesure d'abord au nombre des participants : quelque cent vingt éditeurs et responsables de revues présentes à plusieurs dizaines d'autres représentés, avec une notable participation étrangère : Canada, Chili, Brésil, Australie... Pour l'animation elle-même, les Parvis poétiques, avec l'aide du CNL, de la direction régionale des affaires culturelles et du ministère de la culture, avaient fait alterner lectures, performances, spectacles... Les poètes lisant leurs œuvres dans le café littéraire étaient vaillamment contre le bruit très prosaïque des véhicules à moteur, et si Jean Tardieu, dont la présence avait été annoncée, ne vint finalement pas, les lycéens de Caen et de Villepinte purent montrer leurs spectacles, tirés d'œuvres de Queneau et de Pierre Albert-Birot.

S'il est vrai que la poésie souffre d'une certaine confidentialité, ce marché démontre, par sa vitalité, qu'il est toujours possible de sortir de l'isolement.

PATRICK KECHICHIAN.

L'Internationale des revues

Simple curiosité ou sincère volonté de dialogue ? Allez savoir... En tout cas l'initiative a fait mouche : les revues sollicitées, douze de part et d'autre, très différentes les unes des autres, avaient répondu avec empressement à l'invitation de l'Association Dialogue entre les cultures (ADEC), qui organisait, avec l'association Les amis du Roi des Aulnes, et le soutien de la direction du livre du ministère de la culture et de la communication et de la Fondation Robert Bosch, une rencontre d'éditeurs de revues littéraires de langues allemande et française.

Tout naturellement, au-delà du plaisir et de l'intérêt de la découverte mutuelle de revues qui trop souvent ignorent entre elles, l'essentiel des discussions porta sur la question cruciale de la traduction, c'est-à-dire à la fois de son importance et de son coût, souvent trop élevé pour les revues. Qu'il s'agisse de publier des panoramas des littératures étrangères - par exemple celui sur la littérature française contemporaine, qui va paraître à la rentrée dans l'excellente revue viennoise Westermann - ou bien, ce qui est encore plus délicat mais pas moins nécessaire, de traduire des textes originaux, le monde des revues est de plus en plus surplombé par les intérêts de grandes maisons d'édition, d'un commerce parfois difficile, et donc obligé à des bricolages au moindre prix. Quand les auteurs sont connus et réputés, les droits sont chers ; quand ils sont encore ignorés, jusque dans leur propre pays, les traductions relèvent du pari.

Poussés par les animateurs de cette rencontre, Jean-Louis de Rembures et Nicole Barry, les participants y allèrent donc de leurs propositions. Des plus élémentaires : les échanges de revues, de sommaires ou de publicités, aux plus

EN BREF

● Une RENCONTRE INTERNATIONALE sur le thème « Les influences réciproques dans l'histoire de la philosophie et des institutions philosophiques en France et en Allemagne » aura lieu du 28 juin au 4 juillet 1986 à Cérès (Pyrénées-Orientales).

● Les troisièmes RENCONTRES INTERNATIONALES DE POÉSIE CONTEMPORAINE se dérouleront du 5 au 12 juillet à Cogolin (Var). Voici les thèmes des quatre séminaires prévus : « Intelligence spéculative et poésie », « Figures de pensée », les « Novisim », « Écriture, image », « Res-

LA VIE LITTÉRAIRE

DERNIÈRES LIVRAISONS

HISTOIRE

● Raymond Danel : *Les Lignes Latéocènes 1918-1927*. Auteur de plusieurs livres sur l'histoire de l'aviation, Raymond Danel retrace dans cet ouvrage, sous forme de chroniques, les débuts des premières lignes commerciales, en s'appuyant sur une importante documentation. Préface d'Edmond Petit. (Privat, 211 p., 120 F.)

● Christiane Rimbaud : *Le Procès Mendès France*. Un procès politique « exemplaire » sous Vichy, raconté et analysé à travers un grand nombre de documents. Préface de Jean-Denis Bredin. (Fem, 218 p., 85 F.)

● Jacques Bouillon et Geneviève Veltre : *Munich 1938*. Publié pour la première fois en 1964 dans la collection « Kiosque » et aujourd'hui réédité chez Armand Colin, le texte de cet ouvrage s'est vu et la bibliographie remise à jour. A travers un large panorama de la presse écrite de l'époque, les deux auteurs analysent les causes, réactions, et conséquences des accords de Munich. Importante iconographie. (Armand Colin, 228 p., 120 F.)

ART

● Marcel Sauvage : *Hors du commun : Maurice Vlaminck, Maurice Savin*. Ami intime de ces deux peintres, Marcel Sauvage a réuni dans ce livre deux essais publiés voici trente ans, et aujourd'hui épuisés. A la fois témoignage et commentaire sur les œuvres, cet ouvrage constitue un hommage à « leur juste gloire ». (Grosset, 253 p., 85 F.)

● Alain Kirli : *Statuaire*. Sculpteur qui partage son travail entre Paris et New-York, Alain Kirli s'est proposé d'évoquer la sculpture d'une sculpture abstraite, d'un nécessaire afin de dégager cet art de tout mimétisme avec le corps humain et d'établir « la trame parfois très privée de l'élaboration d'une œuvre plastique ». Composé d'écrits de circonstance, de notes d'atelier et d'entretiens, avec notamment des témoignages de P. Soliers et de J. Kristeva. (Denot, 209 p., 98 F.)

● R.H. Marijnissen : *Tableaux. L'expertise de tableaux et les méthodes de laboratoire*. Cet ouvrage traite de façon exhaustive des « méthodes d'études et de détection des contrefaçons ». C'est aussi une réflexion sur les possibilités et les limites de l'expertise. (Editions Elsevier, Bruxelles, 415 p., 370 F.)

POÉSIE

● Frédéric-Jacques Temple : *Québec vivant*. Anthologie des poètes québécois d'aujourd'hui, cet ouvrage rassemble les textes choisis d'une soixantaine de poètes en devenir. (Editions Sud, 217 p., 120 F.)

CUISINE

● Jacques Kermol et Martine Bartolomé : *La Mafia se met à table*. Si vous voulez savoir ce

que Frank Sinatra a mangé à Agrigente en 1963 en compagnie des épi de Caltnisseste-Mazzarino-Agrigente, il faut lire ce petit livre où récits et recettes font bon ménage. Une quarantaine de recettes des plats servis aux repas historiques de l'honorable société. (Actes Sud, 208 p., 80 F.)

VOYAGE

● Bernard Duhourcau : *Les Chemins de saint Jacques en Pays basque*. Tous les chemins mènent à Compostelle. Pour tous ceux qui s'intéressent à l'itinéraire suivi par les pèlerins du Moyen Âge, ce carnet de route, écrit par l'auteur du Guide des Pyrénées mystérieuses, est indispensable. Préface de Régine Pernoud. (Harriet/Jean Curutchet, 1, route de Pau, 64100 Bayonne, 151 p.)

BIOGRAPHIE

● Palmer White : *Poires le magnifique*. Le destin d'un grand couturier. La vie parisienne de l'un des symboles de la Belle Époque et de la révolution dans la mode, par l'ancien secrétaire d'Orson Welles. Traduit par Didier Martin avec la collaboration de l'auteur. Préface d'André Dunoyer de Segonzac. (Editions Payot, 303 p., 99 F.)

LETTRES ÉTRANGÈRES

● José Cardoso Fries : *Belade de la plage aux chiens*. (Dissertation sur un crime). Au printemps de 1980, un pêcheur découvre la cadavre d'un inconnu en état de décomposition avancée sur une plage des environs de Lisbonne ; c'est le corps d'un officier évadé du fort où l'avait conduit une tentative de soulèvement militaire... Traduit du portugais par Michel Laban. (Gallimard, 276 p., 95 F.)

● Pavel Reznicek : *l'imbécile et autres textes*. Un condensé des aspects les plus toniques du surréalisme tchèque par un auteur né en 1942, auteur du *Plafond* (Gallimard, 1983) et jamais édité dans son pays. Traduit du tchèque par B. Frey et P. Kral. (Arcane 17, coll. « Passager clandestin », 86 p., 59 F.)

● Per Olov Enquist : *L'Ange déchu*. Un roman d'amour. « Il s'appelait Pasqual Priori, il était né avec deux têtes. La deuxième tête était une tête de femme... » Trois destins touchés par la malédiction. Traduit du suédois par Marc de Gouvenain et Lena Grumbach. (Actes Sud, 124 p., 75 F.)

● Moacyr Scliar : *l'Etrange Naissance de Rafael Mendes*. Le directeur d'un puissant groupe financier brésilien se révèle ruiné. Découvrant par hasard qu'il est juif, il va reconstruire l'arbre généalogique de sa famille dans un voyage à travers le temps et l'espace. Traduit du brésilien par Rachel Uziel et Salvatore Fotolo. (Presses de la Renaissance, 320 p., 120 F.)

JEUNESSE

Pour les gastronomes, les diables et les diététiciens

DEPUIS que Michel Oliver a fait savoir que « la cuisine est un jeu d'enfants » (1), et que les multiples éditions de cet ingénieux album culinaire ont présidé aux premiers pas culinaires des générations montantes, le livre de cuisine est devenu un domaine de plus en plus exploré par les éditeurs pour la jeunesse. Pas un plat de résistance, mais mieux qu'un amuse-gueule.

Le dernier événement comestible s'intitule *C'est moi le chef*, un bel album avec des photos et des dessins alléchants et tout en couleurs, très joliment présenté sous l'égide (et avec une très courte préface) de Pierre Troisgros... Chaque recette occupe une double planche, toutes les étapes de la préparation sont clairement décrites, et le degré de difficulté est indiqué par le nombre de toques. Tant par le choix des recettes que par les ingrédients utilisés, l'album semble plutôt destiné aux grands adolescents ; on voit mal, en effet, des petits se régaler de poires aux clous de girofle et au vin rouge... quand au prix de revient de l'escalope de saumon frais cru, il n'incitera pas forcément à cesser sa tirelire ! Cependant le livre mettra tout le monde d'accord avec les pommes de terre fourrées, les pâtes, la framboise ou le crâne anglais. A condition qu'elle ne tourne pas... (C'est moi le chef. *Vingt recettes pour apprentis gastronomes*, de Brigitte Lecocq. Photos de Michel Alfrad, ill. M. Dzierzecka. Cartonnet, 20 x 28 cm. Castelman, 48 p., 50 F.)

Il est bon d'être gastronome. Encore faut-il savoir qu'il est tout aussi nécessaire de bien se nourrir. Un album (traduit de l'anglais) présente à ce sujet un panorama très passionnant de la diététique, fai-

sant, de façon très claire, le rapport entre la santé et la croissance, entre le fonctionnement de notre corps et notre alimentation, entre la qualité de ce que nous ingérons (et digérons) et l'enseignement des sciences naturelles.

Les pages doubles - drôlement bien illustrées - passent en revue les modes alimentaires - vitamines, protéines, fibres dures ou molles - le fast food, les plats diététiques et les maladies liées à l'alimentation ; des tableaux clairs donnent des informations sur les calories, les sels minéraux, etc. Les lecteurs de Brouillard au pont de Tolbiac (2) apprendront même qu'il existe de vraies différences entre les végétariens et les végétaliens... (Apprends à te nourrir. *Quelques principes de diététique*, de Judy Tatchell et Delys Wells. Album cartonné 18 x 26 cm. Editions du Pélican, 48 p., 48 F.)

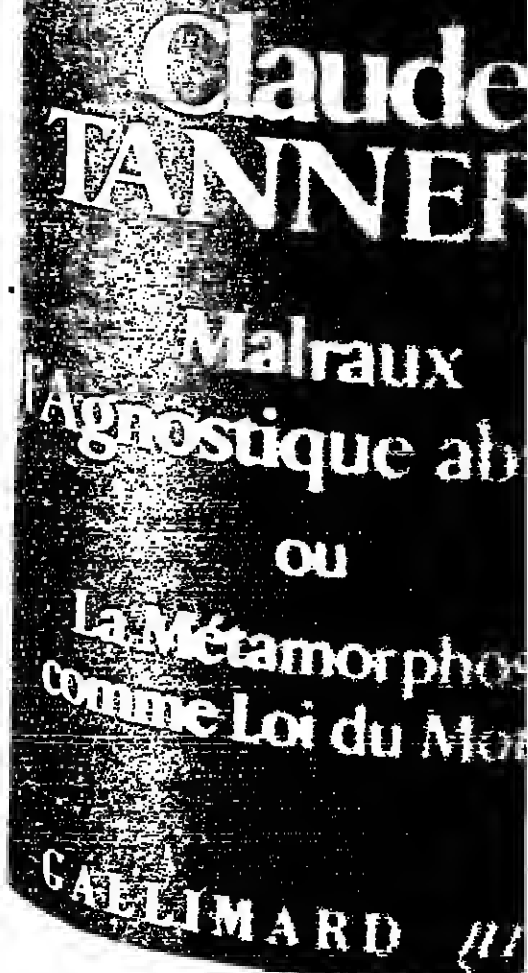
Et puisque la gastronomie n'exclut pas la fantaisie, on s'amusera bien à examiner le chaudron du diable et la casserole de la sorcière dans un petit album réalisé au cours de l'atelier d'écriture de l'auteur, Marie Farré. Écrit et illustré par les enfants de la classe de CM 1 de l'école Gambetta de Châtillon, le livre débute quand Maxime fait la grimace parce que sa mère lui sert encore des tomates farcies.

Une dansa devant un frigo vide qui amuse les enfants affamés d'histoires. (Savoir ce que mange le diable ? Médiathèque Max-Pol Fouchet, 2, rue Lasèque, 92320 Châtillon).

N. Z.

(1) Plon, depuis 1965.

(2) Léo Malet et Tardi (Castelman).



مكتبة من زوايد

LES LIVRES DE L'ÉTÉ

EDITION

Ce que les Français ont lu cette année

Ce bilan, qui ne saurait évidemment prétendre à l'exhaustivité, ne vise pas à répertorier tous les livres lus en France depuis septembre, mais à proposer un panorama des ventes de nouveautés en librairie ; les clubs et les éditions de

poche, qui paraissent plusieurs mois après la sortie, ne sont pas pris en compte dans les chiffres cités.

Lorsqu'ils parlent de l'édition, abstraitement, les éditeurs sont nombreux à la dire en assez mauvaise santé. Mais, quand

on en vient à leur cas personnel, la plupart se montrent satisfaits de cette saison 1985-1986, souvent meilleure que la précédente, sauf chez Laffont, Calmann-Lévy ou Denoël, qui ont eu une année « grise », de leur propre aveu.

Oh ! les beaux prix !

LES prix littéraires, après plusieurs « années » moyennes et une saison 1984-1985 où tout fut éclipsé par le triomphe du Goncourt de Marguerite Duras, font cette année mieux que bonne figure.

Chez Gallimard, on n'a pas perdu la désagréable manie de refuser de communiquer les chiffres de vente. Mais, en privé ou dans les dîners en ville, on ne manque pas de s'extasier sur les plus de quatre cent cinquante mille exemplaires des *Noces barbares* de Yann Queffelec (prix Goncourt) et les quelque deux cent mille exemplaires de *Sans la miséricorde du Christ*, d'Hector Bianchi (prix Femina), pourtant présenté à sa sortie comme un livre difficile.

Le prix Renaudot (*Mes mains sont plus belles que vos jours*, de Raphaële Billetdoux, Grasset) a dépassé les trois cent mille exemplaires ; le Médicis (*Naissance*

de *Shanghai*, d'André Le Gal, Lattès (plus de cent mille exemplaires).

Le plus prestigieux de tous les prix, le Nobel, est revenu pour 1985 à un Français, Claude Simon. Contrairement aux prédictions des ennemis de cet auteur exigeant, publié aux Éditions de Minuit, le Nobel a relancé les ventes. *La Route des Flandres*, en édition de poche, s'est vendu à plus de cent dix mille exemplaires.

A l'autre bout de la chaîne, dans le domaine des best-sellers « industriels », c'est toujours Michel Lafon, le dernier-né de ce type d'édition, qui, avec ses réusites — la plus grande étant cette année *Cent familles*, de Jean-Luc Labaye, — fait figure d'empêchement de tourner en rond.

Les livres « d'été », « démarrent » bien, notamment *Boulevard Gogol*, de Robert Moss (Denoël), *L'Empereur de la*

Poivre-Delpoche (Gallimard), 2, lui aussi, connu un regain après son adaptation télévisée. Mais les deux événements sont *la Ferme africaine*, de Karen Blixen (Gallimard), depuis la sortie du film *Out of Africa*, et l'« explosion » de Philippe Djian.

Après la sortie du film de Jean-Jacques Beineix, fin mars, 37,2 « le matin », s'est vendu à quarante mille exemplaires et à plus de cent quarante mille en Poche (J'ai lu). « Le public de Djian étant jeune, j'ai tenu à ce que ses livres soient très vite en Poche », précise son éditeur Bernard Barrault. En ce moment tous les Djian se vendent. Bleu comme l'enfer est à soixante mille en J'ai lu et le dernier, Maudit manège, a dépassé les quarante mille en librairie. Pour en terminer avec le cinéma, il faut signaler les bonnes performances de la collection « Ciné poche » de Ramsay, avec notamment *le Hitchcock*, de François Truffaut.

Les valeurs sûres du roman français ont, comme à chaque fois, retrouvé leur public : Michel Tournier, *le Goutte d'or* (Gallimard) ; Robert Sabatier, *David et Olivier* (Albin Michel) ; Jean d'Ormesson, *Tous les hommes en sont fous* (Lattès) ; Françoise Mallet-Joris, *le Rire de Laura* (Gallimard) ; François Nourissier, *la Fête des pères* (Grasset) ; Henri Troyat, *A demain Sylvie* (Flammarion) ; Lucien Bodard, *la Chasse à l'ours* (Grasset) ; Julien Green, *le Langage et son double* (La Différence).

Parmi les auteurs confirmés, Tahar Ben Jelloun, avec *l'Enfant de sable* (Le Seuil), environ quatre-vingt mille exemplaires et François Weyergans avec *la Vie d'un bébé* (Gallimard) ont notablement accru leur audience. Il en va de même pour Patrick Besson avec *Dara* et pour Amy Duperey avec son deuxième roman, *le Nez de Mazarin* (tous deux au Seuil).

Dans le domaine étranger, outre le *Parfum*, de Patrick Süskind (Fayard, autour de cent trente mille exemplaires), ce sont encore les habitués qui sont au rendez-vous : John Le Carré, *Un pur espion* (Laffont, déjà plus de quatre-vingt mille) ; Isabel Allende, *D'amour et d'ombre* (Fayard, environ cent trente mille) ; Erich Segal, qui, malgré le côté hyperboliquement américain de *la Classe* (Grasset), dépasse les cent mille ; John Irving, dont *l'Œuvre de Dieu la part du diable* (le Seuil), paru fin mai, atteint les cinquante mille ; Patricia Highsmith *Une créature de rêve* (Calmann-Lévy) ; Ken Follet, *les Lions du Panthéon* (Stock). William Boyd, avec *la Croix et la Banquette* (Balland), n'a pas renouvelé l'exploit de *Comme neige au soleil* (cent mille) et se stabilise autour de trente-cinq mille.

La « non-fiction » tient bon

On prédisait une année désastreuse pour les essais politiques en raison des élections législatives. On avait tort. De *la Vie quotidienne à Motignon ou temps de l'union de la gauche*, de Thierry Pfister (Hachette, plus de cent mille), aux *Années Mitterrand* de Serge July (Grasset), en passant par *le Bréviaire de la cohabitation*, de Maurice Duverger (PUF) — sans oublier *Tous ensemble*, de François de Closets (le Seuil), autour de deux cent cinquante mille et *Ni paix ni guerre*, d'Hélène Carrère d'Encausse (Flammarion, quatre-vingt mille), — il faut des scores très honorables. Quant à « l'humour politique », il triomphe avec *Que le meilleur perde*,

de Frédéric Bon et Michel-Antoine Burnier (Balland, cent cinquante mille. Il vient de sortir en Poche, toujours chez Balland, qui en a vendu soixante mille en quinze jours.)

Pour les documents ou témoignages, l'entrée en fanfare de Bernard Tapie (Gagner, Laffont, cent cinquante mille exemplaires tirés d'emblée et déjà trente mille de réimpression) n'efface pas les succès de Thierry Wolton (*le KGB en France*, Grasset), d'Alexandre Wickham et Sophie Coignard (*la Nomenklatura Belgrade*), de Günter Wallraff (*Tête de Turc, la Découverte*) d'Alphonse Boudard (*la Fermeture, Laffont*) ou, à un moindre degré, de l'autobiographie du baron Empain (Lattès) ou du Baron de la solidarité, de Bernard Konehner (*Le Pré aux clercs*).

Les quatre-vingt-dix mille exemplaires de *l'Homme de paroles*, de Claude Hagège (Fayard), sont sans doute une conséquence de « l'effet Apostrophes ». Mais *l'Identité de la France*, de Fernand Brandel (Arthand-Flammarion), a dépassé les cinquante mille, et *Biologie des passions*, de Jean-Didier Vincent, ainsi que *le Sexe et la Mort*, de Jacques Ruffié, assurent une bonne année à la « petite dernière » de l'édition, Odile Jacob.

L'intérêt des Français pour les biographies ne se dément pas, comme le prouvent tant celles — historiques — publiées par Fayard, dont les ventes,

Ralentir, succès

Deux premiers romans ont tenu cette année le haut du pavé. *La Salle de bain*, de Jean-Philippe Toussaint (Minuit), et *Sphinx*, d'Anne Garreta (Grasset).

« Nous avons vendu quelques cinquante mille exemplaires de la Salle de bain, indique Irène Lhion aux Éditions de Minuit ; c'est très rare pour un premier roman : d'autant que l'auteur ne s'est pas montré, n'est pas passé à l'Apostrophe », il a été soutenu par les libraires et la presse. Il est en cours de traduction dans dix pays.

Sphinx, vogue, lui aussi, vers les cinquante mille exemplaires, loin devant les autres succès de premiers romans (notamment *le Livre des nuits*, de Sylvia Germain (Gallimard), *Une mort sur-croë*, de Claude Tardat (Mazars), *Un été à Jérusalem*, de Chochena Boukhozba (Balland).

moyennes, sont régulières, que les grandes biographies de cette année : la suite de *De Gaulle* de Jean Lacouture (Seuil), le *Sartre* d'Anne Cohen-Solal (Gallimard), le *Catherine de Médicis* de Jean Orieux (Flammarion), le *Léon l'Africain* d'Amin Maalouf (Lattès) et le *Milieu de Margarete Buber-Neumann* (le Seuil) (à compléter par la lecture de textes de Milena, Vivre, Lieu commun).

Puisque, semble-t-il, tout va bien chez les grands, partez donc en vacances avec des livres de petits éditeurs : par exemple, *la Feuille*, de Gilles Laurendon, un court texte publié par Régine Deforges, *l'Accompagnatrice*, de Nina Berberova chez Actes Sud — qui a déjà dépassé les vingt mille exemplaires mais mérite beaucoup mieux. — *Tintin chez le psychanalyste*, de Serge Tisseron (Aubier), ou encore le bon roman populaire de Daniel Vaxolaire, *les Mutins de la liberté* (Lieu commun) (1).

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Voir notre critique en page 19.



d'une passion, de Michel Brando, Le Seuil) a dépassé les cent mille, tout comme l'interallié (*Vladimir Roubaiev*, de Serge Leutz, Laffont). Le Médicis-Essais (*les Cinq Sens*, de Michel Serres, Grasset) a fait une très belle carrière pour un livre de philosophie (plus de trente mille exemplaires).

Quant au Prix du livre Inter et au Prix des lectrices de *Elle*, revenus respectivement à René Belletto pour *l'Enfer* (POL) et à François-Marie Banier pour *Balthazar, fils de famille* (Gallimard), ils permettront peut-être à ces deux romans de qualité d'atteindre, voire de dépasser les cinquante mille exemplaires. Le Prix des maisons de la presse a été attribué à un premier roman,

saïm, de Jacques Lamalle (Flammarion). *Celubée*, d'Isabelle Hausser (Julliard) et *le Temps des Carpes*, de Bernard Simiot (Albin Michel). Chez Orban, *Tchao Parrain*, de Mathieu Zampa, déjà un succès, pourrait refaire une percée. Quant au Sulfizer de l'année, *l'Impératrice*, (Éditions n° 1 — Stock), il se vend, comme d'habitude.

L'« explosion » de Djian

Deux feuilletons télévisés ont relancé les ventes de best-sellers de Belfond : *l'Espace d'une vie*, de Barbara Taylor Bradford, et *Les oiseaux se couchent pour mourir*, de Colleen Mac Callough. *L'été 36*, de Bertrand

Claude TANNERY

Malraux l'Agnostique absolu

ou

La Métamorphose comme Loi du Monde

GALLIMARD nrf



le public a choisi

L'ENFER de RENÉ BELLETTO

et lui a décerné le Prix

livre inter 86

L'Enfer - roman 396 pages 83 F

la critique

l'a pavé d'articles enthousiastes :

« Un écrivain majuscule, avec toutes les cordes à son violon, tous les registres dans sa voix. » François Nourissier/Le Figaro Magazine

« Plus entraînant, plus ongoissant et plus décontracté, plus efficace, je meurs ! » Pierre Démeron/Marie-Claire

« Si vous oimez à la folie les romans noirs, la littérature de pointe, les voitures rutilantes, les villes écrasées de chaleur, la musique de Bach, vous dévorerez L'Enfer avant qu'il ne vous devore. » Michèle Gazier, sur France Inter

« C'est rare, tous ces bonheurs à la fois. » André Clavel/L'Événement du Jeudi

« Lisez Belletto. Utilisant à fond toutes les ressources, tous les rebondissements du roman policier, il entre dans une sorte de pénombre de l'âme, piège le lecteur par un talent dérangeant, tardu, traversé de vagues épouvantes... C'est un art entêtant qui trahit formidablement bien les onnées quatre-vingts. » Jacques-Pierre Armette/Le Point

« Fascinant. Beau. Jeune. On n'écrivait pas comme ça hier. » Madeleine Chapsal/Femmes

« L'Enfer, c'est aussi (c'est surtout) un roman grave qui parle de la folie des hommes, de leurs passions, des perversions de l'esprit, et aussi de l'art, de l'amour, de la mort. » Claude Prévoist/L'Humanité

P.O.L

LES LIVRES DE L'ÉTÉ

SELECTION

« Le Monde » a choisi...

Dans sa quasi-totalité, cette sélection a été opérée parmi les livres publiés durant les six derniers mois. Notre sélection des livres pour la jeunesse, des bandes dessinées, des ouvrages de science-fiction et des romans policiers, paraîtra dans le prochain « Monde des livres ».

Romans

RENÉ BELLETO : *l'Enfer*. Réconciliation du « polar » et de la grande littérature à la faveur d'un inévitable mais haletant « thriller » lyonnais. (POL, 398 p., 83 F.)

EMMANUEL CARRÈRE : *la Moustache*. Beaucoup plus qu'un exercice de virtuosité littéraire : la plongée d'un jeune écrivain dans la matière même de la fiction romanesque et du mentir-vrai de la littérature. (POL, 190 p., 68 F.)

FLORENCE DELAY : *Course d'amour pendant le deuil*. Un grand homme d'esprit a disparu. L'entourage hérite, non sans tensions. Une prose intense, racée. (Gallimard, 250 p., 85 F.)

PHILIPPE DJIAN : *Maudit Ménage*. Philippe Djian a été, pour le grand public et grâce au cinéma, la révélation médiatique de l'année. Il reste à le lire : un styliste du français considéré comme une langue vivante. (Bernard Bantant, 368 p., 78 F.)

ANNE GARRETA : *Sphinx*. Un genre énigmatique... impossible de débusquer le sexe des deux protagonistes de ce premier roman très maîtrisé. Une belle performance, mais surtout des débuts éclatants pour cette très jeune femme. (Grasset, 230 p., 75 F.)

ALAIN GERBER : *les Heures Jours de monsieur Ghiccha*. L'histoire d'un singe surdoué dans l'initiation et d'un homme que la rencontre de cet animal va amener à vivre, c'est-à-dire à connaître le meilleur du bonheur et le fond du malheur. Gerber est le Woody Allen du roman français. (Robert Laffont, 194 p., 78 F.)

HERVÉ GUBERT : *Mes parents*. Un couple de petits-bourgeois étourdis, vu par un fils implacable et terriblement doué. (Gallimard, 174 p., 59 F.)

ROGER LAPORTE : *Une vie*. L'œuvre « biographique » et axiologique d'un écrivain qui tente de penser l'impossible rapport vie-écriture. (POL, 614 p., 150 F.)

GILES LAPOUGE : *la Bataille de Wagram*. Amours contrariées par une guerre absurde. Une pleine réussite dans la lignée des plus grands modèles du genre, de Stendhal à Giono. (Flammarion, 312 p., 89 F.)

FRANÇOIS NOURISSIER : *la Fête des pères*. Un écrivain peut-il éimer à la fois ses enfants et ses livres ? Une auto-accusation étonnante. (Grasset, 252 p., 72 F.)

JEAN D'ORMESSON : *Tous les hommes en sont fous*. Quatre sœurs fantasques croisent les acteurs de l'avant-guerre. Une saga grave et gaie. (Lattès, 384 p., 89 F.)

FRANÇOIS WEYERGANS : *la Vie d'un bébé*. Un fœtus raconte son aventure placentaire. On s'y croirait. (Gallimard, 194 p., 70 F.)

ALEXANDRE VIALATTE : *la Maison du joueur de flûte*. Tous les sortilèges de la littérature et l'intimité de Vialatte, à travers un texte jusqu'à présent inédit. (Editions Arléa. Les Fruits du Congo, 8, rue de l'Odéon, 75006 Paris, 170 p., 69 F.)

Lettres étrangères

NINA BERBEROVA : *l'Accompagnatrice*. Que peut-il se passer dans la tête d'une jeune fille pauvre et laide qui s'accompagne au piano et dans la vie - jusque dans l'œil parisien - une belle cantatrice de Pétersbourg ? Traduit du russe par Lydia Cheizter (Actes Sud, 120 p., 48 F.)

BREYTEN BREYTENBACH : *Une saison au paradis*. L'évocation d'une jeunesse à jamais perdue, à l'occasion d'un voyage de l'exilé dans son pays natal. Voyage qui se termine par la prison. Traduit de l'anglais par Jean Guillemeau. (Seuil, 282 p., 89 F.)

JÉRÔME CHARYN : *Panna Maria*. Les aventures d'immigrés polonais du début du siècle, qui reconstruisent leur « petite Pologne » dans un quartier pauvre de New-York. Traduit de l'américain par Bernard Genès. (Seuil, 395 p., 99 F.)

HUGO CLAUS : *le Chagrin des Belges*. Une histoire de l'Occupation (et de l'épuration) racontée par un enfant-poète des Flandres avec une verve prodigieuse. Traduit du néerlandais par Alain Van Cuytgen. (Julliard, 608 p., 120 F.)

CARLOS FUENTES : *le Vieux Gringo*. A la frontière des Etats-Unis et du Mexique, un étranger recherche les troupes de Pancho Villa et trouve la mort. Il s'agit d'Ambrose Bierce, disparu mystérieusement en 1914 au cours d'un reportage. Traduit de l'espagnol par Céline Zins. (Gallimard, 223 p., 83 F.)

MILENA JESENSKA : *Vivre*. La destinataire des « lettres » de Franz Kafka se révèle comme une femme exceptionnelle et une excellente journaliste qu'on découvre à travers un choix de ses articles écrits entre 1920 et 1939. Traduit du tchèque par Claudia Ancelot. (Lieu commun, 286 p., 98 F.) Lire aussi : *Milena*, de Margarete Buber-Neumann. Traduit de l'allemand par Alain Broszat. (Seuil, 280 p., 89 F.)

ISMAËL KADARÉ : *Qui a ramené Doronina ?* Doronina, mariée au loin, revient auprès de sa mère, ramassée par son frère Constantin. Une légende aux allures d'enquête policière. Traduit de l'albanais par Jusuf Vroni. (Fayard, 180 p., 89 F.)

MILAREPA : *Cant mille chants*. La parole inspirée d'un grand ascète du XI^e siècle où passe la souffrance des grands espaces himalayens. Traduit du tibétain par Marie-José Lamotte. (Fayard, 290 p., 95 F.)

CZESLAW MILOSZ : *Visions de la baie de San-Francisco*. *Milosz par Milosz*. *Histoire de la littérature polonaise*. Trois ouvrages importants.

JUN TAKAMI : *Haut-le-cœur*. Dans le Japon de 1932 à 1937, les itinéraires politiques de l'armée nationaliste et de la gauche révolutionnaire. Un chef-d'œuvre insolite qui vous entraîne dans les bas-fonds de Tokyo, Séoul, Shanghai. Traduit du japonais par Marc Mécrémant. Préface de Yasuaki Kawabata. (Calligraphe/UNESCO, 428 p., 135 F.)

tente de reconstruire sa demeure. (Flammarion, 250 p., 95 F.)

JACQUES ROUBAUD : *Quelque chose de noir*. Un livre grave et douloureux, une méditation sur la mort et l'absence de la femme aimée. (Gallimard, 151 p., 79 F.)

JEAN TARDIEU : *Marguerites*. Le très jeune vieux poète dit ses joies liées d'inquiétude dans des poèmes inédits, écrits de 1910 à 1985. Ce recueil a obtenu un succès inespéré pour un livre de poésie : 16 000 exemplaires vendus. (Gallimard, 320 p., 96 F.)

Essais

CIORAN : *Exercices d'admiration*. Joseph de Maistre, Voltaire, Beckett et quelques autres vus par l'auteur du *Précis de décomposition*. (Gallimard, coll. « Arcades », 216 p., 42 F.)

FRANÇOIS GEORGE : *Silages*. Les essais philosophiques et littéraires d'un empêcheur de dormir tranquille. (Hachette, 320 p., 120 F.)

PHILIPPE LEJEUNE : *Moi aussi*. Faisant suite au *Pacte autobiographique* et à *Je est un autre*, un recueil d'études brillantes qui explorent les manières multiples dont le moi se fabrique au s'écrivant. (Seuil).

JEAN-CLAUDE MILNER : *Détections fictives*. Un critique se transforme en Sherlock Holmes pour donner une leçon de lecture. (Seuil, 112 p., 49 F.)

PIETRO REDONDI : *Gallée héritière*. Une enquête historique et théologique sur la condamnation du savant florentin. Traduit de l'italien par Monique Aymard. (Gallimard, 447 p., 150 F.)

PAUL RICCEUR : *la Temps*. Troisième et dernier tome de *Temps et récit*, le grand livre d'un philosophe qui traite le problème du temps à travers ses figures narratives. (Seuil, 428 p., 125 F.)

PHILIPPE ROGER : *Roland Berthelette*. roman, intelligent, affectueux, élégant, le premier essai portait sur la totalité des écrits de celui que l'auteur propose d'appeler *Herb*, écrivain interrompu. (Grasset, 354 p., 95 F.)

ROGER STÉPHANE : *Autour de Montaigne*. Stéphane a pensé sa vie à lire Montaigne : son livre est celui d'une fréquentation passionnée, d'une amitié, d'une sagesse qui ne veut en aucun cas signifier indifférence ou passivité. Une leçon de littérature autant que de morale. (Stock, 250 p., 95 F.)

Biographies

JEAN CANAVAGGIO : *Cervantée*. Un érudit fasciné par l'usage que fit le grand écrivain de sa pauvre vie. (Mazarine, 381 p., 98 F.)

PIERRE CHEVALIER : *Henri III*. La réhabilitation d'un prince méconnu, victime de malins « rancœurs », alors qu'il fut le plus cultivé et le plus intelligent des Valois. (Fayard, 751 p., 180 F.)

JACQUES DALARUN : *Robert d'Arbrissel*, fondateur de Fontevraud. Une enquête philologique-policrière sur ce « fou de Dieu » qui

fonda la célèbre abbaye au tournant des XI^e-XII^e siècles. (Albin-Michel, 208 p., 75 F.)

AMIN MAALOUF : *Léon l'Africain*. La vie extraordinaire d'un personnage cosmopolite qui rencontre le pirate Barberousse, le sultan Sélim, le pape Léon X et François I^{er}. (Lattès, 380 p.)

WILLIAM MANCHESTER : *Winston Churchill*, tome 1. *Rêves de gloire 1874-1882*. La première partie de la biographie du « vieux lion », personnalité démesurée et contradictoire. (Robert Laffont, 793 p., 175 F.)

JEAN ORIEUX : *Catherine de Médicis ou la Reine noire*. Le grand biographe de Tellepand, de La Fontaine, se penche, dans son dernier livre, sur les soixante-dix ans de vie de la « Reine noire ». (Flammarion, 826 p., 169 F.)

JEAN-CHRISTIAN PETITFILS : *le Régent*. Une tentative pour déchiffrer la personnalité de ce prince énigmatique, entouré d'une noire légende. (Fayard, 728 p., 160 F.)

Histoire

FERNAND BRAUDEL : *l'Identité de la France*. Le dernier message de l'historien et le récit d'un mystérieux enfantement. (Vol. 1. Espace et Histoire. Arthaud. Flammarion, 268 p., 98 F.)

FRANÇOIS FURET : *Marx et la Révolution française*. Deux livres qui ouvrent le dossier de 1789 et celui de 1793. (Flammarion, 279 p., 100 F.; Hachette, 317 p., 119 F.)

ALI HAROUN : *la Septième Wilya*. Un des épisodes peu connus de la guerre d'Algérie : les combats du FLN en France. (Seuil, 528 p., 125 F.)

JACQUES LE GOFF : *l'Imaginaire médiéval*. Les chrétiens du Moyen Âge, s'ils croyaient aux miracles, s'intéressaient peu aux merveilleux et se méfiaient des rêves. (Gallimard, 384 p., 120 F.)

MICHEL WINOCK : *la Fièvre hexagonale*. Une histoire des passions politiques françaises à travers les crises qui ont coupé le pays en deux. Et une analyse magistrale de la pacification qu'a accomplie la V^e République. (Calmann-Lévy, 430 p., 160 F.)

Documents

BRUCE JACKSON : *le Quartier de la mort*. Une terrible enquête parmi les condamnés de la prison de Huntsville, au Texas. Traduit de l'américain par Jean-Pierre Carasso. (Plon, coll. « Terre humaine », 390 p., 130 F.)

ALPHONSE BOUDARD : *la Fermeture*. Quand Martha Richard, la « Miledy » du peuple, fit disparaître les bordels. (Laffont, 348 p., 92 F.)

Souvenirs

JEAN GENET : *Un captif amoureux*. Avant de mourir, Genet a raconté ses séjours dans des camps palestiniens. En poète, plus qu'en militant. (Gallimard, 504 p., 96 F.)



BERENICE CLEEVE

tants qui devraient permettre la reconnaissance en France du prix Nobel 1980, un des témoins les plus clairs de notre temps et un grand poète. Traduit du polonais par Marie Bouvard. (Fayard, 339 p., 98 F.); Entretien de Milosz avec Ewa Zamecka et Aleksander Fut. Traduit du polonais par Daniel Beauvais. (Fayard, 339 p., 98 F.); Traduit de l'anglais par André Kozmor. (Fayard, 794 p., 350 F.)

FRED UHLMANN : *la Lettre de Conrad*, suivi de *Pas de résurrection, s'il vous plaît*. La fin d'une grande famille allemande qui meurt en même temps que Conrad Hohenfels, « l'ami retrouvé ». Ce récit, qui n'est ni une suite ni une fin, est aussi un petit chef-d'œuvre. Traduit de l'anglais par Béatrice Gartenberg. (Stock, 212 p., 75 F.)

Poesie

CLAUDE ESTEBAN : *le Nom et la Demeure*. Les voix diverses d'un poète marqué par le bilinguisme - son père était espagnol - et qui

RENCONTRE AVEC LE MAROC



80 F

Plus qu'un simple guide de voyage, un autre regard sur le Maroc.

Éditions La Découverte

PIERRE BERRUER

“Le bon Dieu n'a pas d'oreilles”

Le roman d'une vie : Gauguin

Un roman vrai qui retrace une vie hors du commun. Un livre qui dérangera certaines idées reçues et passionnera tous ceux pour qui l'aventure artistique est, avant tout, une aventure humaine.

PRIX GEORGES BRASSENS 1986

Plon

EDITIONS *Le Livre* 48, rue de Provence, 75009 Paris
diffusé en France et en Belgique
RECHERCHE MANUSCRITS INÉDITS
pour collections romanesques, poétiques, pratiques
Adressez-nous votre manuscrit
Contrat d'édition établi selon l'article 49 de la loi
du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

Comment, en 12 000 ans,
se construit une nation.

ALFRED FIERRO-DOMENECH

LE PRÉ CARRÉ

Géographie historique
de la France

Collection
“Les Hommes et l'Histoire”

ROBERT LAFFONT



مكتبة من لا يملك

LES LIVRES DE L'ÉTÉ

ROMANS HISTORIQUES

Piraterie et utopie

Les Mutins de la liberté, de Daniel Vaxelaire : une histoire comme on les aime.

VOICI le livre des amateurs de pirates, un gros roman d'aventures dédié « aux rêveurs, il en reste ».

On est au début du dix-huitième siècle, Louis XIV n'est pas mort. Les navires français et anglais se livrent sur les mers du globe une guerre sans relâche, relayés par les francs-tireurs divers, pirates ou corsaires, marchands d'esclaves, aventuriers et chercheurs d'or. Il y a encore des terres vierges.

Cette histoire prend son essor dans une taverne comme on les aime, obscure et bruyante, emplit de vapeurs et d'hommes avinés, qui cherchent des hagarres et racontent des histoires. Entrent en scène les héros : Olivier Misson, gentilhomme, officier de marine par tradition familiale, gentil, généreux et beau. Et puis son compagnon désormais, le Frère Angelo Carracioli, béatificateur par accident, grincheux par vocation, un tendre lui aussi. Enfin, dans les limites raisonnables fixées par un roman de pirates. Au début des aventures, une métaphore discrète de l'auteur.

Daniel Vaxelaire, qui n'est plus dans une taverne, nous indique ce qui va cimenter l'alliance entre les deux hommes, et notre intérêt : une petite fille orpheline et phthisique sourit parce qu'Olivier Misson lui raconte de belles histoires de navires. Et puis un peu plus tard, tandis que nos deux héros sont embarqués à bord de la *Victoire*, magnifique frégate de l'oncle Fourbin, un vilain bonhomme, l'auteur s'appesantit sur

les raisons qui font les équipages. Il énumère : les « femmes acariâtres » et les terres trop arides, les « villes ingrates » et l'appât du gain. Mais le vrai motif est ailleurs, qui rejoint celui du lecteur : respirer un autre air, se sentir plus petit à cause de l'immensité, et plus libre.

C'est, comme au bon temps de Monte-Cristo, la digression savoureuse qui fait rêver autant que l'action, crée un peu de distance, du moins le croit-on, avant de nous replonger, plus fort encore, au milieu des complots, des mutineries, des bordages.

La cité idéale

Plaisir encore : de se demander comment nos deux lascars, l'un officier, l'autre confesseur, à bord de la *Victoire*, vont bien pouvoir devenir ces *Mutins de la liberté* qu'annonce le titre. On s'en voudrait de tout raconter... Dans les romans d'aventure, comme dans les films de pirates, la surprise est ingrédient d'autant plus nécessaire qu'on sait bien au fond ce qui va, en gros, se passer.

Disons quand même que les choses se gâtent très rapidement pour le Frère Carracioli, qui s'est entiché du livre de Tommaso Campanella *la Cité du soleil*, merveilleuse utopie d'une cité idéale, aux sept cercles, où enfin règne la justice et l'ordre réconciliés, où l'amour — et non plus la violence — régit les relations entre les humains. Plus de riches, plus de pauvres, plus de maîtres ni

d'esclaves, chacun œuvre au bonheur de tous. Le moine a vite décidé qu'il construirait quelque part un jour une ville modelée sur le dessin campanellien, qu'il trouve un peu abstrait. En attendant, il fait des disciples aux heures de confession, ce que goûte modérément l'autorité du navire. Il est donc mis aux fers, à fond de cale, et cela donne de très belles pages.



CAGNAT

Il a fait des adeptes : le médecin Albrecht, le lourd maître d'équipage, au doux nom de Malentrouge, Pisse-Mitraille l'artilleur et, au premier rang, Olivier Misson. Il faut bien que tout ce beau monde prenne possession de la *Victoire*. C'est bientôt fait, de manière fort surprenante.

Les voilà sur la côte malgache, prêts à fonder Libertia, la cité des *libertari*, hommes libres. Mais d'abord ils rencontrent des princesses, comme Ulysse croisant Nausicaa. Il y a de la diplomatie et des passions dans l'air, les hommes s'amollissent et s'installent dans un paradis qui se nomme Anjouan. Comme toujours, il faut vaincre le bonheur, après avoir triomphé de l'adversité. Enfin ils partent, emmenant les femmes avec eux.

La construction de la Cité du soleil donne lieu à de beaux morceaux de bravoure. Daniel Vaxelaire sait montrer comme s'accrochent les nuages, ceux qui viennent de la mer, avec les trajectoires d'un certain Thomas Tew, ou de la terre, que personne ne redoute, et c'est grand tort. Il sait aussi mettre en scène les conflits entre tous ces hommes, qui ont appris depuis toujours à se mépriser, à se haïr. Le mépris n'est pas forcément chose facile.

Surtout, comme dans *Chasseurs de Noirs* et *l'Affranchi*, ses précédents romans, il fait s'écrouler la fiction d'un noyau de réalité qui l'impregne durablement. Les quelques lignes de *l'Histoire des pirates* d'un certain Johnson dont est tirée cette épopée lui donnent son parfum tenace de légende. Du vrai et du faux mélangés avec bonheur.

GENEVIÈVE BRISAC.

* LES MUTINS DE LA LIBERTÉ, de Daniel Vaxelaire, éditions Lieu commun, 414 p., 100 F.

L'ami de Marc Aurèle

François Fontaine fait parler Claudius Pompeianus. La nouvelle prouesse d'un romancier passionné par Rome.

L'ÉPOQUE des Antonins, le deuxième siècle de notre ère, n'a plus de secrets pour François Fontaine, qui a conçu une affection particulière pour ce temps, où l'on vit le meilleur et le pire, où le sort de Rome commença de tourner et où les vertus et les vices de ses maîtres conspirèrent à hâter le cours de l'histoire. François Fontaine n'est pas « historien de métier », car il en exerce un autre, celui de diplomate, ce qui ne va pas sans avoir quelque influence sur sa réflexion et le plaisir qu'il se donne, et nous donne, en composant cette grande fresque où se juxtaposent les règnes d'Hadrien, d'Antonin le Pieux, de Marc Aurèle, de Comode, jusqu'à l'avènement de Septime Sévère. Le titre du der-

nier livre de François Fontaine est inspiré par une phrase de Dion Cassius : au siècle d'or succéda un âge de bronze. Ainsi le vieux mythe hésiodique donne-t-il à cette histoire sa couleur de mélancolie. Les plus beaux moments de l'histoire humaine ne sauraient arrêter le cours du temps. Encore convient-il de comprendre, de surprendre le secret de celui-ci.

T. Claudius Pompeianus est un personnage réel ; d'origine syrienne, il appartient à cette aristocratie qui exerce, à Rome, des fonctions proches du pouvoir. Compagnon, dès sa jeunesse, de Marc Aurèle, il vit dans l'intimité de la famille impériale ; il est le témoin aussi bien de la vie quotidienne que des actes publics, de la

paix, au sein des villas, que de la guerre, sur le Danube. Il est administrateur et chef d'armée, comme l'ont été, avant lui, bien des Romains, en un temps où les pays orientaux ne fournissaient pas encore des citoyens et des sénateurs à l'Empire. Il est curieux de voir comment des valeurs humaines nées sur les collines de la Ville sont adoptées par des hommes que leurs traditions, leur culture, leur langue, les habitudes de leur religion, semblaient devoir éloigner de cette civilisation romaine, assez accueillante, mais aussi assez puissante pour intégrer en elle les peuples les plus divers. Il y a là pour François Fontaine, préoccupé par son « autre » métier, un exemple, voire une expérience de la fusion des peuples. Des peuples ? Plutôt les rencontres des hommes les plus excellents, que les autres suivent. C'est ainsi que, au sein de l'histoire, est réintroduit le rôle de l'esprit.

La grande prose de Cicéron

Naturellement, le centre du livre est déterminé par la personne de Marc Aurèle, que nous suivons de sa naissance à sa mort. Il était particulièrement habile de faire parler — à la première personne — le compagnon, l'ami de l'empereur qui nous a livré, avec ses *Méditations*, la plupart des secrets de sa vie quotidienne. Ici, le roman et le témoignage se côtoient. On a envie de dire que le premier compte et authentifie le second.

On ne conteste pas aux archéologues le droit de demander aux architectes (lorsqu'ils ne sont pas eux-mêmes architectes) une reconstitution de l'ensemble auquel appartenaient les fragments recueillis au cours de la fouille. Le romancier, ici, joue le rôle de l'architecte. François Fontaine s'y montre particulièrement heureux et convaincant. Toute histoire est lacunaire. Les plus délibérément positivistes des historiens ne peuvent se dispenser de recourir à l'imagination ; démar-

che d'autant plus périlleuse qu'elle reste souvent inconsciente. Le mérite du romancier est de le faire ouvertement. Encore doit-il, lui, respecter, plus encore que l'historien, une justesse de ton et un « style » qui font partie de la vérité. François Fontaine y excelle, peut-être encore davantage de ce livre.

T. Claudius Pompeianus écrit admirablement ; bien qu'il ait été élevé à Antioche et dans le monde de langue grecque, il maîtrise la noblesse et les rythmes de la grande prose issue de Cicéron. Ce qui confère à ces pages une évidence digne, et nous invite à estimer, et sans doute à aimer, cet ami de l'empereur stoïcien, accoutumé à lire en lui-même et dans l'âme des autres. Claudius Pompeianus traverse maintes tragédies, il est frappé dans ses plus grandes affections, il court les plus grands dangers. Malgré cela, il ne s'abandonne jamais à la tentation du drame. Lui aussi est imprégné de stoïcisme, cette doctrine dont Sénèque disait qu'elle n'empêchait pas de ressentir la douleur, mais apprenait à ne pas s'y complaire. Et cela est une conquête romaine — comme l'autre, celle du monde.

Dans les dernières pages de son livre, François Fontaine, romancier, cède la place à l'historien, qui réfléchit sur ce qu'il vient de nous faire vivre, et nous lisons des phrases comme celle-ci : « La fin de Marc Aurèle n'est pas celle du monde antique, mais elle est le début d'une lente dérive du centre de gravité de la civilisation de Rome... » Il est difficile de découvrir un « début » dans la continuité du temps. C'est peut-être le moment où un phénomène, jusqu'à ce moment secret, émerge à la lumière, où les équilibres changent de signe. A ce point, les réflexions du diplomate, appuyées sur la clairvoyance du romancier, méritent d'être méditées.

PIERRE GRIMAL.

* D'OR ET DE BRONZE. Mémoires de T. Claudius Pompeianus, de François Fontaine. Julliard, 348 p., 90 F.

Emmanuel Carrère

« LE MENTEUR MAGNIFIQUE »



La moustache

roman

69 F

« C'est de la vraie littérature, et de la meilleure ! »
BERNARD PIVOT

« Très vite, avec un talent auquel je rends hommage, vous nous mettez dans l'angoisse. »
PROFESSEUR JEAN DELAY
de l'Académie française

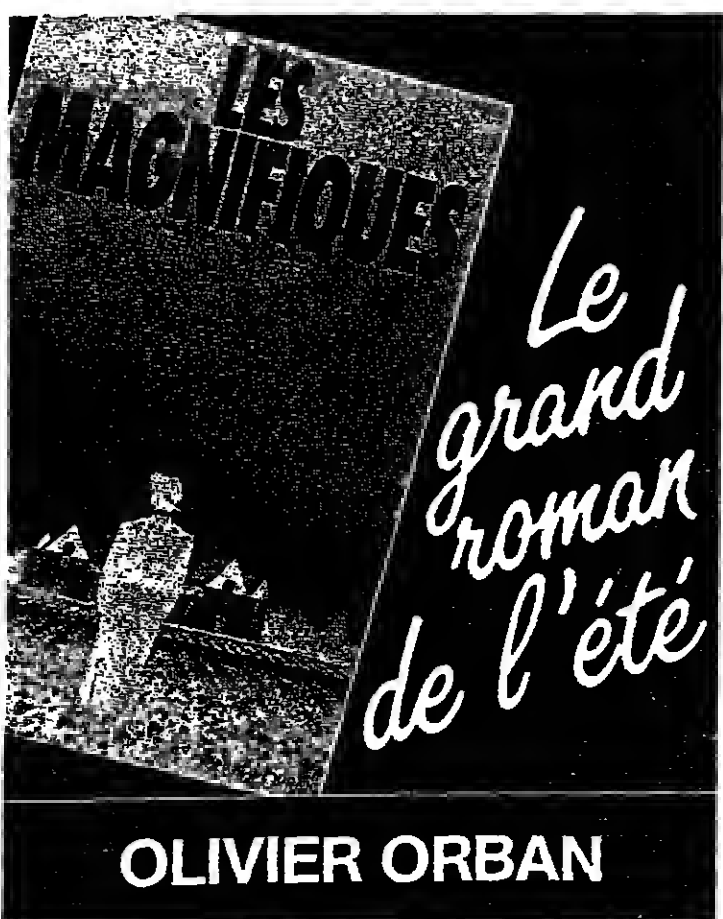
« Emmanuel Carrère est déjà devenu un maître dans l'art du mensonge. »
PIERRE LEPAPE/LE MONDE

« Frissonner au seul souvenir d'une lecture, être pris de malaise, de vertige devant les pages d'un livre, est le privilège rare que peu de romanciers peuvent offrir. »
MICHÈLE GAZIER/TELÉRAMA

« Emmanuel Carrère est un merveilleux raconteur d'histoires. LA MOUSTACHE commence tout doux, tout léger, c'est presque une blague. Insensiblement, le ton se durcit, nous comprenons que nous sommes pris dans une machine infernale jusqu'à l'horreur absolue. »
MICHÈLE BERNSTEIN/LIBÉRATION

« LA MOUSTACHE, le plus piquant et le moins rasant de tous les romans actuellement en librairie. »
JÉRÔME GARCIN/L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI

P.O.L



OLIVIER ORBAN

LES LIVRES DE L'ÉTÉ

HISTOIRE

Terreur bleue en Vendée

Selon Reynald Secher, la guerre de Vendée aurait fait cent dix-sept mille morts.

L'HISTORIEN Gérard Walter écrit à propos de la guerre de Vendée : « On a fait de la Vendée une épopée de géants, de saints et de héros. Il est temps de lui restituer son vrai visage : celui, hideux et cruel, d'une guerre encore plus atroce que les autres. »

Notre époque, comme cbacon sait, ne respecte rien, et certains, arrachant le manteau, n'hésitent pas, maintenant, à crier au « génocide ». Au-delà de l'impropriété et de l'aneurisme d'un tel terme, il est bon que les historiens aient enfin entendu l'appel lancé voilà plus de trente ans par Gérard Walter et s'efforcent de restituer son vrai visage à cette terrible guerre civile. Telle est l'ambition de Reynald Secher dans les deux volumes qu'il vient de publier coup sur coup. Que le titre de l'un d'eux sacrifie à la mode en reprenant l'expression de « génocide franco-français », voilà qui irritera d'emblée et risquera de priver le livre de bien des lecteurs. Que ceux-ci se rassurent pourtant : l'auteur se garde bien de tenter de justifier une telle expression qui ne se retrouve pratiquement pas une seule fois sous sa plume.

En fait, les deux livres se recoupent largement. Le premier est la monographie d'une paroisse « vendéenne », La Chapelle-Basse-Mer, sur la rive gauche de la Loire, à proximité de l'Anjou. L'auteur, « enfant du pays », selon son expression, développe l'idée inté-

ressante du divorce entre légalité et légitimité. Tout au long du dix-neuvième siècle, la légalité est incarnée par la municipalité, « pas ou peu reconnue par la majorité de la population », la légitimité par l'Eglise, devenue un véritable contre-pouvoir grâce au rôle joué par le clergé réfractaire pendant les années terribles où le curé et les prêtres natifs de la paroisse, revenus sur place, ont vécu clandestinement auprès de leurs concitoyens, leur apportant par leur présence un soutien moral et spirituel inappréciable. Convaincant sur ce point, le livre est par ailleurs souvent confus, et surtout décevant dans la mesure où il laisse dans l'ombre d'autres aspects non moins importants de l'évolution d'un « village vendéen » depuis deux siècles.

Les colonnes infernales

Quant au *Génocide franco-français*, au-delà de développements qui n'ajoutent rien à notre connaissance des événements, il entend apporter une interprétation nouvelle de l'« inexplicable Vendée » et un bilan de la Terreur bleue qui s'est abattue sur elle. En ce qui concerne l'interprétation, l'auteur s'appuie trop souvent sur la monographie de son village natal, avec le double danger, auquel il n'échappe pas, de répétitions de paragraphes entiers et surtout d'extrapolations hâtives. Trop de développements tirent

leur fragilité de se référer presque exclusivement à La Chapelle-Basse-Mer et à quelques paroisses voisines.

Bref, alors que le lecteur espère une approche neuve, cohérente, éventuellement provocatrice à l'instar du titre, en tout cas solidement étayée et susceptible d'alimenter une polémique enrichissante concernant les origines, le développement et les conséquences de la guerre de Vendée, il ne trouve que des morceaux mal cousus entre eux, des propositions timides et sans originalité, des affirmations hasardeuses.

En ce qui concerne la volonté de la Convention d'« onéantir la Vendée » et l'approbation apportée au plan de destruction proposé par le général Turreau, presque tous les textes cités sont déjà connus, à l'exception de quelques documents des archives de la guerre.

Reste le bilan effrayant, à la fois sous l'aspect humain et sous l'aspect immobilier. A l'issue d'une comparaison de l'ensemble de la population des 773 paroisses vendéennes avant et après la Révolution, Reynald Secher conclut à une diminution de 117 000 individus. Quelles que soient les critiques que l'on peut faire sur la méthode employée, le chiffre ainsi obtenu, très vraisemblable, aurait eu besoin d'être commenté beaucoup plus qu'il ne l'est. En tout cas, il est très loin

— heureusement — des 600 000 morts avancés ici ou là.

L'étude du bilan immobilier constitue l'apport le plus original du livre. L'auteur a tiré parti des dossiers de « primes de reconstruction accordées aux Vendéens » en 1808-1811, à l'instigation de Napoléon. Il en ressort que 15 % à 35 % du capital immobilier, selon les départements, ont été détruits pendant la guerre, les moyennes départementales recouvrant évidemment de grandes différences de commune à commune : dans certaines d'entre elles, 85 % des maisons ont été incendiées. Terrible témoignage chiffré sur la sinistre efficacité des colonnes infernales.

Au total, ces deux livres, attendus avec curiosité et loués sans mesure par leur préfacier, déçoivent quelque peu. Du moins ont-ils l'avantage, par leurs insuffisances mêmes, d'inciter à poursuivre une recherche sérieuse sur le drame vendéen, notamment sur ses conséquences démographiques et économiques.

FRANÇOIS LEBRUN.

★ LA CHAPELLE-BASSE-MER, VILLAGE VENDÉEN. RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION, de Reynald Secher, préface de Jean Meyer. Librairie académique Perrin, 298 p., 90 F.

★ LE GÉNOCIDE FRANCO-FRANÇAIS, du même auteur, préface de Jean Meyer, avant-propos de Pierre Chaunu. PUF, 338 p., 150 F.

Deux héros de la trahison

(Suite de la page 15.)

Une extrême vivacité de ton, un usage parcimonieux mais efficace de termes oubliés qui représentent sous sa plume une fraîcheur nouvelle, quelques fines ciselures comme pour marquer la volupté de l'artiste, une manière euphorique de rendre l'air plus sec, la couleur plus franche, le mouvement plus net : du bel art.

Les jeux trop subtils de la politique

Pierre Moustiers, romancier de Philippe-Egalité, décrit, lui aussi, un monde qui meurt et les efforts que fait un homme pour échapper à l'engloutissement. Mais le ci-devant due d'Orléans, qui est censé écrire ces confessions du fond des prisons — à Marseille puis à Paris — où la révolution l'a

pris en otage, n'est pas, comme Bonneval, taillé dans l'étoffe dont on fait les héros. S'il a trahi — son rang, sa caste, sa famille, — ce n'est ni par désir profond ni par ambition véritable, mais par l'effet d'une pente où l'entraînent un sentimentalisme ambiant exhalé par Rousseau, un caractère tranquillement jouisseur d'épiqueur benoît et les jeux trop subtils de la politique auxquels il ne comprend pas grand-chose et qui le placent, sans même qu'il l'ait voulu, à la tête de l'opposition à son pauvre cousin Louis XVI.

C'est plutôt un brave homme, bon père et même sans doute bon époux, si les usages du temps et de sa classe ne lui imposaient pas d'avoir des maîtresses. Il aurait fait un bourgeois bien rond et d'agréable compagnie, la lame facile et le portefeuille généreux ;

sa naissance et la folie de son temps en ont fait l'un des hommes les plus riches et les plus puissants de France, puis un leader de révolution, enfin un pauvre hère, croulant au fond d'un trou humide en attendant la guillotine, et contemplant avec désespoir la santé de son dernier garçon, le jeune Beaujolais, se détruire inexorablement.

On n'a pas grand mérite, sur un tel canevas, à se montrer émouvant : et si Pierre Moustiers en était resté là, nous n'aurions qu'à le féliciter de son talent. Mais *Un aristocrate à la lanterne* ne se contente pas d'être une grave et belle méditation sur le destin et sur ses victimes : c'est aussi une réflexion aiguë, soutenue, sur l'étrange maladie qui atteint un régime séculaire et qui le pousse à se détruire, à n'agir jamais que contre soi-même. Il n'y a pas que les révolutions qui doivent leurs enfants. L'évocation, plus sensible que colorée, que Pierre Moustiers propose des derniers soubresauts de l'Ancien Régime repose également sur une réflexion politique que l'auteur ne réserve probablement pas à la seule période pré-révolutionnaire : « Je tenais la nouveauté pour idéal et le changement pour une vertu, j'ignorais ce paradoxe qui vaut une vérité



Pierre Moustiers

première : les hommes n'aspirent au changement que lorsqu'ils sont tenaillés par un besoin profond de stabilité. Quand un gouvernement faible les inquiète et leur demande inconsidérément leur avis, les citoyens rêvent d'autres maîtres. »

PIERRE LEPAPE.

★ LA FUGITE A CONSTANTINOPLÉ, de Jacques Almira, Mercure de France, 400 pp., 99 F.

★ UN ARISTOCRATE A LA LANTERNE, de Pierre Moustiers, Gallimard, 246 pp., 78 F.

L'actualité de 1789

La vogue sativela des romans historiques, la proximité du bicentenaire de la Révolution française ont incité les éditeurs en cette fin de saison à sacrifier largement à la période 1789-1795.

● Les volumes 2, 3 et 4 de la monumentale *Révolution française, images et récit*, dirigée par Michel Vovelle, sont peut-être encore plus riches, plus passionnants, plus éclatants que ne la promettrait le premier volume. Si ce n'était le prix, même mérité (1 000 F le volume en souscription), on n'hésiterait pas à écrire qu'il s'agit d'un ouvrage indispensable (Massicot-Livre-club Diderot).

● Chez le même éditeur, paraissent les tomes V et VI de *l'Histoire socialiste de la Révolution française*, de Jean Jaurès, consacrées à la mort du roi, à la chute de la Gironde et au gou-

vernement révolutionnaire (chaque volume, 150 F). Aux Editions sociales-Messidor encore, un recueil d'articles d'Albert Soboul préfacé par Claude Mazauric : *Portraits de révolutionnaires* (150 F).

● Le *Mirabeau* du duc de Castries est réédité chez Fayard : l'histoire d'un échec personnel et politique (600 p., 140 F).

● Parmi les romans inspirés par la période révolutionnaire, signalons aussi *Le Songe de Thermidor*, de Xavier de Laval, qui s'inspire du personnage de M^{re} Tallien (Jean-Cyrille Godefroy, 444 p., 98 F).

● Signalons enfin que les éditions l'Observatoire rééditent le beau et célèbre tarta de Louis Blanc, *Lettre sur la terreur*. Une approche du phénomène révolutionnaire d'une étonnante modernité (20 p., 22 F).

Marat, matamore et martyr

L'ANCIEN Régime n'a pas été tendre pour Jean-Paul Marat. Relégué dans les bas-fonds littéraires, le théoricien acrimonieux des fluides invisibles a roulé sa bosse d'échecs en rebuffades. La Révolution lui offre une tribune. Mais c'est la mort qui lui ouvre un destin. Elle en fait un martyr, un enjeu symbolique des luttes idéologiques et des polémiques savantes sur la Terreur et la Révolution, qu'il n'a jamais incarnée, mais dont il n'a cessé d'anticiper les dérivés.

Etrange, ce magistère sans mandat ni disciples, et qui domine par le seul empire du verbe l'arène logomachique, pourtant encombrée, de la Révolution française. C'est ce double mystère d'un homme et d'une écriture, incarnation exceptionnelle de la puissance de l'opinion, que pose Jean-Claude Bonnet au seuil d'un excellent livre, savant, élégant, belle réussite d'un travail collectif.

Son pouvoir, Marat le doit surtout à lui-même. A son journal, d'abord, avec lequel il fait corps, et dont la mise en pages halatante, dramatisée, dit l'urgence, la vigilance face aux passions molles et aux cabales, l'angoisse surtout de voir la Révolution succomber aux illusions d'unanimité. Rien de plus haïssable pour cette plume redoutée et furieuse que la fête de la Fédération, avec ses « faux dehors de la fraternité ».

Décor visuel, donc, rhétorique aussi, réservée à un acteur unique, qui se met constamment en scène, comme pour reproduire sa pureté révolutionnaire. Le pourvoyeur de la guillotine tire sa force de conviction du don qu'il fait de sa personne, de son sang, dans un jeu sacré et inévitablement réitéré. Mais ce commerce symbolique avec la mort secrète sa propre usure. Il lui faut, pour survivre, l'éclat d'un poignard. Marat a bien besoin de surmonter ses « fatigues patriotiques ».

Le marché du souvenir

C'est qu'à force de tout prédire, ce matamore a fini par épuiser les prestiges de son discours. Charlotte Corday tombe à point nommé pour l'installer dans l'action héroïque. Elle croyait abattre un tyran. Elle va créer une légende.

Marat mort, naît le marché du souvenir, la reproduction en série de reliques du martyr. Retrouvant une ubiquité posthume, l'ami du peuple réapparaît sur des gravures, des médailles, des bibelots, sur des éventails, des assiettes, des boîtes, des broches et jusque sur les petits monuments pieux ornent les dessus de cheminées.

En plein épisode déchristianisateur, cette idole devant l'enseigne du patriotisme, « plus digne de la vénération que l'In-

tile Christ ». Les harangues civiques des sans-culottes avançant alors un Marat fort présentable, sorte de philosophe bienfaisant, un peu décoré, bonhomme, secourable, vertueux, bref, l'archange du salut public que David va immortaliser bientôt. Enfin viendront les honneurs du Panthéon, rendus plus d'un an après dans une cérémonie, dira Mercier, qui ressemble plus à un jugement dernier qu'à un triomphe.

Car c'est bientôt le naufrage. Passé Thermidor, la pureté révolutionnaire n'est plus une valeur incontestable. La guillotine n'est plus aimable, la gloire de son prophète ne résiste pas à la désaffection. On se met à défaire le culte, à briser l'idole, à dévaliser la palmarès civique du martyr.

Un débat embarrassé

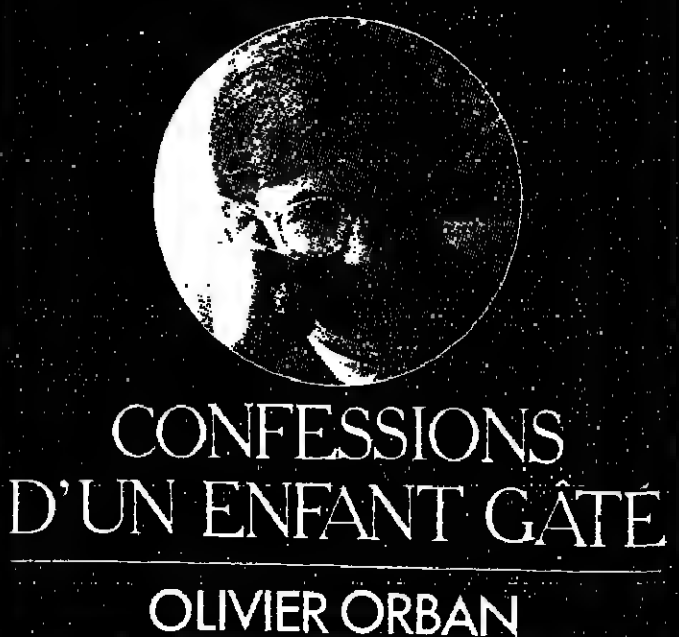
Si, pourtant, Marat échappe à la guillotine de l'oubli, c'est qu'il fait toujours corps avec l'héritage révolutionnaire dans une France qui ne cesse de penser la politique à travers son histoire. La « décomposition » de l'objet Révolution par l'historiographie du dix-neuvième siècle (Michelat et Quinten notamment) va déplacer le débat de la mort de Marat au geste de Charlotte Corday. Débat embarrassé, tiraillé entre les exigences antagonistes de la vertu et de l'efficacité, les mérites affrontés de la morale et de la violence : que fera d'un acte inavouable lorsqu'il est drapé des intentions les plus pures ? La tyrannie, comme le républicain, resta un meurtre. La plupart des historiens ne parviennent pas à trancher. Sinon en se réfugiant derrière l'artifice quelque peu rhétorique bicolé par Louis Blanc : « Oui, de tous les disciples de Marat, le plus illustre fut Charlotte Corday. Et elle poussa la logique du système jusqu'à assassiner le professeur en vertu des principes qu'il avait professés. »

La scène de la baignoire se rejouera, comme on devait s'y attendre, sous Vichy et l'Occupation. Marat revêt alors les traits prévisibles du maçon judéo-bolchevique. Quant à Charlotte Corday, Jean de La Varenne, comte normand et breton à la fois, voit en elle le prototype de la blonde nordique. Pour trancher dans l'historique débat qui l'oppose à l'ami du peuple, il n'a pas les élégances embrouillées de Louis Blanc. « Il m'est arrivé, écrit ce lauréat du prix des Vikings, de piquer mon couteau dans un bifteck en pensant à elle. » On commémorera comme on peut.

RAN HALÉVI.
★ LA MORT DE MARAT, travail collectif animé par Jean-Claude Bonnet, Flammarion, 510 p., 125 F.

Prix Roger Nimier

JACQUES-PIERRE AMETTE



CONFESSIONS D'UN ENFANT GÂTÉ
OLIVIER ORBAN

Paris-Baudelaire

P

Les ja

Pas si drôle que ça

A

عبدالله بن فيصل

LES LIVRES DE L'ÉTÉ

FLANERIES

Paris-Baudelaire ou Paris-Nerval

Trois guides pour une même passion

PARIS, qui subit, depuis une trentaine d'années, les outrages d'urbanistes s'acharnant à l'amputer de son passé, demeure encore l'une de ces capitales où, selon Charles Baudelaire, « même l'horreur tourne aux enchantements ». Existe-t-il d'ailleurs une autre cité au monde où un passage nommé Désir relie deux artères grises (1) ?

Le Paris de Robert Doisneau et Max-Pol Fouchet nous restitue bien l'âme de cette ville. Mais Doisneau ne s'intéresse pas qu'au décor, et il aime à photographier des visages sur lesquels il est plaisant de greffer un passé. Souvent, les passants que le photographe capture paraissent courir vers on ne sait quelle urgence. D'autres, heureusement, s'abandonnent à la flânerie. De jolis textes de Max-Pol Fouchet font écho aux photos de Robert Doisneau. Une autre manière de pratiquer la nostalgie...

Revue de poésie et de peinture, *Artère* nous propose le plus séduisant des guides touristiques, puisque chacun des auteurs réunis dans *Au nom de Paris* nous convie à découvrir « sa » ville.

Voulez-vous savoir ce qu'était le Bœuf sur le toit, lancé par Jean Cocteau ? Alors, suivez Emmanuel Béri ! Vous apprécierez l'herméneutique ? Michel Bulteau vous invite à vous recueillir devant la tour Saint-Jacques, dernier vestige de l'église du quartier des Ecorcheurs. Comment Nerval, Lautréamont et Jarry voyaient-ils Paris ? Michel Carrouges rélit pour nous *Aurélia*, les *Chants de Maldoror* et le *Docteur Faustroll*.

Jean-Paul Sartre achète la *Même vert-de-gris*, le premier « Série noire » ; Léo Ferré chante *Dieu est négre* ; Charlie Parker prétend avoir rendez-vous avec un voyon de Charleville, un certain

Arthur Rimbaud, et c'est *Paris-sur-swing* de Gaston Criel.

Michel Butor hait Paris à la manière d'un amant meurtri par une femme trop volage. *Paris Blues*, de Raphaël Sorin, dépeint une ville fière d'être métisse.

« Le prix d'une rencontre »

André Dhôtel se souvient, lui, du 1^{er} mai 1919. Dans les rues flottaient des drapeaux rouges et noirs, et des hommes oublièrent la guerre, qui venait de s'achever, en se sautant d'espoir. Le plus beau texte de cet ensemble, superbement illustré, est sans conteste celui de Stanislas Rodanski. Cet inédit, que le poète, alors âgé de vingt-deux ans, écrivit en 1919, a la force d'un pamphlet et la sensibilité d'un poème. Un jeune homme s'égare sur les trottoirs. Il ne sait où ses pas le conduiront, car il cherche « la bête aux sabots de merveille », cette femme entrevue sur un écran de cinéma, mais qui se dérobe dès qu'il croit pouvoir l'aborder.



Place du Carroussel

« Il faut avoir beaucoup vaqué pour savoir le prix d'une rencontre », note encore Rodanski. Quant à Norge, il écrit que « la Seine stupéfaite et jusqu'en pleine mer garde l'image de Paris ».

On ne quitte guère les poètes en lisant *Paris Jardins*, d'Anne Sopran, car l'auteur ne peut évoquer un espace vert de la capitale sans qu'aussitôt lui reviennent en mémoire les mots qu'elle affectionne. Alors, si vous aimez Benjamin Fondane, André Breton, André Hardellet, Léon-Paul Fargue, etc., et si vous désirez connaître l'histoire de ces lieux, plus gris que veris, n'hésitez pas à acheter ce livre vous sera de bonne compagnie.

PIERRE DRACHLINE.

★ LE PARIS DE ROBERT DOISNEAU ET MAX-POL FOUCHET, éditions Messidor, 208 p., 190 F.

★ AU NOM DE PARIS, Artère (134, rue de Saussure, 75017 Paris), 192 p., 195 F.

★ PARIS JARDINS, d'Anne Sopran, MA éditions (6, rue Emile-Dubuis, 75014 Paris), 288 p., 105 F.

(1) Entre le faubourg Saint-Martin et le faubourg Saint-Denis.

Les javas de l'année 36

(Suite de la page 15.)

Et puis, les coups de flingue des règlements de comptes et, probablement, malgré la plus belle plaidoirie du maître du barreau... au bout du chemin, la taupe... les hauts murs, dont Auguste Le Breton fera le sujet de son meilleur livre.

C'est encore dans le bordel de sa tante que Jn va rencontrer Rosita, la femme de sa vie. Ça lui vaudra quelques démenties avec M. Fernand, le jules en titre de la mignonne. Tout ça débute comme dans *Carco*... ça baigne dans l'huile des renaissances réalistes... Berthe Sylva, Fréhel, la Môme Piaf.

En 36, à l'ouverture du Balajo, tout le monde est là... le grand, le petit... celui du « milieu », et c'est Jo Privat, devenu célèbre, qui donne l'ouverture... valse en ré... en ut... je ne sais... javas de tous les diables au train.

Clement Lépidis, on est de la même famille, alors son livre, je l'ai dévoré. C'était Paris... un parfum tout à fait spécial... des mots sésame ouvre-toi mon cœur !... Un ton... du clair-obscur... Tout ça parfaitement réussi, sans fausse note... de la poésie qui puise ses rimes aux sources de la vérité.

Après l'ouverture du Balajo, arrive la guerre... des tas d'événements... les personnages défilent...

Au passage, Jo Attia, figure légendaire de la traunderie... La boîte à frissons soutient toujours la bonne chanson, le bon rythme... Lépidis nous raconte tout ça et avec tendresse et joliesse.

J'invite les amateurs à s'offrir la lecture de son livre qu'ils dégusteront comme un bon plat bien mijoté, avec ce qu'il faut d'épices pour que rien ne soit fade entre les lignes.

J'en terminerai sur ce tableau restitué par Lépidis. A l'enterrement de Marguerite, la femme d'Auguste Le Breton, Jo Privat était là avec son accordéon, et au cimetière, devant la fosse, en guise de fleurs, il a offert à celle qu'on appelait le Vieux Soldat, tant elle était brave, un requiem à sa façon... une dernière fois *Je Déchireur*, une valse classique du musette, la plus célèbre et sans doute la plus belle !

ALPHONSE BOUDARD.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Pas si drôle que ça, la guerre !

(Suite de la page 15.)

Dans la même situation, le Sartra des *Carnets de la drôle de guerre* montrait infiniment plus de convivialité et de curiosité pour les spécimens humains que lui avait cachés sa vie protégée d'universitaire. Sans doute est-ce affaire de capacité à s'abstraire. Sartre s'isole sans peine près de son poêle, pipe au bec. Les concours de pats ne l'empêchent pas de concevoir le plan de l'*Etre et le Néant* ; pour un peu, ils l'y aideraient. Queneau, lui, se laisse envahir par la poisseuse contingence. Il a conscience de ne pas pouvoir s'élever au-dessus de l'instant et d'une individualité qu'il juge « médiocre et changeante ».

Ses brèves permissions à Paris font diversion. Il passe à la NRF et à la Bibliothèque nationale, où il interroge Bataille sur l'avenir proche et lointain. De guerre lasse, si l'on peut dire, il réclame d'autres affectations, comme interprète ou vers le front. Aucune demande n'aboutit.

Seul recours contre la « nausée » d'un cloaque où la troupe porte encore drap bleu horizon et bandes molles : la lecture. Queneau dévore : Thibaut, Green, Baranès, les journaux de Gide et de Dabit, Colette Pagnon, Leiris, Stendhal, Balzac, Barrès, Maugras, Mauriac, et plusieurs Jules Romains, sur qui il va écrire un long article pour la NRF.

AUX romans, il préfère nettement les traités de philosophie. Mais il est avare d'impressions, comme da détails sur son projet de méditations philosophiques. Même de la mort de grands contemporains, qui offre d'habitude aux diaristes le prétexte à sortir de soi et à truffer l'oraison funèbre, Queneau ne tire pas parti. La disparition de Freud (septembre 1939), qui aurait dû le mettre en verve, est mentionnée sans plus d'éclat que l'état du ciel ou les menus du jour.

Après la guerre, dans un article des *Temps modernes* que le présent livre reprend en appendice, Queneau retrouvera son ironie profonde pour moquer le rôle, ou plutôt l'expectative, des philosophes, comparés aux voyous dont, à ses yeux, ils partageraient la coquetterie de ne pas passer pour des « caves ». Mais, sur le moment, il croit à la spéculation métaphysique. Il potasse Platon, Plotin, saint Thomas d'Aquin, Lagneau. Il se sent « un pauvre homme avec l'infini pour

veilleuse ». Il n'a cessé de « s'élever vers le transcendant ». Il cherche un « Maître ».

Ce maître, il semble l'avoir trouvé, dès avant la mobilisation, dans le Dieu des chrétiens. Tout admettant qu'on ne peut rien en dire, « même pas qu'il n'existe pas », il se proclame catholique. Il assiste à la messe, aux vêpres, au salut. Il médite le *Pater*, relit les Evangiles en latin, et s'indigne que des prêtres — déjà ! — traduisent en français certains passages des offices. Le futur auteur de *Zazie* va jusqu'à recopier dans ses carnets un livre sur sainte Thérèse de Lisieux. Comme la jeune carmélite, à qui le lie, il est vrai, une même « romanditude », il s'abandonne à la Providence, qu'il suppose attentive aux moindres accidents de sa vie. Il la remercie, par exemple, de l'avoir « humiliée », et de lui avoir évité la « vanité militaire », en « ne voulant pas » qu'il aille au front...

Sa foi a gardé l'ingénuité des élans de l'enfance, et leur fragilité. Entre deux messes, il déclare soudain que sa « sensibilité religieuse n'est pas chrétienne », qu'il est « musulman ». Un autre jour, le 30 juin 1940 exactement, voilà que la Ciel lui fait faux bond. « Dieu m'a abandonné, sans que je m'en avertisse. Je ne crois pas en Dieu. Je ne prie pas ».

Queneau n'aura pas été le seul Français à connaître, durant le drôle de guerre pas si drôle que ça, un regain de ferveur religieuse. Toute peur mise à part, la foi des ancêtres, autrement vivace qu'aujourd'hui, apparaissait alors comme l'unique recours. Les églises n'ont jamais été aussi pleines qu'en cet automne 1939, vécu comme une ultime et impuissante veillée d'armes.

A la fin des hostilités, dans *Philosophes et Voyous*, Queneau passera de l'éloignement à l'ironie envers les écrivains catholiques, « suspects d'avoir découvert un joli brin de plume au bout de leur goupillon, pour la plus grande satisfaction des gens qui redoutent l'ennui ». La bonne humeur blagueuse sera revenue.

La guerre aura marqué, chez Queneau, un temps de « déprime » bien compréhensible. Même les jeux de mots, qui feront sa joie et sa gloire, l'ont déserté, ces calembours qu'il vante quelque part de « charcler le pharisaïsme et la prétention ».

★ JOURNAL, 1939-1940, suivi de PHILOSOPHES ET VOYOUS, de Raymond Queneau, Gallimard, 264 p., 85 F.

La grande biographie de l'été



JUAN CARLOS
par
Philippe Nourry

Un roi
pour les républicains

Chez votre libraire **le Centurion**

Sélection A.D.I.L.C. 1986 littérature contemporaine

L'Association pour la Défense et l'illustration de la Littérature Contemporaine, A.D.I.L.C., après avoir consulté ses adhérents a proclamé sa sélection 1986 de livres de littérature contemporaine publiés en français depuis septembre 1984. Elle attire l'attention des lecteurs et des libraires sur ces ouvrages dont la liste a été rendue publique à la Maison des écrivains.

Michel BUTOR, *Mille et un plis* (Matière de rêve V et dernier), Gallimard.
Dominique FOURCADE, *Rose-déclie*, P.O.L.
Jacques GERAUD, *l'Empereur*, P.O.L.
Roger LEWINTER, *l'Attrait des choses*, Ed. Lebovici.
Robert MARTEAU, *Feuve sans fin*, Gallimard.
Jean-Claude MILNER, *Détectives hévies*, Seuil.
Jean-Luc NANCY, *la Communauté décevante*, Christian Bourgois.
Pascal QUIGNARD, *Petits Traités* (numéro 3), Ed. Clivages.
Patrick REUMAUX, *le Cher Corbeau délicieux*, Ramsay.
Jacques ROUBAUD, *la Belle Honnête*, Ramsay.
Jean-Louis SCHEFFÉ, *Origine du crime*, Ed. Calé, Clima.
Jean-Philippe TOUSSAINT, *la Salle de bain*, Minuit.

A.D.I.L.C. : 47, rue des Tournelles - 75003 PARIS.

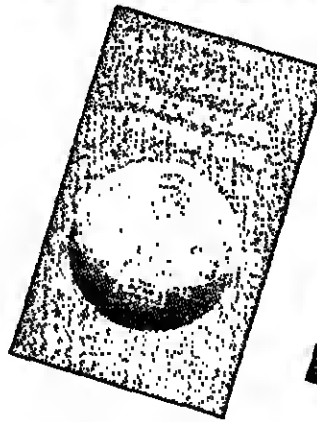
présence du futur

des
modernes
d'hier...

aux "post-modernes" d'aujourd'hui

humanistes
et
cyberpunks

denoël



LES LIVRES DE L'ÉTÉ

VOYAGES

Mystères sibériens

A la recherche de l'ours fabuleux

POUR ceux qui l'ont traversée comme pour ceux qui n'y ont jamais mis les pieds, la Sibérie reste une terre enveloppée de mystère. D'abord, sans doute, parce qu'elle demeure bicoïte, au sens le plus littéral, *terra incognita* : il fallut attendre 1640, un siècle et demi après la découverte de l'Amérique, pour que les géographes fassent apparaître qu'elle était baignée, à l'est, par l'océan Pacifique. Ensuite, parce que les dimensions de ce monde sont telles, du cercle polaire au Pamir, de l'Oural au Kamchatka, que l'esprit humain se perd encore à travers cette immensité.

« *Sibérie plurielle* », nous disent les auteurs du volume publié par Autrement, qui nous convie à une exploration à travers le temps autant que l'espace. « *Avance, avance...* », écrit Tehekhov, parti le 23 avril 1890 des bords de la Volga et qui, de bateaux poussifs en guimbarde cahotantes, atteindra l'île de Sakhaline le 11 juillet suivant. Le voyage, aujourd'hui, à bord du Transsibérien, est certes moins épique mais reste encore parmi les plus loquaces qu'on puisse faire en chemin de fer, d'une seule traite, à travers le monde.

Mystère encore des légendes venues de ces profondeurs, de l'ours fabuleux, homme autant qu'animal, terror des villageois mais dont les vieux chasseurs nivkhs serrent la tête dans leurs bras après l'avoir tué. Mystère toujours des chamans, messagers des autres mondes, qui s'occupe de oiseaux ou en rennes et savent « dialoguer avec les êtres naturels ».

Au présent, la Sibérie est chargée du meilleur comme du pire. On trouvera là une carte fort précise du Goulag, c'est-à-dire de cet

archipel des camps où des zeks de diverses catégories purgent leurs dizaines d'années de détention. Et ce souvenir d'un géologue qui découvrit, en bordure d'une clairière, tout un lot de crânes dont chacun était percé d'un petit trou dans la nuque...

« Terre d'exil et de malheur »

Mais voici aussi ce petit paradis d'Akademgorodok, laboratoire d'un monde nouveau, où toutes audaces, ou presque, sont permises et encouragées, où des « académiciens sans signe extérieur » — et sans complexes — tentent d'écarter un meilleur socialisme.

Car « *terre d'exil et de malheur* », la Sibérie est aussi cette « *belle sovogone* », page blanche offerte au rêve de l'ogéologue... et à l'utopie la plus débridée. Si les problèmes de transformation sont grandioses, dit Zalyguine, « père fondateur de la littérature sibérienne », cela veut dire que les erreurs aussi peuvent être grandioses ». A l'exemple de ce « *dino-saure* » administratif, baptisé « *Hydroprojet* », qui se proposait de détourner vers l'Asie centrale quelques-uns des grands fleuves sibériens.

« *Leçon de Sibérie, ou d'URSS par Sibérie interposée* », écrit Véronique Garros. Leçon en tout cas pour ceux que ne décourage pas ces espaces tantôt glacés, tantôt boueux et qui pensent encore que « *l'URSS est un pays fait pour les curieux* ».

ALAIN JACOB.

★ TRANSSIBÉRIEN, recueil dirigé par Véronique Garros et Marie-Hélène Maudrillon, numéro spécial d'Autrement, 219 p., 85 F.

L'homme des cavernes

LES récits d'aventures aporiques promettent souvent des Himalaya d'annul. Le nombrilisme des héros vous dégoûte vite de leurs exploits. Par chance, ce n'est pas le cas du livre de Francis Le Guen : *les Scaphandriers du désert* (11).

Cet amateur de grottes noyées, plongeur émérite et impénitent, a aussi le sens de l'humour. Sa phrase est enlevée et sa prose, syncope. Son livre se lit comme une bande dessinée, et je soupçonne même l'auteur d'avoir emprunté ses effets au Gollib de la *Rubric-A-brac* ou au romancier — la moins sérieuse de la « *Série noire* » — Donald Westlake. Il brosse des portraits-charges d'une incroyable justesse. Ses dialogues sont abrupts comme des dialogues de cinéma, si bien que le récit de l'expédition prend parfois des allures de script burlesque. Mais il ne faut pas s'y fier : en parcourant plus de 10 kilomètres de siphons et de conduites forcées, en s'offrant une séance de plongée de quarante-sept heures, l'homme-grenouille gagne l'admiration des lecteurs et le respect des spécialistes.

Les courses de fond d'un nageur souterrain touchent fatalement au surréel. Surtout si cela se passe sous l'un des plus vastes déserts australiens et que ce désert — hasard objectif — a l'élégance de porter un beau nom à la Jules Verne : Nullarbor.

Francis Le Guen n'est pas un faussaire de l'aventure. Il ne triche pas avec l'émotion, avec la peur, avec le risque. Son récit est en eaux profondes, il sait nous entraîner dans sa folie particulière : là où les grottes s'arrêtent pour devenir lacustres, il plonge. Il continue. Il visite avec l'œil émerveillé du découvreur. Et ce livre qui n'a l'air de rien, qui se moque souvent de lui-même, change alors de dimension. Comme si le voyage, tout à coup, se transformait en introspection...

L'Inde intérieure de Germain-Thomas

D'UN continent l'autre, L'Inde d'Olivier Germain-Thomas est celle de la vie surprenante, des femmes désirées, de la haute mystique, de la fraternité, de la beauté. L'auteur revient à Bénarès après vingt ans d'absence. Il parle de son Inde intérieure et de son dégoût de l'Occident. Il nous confie ses fantasmes et quelquefois ses pensées. Sa connaissance réelle de l'Inde n'est pas discutable, mais son adhésion paraît parfois aveugle. La fin du livre nous laisse entrevoir l'autre versant de ce récit auto-géo-biographique : l'auteur est revenu là-bas après sa jeunesse en quarantaine. Retour à Bénarès (2) plaira sûrement aux anciens routards épris d'essentials.

La joberdisse occidentale n'a pas de limites. Elle Maillart n'a pas attendu d'avoir quatre-vingt-trois ans pour le savoir. Elle s'est frottée, elle aussi, aux gourous de pacotille. Elle a couru la Russie dans les années 30 et a regagné l'Europe par les Républiques du Sud. Ces voyages, elle les raconte dans *Oasis interdites* (3) et dans *Des monts ciliates aux sables rouges* (4), enfin réédités.

Il faudrait redonner sa chance aussi à *Ti-Puss ou l'Inde avec ma chatte*, où elle Maillart évoque cinq années de méditation sédentaire auprès du sage Mahatma. Rien à voir avec la littérature ésotérique : elle Maillart n'enseigne pas, elle raconte. Tout est dans le sourire et la simplicité. L'équilibre. Le goût de vivre et de partir. Il suffit d'ailleurs de regarder une photo d'elle pour comprendre que cette femme — encore aujourd'hui — a la nomadisme chevillé au corps. Ses yeux sont mangés d'horizon.

La boulimie du baron de Humboldt

Ly a un bonheur rare à revivre les découvertes d'autrefois. Le lecteur évolue dans un monde réjuni et plein de promesses. La bourgeoisie itinérante n'avait pas encore l'arrogance de la bourgeoisie gestionnaire, et elle savait se remettre en question en faisant la promotion du multiple et du différent. Même les aristocrates, comme le baron de Humboldt (1769-1859), n'ignoraient pas l'émergence des courants révolutionnaires. La science — dans le meilleur des cas — se tenait aux cotés de l'avant-garde sociale. Une sorte d'euphorie présidait à la naissance de l'homme nouveau.

Retraçée par Pierre Gascar, le vie d'Alexandre de Humboldt prend un tour exemplaire. Elle témoigne de l'élargissement de la conscience européenne aux problèmes des peuples en voie de formation. La boulimie scientifique du baron allemand n'exclut aucune discipline : la botanique, la météorologie, la magnétisme terrestre, la géographie humaine et physique, l'histoire, la sociologie et la philosophie. Humboldt, en fait, par des approches multiples et des voyages épuisants, cherche la clé de l'harmonie naturelle.

S'il est attiré par les jungles et les volcans de l'Amérique du Sud, c'est que l'exubérance est une des conditions premières de l'observation. En ces temps-là, en effet, la science était encore mal instrumentée et la nature tropicale offrait cet avantage providentiel d'être disproportionnée, exagérée, superlatif. Les phénomènes y sont vus comme à la loupe.

Dommage que Pierre Gascar fasse l'impasse sur l'homosexualité du savant et qu'il se contente de formules dilatoires sur « *les ambiguïtés du comportement d'Alexandre* » et sur « *le combat qu'il mène contre certaines tendances intimes* ». Cette dimension psychologique du personnage n'explique-t-elle pas, en partie, sa volonté incessante d'étonner, d'éblouir, de séduire ? Et n'est-elle pas déterminante dans le regard qu'il porte sur les « *peuples marginaux* » ? De l'homosexualité à la compréhension de la différence : n'y avait-il pas là un beau filon d'exégèse biographique ?

Trop pudique, trop édifient, Humboldt l'explorateur (5) n'en est pas moins une lecture stimulante. Le mérita n'est pas mince de remonter en deux cents pages une vie aussi riche en événements et en découvertes. Et le lecteur, mis en appétit, pourra plus tard consulter utilement la thèse de Charles Minguet, *Alexandre de Humboldt*, publiée en 1969 chez Maspéro...

France profonde

A quoi serviraient les vacances si elles ne permettaient pas de se risquer dans des romans-fleuves ou des séries de longue haleine ? La politique des best-sellers vise justement à combler le vide angoissant de nos été, mais d'autres livres, sans démagogie ni recettes, peuvent répondre au même besoin. Ainsi les neuf volumes consacrés au folklore de la France par Paul Sébillot (6). Vous y trouverez une collection de 16 000 faits fantastiques, des contes paysans, des chants traditionnels, des devinettes enfantines, des proverbes patois ou des légendes oubliées. C'est le rendez-vous de la France profonde et de la magie quotidienne : les mille et une nuits de notre mémoire collective.

Bien sûr, s'agissant de textes publiés entre 1904 et 1906, il y a comme un parfum pré-pétainiste dans cette célébration de la sagesse populaire. Le mythe du bon paysan s'en donne à cœur joie. Au lecteur de tracer sa route ! A lui d'harmoniser la partition et de retrouver les périodes d'une pensée que Lévi-Strauss n'avait pas encore qualifiée de sauvage !

Le regard colonial

POUR les amateurs d'horizons lointains, plusieurs titres s'offrent à leur curiosité : la *Boudouze*, par Henri Quéffelec (7), la *Malen-tendu pacifique*, par Jean-François Baré (8), la *Regard colonial*, par Jean-Pierre Diehl (9) et les *Hommes qui cueillent la vie*, par François-Xavier Pelletier (10).

La tour du monde romancée de Quéffelec se lit d'une seule bordée. L'auteur prend un plaisir évident à emprunter la lunette neutre de Bougainville. Il découpe son récit en scènes et en tableaux, personne n'est oublié. Pas même les rats. Il évoque la frégate la *Boudouze* avec la tendresse bourru d'un marin breton. Au détail historique de la circumnavigation il ajoute l'ambiance à bord et il y voit les signes avant-coureurs de la Révolution. La message a peut-être déjà servi, mais il n'était pas inutile de le répéter : la mer humanise les hommes. A signaler que le *Malen-tendu pacifique* de Jean-François Baré, étude des premières rencontres avec les Polynésiens, prend en perspective ces différents voyages aux îles et qu'il introduit judicieusement la « *longue durée* », là où, par mimétisme géographique, nous ne disposons que d'une histoire morcelée.

Le *Regard colonial* nous ramène en Afrique. A Djibouti, précisément. Il s'agit d'une sorte d'anthologie thématique où se retrouvent Rimbaud, Loti, de Monfreid, Leiris, Kessel, Nizan, Albert Londres et Romain Gary. Amer constat d'incompréhension. Les auteurs les plus prestigieux n'ont pas vu les Bédouins qui campaient dans la ville. Refus inconscient du nomadisme ou impossibilité de prêter aux nomades nos propres motivations et, partant, de les décrire ? Mystère. Les autochtones sont ici frappés d'invisibilité.

Les *Hommes qui cueillent la vie*, en revanche, se frottent de près aux immigrants de Mauritanie. Ce livre est foisonnant d'histoires de vie. François-Xavier Pelletier fraternise facilement et ne partage pas l'opinion des Maures, qui disent des immigrants : « *Ce ne sont pas des êtres humains, ils pâchent, c'est tout.* »

Vauzeville « sénégalais »

UN BAOBAB EN BOURGOGNE (11), que j'ai gardé pour la fin, propose une vision plus optimiste de l'Afrique. Encore que ce roman — en forme de vauzeville « sénégalais » — se termine par une tragédie et que les personnages africains, qui vivent en France de débrouilles et d'embrouilles, n'y soient pas toujours présentés sous un profil rigolard.

L'intrigue à tiroirs ne peut se résumer. Sachez seulement qu'un griot, qu'un marabout (aidé dans sa fuite par un truculent missionnaire), qu'un ameteur (médecin à ses heures), que deux institutrices et un lot d'écouliers sénégalais, qu'un ethnologue noir et plusieurs ministres blancs se trouvent impliqués dans une rocambolesque série de quiproquos. Les gags pèsent des tonnes quelquefois, mais — dans ses meilleurs moments — Jean-Paul Champagne fait rire. Un bobaab en Bourgogne aurait pu faire penser à Marcel Aymé : il y manque un brin de plume.

J'arrête là. Des livres plus studieux m'attendent. *Mémoire de l'Enclave* (12) s'annonce bien : un poète et romancier qui s'attaque à l'ethnologie du pays de Montbéliard ne saurait manquer de nous faire entendre ce que le premier venu n'entend pas. Quant à *Signes sans paroles* (13), qui fait l'inventaire de cent symboles d'art rupestre en Europe occidentale, il sera consommé sur place : au pied du mont Bego et sur les pentes du Vercors. La critique se fait aussi avec de bonnes chaussures...

JACQUES MEUNIER.

- (1) *Les Scaphandriers du désert*, de Francis Le Guen, Albin Michel, 358 p., 120 F.
- (2) *Retour à Bénarès*, de Olivier Germain-Thomas, Albin Michel, 144 p., 55 F.
- (3) *Oasis interdites*, de Ella Maillart, Payot.
- (4) *Des monts ciliates aux sables rouges*, de Ella Maillart, Payot, 278 p.
- (5) *Humboldt l'explorateur*, de Pierre Gascar, Gallimard, 208 p., 85 F.
- (6) *Le Folklore de France*, de Paul Sébillot :
I : *le Ciel, la nuit et les esprits de l'air* ;
II : *la Terre et le Monde souterrain* ;
III : *la Mer* ;
IV : *les Eaux douces* ;
V et VI : *la Faune* ;
VII : *la Flore*, VIII : *les Monuments* ;
IX : *le Peuple et l'histoire*, Editions Imago, diffusion Payot.
- (7) *La Boudouze*, de Henri Quéffelec, Seghers, 372 p., 98 F.
- (8) *Le Malen-tendu pacifique*, de Jean-François Baré, Hachette, 280 p., 89 F.
- (9) *Le Regard colonial*, de Jean-Pierre Diehl, Régine Deforges éd., diff. Albin Michel, 284 p., 95 F.
- (10) *Les Hommes qui cueillent la vie*, de François-Xavier Pelletier, Flammarion, 236 p., 89 F.
- (11) *Un bobaab en Bourgogne*, de Jean-Paul Champagne, Laffont, 288 p., 82 F.
- (12) *Mémoire de l'Enclave*, de Jean-Paul Goux, Mazarine, 460 p., 130 F.
- (13) *Signes sans paroles*, de Jean Abelanet, Hachette, 346 p., 195 F.

Le roman de la vie d'Isabelle Eberhardt.
Par Marie-Odile Delacour et Jean-René Huleu.
« Une étonnante évocation. »
Sylvie Genevoix - Madame FIGARO
« Incontestablement une réussite. »
Antoine Spire - LE MATIN
« Leur portrait romanesque ressuscite cet étrange personnage. »
Françoise Ducout - ELLE
300 pages, 89 francs.
EDITIONS LIANA LEVI
11, rue de l'Arbre Crocisé 75006 PARIS

Entre Bastille et Aligre
LA LIBRAIRIE LA TERRASSE DE GUTENBERG
Littérature - Art - Cinéma - B.D.
Enfant - Sciences humaines
Ouverte tous les jours,
et les dimanches
de 10 h à 19 h 30
9, RUE EMILIO-CASTELAR PARIS 12^e - TEL. : 43.07.42.15

AMNON SHAMOSH
Michel Ezra Safra et Fils
roman
PRIX JÉRUSALEM DE LITTÉRATURE
PRIX DE LA WIZO 1986 ISRAËL
UNE SAGA ORIENTALE
1 vol. 352 pages, 98 F
Joseph Clims
5, rue de la Cité 75005 Paris
TEL. : 43.21.35.51 diffusion C2F SOUS

EN VENTE PROMOTIONNELLE
LES « INTROUVABLES »
DES ÉDITIONS DU CNRS
26 juin de 14 h à 21 h
27 et 28 juin de 10 h à 19 h
Librairie du CNRS
295, rue Saint-Jacques,
Paris 5^e

PRÉSENCE DE GEORGE SAND
la reine des sandistes
N° 26
LA CORRESPONDANCE RETROUVÉE
60 lettres inédites présentées par Georges Lubin
N° 26 : 47 F franco de port
Abonnement 1986 (N° 25, 26, 27) :
120 F. Jean Courcier, chemin
du Parc, 38410 URAGE

PRIX D'ÉTÉ JUIN-JUILLET-AOÛT
1 seule adresse
JOSEPH GIBERT
-10% sur les prix marqués
• LIVRES SCOLAIRES
• D'OCCASION
• PAPETERIE SCOLAIRE
exposée au sous-sol
26-30, BOULEVARD St-Michel 6^e
Métro : ODÉON - RER : LUXEMBOURG
Parking : rue de l'École de Médecine

Flaubert sur le Nil
A
Patrick Süskind
Le Parfum
Histoire d'un meurtrier
Feyard

عبدالله بن محمد

LES LIVRES DE L'ÉTÉ

VOYAGES

Flaubert sur le Nil

Quelques temples et beaucoup de turpitudes

A l'ère du terrorisme, sur tout voyage flotte une petite odeur de danger. Certains esprits moribonds s'en félicitent. Avec pirates de l'air ou de la mer, et policiers brûlant les hôtels, tandis que, héros involontaires, s'enfuient les touristes à travers champs, l'Égypte fait recette parmi les tenants de cette mode perverse.

Aux voyageurs plus paisibles qui préfèrent oublier les périls les guettant peut-être, on conseillera de chercher l'apaisement dans la bonne littérature du dix-neuvième siècle. Chateaubriand, Nerval, vous transportent dans une Égypte à bien des égards comparable à la nôtre, mais où le visiteur n'était guère menacé que par les moustiques.

Et puis il y a Flaubert. Surtout Flaubert. D'octobre 1849 à juillet 1850, en compagnie de son complice, le futur académicien, Maxime Du Camp, alors âgé comme lui de vingt-huit ans, *Abou-Cheneb* (« le moustachu », ainsi que le surnommèrent les Arabes), explora de fond en comble la vallée du Nil, poussant même des reconnaissances jusqu'en des endroits encore aujourd'hui à l'écart de tout, comme Kosselt, porticule de la mer Rouge.

La danse du matelot

Cela aurait sans doute été trop demander qu'on nous compose un volume combiné du *Voyage en Égypte* de Flaubert et du *Nil* de Maxime Du Camp, ouvrage que l'éditeur Entente ont inséré dans l'édition parisiennaise de 1854-1855 (1). Pour compenser, les éditions Entente ont inséré dans le texte de Flaubert huit photos sépia de monuments égyptiens de Du Camp, extraites de ce qui est l'éponyme du reportage photographique.

Autre idée heureuse de cette réédition, au demeurant sur un assez vilain papier gris (« recy-

clé », nous prévient-on) : l'adjonction de cinquante pages des lettres d'Égypte de Flaubert (2). Elles ne sont pas le moins bon moment du livre. A son ami normand Louis Boulhet, Gustave ne cache rien des moments les plus « farce » - terme flaubertien s'il en est - du périple : les nuits avec Koutchouk-Hanem (3) : « impériale bougresse, tétoneuse, vian-



Vue du Caire en 1850 (d'après une photo de Maxime Du Camp).

dée (...), qui avait en dansant des crânes plus de chair sur son ventre : nu avec la « grosse cochonne » de Kéneh, « sur laquelle j'ai beaucoup joué bien qu'elle empoisonnât le beurre »...

Sans parler du spectacle fort peu convenable du matelot de la felouque des deux voyageurs, qui « danse tout nu en essayant de s'écarter lui-même afin de chasser les moines coptes qui quêtent »... Quant aux parties de jambes en l'air avec des garçons, elles restent réservées aux lecteurs de la Pléiade.

Et les temples pharaoniques ? direz-vous, en fronçant les sourcils ; car vous n'allez naturellement pas en Égypte pour vous livrer à des turpitudes disponibles en France, et d'ailleurs assez efficacement combattues par l'ordre

moral établi au Caire, - le croira-t-on ? - dès le roi Farouk. Les temples ? « Ils m'embêtent profondément », avoue Flaubert, qui les compare sans ambages, lorsque Maxime ne lui épargne ni un pylône ni un hypogée, aux visites en série d'églises bretonnes ou de cascades pyrénéennes. On le comprend : gare aux indigestions luxuriennes ! Conseillez-vous néanmoins, quoique vous commenciez à penser, le gros moustachu de Croisset nous gratifie de quelques sacrées pages sur les enlосses d'Ipsambul (Abou-Simbel) ou sur tel « appartement de momies ». Et puis le Guide bleu n'est pas pour les chiens, que diable !

Ultime conseil, si l'on ose encore : ne cherchez pas Ouadi-Halfa, où Flaubert inventa *Mme Bovary* ; la bourgade minable qui porte ce nom, aujourd'hui, n'a rien de commun avec l'amas grandiose de ruines géantes où Flaubert posa sans afféterie pour l'histoire littéraire, et que les eaux du haut-harage d'Assouan ont à jamais recouvert, pleines de dédain pour ce haut lieu de la culture française...

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ.

* VOYAGE EN ÉGYPTÉ, de Gustave Flaubert, éd. Entente, coll. « Impressions de voyage », 262 p., 100 F.

(1) Les Souvenirs littéraires de Maxime Du Camp (Balland, 1984) contiennent quelques pages orientales, notamment caïotes.

(2) La totalité de ces missives, dont on ne saurait trop recommander la savoureuse lecture, se trouve dans la Correspondance de Flaubert, tome I (1830-1851), « la Pléiade », 1973.

(3) Ce nom turc qui foisonne l'imaginaire de l'écrivain veut tout bêtement dire « la Petite Dame ». Voir Koutchouk-Hanem l'aimée de Flaubert, par Auriant, Mercure de France, 1943.

Beyrouth sur les ailes des cartes postales

L'histoire du Liban recto verso

VOUS aimeriez voir ou revoir Beyrouth, la seule ville du monde qui réussit jamais à faire vivre l'Orient et l'Occident ensemble et sur un pied d'égalité - et qui continue à payer cher cette bonne action. Pour vous consoler et en attendant, sait-on jamais, des jours meilleurs à la grotte aux Pigeons ou au bord du fleuve du Chien, installez-vous sur le tapis de cartes postales cousu d'un fil invisible par Fouad Debbas et remontez ainsi jusqu'aux années où fut conçue cette métropole de toutes les libertés, devenue, depuis 1975, celle de toutes les souffrances.

Gendarmes

en casquettes bouffantes

Le premier daguerrétype de Beyrouth date de 1839. Le port du Mont-Liban, déjà, envoyait la modernité dans le flou des bords d'acide. En 1860, les premiers photographes « pro » s'y établirent, notamment le fameux Bonfils, Nadar du Levant. Quelques lustres plus tard, Vienne lance la carte postale illustrée. Dès 1897, *Beyrouth*, dont tous s'alignaient pas encore le nom avec un *h* final superflu, a ses premières cartes, sur lesquelles règne Abraham Sarrafian, Arménien « turc » formé à Berlin et installé dans la cité levantine.

Et c'est parti ! Désormais toute l'histoire du Liban s'écrit recto verso sur des cartes postales, cliché d'un côté, confidences de l'autre. Beyrouth est alors rattachée à la province ottomane de Syrie, seuls les maronites et les druzes, éternels rebelles, jouissant dans leurs rocaillies d'un statut d'autonomie.

1898 : Guillaume II et la kaiserin font escale à Beyrouth. Les moustaches en croc du kaiser font pâillir les Turcs de jalousie et les chrétiens, francophiles, soupent dans l'obscurité pour que le « roi des boches » ne voit pas scintiller au loin le Mont-Liban. Tout cela ou presque apparaît sur les cartes postales tirées en hâte.

1912 : les Italiens en guerre avec la Turquie à propos de la

Français en Terre sainte

D U *Voyage de Charlemagne à Jérusalem*, imaginez bien sûr, encore qu'il en eût bien envie, à ceux, tout prosaïques, de l'Inesco ou du couple Sartre-Beauvoir, les Français n'ont cessé de rêver à la Terre sainte (ou promise) et d'y aller. Les chefs d'œuvre de tant d'autres, du dix-neuvième siècle (Chateaubriand, Flaubert, Berlioz, Renan, etc.).

Shalav-Pierre Ginossar a passé tous ces voyageurs pieux ou grivois - ou plutôt leurs traces écrites - au peigne fin, des plus illustres aux plus modestes. Ce genre de travail, il évite aux hommes pressés de faire semblant d'avoir lu tous les gros volumes qu'ils possèdent, avait été fait avec perspicacité, pour l'Égypte, par Jean-Marie Carré, en 1956 (Institut français d'archéologie orientale du Caire). C'est devenu un classique du périple nilotique. Voilà que c'est accompli aussi pour la Palestine et Israël. Ce n'est finalement pas inutile, mais seuls le temps et l'usage diront si le nouveau recueil tient vraiment la route.

J.-P. P.-H.

* VOYAGE LITTÉRAIRE EN TERRE PROMISE, de S.-P. Ginossar, Champignon-Slatkine, Paris-Genève, 410 p., 172 F.

Libye, bombardent Beyrouth. Re-cartes postales, des ruines cette fois. Aujourd'hui, on n'en fait pas autant !

En temps normal, cependant, on se contentait de cartepostaliser les gendarmes en culottes bouffantes, gilet brodé et échchia, ou bien les intérieurs du Taut-Beyrouth, les métiers de la rue, du vendeur de jus de réglisse aux cardes de laine, quand ce n'était pas « le docteur Nikolaki ophtalmo-oto-laryngologiste dans l'exercice de ses fonctions » ou le docteur nickel de l'université jésuite.

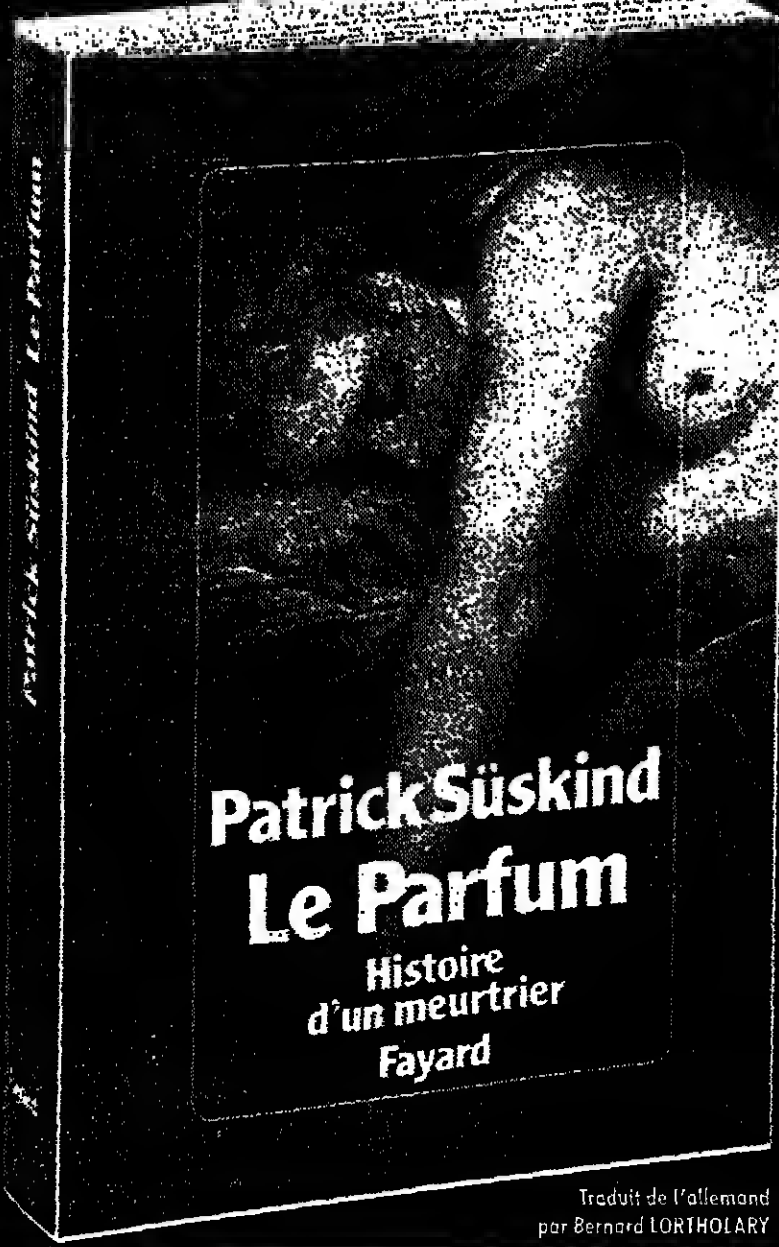
Avec la Grande Guerre, retour à la grande histoire : affichant le même détachement que nos reporters actuels, les éditeurs beyrouthins vont jusqu'à mettre sur leurs petits rectangles postaux les bambins chrétiens affamés par le blocus ottoman. Puis on passe au « Cercle du parc, casino de jeu », définitivement anobli par sa transformation en « résidence de Son Excellence le haut-commissaire de France au Liban ». Et c'est sur ces marches hier futiles que tout ce qui compte au Liban comme képis ou turhans proclame, sur tapis rouge, en 1920, la renaissance du pays des Cédres dans ses frontières anciennes retrouvées. Sur ces heures sonores s'édifie au Liban l'apothéose de la carte postale historique. Vous pouvez fermer l'album.

J.-P. P.-H.

* BEYROUTH NOTRE MÉMOIRE (1880-1930), de Fouad Debbas. Ed. Naufal, Beyrouth, 255 p., 330 photos en noir et couleurs, 440 F. Versions en français et en anglais distribuées par Henri Berger (60, rue Saint-André-des-Arts, 75006 Paris), qui diffuse aussi l'architecture libanaise du quinzième au dix-neuvième siècle, de Camille Aboussouan (Le Monde du 23-24 mars).

A VUE DE NEZ, UN CHEF-D'ŒUVRE.

Bernard Pivot.



Dans la France du XVIII^e siècle, un nabot nommé Grenouille découvre le meilleur parfum du monde. De cette idée feuilletonnesque, saturée de détails et de cascades ethno-olfactives, Patrick Süskind, jeune romancier munichois, a fait « Le Parfum », le nouveau best-seller européen.

Patrick Mauriès, Libération

Encore un exploit, cette exaltation, de l'exhalaison, dont seules sont capables l'écriture et la lecture, à l'exclusion de tout autre art !

Bertrand Poirot Delpech, Le Monde

Tout le monde a déjà envie de lire ce parfum étrange qui restera unique dans la littérature d'aujourd'hui.

Sylvie Genevoix, Madame Figaro

La traduction ? Un chef-d'œuvre.

J.-P. Lefebvre, Les Nouvelles Littéraires

360 pages
95 F

FAYARD

Traduit de l'allemand
par Bernard LORTHOLARY

PRINTEMPS D'ÉTÉ
JOSEPH GIBERT
-10%
LES ÉDITIONS GIBERT
11, rue de la Harpe
75005 PARIS

LA PENSÉE UNIVERSELLE

poèmes

- Solange GELBART
« A L'OMBRE DE MON ENCRER »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Dider PONS
« AU PILORI, LES DERNIERS POÈTES »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Marie JOUVENET
« AUX VENTS DE MARGERIDE »
256 pages, 82,40 F.T.T.C.
- José DE OLIVEIRA
« LE BANC VIDE »
112 pages, 52,50 F.T.T.C.
- Muriel JOUAN
« BALBUTIEMENTS »
56 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Eveline
« LE CHANT DES CAILLOUX »
112 pages, 52,50 F.T.T.C.
- Isabelle DESCHAMPS
« CŒUR CHAGRIN »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Diane DECAZES
« CITADELLE GRAFFITI »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Gustavo GIRALDO-RESTREPO
« DE LA MÉLANCOLIE, DE L'ABSENCE... »
80 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Anne LEDUC
« DÉCOUVERTE D'UNE VIE »
80 pages, 46 F.T.T.C.
- Max NICOLAS
« L'EDEN ET L'ENFER
DES AMOURS SECRÈTES »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Marie-Thérèse ROBERT-MOLINIE
« ENCORE QUELQUES FEUILLETS
DE SOUVENIRS »
64 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Françoise JUAN
« FAIRE SEMBLANT, FAIRE AVEC »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Joëlle WATTIGNY
« HISTOIRE D'UNE VIE,
NAISSANCE D'UNE POÉSIE »
64 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Michèle SAUVAGE
« ILLUSIONS ? »
64 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Pascal de MAAYER
« PARFUMS PANACHÉS »
80 pages, 46 F.T.T.C.
- Jean CLAIRJEAN
« PÉTALES TOMBÉS »
128 pages, 55,70 F.T.T.C.
- Ana, Viorica TRITEN
« POÉSIE DE MON CŒUR »
56 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Marie-Thérèse FARMINE
« POLYPTYQUE »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Jean-Marc LOGEAT
« PROTOPROSE »
96 pages, 52,50 F.T.T.C.
- François RENÉ
« LA PLUS BELLE A MON GRÉ »
64 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Joëlle PAURON
« QUAND LA VIE PLEURE... »
80 pages, 45 F.T.T.C.
- Marguerite BOROWSKY
« RIMES COULEUR DU TEMPS »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Sylvie ANDRIEU
« LES ROUDOUPLOIS »
64 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Josée BELLET
« SABLES »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Georges PIRON
« SOUS LE CIEL DE LA DOMBES »
156 pages, 63,30 F.T.T.C.
- Pierre GERMAIN
« SOUFFLES DE L'ÉTRANGE »
64 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Noël ROMERO
« TENDRES CHIMÈRES »
64 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Henry de LAMASTRE
« LE TEMPS IMMOBILE »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Sylvie PALABAUD-DESARMENIEN
« TOUT AU FOND DE MON CŒUR »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.

romans, contes et nouvelles

- André Aug. E. BALLMER
« L'HOMME AU JOURNAL »
Un roman d'analyse psychologique
112 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Gérard CAPEL
« DU LILAS EN JANVIER »
L'histoire simple d'un homme de notre siècle
240 pages, 59,50 F.T.T.C.
- David CARDINAL
« TU AS LAISSÉ EN PARTANT »
Une rencontre hors du commun...
des moments d'une intensité exceptionnelle...
128 pages, 52,50 F.T.T.C.

- Tatiana CORVIN
« NE BRISEZ PAS LA MUSIQUE »
Une puissante symphonie romanesque
320 pages, 123,10 F.T.T.C.
- Virginia CHENE
« LE SECRET DE LA VIGNE »
Une vamp démoniaque. Un grand-père d'une valeur étonnante
Un curé qui en sait long
96 pages, 50,30 F.T.T.C.
- Omar ALAMI
« LE BONHEUR SANS TAMBOUR NI TROMPETTE »
La recette du bonheur selon la sagesse arabe
256 pages, 100,60 F.T.T.C.
- Gabrielle CARTET-ANOVAZI
« LES CONTES DE PERVENCHE »
Histoires d'animaux et récits légendaires
64 pages, 48,20 F.T.T.C.
- Sophie BENGUIGUI
« DES ÉTOILES DANS UNE FLAQUE D'EAU »
Cheminement avec abaissements et accidents de parcours
240 pages, 95,30 F.T.T.C.
- Mathilde
« NINI »
Une femme subit une oppression odieuse... Un roman militant
80 pages, 46 F.T.T.C.
- Alain PAGUS
« ÉTRANGE JUSTICE »
Dépouillé de son identité, court-il du labyrinthe ?
64 pages, 48,20 F.T.T.C.
- Georges NITTOB
« LE FILS DU FORGERON »
Amour et adversité, odyssée tumultueuse
288 pages, 130,50 F.T.T.C.
- Marie-Blandine DABSENCE
« LA DINGUE »
Mal à vivre... dépression... peut-on en guérir ?
64 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Pierre BEYSSADE
« LE NOUVEAU RETOUR D'ULYSSE »
Retour aux sources méditerranéennes...
96 pages, 67,70 F.T.T.C.
- François GUILLEMET
« LES AVENTURES DE CADRIEU
LE SANGUINAIRE »
A partir d'un fait divers, enquête et mystère
64 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Jean SCHUHLER
« BELLE ET STÉPHANIE »
Une époque fragmentée en séquences.
Le temps s'écoule, fin sur la table de la page
224 pages, 95,50 F.T.T.C.
- Mario MAHGER
« FAUTE DE GRIVES »
Des numéros à gages dans un univers incertain
64 pages, 52,50 F.T.T.C.
- Lucienne
« JE SUIS UNE JEUNE MARIÉE »
Les jeux classiques de l'accouplement
256 pages, 82,40 F.T.T.C.

récits

- Francis ANDRÉ
« DOUZE ANS DE SERVICE ET INCARCÉRÉ »
Une vie d'aventures qui se termine en prison
192 pages, 94,20 F.T.T.C.
- Richard LEMBO
« LE DOSSIER JAPONAIS »
Un accident, l'expérience du vide et la reprise d'une vie forte
48 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Odile FAGNIEZ
« LA VIE D'UNE FEMME MAL MARIÉE »
Un mariage raté, un combat contre le bonheur
90 pages, 62,10 F.T.T.C.
- Simon GRINBAUD
« XI^e COMMANDEMENT :
TU N'OUBLIERAS POINT »
Les souvenirs bouleversants d'un juif polonais
256 pages, 84,60 F.T.T.C.
- Christian LAYADI
« LE NON-ÉVÈNEMENT »
Un reportage qui secoue notre temps
124 pages, 52,50 F.T.T.C.
- Huguette ZAMPIERI
« UNE ENFANCE COMME ÇA »
L'enfance romaine, ici, ensuite
96 pages, 45,30 F.T.T.C.
- Ernest DEPREZ
« L'HORIZON DES MERS »
Le désir de se lever et de partir pour le grand large
160 pages, 59,50 F.T.T.C.
- Alain BONNIN
« MAURITANIE, GUATEMALA,
CAMEROUN, CONSULTANT »
Un portrait de l'espérance volontaire
208 pages, 77,10 F.T.T.C.
- Claude LALLEMAND
« LE TEMPS DES CERISES »
Faut pas pleurer celui qui part mais plutôt ceux qui restent
64 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Gustave UGOT
« L'ESCALIER DE SERVICE »
Un escalier refuge et symbole de l'enfer
128 pages, 70,60 F.T.T.C.
- Henri PULLUARD
« OURAGAN SUR VERDUN »
Un hommage aux héros oubliés de Verdun
288 pages, 106 F.T.T.C.
- Carmelo GANCI
« QUINZE ANS DE PRISON »
L'erreur judiciaire, sujet poignant et toujours d'actualité
192 pages, 85,60 F.T.T.C.

- Dany PRASLIN
« MÉMOIRES D'UN CHACAL
ET SES TROIS RÊVES »
L'instinct du pittoresque, l'instinct
80 pages, 65,30 F.T.T.C.
- Roselyne PEYSSON-TESSIER
« LA DIABOLIQUE »
Dans la lignée de « Vierge au poing »
128 pages, 53,50 F.T.T.C.
- Roger BLANC
« UN CORPS EXPLOSIIF
BOUM SUR LA BONNE MÈRE »
Un jeune abbé corse, mystique et fougueux, les plénitudes en feu
112 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Jean-Paul REBOUILLAT
« UN VOYAGE DANS LE PASSÉ »
Vivre dans un pays de l'est, c'est une autre manière de vivre
128 pages, 52,50 F.T.T.C.
- Roger-Henri CHIFFOT
« ADIEU, PETIT FRÈRE,
QUARANTE ANS APRÈS »
Chronique des années 30-45 vécues par un jeune homme incertain, désemparé
128 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Louis LEBERGER
« LES CAHIERS DU CAPITAINE MAURICE »
Souvenirs captivants : 1907-1945
Le cri de la « France profonde » des petits, des sans-grade
288 pages, 114,50 F.T.T.C.

essais

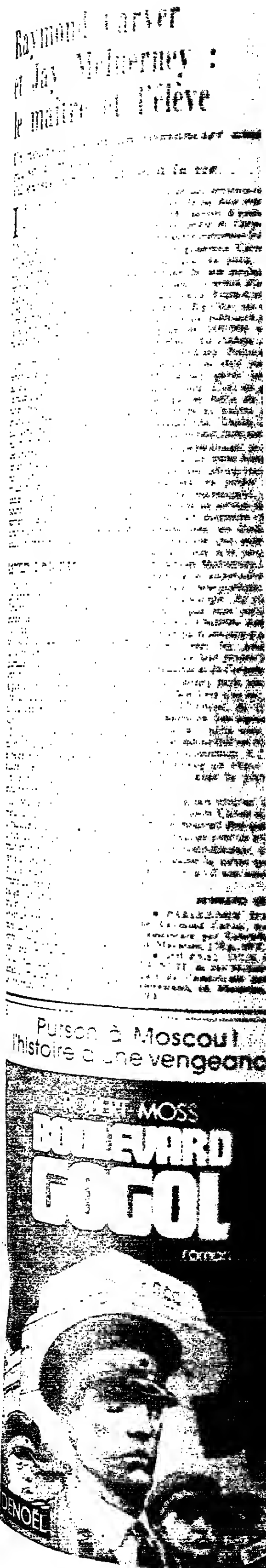
- Alain CASANOVA
« HYPOTHÈSES »
Les deux fabriques par l'être humain n'existent pas
112 pages, 35,60 F.T.T.C.
- Max FRANÇOIS
« L'AURORA SE LÈVERA-T-ELLE ? »
Une remise en question du quotidien
224 pages, 116,70 F.T.T.C.
- Gabriel VOINEAU
« CETTE RACE QUE L'ON DIT INHUMAINE »
Un essai d'une haute valeur morale
160 pages, 59,50 F.T.T.C.
- Jacques SÉJOURNET
« DIEU, LA SCIENCE ET L'HOMME »
A mettre entre toutes les mains, y compris celles des sceptiques
128 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Jacques BERNARD
« ESPRIT ÉTRANGER, QUEL EST TON GUIDE
ET TA MAÎTRISE ? »
Une remise en question des valeurs de morale politique
306 pages, 129,50 F.T.T.C.
- Marcel LAMY
« LES PLUS BEAUX ARBRES A FEUILLES
D'EUROPE OCCIDENTALE »
Description de plus de 400 arbres, identification, dédicace
296 pages, 149,80 F.T.T.C.
- Richard LEMBO
« LA GROSSE CHOSE »
Une tentative réussie de définir le concept de l'immortalité
96 pages, 50,30 F.T.T.C.
- René CHARY
« LE SACRÉ : LUMIÈRE OU TÉNÉBRES »
Le sacré mystère des vérités occultes et religieuses
304 pages, 148,80 F.T.T.C.
- José COSTA-BELLO
« MESSAGE EUROPÉEN »
Pour abolir les innombrables oppressions sociales
256 pages, 56,70 F.T.T.C.
- Lucien DUFILS
« LA MYSTÉRIEUSE NAISSANCE
DE GUY DE MAUPASSANT »
Remise en question d'une thèse bien établie
80 pages, 47,10 F.T.T.C.
- Jean DELYON
« MA VIE EN MOSAÏQUE »
Passé et présent, des analyses de notre société
272 pages, 102,70 F.T.T.C.
- Adelin MOULIS
« LA VIE DE NOS ANCÊTRES »
Customs et privilèges du comté de Falc
176 pages, 67,40 F.T.T.C.
- Emilie de VENUS
« VOYAGES ASTRALUX
DANS L'EMPIRE CRÉATEUR »
Le problème fascinant de l'invisible
240 pages, 98,50 F.T.T.C.
- Micheline LALOUX
« KAREN BLIXEN, L'AFRIQUE AU CŒUR »
L'Afrique en pleine poésie. Le coup de coeur
112 pages, 52,50 F.T.T.C.
- Robert RICHARD-FOY
« A LA RECHERCHE DE LA LUMIÈRE »
Une spiritualité nouvelle grand format
288 pages, 95,30 F.T.T.C.

théâtre

- Jacques CAMU
« ANGÉLIQUE OU LA MÉCHANTE COMMÈRE »
A trop vouloir posséder son enfant, on finit par le perdre
192 pages, 86,70 F.T.T.C.
- Jean HENRIOT
« PONCE PILATE »
Une œuvre romanesque écrite avec la sève de la passion
48 pages, 46 F.T.T.C.
- Armi MORAY
« LE MAGICIEN »
L'élaboration d'une métaphysique inhérente à l'évolution humaine
96 pages, 45 F.T.T.C.

4, rue CHARLEMAGNE, PARIS-4^e. TÉL. : 887-08-21

Les prix indiqués sont ceux pratiqués en notre librairie.
DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 4, rue Charlemagne, PARIS (4^e) - Téléphone : 887-08-21 ou dans les C.R.D.L. Hachette



مكتبة من زلازل

LES LIVRES DE L'ÉTÉ

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

Raymond Carver
et Jay McInerney :
le maître et l'élèveUn nouvelliste et un romancier américains
qui se demandent
s'il existe une solution à la vie.

ILS sont deux : le maître et l'élève. Le premier, c'est Raymond Carver, le meilleur nouvelliste américain du moment. L'an passé, nous avions pu lire ses *Vitamines du bonheur* (éd. Mazarine), un recueil superbe où Carver nous révélait la mesure de ses talents. Le voici qui nous revient avec *Parlez-moi d'amour*, un livre composé de dix-sept nouvelles américaines aux *Vitamines*, puisque publiées entre 1974 et 1981.

On y retrouve l'univers et les personnages de Carver : couples qui se déchirent (pour toujours ou l'espace d'un instant), copains qui partent pour des virées infernales, enfants qui essaient de communiquer avec leurs parents. Ce n'est pas vraiment sordide, c'est plutôt décourageant. Le monde de Carver est injuste, violent, tendu et, parfois, dérisoire. Il échappe à ses protagonistes : des paumés, des cinglés ou des gens simples à en mourir. Ils vivent sous la loi du moment, celui où le destin est capable de les précipiter dans une situation irrémédiable.

Aigreurs d'estomac

Inutile de chercher une morale, par exemple dans *Le Chasseur d'images* (l'histoire d'un photographe sans main), la *Gloriette* (récit de la déchéance d'un couple) ou *Dites aux femmes qu'on va faire un tour* (une palade infernale). Carver préfère abandonner son lecteur au milieu du gué, ahuri, sidéré. Finalement, il ne fait qu'appliquer les bonnes lois du genre (celui de la nouvelle).

De fait, Carver ne laisse rien passer. Chacune de ses phrases est pesée, elle dit l'essentiel et rien d'autre. Il est obsédé par la précision, le mot qui bouscule, les enchaînements assassins.

Jay McInerney a visiblement retenu les leçons de son mentor. De passage à Paris à l'occasion de la publication de son premier roman en français (depuis, il en a publié un second aux États-Unis, intitulé *Ramson*), ce jeune homme de trente ans ne tarit pas d'éloges sur celui qui l'a aidé à trouver sa voie : « Raymond Carver est un personnage extraordinaire. Lorsque j'ai commencé à écrire, il m'a guidé en me montrant, crayon en main, ce qui n'allait pas dans mes premiers textes. Il m'a appris à construire une progression dramatique, à y

placer des articulations, des tensions. Je lui dois vraiment tout. » Et McInerney d'ajouter : « Il m'a même prêté de l'argent pour que je puisse continuer à écrire. »

Le géniteur Carver avait, en tout cas, vu juste. Le premier roman de son poulain a fait un malheur. *Journal d'un oiseau de nuit* (aux États-Unis : *Bright Lights, Big City*) est acclamé par la critique, plébiscité par le public (plus de 200 000 exemplaires vendus). Le cinéma s'intéresse à lui (Sydney Pollack envisage d'adapter ce récit pour l'écran). McInerney garde cependant la tête froide. C'est un garçon simple qui se méfie du monde, des paillettes et autres univers de quinquillerie. Toutes choses qu'il dit clairement dans son roman.

Le personnage principal du récit est un jeune homme qui, au fil de ses pérégrinations new-yorkaises, va perdre sa femme (elle est mannequin), son travail (il végète au service des vérifications d'un magazine « chic ») et, en dernier lieu, ses illusions. « J'ai l'impression que mon livre n'a pas été très bien perçu ici, fait remarquer McInerney. Je n'ai pas cherché à dépeindre certains milieux new-yorkais pour en faire l'apologie. Au contraire, je montre que mon personnage ne peut pas s'inscrire dans cet univers et qu'il renonce à ces mythes qu'ont créés les Américains à propos de leur propre société, de la réussite et de l'argent. »

McInerney parle très sérieusement. Son livre n'en est pas moins truffé d'humour, de cynisme et de causticité. Les aigreurs d'estomac de son héros nous font sourire, de même que ses états d'âme et ses déconvenues. À l'évidence, McInerney ne règle pas ses comptes avec la planète : il s'empare.

S'il fallait trouver un point commun entre Carver et McInerney, on pourrait dire que tous les deux, chacun avec un style et des thèmes complètement différents, nous posent la même question, à savoir : y a-t-il une solution à la vie ?

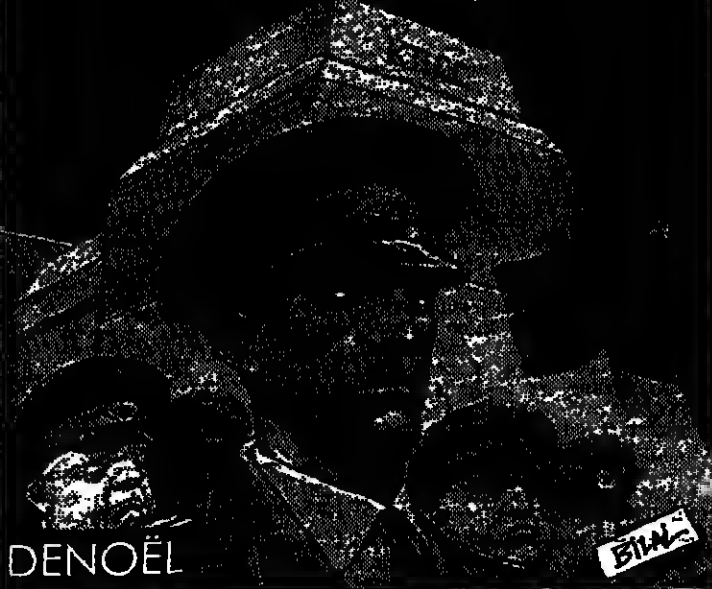
BERNARD GENÈS.

★ **PARLEZ-MOI D'AMOUR**, de Raymond Carver, traduit de l'américain par Gabrielle Rolin, éd. Mazarine, 178 p., 69 F.

★ **JOURNAL D'UN OISEAU DE NUIT**, de Jay McInerney, traduit de l'américain par Sylvie Darnaud, éd. Mazarine, 228 p., 79 F.

Putsch à Moscou !
l'histoire d'une vengeanceROBERT MOSS
**BULEVARD
GOGOL**

roman



DENOËL

Débrouillards moscovites

LES écrivains soviétiques, que les éditeurs s'arrachent à y a dix ans, n'ont plus recette. Ils ont passé de mode. Le temps n'est plus où l'Archipel du Goulag était l'archipel du charbon de supermarché, entre la lessive et la boîte de sardines, afin d'apprendre qu'il existait des bagues de la Volga au fleuve Amour, et pas seulement en Guyane, comme on l'avait lu dans *Papillon*. Les bagues de la fin du vingtième siècle sont tellement moins pittoresques ! Le public occidental s'est lassé de ces histoires de Russes et de leurs tortures morales ou physiques — les Russes sont faits pour souffrir, c'est bien connu ! Ajoutons que le mot « dissident » a toujours une connotation plutôt péjorative pour des esprits démocrates. Et puisque les femmes de leurs dirigeants aspirant, comme nous toutes, à être habillées par les grands couturiers français, tout est bien dans le meilleur des mondes. L'homme ne vit pas seulement de pain, mais la kasha suffit à certains... L'essentiel, c'est de se débrouiller.

Le rire sans amertume
de Kaletski

Moscou « dédié à Léline » mais infiniment plus déstabilisé et plus drôle. Quelque chose qui fait penser à Guy Bados, à Desproges ou à McInerney (voir ci-contre).

Le monde de l'absurde en une série de sketches qui racontent l'obtention du droit de séjour à Moscou, le rôle de théâtre et ses magouilles, le rôle de la vodka, le professeur d'histoire du Parti, l'homosexualité fragile, l'appartenance communautaire pour vingt familles. Ou encore les recommandations sur le comportement du Soviétique à l'étranger faites par l'envoyé du ministère de la culture aux artistes qui partent en tournée en Amérique : « Là-bas le danger vous guette à chaque tournant. Vous ne pouvez pas vous imaginer combien ils sont rusés pour compromettre les acteurs soviétiques. Ils vous offriront de cadeaux, vous inviteront chez eux ou au restaurant, essaieront de vous isoler en vous donnant des chambres d'hôtel individuelles. Soyez prudents, camarades ! Restez par deux, marchez par trois, mangez à quatre et surtout n'oubliez jamais que vous êtes des citoyens soviétiques... »

L'absurde quotidien
de Vladimov

La courte histoire que nous raconte Guergouï Vladimov est une autre « illustration de l'absurde quotidien » : ces policiers en civil qui s'installent un jour dans un appartement pour surveiller l'écrivain « dissident » qui habite l'immeuble d'en face afin de lui subtiliser le manuscrit qu'il est en train d'écrire afin de le vendre à l'étranger, contre des devises... L'histoire est vraie, quand il était encore à Moscou, Vladimov avait évoqué les filatures, les menaces téléphoniques, le courrier qui n'arrivait pas, le « microclimat » que l'on créait autour de lui pour le faire partir (1). Depuis 1983, l'auteur de ce remarquable récit, intitulé *Le Fils Rouslan* (2), a quitté son pays et vit à Francfort-sur-le-Main, déçu de sa nationalité pour avoir « par son comportement infligé des dommages au prestige de son pays... »

Borodine voulait « changer la vie... »



Pour avoir voulu « changer de vie », Léonide Borodine — né en 1938 — a été condamné en 1982 à Moscou, à dix ans de prison assortis de cinq ans de rélegation. Motif : « agitation et propagande antisoviétiques ». Il avait déjà purgé une peine de prison de six ans de 1968 à 1974, pour avoir fait partie de l'Union sociale chrétienne pour la libération du peuple russe, interdite en 1987. Le personnage de *Changer de vie* — écrit entre sa libération et sa nouvelle arrestation — est un intellectuel de trente ans qui, au sein d'une « vie nouvelle », s'est fiancé avec la fille d'un pope de Sibérie. Son père est mendicant, sans illusion ; sa mère et sa sœur appartenant à la dissidence ; chez lui, une photo de Soljenitsyne.

Là aussi, c'est l'univers de la débrouille où personne n'est dupe du « fatras idéologique ». Là aussi, c'est encore l'amour de Moscou qui est la trame du livre. Moscou admirablement décrit dans sa réalité visible et souterraine par quelqu'un qui accepte de tout supporter pour ne pas quitter sa patrie. « Nous à Moscou, ce n'est pas la ville héroïque de la dernière guerre assaillie dans les manuels d'histoire, ce n'est pas le siège de la puissance socialiste, non grand Dieu ! non !... Ah l'Arbat, mon Arbat ! On peut s'attacher à n'importe quoi — je suis attaché à Moscou. »

Avec Borodine, on retrouve l'air, l'odeur de Moscou, l'oisiveté broillante des intellectuels à la recherche de rumeurs de tous ordres, l'exposition au Manège d'un peintre — Glazounov — qui veut se faire passer pour anticonformiste auprès des correspondants étrangers et des gogos, et qui reçoit les kagouzbistes et leurs familles ; l'espoir d'une renaissance spirituelle administrée par certains prêtres dans leurs églises où affluent croyants et non-croyants ; les milieux de la grande époque de la dissidence : « Sur quel missent-ils ? Les plus clairvoyants partaient à temps pour des terres étrangères. On leur faisait de chaleureux adieux, on cachait son mépris. Ceux qui persistaient à rester se rendaient ainsi le chemin de la prison plus court pour ceux qui restaient... »

La foi de Borodine l'a conduit à sa prison. Il avait cru qu'au pays de l'homme nouveau il pouvait y avoir place pour celui qui voulait changer de vie, changer la vie, il le dit, en une suite de dialogues rapides et de portraits, avec humour et talent. Un écrivain se révèle là.

NICOLÉ ZAND.

★ **MÉTRO**, d'Alexandre Kaletski, traduit de l'anglais par Jacqueline Carraud et Jacqueline Lelama, Belfond, 244 p., 119 F.

★ **NE FAITES PAS ATTENTION, MAESTRO**, de Guergouï Vladimov, traduit du russe par Claude Lévy, Seuil, 110 p., 59 F. (En résumé, lettres à la direction de l'Union des écrivains, au secrétaire général du PCUS, Andropov, etc.).

★ **CHANGER DE VIE**, de Léonide Borodine, traduit du russe par Bernardette du Crest, Gallimard, 208 p., 95 F.

(1) Voir l'entretien avec Vladimov dans « Le Monde des livres » du 9 janvier 1979.

(2) Le Seuil, 1978.

Tous les ouvrages sur
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,
les médecines naturelles...
à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES**
8, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

Splendeur
et misère
du
couturier
de la
Belle
Époque

Palmer White
POIRET
LE MAGNIFIQUE
Le destin
d'un grand couturier

PAYOT

PROFESSION : REPORTERS

L'AFFAIRE GREENPEACE
UNE GUERRE DES MÉDIAS

Xavier LUCOT

PAYOT

"L'affaire"
de l'été
1985...
...où la
réalité
dépasse
la fiction

Un volume de 312 pages, 99 F

Le roman
de tous
les désirs

IRÈNE FRAIN

DÉSIRS

IRÈNE FRAIN

"Faites confiance à l'imagination d'Irène Frain... Vous serez comblés par Désirs." Jean Chalon Le Figaro

"Tous les grands thèmes romanesques sont là. L'amour, la fascination et le mystère sont les meilleurs ingrédients d'une belle histoire... Comme superbe dépaysement, on ne peut rêver mieux." Sylvie Genevoix Madame Figaro

Editions Jean-Claude Lattès

culture

Les projets de M. Léotard

« Ni rupture ni continuité »

MM. François Léotard et Philippe de Villiers ont présenté, le mercredi 25 juin, le bilan des premiers cent jours de leur activité et les priorités qu'ils entendent mettre en œuvre d'ici deux ans : l'enseignement artistique, le patrimoine et l'action internationale.

M. François Léotard est bien décidé à mettre en œuvre sa « politique culturelle ». Il existe deux fantasmes actuellement en matière culturelle : d'un côté, le mercredi 25 juin, en présentant ses projets à la presse : « Celui de la rupture et celui de la continuité. Ma politique sera, n'en déplaise à certains, nouvelle comme l'est le gouvernement, et, n'en déplaise à d'autres, fidèle. Fidèle à l'attente des Français et à leur volonté d'accéder à un univers de vraies et bonnes tentations : fidèle à l'attente des artistes qui sont en droit de demander le respect de la parole donnée et de la mission de l'Etat. »

Cette politique nouvelle s'appuiera sur un bilan de la gestion passée du budget du ministère de la culture et sur trois grandes priorités : les enseignements artistiques, le patrimoine et l'action internationale.

Le bilan d'abord : M. François Léotard a chargé M. Jean-Pierre Bady d'une mission d'expertise sur l'état des finances de son ministère. Il a pu ainsi constater que « les crédits n'avaient pas toujours été bien gérés dans le passé. Quand le sien arrivait rue de Valois, 40 % des crédits d'interventions avaient déjà été dépensés. A cette date, le pourcentage aurait dû n'être normalement que de 25 %. Autres chiffres étonnants : de 1982 à 1986, le nombre d'associations subventionnées a été multiplié par cinq. Quatre mille associations, une multitude de personnes se sont vu promettre des sommes qui ne figurent pas toutes au budget du ministère. Alors, j'ai trouvé sur mon bureau des lettres de mon prédécesseur à des artistes pour des commandes que je ne pourrais pas honorer. Beaucoup de dossiers relèvent d'un manque de sérieux d'autant plus consternant que les sommes en jeu sont souvent très élevées. »

Réorganisation du ministère

Le ministre a cité l'Opéra Bastille dont le coût peut être estimé à 2,4 milliards de francs, soit le quart du budget total du ministère, échantillon sans qu'aucune étude précise des conditions de fonctionnement ait été menée ; la Biennale de Paris qui avait lieu jusqu'en 1982 au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris pour un coût de 3 millions de francs et qui a été organisée l'an passé à la grande halle de La Villette pour un coût près de dix fois supérieur et un déficit de 10 millions de francs ; deux subventions de dernière heure, le 15 mars, la première pour le comité des fêtes de la Ville de Pau (dont le maire est M. Labarrière, ancien ministre socialiste) et la seconde pour l'association SOS-Racisme (3 millions de francs) pour éponger un déficit alors que le ministre avait préféré « que l'on consacre cette somme à la collaboration culturelle avec l'Afrique, par exemple ». « Il n'a donc fallu remettre les comptes en ordre », déclare M. François Léotard. Il a fallu aussi, hélas, consentir des économies lors du collectif budgétaire. Cela fait, je suis décidé à demander pour 1987 un bon budget pour la culture. Il faut maintenir le poids de mon ministère dans le budget de l'Etat à son niveau actuel (0,96 %) et réaliser de l'intérieur de cette masse stable des économies en regard d'actions nouvelles. »

Ces actions passent par « un recentrage de l'action de l'Etat ». A cette fin, la direction du développe-

ment culturel est supprimée. Ses missions sont réparties entre une nouvelle direction de l'administration générale et de l'environnement culturel confiée à M. Jean-Ludovic Silicani pour les dossiers de la décentralisation de l'administration, ceux des rapports avec les collectivités locales et du mécénat, et la direction du théâtre et des spectacles, toujours dirigée par M. Robert Abirached, dont dépendra désormais la division des établissements d'action culturelle.

Cette réorganisation de l'administration centrale, a souligné le ministre, sera accompagnée, d'une part, d'une politique de modernisation par un important développement de l'informatique, d'autre part, de l'accroissement du rôle des directions régionales des affaires culturelles dont les missions pourront être étendues au domaine de la communication en liaison avec les services extérieurs des autres administrations de l'Etat concernées, celle des télécommunications au premier chef.

Le ministère de la culture et de la communication s'appuiera, sur ces nouvelles bases, à mettre en œuvre trois priorités. La première concerne les enseignements de la culture et de la communication. Afin de pouvoir proposer au Parlement une loi-cadre dès 1987, en collaboration avec le ministère de l'éducation nationale, le gouvernement a décidé de créer une délégation aux enseignements et

aux formations confiée à M. Michel Tourlière, au sein du ministère de la culture.

« Notre action portera à la fois sur le développement des enseignements artistiques à l'école, des enseignements spécialisés dépendant du ministère et des nouvelles formations », a précisé M. Philippe de Villiers, plus particulièrement chargé de ce dossier. A cette fin, l'enseignement du dessin sera son entrée à l'école primaire et secondaire. Dans l'enseignement supérieur, on favorisera la multiplication des écoles de communication multimédias et de celles des écoles de formation aux métiers de l'image et du son. La future loi-cadre devrait s'attacher à la formation des enseignants, à l'introduction de l'ensemble des disciplines artistiques dans le système scolaire (danse, art dramatique, histoire de l'art) et à l'ouverture de l'école sur les partenaires culturels de qualité (musées, archives, maisons de la culture, etc.)

Trois écoles spécialisées

Au chapitre des enseignements spécialisés relevant directement du ministère, trois projets sont à l'étude. Le premier est la création d'une fondation-école de formation aux métiers du cinéma et de l'audiovisuel. De dimension européenne, en étroite association avec les professionnels, elle aura pour président le scénariste Jean-Claude Carrière et

Quatre nominations

M. Dominique Bozo, délégué aux arts plastiques

[Né en 1935 à Alençon, Dominique Bozo, après les études d'usage (École du Louvre, Institut d'art et d'archéologie, École pratique des hautes études) est devenu conservateur des musées nationaux en 1968. L'année suivante il entre au Musée national d'art moderne et est chargé du programme muséographique en vue du concours pour le Centre Georges-Pompidou (jusqu'en 1972). Puis il assure en 1973 et 1974 l'intérim de la direction du musée. En 1975, il reçoit la mission de préparer le futur musée Picasso : choix des œuvres de la donation, programme et aménagement de l'hôtel Salé.

Nommé directeur du Musée national d'art moderne en octobre 1980, Dominique Bozo succède à Pontus Hulten, qui a dirigé le musée et est devenu conseiller référendaire en 1975.

Après avoir été conseiller technique et chargé de mission dans trois cabinets ministériels de 1972 à 1977, il est nommé directeur de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites en 1977, poste qu'il occupe jusqu'en 1982, avant d'être réintégré à la Cour des comptes. Rapporteur adjoint auprès du Conseil constitutionnel, Jean-Pierre Bady est l'auteur d'un livre, Les Monuments historiques en France, paru aux PUF dans la collection « Que sais-je ? ».

Pontus Hulten, premier directeur du Musée national d'art moderne au Centre Georges-Pompidou, avait été d'abord l'homme des grandes expositions pluridisciplinaires. Dominique Bozo aura été d'abord l'homme du musée et du formidable enrichissement des collections.]

M. Jean-Pierre Bady, directeur du patrimoine

[Né le 25 juin 1939 à Fribourg (Suisse), Jean-Pierre Bady est marié et père de deux enfants. Ancien élève de l'École normale supérieure, il est agrégé de lettres et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Ancien élève de l'École nationale d'administration, il commence sa carrière à la Cour des comptes comme auditeur référendaire en 1975.

Après avoir été conseiller technique et chargé de mission dans trois cabinets ministériels de 1972 à 1977, il est nommé directeur de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites en 1977, poste qu'il occupe jusqu'en 1982, avant d'être réintégré à la Cour des comptes. Rapporteur adjoint auprès du Conseil constitutionnel, Jean-Pierre Bady est l'auteur d'un livre, Les Monuments historiques en France, paru aux PUF dans la collection « Que sais-je ? ».

M. Jean-Ludovic Silicani, directeur de l'administration générale et de l'environnement culturel

[Né le 20 mars 1952, Jean-Ludovic Silicani est diplômé de l'École des mines et titulaire d'un diplôme d'études approfondies en économie. Ancien élève de l'École nationale d'administration, il commence sa carrière au Conseil d'Etat (1980) comme rapporteur et devient maître des requêtes en 1984. La même année, il est détaché comme directeur auprès du directeur général de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR).]

M. Michel Tourlière, délégué aux enseignements et aux formations

[Né le 15 février 1925 à Beaune, Michel Tourlière est ancien élève de l'École nationale des beaux-arts de Dijon, de l'École nationale de dessin de la Ville de Paris et de l'École nationale des arts décoratifs de Paris. Professeur, puis directeur de l'École nationale des arts décoratifs d'Aubusson (1947-1960), il devient inspecteur principal des enseignements artistiques en 1969, puis directeur de l'École nationale supérieure des arts décoratifs de Paris en 1970. Il est, de juin 1979 à juillet 1981, délégué à la création, aux métiers artistiques et manufacturiers au ministère des affaires culturelles.]

pour directeur général Jean-Christophe Averty.

Le second projet concerne la création d'une École nationale du patrimoine. Dès la rentrée de 1986, l'École nationale supérieure des conservateurs de musées ouvrira ses portes et pourrait préfigurer la nouvelle école dont la vocation serait d'assurer la formation initiale et continue de l'ensemble des professionnels du patrimoine (inspecteur des monuments historiques, conservateur de l'inventaire et des fouilles, etc.).

Le troisième projet est la création d'un institut de recherche en histoire de l'art permettant l'accès à l'ensemble des données bibliographiques et iconographiques de cette discipline. D'autre part, les enseignements spécialisés classiques seront développés après « la clarification du rôle respectif de l'Etat et des collectivités locales » par une meilleure desserte du territoire national, par la formation des enseignants et par l'ouverture vers de nouveaux partenaires, au premier rang desquels l'entreprise.

M. François Léotard a annoncé que « en relation avec cette nouvelle politique, tout en matière d'enseignement et de soutien à la création ». M. Dominique Bozo, conservateur en chef des musées de France, était nommé délégué aux arts plastiques. Il remplace à ce poste M. Claude Mollard à qui est confiée une mission sur le développement des entreprises d'ingénierie culturelle dont les conclusions seront connues au début de l'automne.

La deuxième priorité définie par le ministre est « la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine ». L'accent sera mis sur les investissements et la définition d'un patrimoine. M. Jean-Pierre Bady a été nommé directeur du patrimoine en remplacement de M. Thierry Le Roy, qui rejoint le Conseil d'Etat pour définir les lignes directrices de ce plan.

Troisième et dernière priorité : le développement de l'action internationale. Des réseaux de vente pour l'exportation et l'échange de biens culturels seront créés. La coopération européenne sera renforcée par la création de programmes intergouvernementaux concrets comme pourraient l'être l'aide à la traduction et le soutien aux productions cinématographiques. Enfin, l'accueil et la formation des artistes étrangers de haut niveau en France seront améliorés. M. Philippe de Villiers s'attachera à la création d'une école européenne de formation aux métiers du cinéma ainsi qu'au développement de projets de parcs de loisirs européens mettant en valeur notre patrimoine artistique. Un groupe de travail rassemblant des industriels, des financiers et des grands créateurs sera mis en place et devra rendre ses conclusions à la fin de l'automne.

Enfin, au chapitre des grands chantiers du président de la République, M. François Léotard a affirmé l'Etat « convaincu de la nécessité du Grand Louvre même si le financement de la deuxième tranche de travaux n'est pas élaborée ». Il a confié son « admiration pour l'œuvre de M. Pei » et sa « volonté d'être l'opérateur, auprès du gouvernement, de son achèvement et de son succès ». D'autre part, le ministre a rappelé son « attachement à la cité musicale de La Villette » et a indiqué que « les salutations préconisées par le rapport Chevillon qui seront connues dans quelques jours ne remettent pas en cause cette cité et devraient permettre d'abaisser sensiblement les coûts de fonctionnement de l'Opéra-Bastille tout en donnant à la capitale le grand auditorium dont elle a besoin ».

OLIVIER SCHMITT.

C'EST LA FÊTE A MOCKY
LA MACHINE
A DECOUDRE
est au
St-ANDRÉ-DES-ARTS
tous les jours de 14 h à 24 h

Un sondage Louis-Harris

Oui au Grand Louvre

L'idée abstraite du Grand Louvre est-elle perceptible aux Français ? La réponse est oui, à en juger par le sondage Louis-Harris. N'est-elle pas étonnante de grands travaux grandement mystérieux et vaguement extravagants ? La réponse est non. En effet, 77 % de nos compatriotes sont favorables à ce que l'ensemble des bâtiments du Palais soient désormais consacrés au musée, et 7 % se déclarent plutôt opposés au déménagement du ministère des finances à Bercy.

Cette majorité étonnante d'autant plus étonnante lorsqu'on sait que 33 % des Parisiens et 67 % des provinciaux ne sont jamais allés rendre son sourire à la Joconde... Toutes origines géographiques confondues, 41 % seulement des Français ont un jour dans leur vie visité le musée du Louvre. L'approbation qu'ils expriment est donc, si l'on peut dire, « gratuite » : 78 % des personnes interrogées estiment qu'il faut achever les travaux malgré leur coût (une enveloppe de deux milliards de francs de crédits d'équipement), en raison du prestige de l'opération.

Plus étonnantes encore, les réactions aux questions concernant la pyramide : si le Grand Louvre du président de la République avait suscité quelques interrogations, mais aucune polémique, il n'en avait pas été de même pour le monument transparent de l'architecte Pei. On n'avait-on entendu de la part de ses détracteurs ? On aurait pu croire que dans leur violente désapprobation, ils exprimaient l'opinion majoritaire. Pas du tout. Interrogés sur leur sentiment et l'opportunité de la construction de la fameuse pyramide, 56 % des Français se disent plutôt favorables, contre 28 % plutôt opposés.

Plus curieux encore, cette pyramide, sans qu'on en parle plus depuis un certain temps, s'impose en douceur. Comme si elle existait déjà, comme si on s'y habitait. En avril 1985, en effet, elle n'avait pas encore la majorité, 49 % seulement des citoyens touchés par un précédent sondage approuvaient le principe de son édification. Aujourd'hui, on l'aime sans la connaître. La bataille du Grand Louvre n'aura pas lieu.

D. H.

Avez-vous déjà visité le musée du Louvre ?

	%	Paris	Provinc.
- Oui	41	73	33
- Non	59	25	67
- Ne se prononce pas	2	-	-

Le Musée du Louvre a prévu de créer en sous-sol les installations modernes qui lui font défaut. Pour éclairer et signaler ces installations, il a été prévu de construire une pyramide de verre, qui servira d'entrée principale du musée. Avez-vous entendu parler de ce projet de pyramide ?

	%	Rappel avril 85
- Oui	60	48
- Non	39	50
- Ne se prononce pas	1	2

An total, êtes-vous, vous-même, plutôt favorable ou plutôt opposé à cette pyramide ?

	%	Rappel avril 85
- Plutôt favorable	56	49
- Plutôt opposé	28	34
- Ne se prononce pas	16	17

Aujourd'hui, une partie du Louvre est occupée par le ministère des finances. La décision a été prise de faire déménager le ministère des finances et de consacrer la totalité du palais du Louvre au musée. Etes-vous plutôt favorable ou plutôt opposé à ce « Grand Louvre » ?

	%	Rappel avril 85
- Plutôt favorable	77	75
- Plutôt opposé	7	5
- Ne se prononce pas	16	20

Voici deux opinions que nous avons recueillies. Dites-moi avec laquelle vous êtes personnellement le plus d'accord.

	%
- En période de difficultés économiques, il y a autre chose à faire que des chantiers comme celui du Grand Louvre, et il faudrait l'arrêter ...	15
- Le chantier du Grand Louvre est important pour l'emploi, pour le prestige de la France et pour attirer des visiteurs français et étrangers. Il faut donc achever les travaux ...	78
- Ne se prononce pas	7

Sondage Louis-Harris réalisé les 12 et 13 juin 1986 auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, représentatif - par la méthode des quotas - de la population française âgée de dix-huit ans et plus.

La cour Carrée ouverte au public

La cour Carrée du Louvre, fermée depuis deux ans pour rénovation et restauration des bâtiments qui la bordent, a été ouverte le 25 juin au public par le premier ministre, M. Jacques Chirac, et par M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat représentant le ministre de la culture et de la communication, qui ont également visité les travaux dans la cour Napoléon, où est construite la pyramide de verre conçue par M. Pei. Le président de la République avait inauguré la cour du Louvre restaurée en février dernier.

POINT DE VUE Réinauguration

par GEORGES SARRE (*)

LA réinauguration par MM. Chirac et Léotard de la cour du Louvre restaurée et de la crypte de Philippe-Auguste ne manque pas de sel, elle a même un petit air d'opérette. Ce travail admirable a déjà été inauguré par le président de la République en février dernier. Rappelons donc chaleureusement le premier ministre de rendre ainsi un hommage appuyé aux efforts du précédent gouvernement en faveur du patrimoine. Cette magnifique reconnaissance de l'œuvre vouée et engagée par François Mitterrand et Jack Lang vient certes tardivement et spectaculairement, mais mieux vaut tard que jamais ! On ne veut pas croire qu'il s'agit d'une tentative de récupération. Ce chantier fut l'un des plus importants chantiers de restauration en Europe, il fut réalisé en moins de quatre ans alors que ce genre d'entreprise réclame plus de vingt années d'efforts. Cette réalisation illustre la qualité et l'ambition de la politique du patrimoine qui était menée de 1981 à 1986, et contrairement aux allégations mensongères de M. Léotard, le budget du patrimoine a augmenté de 50 % en cinq ans.

M. Jacques Chirac, maire de Paris, pourrait prendre exemple pour

conduire enfin dans la capitale une vraie politique du patrimoine. Je rappelle en particulier l'état d'abandon de l'hôtel Donon dans le Marais ou celui de l'admirable théâtre de la Gaîté lyrique. Emotions également le vœu que tous les grands projets du président de la République soient conduits à leur terme sans retards ni graves modifications. Ce n'est pas un problème de coexistence politique, c'est une question de hauteur de vue. Allez M. Chirac, encore un petit effort !

(*) Président du groupe socialiste au conseil de Paris.

la Villette 4 et 5 juillet
M^e Pie de Pontin

Europe 1 HALIE THAT JAZZ

MAC COY TYNER/FREDDIE HUBBARD
JOE HENDERSON Quintet - ARCHIE SHEPP Septet
EDDIE PALMIERI et son orchestre
EDDY LOUÏSS Multicolor Feeling
WAYNE SHORTER Quartet - DANIEL HUMAIR Quartet
JOHN LURIE "The Lounge Lizards"

Information: 3 FRAC - CLÉMENTINE GRANDE HALLE - Tél. 42.49.77.22

STUDIO 43 - SEMAINE DU CINÉMA JAPONAIS

EXPOSITION de DESSINS de Bernard CHENEZ

25 juin - 1^{er} juillet 1986

43, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris - 47-70-63-40

DERNIERE 5 JUILLET
THEATRE ESSAIION
LA NUIT DU 4 AOÛT
Texte et mise en scène de ALAIN RAIS
avec FIERRIK MESCAM

"Le texte tendu, retenu, cruel, est porté par une tension constante. Fierrik Mescam joue avec une intelligence aiguë. Cet homme en cage dans un piègeux décor de décors captifs."
René Bernard / L'EXPRESS

Fierrik Mescam, excellent.
Jacques Naroux / Figaro-Magazine

La censure au cinéma

« Le wagon de Lénine »

Le Diable au corps, version Marco Bellochio, n'est interdit qu'aux moins de treize ans. N'y a-t-il plus de tabous au cinéma ?

A la sortie du *Diable au corps* de Marco Bellochio, où la belle Mariska Detmers montre qu'en amour, selon le précepte de Lao Tseu, à côté du grand art de parler il y a l'art plus grand de se taire, beaucoup de journalistes se sont demandés si « l'effusion » prenait un ou deux. Disons deux ailes. Un

Les mœurs évoluent, en effet, par toujours comme le moral. Au temps du muet, le « nu » féminin, chez Méliès par exemple, n'était toléré qu'en maillot opaque, ou pour « le haut » qu'à condition d'être immobile : on appliquait le code du théâtre. Ce qui n'empêcha guère la floraison de pornos muets comme *Sœur Vaselet* ou *Le Peintre exigeant*, dont le principal auteur et acteur était Emile Natorp, l'homme d'affaires qui racheta les films de Charles Pathé en 1929.

Pendant la guerre on se montra plus pointilleux sur l'honneur de l'armée et le patriotisme que sur les coups de corps. Il fallait lâcher un peu de lest imaginaire à des spectateurs qui manquaient souvent de ce

publier resta prohibé jusqu'en 1945. En 1958, dans *Les Amants*, Louis Malle montra (sans le montrer) un jeune homme (Jean-Marc Bory) embrassant en plus intime une Jeanne Moreau épaouée. Aujourd'hui, avec Bellochio (après *Oshima* et *l'Empire des sens*, il est vrai), la politesse est rendue aux hommes, avec l'indulgence de la Commission au sein de laquelle cette faveur n'est plus désignée — par allusion aux propos que tient le jeune bénéficiaire sur un épisode de la révolution russe — que comme « le Wagon de Lénine ».

Avec le temps, les sujets sont devenus plus « libres », on peut évoquer l'inceste, l'homosexualité, et des images de plus en plus précises accompagnent ce mouvement. On se



Federico Fitzalis et Maruschka Detmers dans *Le Diable au corps*

tabou vient de s'envoler sous nos yeux. La commission de contrôle cinématographique, abusivement désignée comme commission de « censure », n'a, en effet, interdit le film qu'aux moins de treize ans. Jusqu'ici ira-t-on, diront certains ? Bonne question, si l'on sait d'abord d'où l'on vient.

La commission, il faut le rappeler, même si elle est bérigère du COIC (Comité d'organisation de l'industrie cinématographique) créé par Vichy, n'est pas a priori un bastion du conservatisme et n'a d'ailleurs qu'un pouvoir de suggestion. Le ministre de la culture dispose et peut passer outre ses recommandations. Ainsi, Jack Lang avait-il renoncé, pour sa part, à l'interdiction totale, l'équivalent de la peine de mort pour un film. Qu'ait-il M. Léotard, ou n'a pas encore eu l'occasion d'en juger.

La commission qui siège au Centre national du cinéma et regroupe diverses personnalités choisies dans les domaines de la psychologie, de la médecine, de l'éducation, etc., se réunit en séance plénière deux fois par semaine pour voir les films qu'une première sous-commission a sélectionnés comme litigieux et, après un vote, propose au ministre diverses résolutions : l'interdiction totale (il y en eut de fameuses, mais aucune depuis mai 1981), l'autorisation « tout public », et entre ces deux extrêmes, trois degrés, l'interdiction aux moins de treize ans, aux moins de dix-huit ans et au moins de dix-huit ans « X » — pornographique. Le « X » rend pratiquement impossible l'équilibre commercial d'un film puisqu'il le condamne à ne passer que dans certaines salles déterminées (pour 4 500 salles en France, 89 sont réservées au « X »). Il existe aussi un « X violence », mais on en use peu, l'interdiction à dix-huit ans suffisant.

Si l'on écarte le terrain de la violence, où la commission reste à juste titre vigilante devant le développement des films carrément sadiques (dans lesquels on va jusqu'à violer, torturer réellement les « comédiens »), on distingue dans le domaine sexuel l'érotisme, où « tout » peut être montré à condition d'être simulé, et la pornographie, où l'on voit complètement les actes sexuels authentiques. Sont considérés comme pornographiques aussi les suites de copulations sans intrigue véritable ni scénario consistant.

En 1985, la commission a délivré 290 visas à des films étrangers et 629 à des films français. Elle a, par ailleurs, obtenu l'interdiction « aux moins de treize ans » pour 63 films, aux moins de dix-huit ans pour 35 films et le classement « X » pour 69 films, un chiffre record. Et maintenant sa demande aux moins de 18 ans d'*Emmanuelle*, succès mondial depuis 1973, qui se représentait devant elle pour la sixième fois, comme le règlement l'y autorise, en arguant de « l'évolution des mœurs ».

genre d'exercice. Le premier *Diable au corps*, de Claude Autant-Lara, fit scandale de façon ambiguë (le sexe certes, l'âge des partenaires, mais aussi le vaillant soldat cocufié) en 1946 (les éditions Lherminier viennent de publier le scénario intégral du film d'Autant-Lara, avec les scènes amputées et de nombreux entretiens).

On vit les premiers seins nus dès le début du parlant, mais le poil

trouve aujourd'hui le point limite ? Même plus dans l'érection masculine, plutôt dans la violence, la drogue, la prostitution et de manière générale tout ce qui suggère une dégradation de la personne humaine. Le paradoxe étant que plus les yeux s'ouvrent au cinéma, plus les médecins font des congrès pour nous conseiller de dormir à lit fermé.

MICHEL BRAUDEAU.

Expositions d'été à travers la France

Nous terminons aujourd'hui la publication des expositions d'été à travers la France, souvent à l'écart des sentiers battus.

ILE-DE-FRANCE

BRETAGNE

— *Dedans/Dehors* : Guy Chaplain et Christiane Blanc (sculptures). Centre culturel communal. Jusqu'au 27 septembre.

FRESNES

— *Blanchisseuse, laveuse, repasseuse : la femme, le linge et l'eau*. Ecomusée de Fresnes, ferme de Cottinville. Jusqu'au 6 septembre.

GUIRY-EN-VEIXIN

— *Tissu et vêtement : cinq mille ans de savoir-faire*. Musée archéologique. Jusqu'au 30 novembre.

JOUY-EN-JOSAS

— *Les années 60*. Fondation Cartier pour l'art contemporain. Jusqu'en octobre.

NEMOURS

— *1000 ans avant J.-C. en Europe « barbare »*. Musée de la préhistoire. Jusqu'au 30 septembre.

— *Liliane-Emilia Cron* (sculptures de papier). Château musée. Jusqu'à fin septembre.

PONTOISE

— *Les bords de l'eau dans la peinture*. Musée Pissarro. Jusqu'au 21 septembre.

— *Hommage à Albert Gleizes*. Musée Tavet-Dalacour. Jusqu'au 21 septembre.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

— *Archéologie des lacs et des rivières*. Musée des antiquités nationales. Jusqu'au 22 septembre.

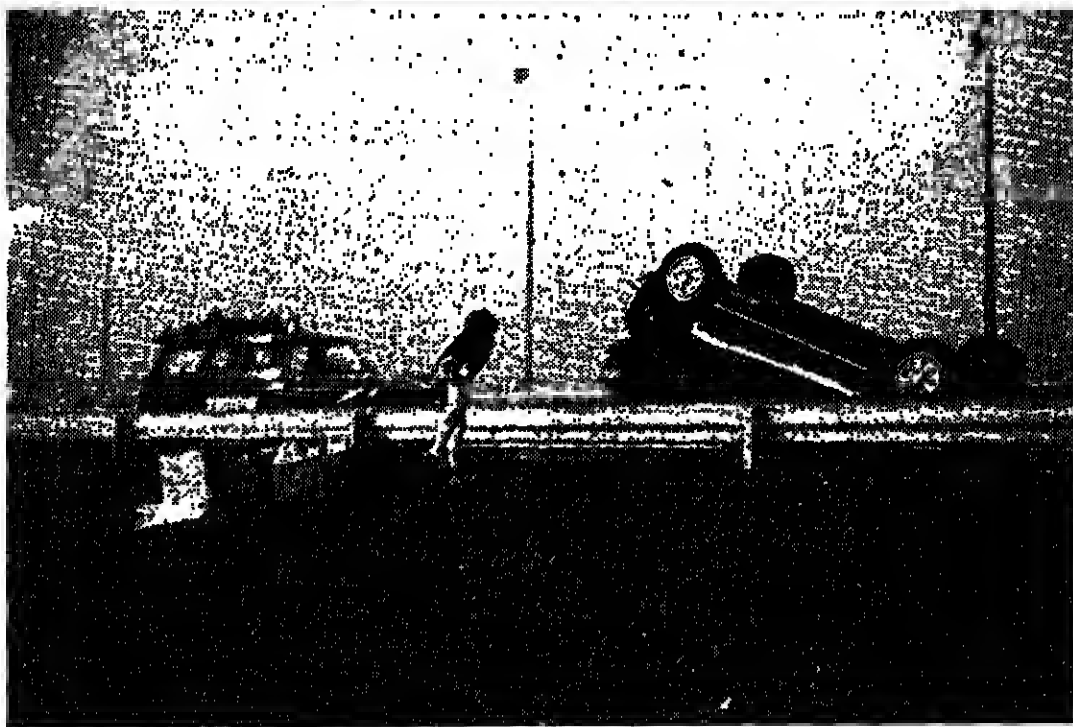
Le Monde

PUBLICITÉ ARTS ET SPECTACLES

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4335

DEMAIN DANS LE MONDE



ROUTES D'ÉTÉ

Le défi sécurité du ministre : le programme de Pierre Méhaignerie pour éviter quatre mille morts.

Sondage : les Français favorables à la répression.

VOYAGES

Jean-Noël Schifano et les mystères de Naples.

Les meilleurs livres avant de partir.

GASTRONOMIE

Les bonnes tables de Bretagne.

Le Monde sans visa

Reportages - Rencontres - Voyages

le nouveau cahier du week-end

POITOU-CHARENTAIS-AQUITAINE

BAYONNE

— *Hans Seiler, quatre-vingt-dix ans de paysages de la collection Bonnat*. Musée Bonnat. Jusqu'au 15 septembre.

BIRON (Périgord)

— *Calder*. Château. Jusqu'au 14 septembre.

BORDEAUX

— *Hommage à Bonnard*. Galerie des beaux-arts. Jusqu'au 25 août.

— *Gilbert and George*. CAPC. Musée d'art contemporain, Entrepôt Ligné. Jusqu'au 7 septembre.

NIORT

— *Aristide Caillet*. Musée. Du 20 juillet au 15 septembre.

LA ROCHELLE

— *Georges Jeanclos et le sacré*. Tour Saint-Nicolas. Du 27 juin au 21 septembre.

— *Life : 1946-1955*. Maison de la culture. Du 18 juillet au 31 août.

PAU

— *L'image de la femme dans le symbolisme*. Musée des beaux-arts. Du 2 juillet au 28 août.

— *Quinze années d'acquisitions du Musée national du château de Pau (1970-1984)*. Château de Pau. Jusqu'au 12 octobre.

POITIERS

— *Odette Pauvert, 1903-1966*. Première femme premier grand prix de peinture de Rome en 1925. Musée Sainte-Croix. Jusqu'au 18 septembre.

SAINTES

— *Franses, graveur italien du dix-huitième siècle*. Musée Echevriège. Jusqu'au 28 septembre.

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

AIX-EN-PROVENCE

— *Images du corps* (Adam, Bacon, Balzac, Bellmer, Dada, Dubuffet, etc.). Cloître Saint-Louis. Du 11 juillet au 27 août.

ANTIBES

— *Nicolas de Staël*. Musée Picasso, château Grimaldi. Du 4 juillet à fin septembre.

ARLES

— *Antoni Tàpies*. Sculptures et murales. Abbaye de Montmajour. Du 6 juillet au 15 octobre.

— *XVII^e Rencontres internationales de photographie* (trente expositions dans la ville). Juillet-août.

— *Georges Rouse*, œuvres récentes. Eglise Saint-Martin du Méjan. Jusqu'au 15 juillet.

AVIGNON

— *Peinture et théâtre : quinze peintres et le théâtre*. Granda chapelle du Palais des papes. Jusqu'au 31 août.

— *Les peintures et le théâtre en Union soviétique 1917-1920*. Maison Jean-Vilar. Jusqu'au 15 août.

— *E. et R. Pélissier : travaux au Petit Palais 1980-1986*. Musée du Petit Palais. Jusqu'au 28 juillet.

— *Arts africains : peintures et sculptures en ciment du Nigeria*. Peinture populaire du Zaïre. Eglise des célestins. Jusqu'au 6 août.

— *Rétrospective Victor Leydet (1861-1904)*. Palais du Roure — musée Voulard. Jusqu'au 15 août.

CAGNES-SUR-MER

— *XVIII^e Festival international de la peinture*. Château-musée Grimaldi. Du 27 juin au 30 septembre.

— *Arts africains : peintures et sculptures en ciment du Nigeria*. Peinture populaire du Zaïre. Eglise des célestins. Jusqu'au 6 août.

— *Rétrospective Victor Leydet (1861-1904)*. Palais du Roure — musée Voulard. Jusqu'au 15 août.

— *Arts africains : peintures et sculptures en ciment du Nigeria*. Peinture populaire du Zaïre. Eglise des célestins. Jusqu'au 6 août.

— *Rétrospective Victor Leydet (1861-1904)*. Palais du Roure — musée Voulard. Jusqu'au 15 août.

— *Arts africains : peintures et sculptures en ciment du Nigeria*. Peinture populaire du Zaïre. Eglise des célestins. Jusqu'au 6 août.

— *Rétrospective Victor Leydet (1861-1904)*. Palais du Roure — musée Voulard. Jusqu'au 15 août.

— *Arts africains : peintures et sculptures en ciment du Nigeria*. Peinture populaire du Zaïre. Eglise des célestins. Jusqu'au 6 août.

— *Rétrospective Victor Leydet (1861-1904)*. Palais du Roure — musée Voulard. Jusqu'au 15 août.

— *Arts africains : peintures et sculptures en ciment du Nigeria*. Peinture populaire du Zaïre. Eglise des célestins. Jusqu'au 6 août.

— *Rétrospective Victor Leydet (1861-1904)*. Palais du Roure — musée Voulard. Jusqu'au 15 août.

— *Arts africains : peintures et sculptures en ciment du Nigeria*. Peinture populaire du Zaïre. Eglise des célestins. Jusqu'au 6 août.

— *Rétrospective Victor Leydet (1861-1904)*. Palais du Roure — musée Voulard. Jusqu'au 15 août.

— *Arts africains : peintures et sculptures en ciment du Nigeria*. Peinture populaire du Zaïre. Eglise des célestins. Jusqu'au 6 août.

— *Rétrospective Victor Leydet (1861-1904)*. Palais du Roure — musée Voulard. Jusqu'au 15 août.

— *Arts africains : peintures et sculptures en ciment du Nigeria*. Peinture populaire du Zaïre. Eglise des célestins. Jusqu'au 6 août.

— *Rétrospective Victor Leydet (1861-1904)*. Palais du Roure — musée Voulard. Jusqu'au 15 août.

— *Arts africains : peintures et sculptures en ciment du Nigeria*. Peinture populaire du Zaïre. Eglise des célestins. Jusqu'au 6 août.

— *Rétrospective Victor Leydet (1861-1904)*. Palais du Roure — musée Voulard. Jusqu'au 15 août.

— *Arts africains : peintures et sculptures en ciment du Nigeria*. Peinture populaire du Zaïre. Eglise des célestins. Jusqu'au 6 août.

— *Rétrospective Victor Leydet (1861-1904)*. Palais du Roure — musée Voulard. Jusqu'au 15 août.

— *Arts africains : peintures et sculptures en ciment du Nigeria*. Peinture populaire du Zaïre. Eglise des célestins. Jusqu'au 6 août.

— *Rétrospective Victor Leydet (1861-1904)*. Palais du Roure — musée Voulard. Jusqu'au 15 août.

— *Arts africains : peintures et sculptures en ciment du Nigeria*. Peinture populaire du Zaïre. Eglise des célestins. Jusqu'au 6 août.

— *Rétrospective Victor Leydet (1861-1904)*. Palais du Roure — musée Voulard. Jusqu'au 15 août.

— *Arts africains : peintures et sculptures en ciment du Nigeria*. Peinture populaire du Zaïre. Eglise des célestins. Jusqu'au 6 août.

— *Rétrospective Victor Leydet (1861-1904)*. Palais du Roure — musée Voulard. Jusqu'au 15 août.

— *Arts africains : peintures et sculptures en ciment du Nigeria*. Peinture populaire du Zaïre. Eglise des célestins. Jusqu'au 6 août.

— *Rétrospective Victor Leydet (1861-1904)*. Palais du Roure — musée Voulard. Jusqu'au 15 août.

— *Arts africains : peintures et sculptures en ciment du Nigeria*. Peinture populaire du Zaïre. Eglise des célestins. Jusqu'au 6 août.

— *Rétrospective Victor Leydet (1861-1904)*. Palais du Roure — musée Voulard. Jusqu'au 15 août.

MARSEILLE

— *Le choix d'André Dimanche*, éditeur (œuvres de O. Debré, J. Degottex, F. Deux, P. Klossowski, R. Olfka, S. Monnot, Secarelli, J. Voss). Musée Cantini. Du 4 juillet au 21 septembre.

— *Jardin secret ou la collection privée de quatre marchands de tableaux* (B. Bischoffberger, K. Fischer, P. Nehon, L. Sonnabend). ARCA, 81, cours Julien. Jusqu'au 13 septembre.

NICE

— *Delacroix : peintures et dessins d'inspiration religieuse*. Musée national Message biblique Marc Chagell. Du 6 juillet au 6 octobre.

— *Matise et Tahiti*. Galerie des Ponchettes. Du 4 juillet au 28 septembre.

— *Matise : photographies*. Musée des beaux-arts Jules-Cheret. Du 4 juillet au 28 septembre.

— *Matise : l'art du livre*. Musée Matise. Du 4 juillet au 28 septembre.

— *Hans Hartung : trente-deux tableaux réalisés entre 1971 et 1986*. Espace nicçois d'art contemporain. Jusqu'au 27 septembre.

— *Chacalis* (sculptures). Fahri (sculptures). Galerie d'art contemporain. Jusqu'au 25 juillet.

— *L'espace abstrait : Debré, Hartung, Riopelle, Sonderborg, Olsson*. Acropolis. Jusqu'au 27 juillet.

— *Emile Crociani : peintre naïf*. Musée d'art naïf Anatole Jakovsky. Jusqu'au 29 septembre.

— *Donation Frassinis*. (Un itinéraire à travers la ville.) Chapelle Notre-Dame-de-Pitié. Hôtel de Sade, Hôtel Estrine, Galerie Noëlla Gest. Jusqu'au 15 octobre.

— *Biennale des arts plastiques : « Le paysage », de Cézanne aux hyperréalistes*. Bibliothèque municipale. Du 20 juillet au 24 août.

— *Berlin aujourd'hui*. Musée. Du 4 juillet au 7 septembre.

RHONE-ALPES

ANNECY

— *Autour de la figuration libre*. Musée-château. Du 26 juin au 1^{er} septembre.

BOURG-EN-BRESSE

— *Sculptures de la collection Daillamagne*. Jusqu'au 27 juillet.

— *Sculpture de Michel Gérard*. Jusqu'au 8 août. Musée de Brou.

— *L'oubli efface la mémoire ; les anachronismes italiens*. Prière de Brou. Août et septembre.

CHAMBERY

— *Les Celtes et les Alpes*. Musée Savoisien. Jusqu'au 31 octobre.

GRENOBLE

— *Walter Dehn*. Musée de peinture. Du 26 juin au 18 août.

— *Sol Lewitt : Wall Drawings*. Quadriennale internationale du design : General Idea et Ken Lum (voir Lyon et Saint-Etienne). Centre national d'art contemporain. Du 22 juin au 25 septembre.

LACHASSAGNE

— *Essences : hommage à Jean Degottex*. Centre d'art actuel. Jusqu'au 20 octobre.

LA TRONCHE

— *Olivier Debré*, peintures, en-

cras et encres de chine, sculptures. Musée Hébert. Jusqu'au 31 août.

LYON

— *Portraits lyonnais, 1800-1914*. Musée des beaux-arts.

MONTBRISON

— *Charles Beauverie, peintre forézien, 1839-1923*. Musée d'Alard. Jusqu'au 31 août.

ROANNE

— *Archéologie gallo-romaine en pays roannais*. Musée Déchelette. Jusqu'en novembre.

SAINT-ETIENNE

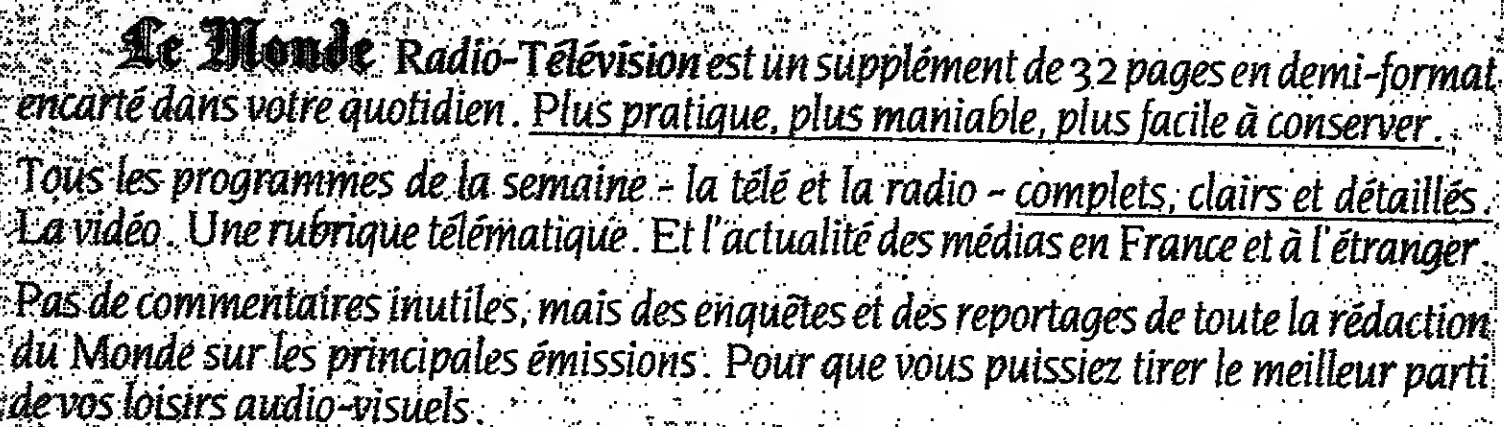
— *Quadriennale internationale du design : formes du bois* (voir Lyon et Grenoble). Musée d'art et d'industrie. Du 22 juin au 25 septembre.

VALENCE

— *Hérodote, premières civilisations agricoles*. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 31 août.

VILLEURBANNE

— *Collection souvenir*. Le Nouveau Musée. Jusqu'au 21 septembre.



Au sommaire du premier numéro
 • Clint Eastwood • Le vaudeville à la télé • Portrait de Charles Pasqua • Max Ophüls • La chaîne privée des Anglais • La chronique de Bruno Frappat

Le Monde

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre numéro du samedi daté dimanche-lundi.

Jeudi 26 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

La grève à TF1 risque de perturber le programme de la chaîne.

- 20 h 35 Questions à domicile : Jacques Toubon. Réal. Alexandre Tard.
- 21 h 35 Journal.
- 22 h 35 Journal.
- 23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Cinéma : Les sous-doués en vacances. Film français de Claude Zidi (1981), avec G. Marchand, D. Auteuil, G. de Capitani, H. Deschamps, G. Bloom, P. Laurent.
- 21 h 10 Le magazine.
- 22 h 35 Journal.
- 23 h 35 Journal.

THROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma : la Terrasse. Film franco-italien d'Ettore Scola (1979). Avec U. Tognazzi, V. Gassman, J.-L. Trintignant, M. Mastroianni, S. Reggiani, S. Sandrelli, C. Graven.
- 21 h 35 Journal.
- 22 h 35 Journal.
- 23 h 35 Journal.

les femmes, sont traités avec un humour qui est la politesse du désespoir, une dérision qui fait vibrer la corde émotionnelle. Mise en scène et interprétation magnifiques.

23 h 10 Journal.

23 h 35 Football 4 étoiles.

Portrait du footballeur Luis Fernandez, capitaine du Paris-Saint-Germain, nouvelle (et coûteuse) recrue du Racing-Club de Paris. Sa femme, son entraîneur légal.

0 h La chef des nombres et des tarots.

Les années numériques.

0 h 5 Prélude à la nuit.

Séquence concert en sextuor, de Jean-Philippe Rameau, par l'Orchestre de chambre Jean-François Paillard.

CANAL PLUS

- 20 h 35 David, Thomas et les autres, film de László Szabó ; 22 h 30, Zombi, film de G. A. Romero ; 0 h 15, On l'appelle Mladý, film de R. Lester ; 1 h 55, Série : Explon à la mode.

LA « 5 »

- 20 h 30, Un amour obsédant ; 22 h 20, Magazine ; Mode, etc. ; 23 h, rediffusions.

TV 6

- 20 h, Tonic 6 ; 22 h, NRJ 6 (rediff.) ; 23 h, Profil 6, Invité : Bryan Ferry.

FRANCE-CULTURE

- 20 h Musique, mode d'emploi : contes et enchantements.
- 20 h 30 Écrit pour la radio : Joyeux anniversaire, de Vasiliou Alexakis. Avec H. Labussière, H. Poirier, C. Causimou, Y. Cliché.
- 21 h 30 Notes en marge : musique et fiction.
- 22 h 30 Nuits magiques : La nuit et le moment ; les oiseaux.
- 0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h Concert (en direct du Grand Théâtre de Genève) : Falstaff, de Giuseppe Verdi, par l'Orchestre de la Suisse romande, chefs de chœur : Paul-André Gailard ; sol : Ruggero Raimondi, Alberto Rinaldi, Robert Gambill, Piero di Palma, Tullio Fane, Giovanni Fokani, Daniela Dessi, Barbara Bunney, Carmen Gonzalez, Benedetta Pochiolo.
- 23 h Les soirées de France-Musique et à 0 h 30, Brocé, tango.

Caméra musicale

Mahler sur la « 1 », Mozart sur la « 3 », mercredi soir. On ne s'attendait pas à trouver un choix toujours plus riche de musique classique au menu télévisé. On y prend même goût. Filmer un concert ne va pourtant pas de soi. Cela pose des problèmes particuliers. De forme comme de fond. Sur le plan purement pratique, les caméras de télévision sont encombrantes, elles exigent un éclairage spécial et une certaine mobilité. Au service de du petit écran, elles risquent de gêner la salle : le même spectacle s'adresse à deux publics dont les intérêts sont difficilement conciliables.

Au-delà de la technique, c'est la mise en image de la musique elle-même qui est en jeu. Qu'est-ce que l'image apporte de plus au son ? Le concert de TF 1 apportait, mercredi soir, une réponse beaucoup plus satisfaisante que celui de FR 3.

L'Orchestre national de Lille, qui interprétait les Kinderoperen de Mahler, sous la baguette de Jean-Claude Casadesu, en avait été filmé, en 1985, par Pierre Cavassilas. Ce jeune réalisateur de télévision s'est fait un nom pour l'audece de ses émissions musicales. Utilisant tous les artifices électroniques à sa disposition - images superposées, ralentis, flous, incrustations, jeu de kaléidoscope, - on a dit de lui qu'il a « donné à la musique une nouvelle dimension, celle de l'espace ».

Cavassilas n'a pas eu recours à ces truccages pour filmer Mahler au Festival de Saint-Denis - aurait-il manqué de moyens techniques ? - mais il fait montre d'une telle maîtrise de l'image que c'en est encore plus impressionnant. Epousant la musique, qu'il connaît par cœur, sa caméra devient un instrument musical s'ajoutant aux autres. Se faufilant parmi les musiciens, grâce à des zooms et à des travellings calculés, l'objectif éclipse tour à tour les mains, les archets, les cuivres ou la baguette du chef d'orchestre.

Rien n'est laissé au hasard - même le flou qui encadre l'image, - et cette exploitation picturale de la musique compense en partie la mauvaise acoustique (celle de la basilique comme celle du récepteur de télévision).

ALAIN WOODROW.

NRJ FURTE AVEC LA PRESSE RÉGIONALE

NRJ, première radio FM de France, vient de s'associer avec plusieurs journaux de la presse quotidienne régionale.

Ainsi la radio du Midi libre à Montpellier est-elle passée depuis deux semaines sous l'étendard NRJ, le réseau possédant désormais 49 % du capital de la radio. A Nancy, c'est Radio-Agora, lancée par l'Est républicain, qui a changé de nom et de format, le réseau NRJ ayant pris 50 % des parts de la station. Des discussions sont actuellement en cours avec d'autres journaux régionaux, dont le Provençal et la Nouvelle République. Fréquence Sud, à Metz, détenue par Médiavision, était elle aussi passée à 66 % sous le contrôle de NRJ.

Le FGD de NRJ, M. Jean-Paul Baudouin, se défend d'avoir jeté son dévolu sur la radio de la presse. « Nous recevons, venant de groupes les plus divers, des propositions de fréquence que nous examinons en fonction de nos objectifs prioritaires : contrôler les agglomérations de plus de deux cent mille habitants, et amplifier l'étendue du réseau ».

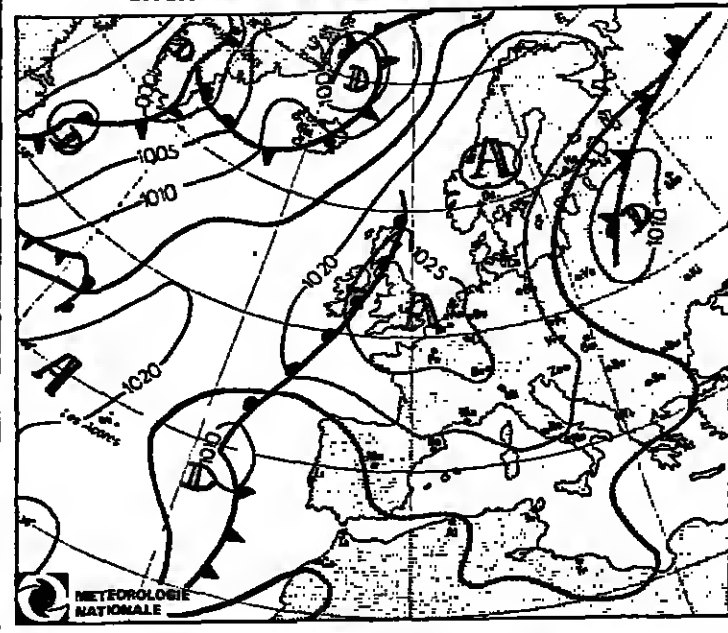
Quarante-quatre stations de radio en France diffusent - ou vont le faire - le ton, le son et le nom NRJ, parmi lesquelles treize, installées dans les plus grandes villes, sont directement contrôlées par la société. De quoi justifier le titre de « périphérique des 15-34 » - invoqué par M. Baudouin, lequel rappelle les résultats d'un récent sondage le créditant d'un taux d'écoute égal à celui de RMC au quart d'heure moyen (0,9 %) et confirme son offre de rachat de la radio périphérique du soleil. Sans limites, les ambitions de la radio des kids ? Sans limites en effet, malgré les incertitudes sur l'avenir de TV6, la chaîne musicale dont elle est actionnaire. Mais, avec un chiffre d'affaires de 60 millions de francs pour 1985, peut-être 110 pour 1986, l'entreprise envisage sereinement une entrée en Bourse sur le second marché... « d'ici un à trois ans ».

ANNICK COJEAN.

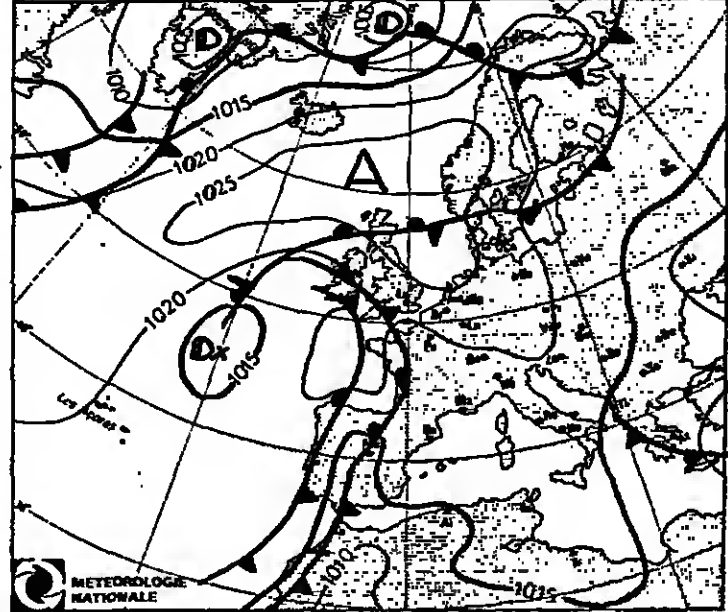
INFORMATIONS

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 JUIN 1986 A 0 HEURE UTC



PRÉVISIONS POUR LE 28 JUIN A 0 HEURE UTC



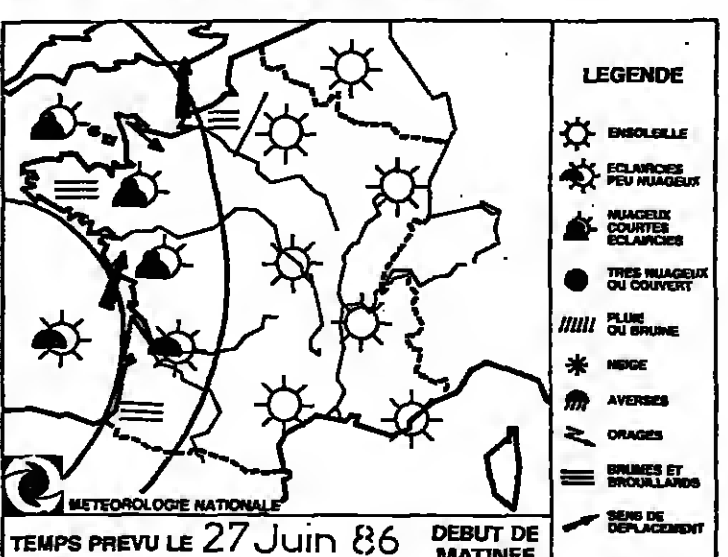
Evolution probable du temps en France entre le jeudi 26 juin à 0 heure et le vendredi 27 juin à minuit :

Prévision pour la fin de semaine :

Evolution générale :

Des hautes pressions installées sur l'Europe empêcheront les perturbations atlantiques de pénétrer sur la France, tandis qu'une dépression stationnaire sur le proche Atlantique dirige sur notre pays un courant de sud de plus en plus chaud. Des épisodes de temps orageux se produiront sur les régions atlantiques. Mais ce type de temps se s'étendra vers les autres régions qu'à partir de dimanche.

Vendredi 27 : Le matin, du Nord-Ouest aux Pyrénées occidentales, le temps sera lourd et souvent très orageux avec quelques orages sur la Bretagne, la Basse Normandie et les Pays de Loire.



TEMPS PREVU LE 27 JUIN 86 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES		maxima	-	minima	-	temps observé
FRANCE						
ALGER	27	16	S	21	17	N
BARCELONE	25	16	S	22	18	C
BELGRADE	25	16	N	22	18	C
BOMBAY	27	17	S	24	20	S
BREKKE	25	18	N	24	17	S
CHENNAI	26	18	N	24	22	C
COLUMBO	22	16	N	24	20	P
DUBLIN	20	15	S	24	18	S
GUER	21	15	S	24	18	S
HAARLEM	21	15	S	24	18	S
LILLE	22	15	S	24	18	S
LONDRES	22	14	P	24	18	S
LYON	21	14	P	24	18	S
MADRID	26	14	S	24	20	S
MILAN	26	14	S	24	20	S
NAPLES	26	14	S	24	20	S
NICE	26	14	S	24	20	S
PARIS	27	18	S	24	18	S
PRAGUE	26	16	N	24	18	S
RENNES	26	16	N	24	18	S
STETIN	26	14	S	24	18	S
STRASBOURG	27	15	S	24	18	S
VIENNE	27	15	S	24	18	S
ÉTRANGER						
ALGER	26	20	S	24	20	S
AMSTERDAM	24	17	S	24	18	S
ATLANTIQUE	31	22	C	24	19	S
BANGKOK	28	26	P	24	20	P
BARCELONE	29	18	S	24	19	S
BELGRADE	25	12	N	24	18	S
BOMBAY	25	13	S	24	19	S
BREKKE	25	13	S	24	19	S
CHENNAI	25	13	S	24	19	S
COLUMBO	25	13	S	24	19	S
DUBLIN	25	13	S	24	19	S
GUER	25	13	S	24	19	S
HAARLEM	25	13	S	24	19	S
LILLE	25	13	S	24	19	S
LONDRES	25	13	S	24	19	S
LYON	25	13	S	24	19	S
MADRID	25	13	S	24	19	S
MILAN	25	13	S	24	19	S
NAPLES	25	13	S	24	19	S
NICE	25	13	S	24	19	S
PARIS	25	13	S	24	19	S
PRAGUE	25	13	S	24	19	S
RENNES	25	13	S	24	19	S
STETIN	25	13	S	24	19	S
STRASBOURG	25	13	S	24	19	S
VIENNE	25	13	S	24	19	S

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Vendredi 27 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

La grève à TF1 risque de perturber le programme de la chaîne.

- 14 h 40 Téléfilm : Le jour où Elvis est venu à Brechtshaven (rediff.).
- 15 h 30 Documentaire : Les grandes aventures de l'Himalaya.
- 16 h 30 Documentaire : Les nouvelles conquêtes de M. Herzog et D. Costello (rediff.).
- 17 h 25 Feuilleton : La vie de Marianne (rediff.).
- 18 h 20 Les Mâtins.
- 19 h 25 Mini-journal.
- 20 h 35 Variétés : Spécial Porte-bonheur.
- 21 h 35 Variétés : Spécial Porte-bonheur.
- 22 h 35 Variétés : Spécial Porte-bonheur.
- 23 h 35 Variétés : Spécial Porte-bonheur.

- 14 h 40 Téléfilm : Le jour où Elvis est venu à Brechtshaven (rediff.).
- 15 h 30 Documentaire : Les grandes aventures de l'Himalaya.
- 16 h 30 Documentaire : Les nouvelles conquêtes de M. Herzog et D. Costello (rediff.).
- 17 h 25 Feuilleton : La vie de Marianne (rediff.).
- 18 h 20 Les Mâtins.
- 19 h 25 Mini-journal.
- 20 h 35 Variétés : Spécial Porte-bonheur.
- 21 h 35 Variétés : Spécial Porte-bonheur.
- 22 h 35 Variétés : Spécial Porte-bonheur.
- 23 h 35 Variétés : Spécial Porte-bonheur.

- 14 h 40 Téléfilm : Le jour où Elvis est venu à Brechtshaven (rediff.).
- 15 h 30 Documentaire : Les grandes aventures de l'Himalaya.
- 16 h 30 Documentaire : Les nouvelles conquêtes de M. Herzog et D. Costello (rediff.).
- 17 h 25 Feuilleton : La vie de Marianne (rediff.).
- 18 h 20 Les Mâtins.
- 19 h 25 Mini-journal.
- 20 h 35 Variétés : Spécial Porte-bonheur.
- 21 h 35 Variétés : Spécial Porte-bonheur.
- 22 h 35 Variétés : Spécial Porte-bonheur.
- 23 h 35 Variétés : Spécial Porte-bonheur.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 14 h Aujourd'hui la vie.
- 15 h Sport : Tennis en direct de Wimbledon.
- 16 h 30 Magazine : C'est la vie.
- 17 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 18 h 15 Le journal du Mondial.
- 19 h 35 Le petit Boulevard illustré.
- 20 h 35 Série : Médécins de nuit : Angolaises.
- 21 h 35 Série : Médécins de nuit : Angolaises.

- 14 h Aujourd'hui la vie.
- 15 h Sport : Tennis en direct de Wimbledon.
- 16 h 30 Magazine : C'est la vie.
- 17 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 18 h 15 Le journal du Mondial.
- 19 h 35 Le petit Boulevard illustré.
- 20 h 35 Série : Médécins de nuit : Angolaises.
- 21 h 35 Série : Médécins de nuit : Angolaises.

Passion, et, pourtant, il a reçu le Lion d'or au Festival de Venise 1983.

THROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h 5 Reprise : Football 4 étoiles.
- 18 h 30 Série : Martin égo-égo.
- 19 h 30 Croquis.
- 20 h 30 Le « 19-20 » de l'information.
- 21 h 30 Actualités régionales.
- 22 h 30 Séries animées : Les entrecuets.
- 23 h 30 Les jeux.
- 0 h 30 Série : Histoires singulières. L'héritage Corvini.
- 1 h 30 Série : Histoires singulières. L'héritage Corvini.
- 2 h 30 Série : Histoires singulières. L'héritage Corvini.
- 3 h 30 Série : Histoires singulières. L'héritage Corvini.

CANAL PLUS

- 14 h 30, Vira Zapata, film d'Elia Kazan. En clair jusqu'à 21 h 18 h. Série : Dauch/Days ; 18 h 30, Top 50 ; 8 h 55, (et 20 h 30) Jeu : Machette ; 19 h 30, Variétés : Zénith ; 19 h 45, Jeu : T. M. ; 20 h 30, Les trépassés ; 20 h 5, Jeu : Starquiz ; 21 h, Reflets dans un œil d'or, film de John Huston ; 23 h, Parole d'homme ; film de P. Hunt ; 0 h 20, Zombi, film de G. A. Romero ; 2 h 45, Justice pour tous, film de N. Jewison ; 4 h 40, le Dédicé, film de Jean-Louis Richard ; 6 h, Série : Les branches débranchées.

LA « 5 »

- 18 h 45, Jeux : C'est beau la vie ; 19 h 30, Série : Tomerme mégalopoles. Le pur-sang ; 20 h 30, Variétés : Cherchez la femme (dernière émission) ; 22 h 20, Magazine auto-moto : Grand Prix de formule 1 à Detroit ; moto, interview de Didier de Radigues ; 23 h 20 à 3 h 10, rediffusions.

TV 6

- 14 h, Tonic 6 ; 17 h, System 6 ; 19 h, NRJ 6 ; 20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (rediff.).

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Le grand débat : le sport et l'argent. Avec J.-F. Bour, chercheur ; F. Janin et O. Perette, journalistes. J.-P. de Monodard et J.-M. Broton.
- 21 h 30 Black and Blue : table ronde des journalistes.
- 22 h 30 Nuits magiques : la nuit et le moment.
- 0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (donné à Vienne le 20 mai 1985) : Concerto pour piano et orchestre en sol majeur, de Maurice Ravel ; Symphonie n° 6 en la majeur, d'Anton Bruckner, par l'Orchestre national de France, dir. : Pekka Salonen ; sol : Bruno-Léonard Gelber, piano.
- 22 h 30 Les soirées de France-Musique : Les pêcheurs de perles (Symphonie n° 4 en la majeur op. 53, d'Albert Roussel ; Sonatine pour hautbois et piano op. 37, de Darius Milhaud) ; 23 h 5, Quatuor pour clarinette, violon, violoncelle et piano, de Paul Hindemith ; Symphonie n° 2 en ut majeur, de Carl Maria von Weber, et à 24 h, Musique traditionnelle (concert Radio-France, Année de l'Inde).

مركزاً من رامبل

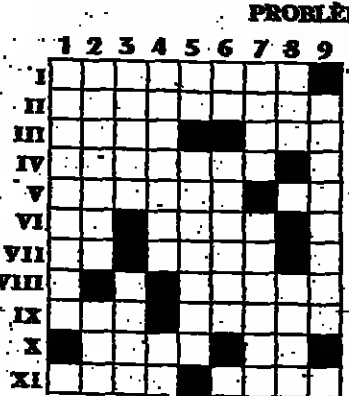
« SERVICES »

Services

TALOTAC

« SERVICES »

MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 4256
XI. Ce qui reste à sauver pour ne pas tout perdre. Excitant ou troublant.
VERTICALEMENT
1. Bretonnes ou sous la tutelle de la Grande-Bretagne. — 2. Sort parfois sans son chien. Précom féminin ou nom d'éminence. — 3. Piano italien. L'effet d'un coup de fouet. — 4. Port de Turquie. Note. — 5. Se prononce avec « hésitation ». Homme de lyre et de « débris ». — 6. Participe passé. Un tribunaire de la mer Noire. — 7. L'écosse tel qu'on le parle. Prolonge la vie d'un cocon. — 8. Eau douce. On l'en sert pour servir. — 9. Moyen de publicité peu recommandable.
HORIZONTALEMENT
I. Suscitant une légitime inquiétude. — II. Entraînements ayant séduit plus d'un homme. — III. Veille à un pas, gaspille, de l'énergie. Qui ne risque plus de couler. — IV. Court plus souvent qu'elle ne vole. — V. Dramatique personnage de « La Divine Comédie ». Agent de renseignements. — VI. Personnel. Géant de la mythologie germanique. — VII. Négation. L'arbre y est toujours en aval. — VIII. Racours des gens s'effondrant mal jugés. — IX. Dans de vieux pots. Sol relevant plus de la Faculté que de la cuisine. — X. Le côté piquant de certaines reines. Point n'est besoin de bachelier pour le passer. —

Solution du problème n° 4255
Horizontalement
I. Fangage. — II. Avengant. — III. Le. — IV. Ongle. — V. G. Lasse. — VI. L. Cui. La. — VII. St. Tiel. — VIII. R. E. — IX. Bonne. — X. Anne. — XI. Ida. Dite.
Verticalement
1. Taloché. — 2. Avancé. — 3. Ne. — 4. Guillo. — 5. Agneau. — 6. Glorie. — 7. Eau. — 8. Nivelle. — 9. Et. — 10. Salière.
GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 26 juin 1986 :
DES ARRÊTÉS
● Du 24 juin 1986 portant création d'une série et d'une tranche d'obligations renouvelables assimilables du Trésor.
● Du 18 juin 1986 portant création d'un système de gestion auto-

LOTTERIE NATIONALE			
LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER			
TERMINAL	PRIMAIRE ET NUMÉRIQUE	SOMMES GAGNANTES	SOMMES GAGNANTES
1	2 241 1 051 45 081 28 131	200 000 10 000 10 000 10 000	200 000 10 000 10 000 10 000
2	9 222 6 882 2 222 28 712 28 712 28 712	200 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	200 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000
3	8 883 9 773 1 223	200 000 10 000 10 000	200 000 10 000 10 000
4	1 794 3 884 6 444 8 444 04 344 13 044	200 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	200 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000

TOUS LES BILLETS NE BÉNÉFICIAIENT D'AUCUN AUTRE LOT MAIS PORTANT LES SOMMES SUIVANTES :
VERSEAU 100,00 F
VIEUXE 100,00 F
BÉLIER 100,00 F
GAGNENT 100,00 F

LOTTO
N° 26
TIRAGE
DU MARDI
25 JUIN 1986
POUR LES TIRAGES DU MARDI 2 ET SAMEDI 5 JUILLET 1986
VALIDATION JUSQU'AU MARDI 25 JUIN 1986
86 **FRANCHE DES SIGNES DU ZODIAQUE** 55
TIRAGE DU MARDI 25 JUIN 1986

LOTTERIE NATIONALE					LISTE OFFICIELLE		DES SOMMES À PAYER							
					AUX BILLETS ENTIERS									
Le règlement du TACO-TAC ne prévoit aucun cas (L. 20 du 27/03/86)														
Le numéro					076430		gagne							
					4 000 000,00 F									
Les numéros approchant à la centaine de mille					176430		gagnent 50 000,00 F							
					276430									
					376430									
					476430									
Les numéros approchant aux					576430									
					676430									
					776430									
Distances de mille					Mille		Centimes		Unités		gagnent			
006430					070430		076030		076400		076431		15 000,00 F	
016430					071430		076130		076410		076432			
026430					072430		076230		076420		076433			
036430					073430		076330		076430		076434			
046430					074430		076430		076440		076435			
056430					075430		076530		076450		076436			
066430					076430		076630		076460		076437			
076430					077430		076730		076470		076438			
086430					078430		076830		076480		076439			
096430					079430		076930		076490		076440			
Tous les billets se terminant par					6430		gagnent		5 000,00 F					
					430				1 000,00 F					
					30				200,00 F					
					0				100,00 F					
TACO-TAC					TIRAGE DU MARDI 25 JUIN 1986									

COMMUNICATION

LE PROJET DE LOI SUR LA RÉFORME DE L'AUDIOVISUEL AU SÉNAT

M. Léotard entend œuvrer « pour le XXI^e siècle »

L'examen du projet de loi relatif de la liberté de communication a commencé mercredi après-midi 25 juin au Sénat. La commission spéciale chargée d'étudier le texte a débuté ses travaux. Elle se réunira de nouveau mardi 30 pour examiner les autres amendements, notamment ceux de la gauche. Le PC a annoncé son intention d'en proposer quatre cents ; Le débat s'annonce long et pourra ne s'achever que peu avant le mi-juillet.

Développer un régime d'équilibre et de liberté dans la communication : tel est l'objectif du projet de loi « politique », précise M. François Léotard, relatif à la communication dans l'examen communiqué au Sénat mercredi 25 juin. « Le foisonnement des innovations technologiques, la rivalité, voire la brutalité de la concurrence internationale impliquent une capacité d'adaptation que seul un système imaginatif, souple et décentralisé peut favoriser », affirme le ministre de la culture et de la communication.

Pour M. Léotard, il y a « urgence » à ce qu'un « cadre nouveau » permette au principe de la liberté de communication audiovisuelle d'être effectif, car le système actuel est « à bout de souffle », incapable de faire face aux défis « du monopole », et dépendant du pouvoir politique, explique le ministre. Cette libéralisation de la communication doit s'accompagner de l'introduction de la concurrence dans les télécommunications, ajoutant d'exposer les « enjeux » de la réforme proposée, qui sont d'ordre « politique, économique et culturel ».

Le modèle « étatisé » des sociétés, qui leur a inspiré la loi de 1952 et qui revient à faire de l'Etat « le grand instituteur des citoyens », s'oppose, selon M. Léotard, à celui du « libéralisme », défendu par le gouvernement de l'après-16 mai en faveur d'une « télévision indépendante », « moins idéologique, plus pragmatique », où l'Etat définit les règles et arbitre sans intervenir dans la gestion, assure M. Léotard.

Se trompent ceux qui, selon M. Léotard, croient que l'image, c'est « le superflu ». M. Léotard constate que le système de monopole et d'interventions étatiques les ayant incitées « à l'assistance et à une certaine frilosité », les entreprises françaises de communication vont désormais voir s'ouvrir « des perspectives de croissance et des espaces de développement ».

Enfin, « bien stratégique et majeur », l'image ne doit pas être supposée l'étranger à des citoyens qui passent en moyenne trois heures chaque jour devant leur récepteur, juge M. Léotard.

Après avoir exposé les principes de la réforme (indépendance, transparence et concurrence), il justifie le choix de TF1 comme chaîne privatisable : « Les accords de « bridage » tombent dès lors qu'il s'agit de rendre aux Français ce qui est leur propriété commune », lance-t-il avant d'y voir une chance pour la qualité des programmes, car il y aura « émulation », pour le coût-bénéfice, car cela permet la suppression de la taxe sur les magnétoscopes et la diminution de la redevance, et pour le secteur public, car il sera en concurrence avec le privé.

Le « volet social »
Répondant par avance à la demande d'un « volet social » formulée par la commission spéciale du Sénat, M. Léotard précise que les dispositions qu'il envisage comportent six points : la société privée succédant à TF1 devra reprendre les contrats de travail afin que les droits individuels acquis soient maintenus ; l'employeur privé devra ouvrir dans les trois mois suivant la cession des négociations avec les organisations

syndicales représentatives ; quelle que soit l'issue de ces négociations, la validité des conventions collectives actuellement en vigueur sera prolongée pour une durée variable selon les conventions, par exemple de trois ans pour celles applicables aux personnels techniques et administratifs ; les personnels en fonctions au moment de la cession se verront garantir le maintien de leur affiliation au régime de retraite et de prévoyance de leur convention collective ; avant la cession de TF1, une possibilité de départ volontaire en préretraite sera ouverte aux personnes âgées de plus de cinquante-cinq ans au 31 décembre 1986 de tous les établissements publics et sociétés nationales du secteur audiovisuel ; enfin, les emplois libérés par ces départs volontaires en préretraite pourront être offerts en priorité aux agents de la société TF1.

Le ministre de la culture et de la communication prévoit que, « sans cette réforme, dans quelques années, nous pourrions avoir un magnifique service public, mais sans public ». S'adressant à la gauche, il lui conseille de « ne pas porter à bout de bras les monopoles quand ceux-ci ont partout échoué, à l'heure des satellites et des espaces géostationnaires », de « ne pas éroder les ayaillans du sous-Etat », de « ne pas persister dans ces querelles d'académie », car le temps les dépasse et les projets de la gauche sont entourés « d'une muraille de sable que la marée des images s'est chargée d'emporter ». En conclusion, il pose la question : « Venons-nous ou non renouer dans le vingt et unième siècle ? »

A cette question, le législateur de 1972, qui donnait un nouveau statut à la RTF, celui de 1974, qui promulguait l'éclatement de l'ORTF en neuf organismes, celui de 1982, qui instituaient une Haute Autorité de la communication audiovisuelle... n'avaient-ils pas cru répondre positivement ?

En rappelant ce phénomène « récurrent » à la périodicité irrégulière, qui consiste à ce que le Parlement démonte l'audiovisuel, M. Adrien Ganteyron (RPR, Haute-Loire), rapporteur de la commission spéciale constituée pour examiner l'actuel projet de loi, relativise l'ensemble des dispositions proposées. Il ne minimise toutefois pas l'intérêt d'un projet qui s'inscrit bien, selon lui, dans l'évolution longue de l'audiovisuel en France.

Avant lui, M. Gérard Langel, secrétaire d'Etat chargé des P et T, justifie le lien établi entre audiovisuel et télécommunications au nom de la liberté qu'il s'agit de ne pas rendre « formelle », assure-t-il. La loi proposée, insiste-t-il, a pour objectif d'organiser le marché des télécommunications pour ouvrir le XXI^e siècle.

« La liberté ? », M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne), qui défend en vain une exception d'irrecevabilité, résume le mot : « L'amalgame que font les chartes du libéralisme entre privatisation et liberté est aussi dangereux que malfaisant », déclare-t-il.

M^{me} Hélène Luc (PC, Val-de-Marne) qui défend sans plus de succès une question préalable, dénonce à son tour la précipitation du gouvernement, qui veut mettre en œuvre « le quadrilatère idéologique et culturel du pays pendant que le quadrilatère électoral se prépare » au ministère de l'Intérieur et que « le quadrilatère policier commence à être examiné par l'Assemblée nationale ». Résumant ces critiques, M. Ganteyron considère que la position du PCF se résume à la défense d'un « corporatisme obsolète ».

Une fois repoussés ces deux motions, votées par les socialistes, dont l'objet était de rejeter le projet, la discussion générale se poursuit avec notamment M. Edgar Faure (Gauche dém., Doubs), qui attend du gouvernement qu'il dise que A2 et FR 3 ne seront pas privatisées. La discussion générale prévue pour durer sept heures se poursuit jeudi 26 juin.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Réticences et circonspection

A qui fera-t-on croire que le dépôt de 120 amendements sur un projet de loi ne comporte jamais que 107 articles est anodin ? Favorable à la majorité, la commission spéciale instituée pour étudier le projet relatif à la liberté de communication n'a pas fait dans la dentelle diplomatique. Elle s'est lancée dans une réécriture du texte, lui enlevant la plupart des incertitudes, lui ajoutant la des précisions ou combant des lacunes. Et encore n'a-t-elle pas terminé son ouvrage puisqu'elle ne s'est pas encore prononcée sur le sort de la « 6 », de TV 6, de Canal Plus et de TDF1.

La raison avancée, pour justifier ce retard, par M. Jean-Pierre Fourcade (RI), président de la commission, est l'absence de réponses du gouvernement aux questions qu'il pose sur son régime d'autorisation.

Questions d'autant moins innocentes qu'un esprit indépendant comme M. Edgar Faure ne juge pas le mécanisme envisagé d'autorisation très différent de celui, existant, des concessions.

Pourquoi donc la majorité a-t-elle mis autant de zèle ? Les premières réactions au projet adopté le 11 juin par le conseil des ministres, enregistrées dans son rang, étaient plutôt négatives : sa longueur, sa complexité, ajoutées aux stéréotypes entre l'Hôtel Matignon et la Ploce de Valois sur le choix de la chaîne

A « l'Express »

La rédaction « profondément choquée » mais confiante

A l'issue d'une assemblée générale de la majorité, le 25 juin, la rédaction de l'Express UDF du 2^e arrondissement de Paris comme consultant politique (Le Monde du 26 juin).

Cependant, la rédaction ne semble pas vouloir engager le fer avec M. Goldsmith. Elle considère en effet que « les engagements du projet de loi sont trop importants pour être constamment accordés à l'équipe actuelle de direction de la rédaction, la conscience professionnelle de cette rédaction, la réussite économique de l'entreprise et la fidélité des lecteurs constituent des garanties amplement suffisantes à la poursuite du travail ».

Les journalistes de l'hebdomadaire « s'inquiètent des connotations politiques accompagnant certaines des réformes décidées ». Une inquiétude qui vise la nomination comme directeur général de

EN BREF

● La COMAREG augmente son capital. — L'assemblée générale de la COMAREG, qui édite seize-quinze journaux hebdomadaires, essentiellement dans le sud-est de la France, a décidé d'augmenter récemment son capital en le portant de 264 800 F à 1 006 240 F. La COMAREG a, en outre, adopté les statuts d'une société anonyme classique. M. Paul Dint, auparavant président du directoire de la société, a été élu président-directeur général. La COMAREG, outre ses activités d'édition de journaux, distribue aussi un milliard de documents sur tout le territoire national, via Delta Diffusion. Elle possède également des services télématiques dans la région Rhône-Alpes. Son chiffre d'affaires, en 1985, est de 614 millions de francs.

LES ARRÊTÉS DE TRAVAIL A LA RADIO-TÉLÉVISION

Grève limitée à TF 1 pour les 26 et 27 juin

A TF1, les personnels réunis, mercredi 25 juin, en assemblée générale, ont décidé de leur grève sur les 26 et 27 juin. Les programmes de la chaîne seront donc interrompus pendant ces deux jours.

La Fédération FO de l'audiovisuel, qui ne s'associe à aucune de ces actions, indique qu'une délégation conduite par M. André Bergerson sera reçue le vendredi 27 juin, à 15 heures, par le ministre de la culture et de la communication.

Le 25 juin à l'Assemblée nationale, M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat à la culture et à la communication s'est inquiété de la répétition des grèves. Il avait été interviu par M. Robert-André Vivien, député RPR du Val-de-Marne, qui, au passage, avait signalé : « Notre électoral supporte mal que les anciens ministres socialistes occupent à longueur de temps les écrans de télévision », pour savoir si le gouvernement entendait « laisser quelques éléments perturber le service public ».

Le secrétaire d'Etat commença par rappeler que le droit de grève était un droit constitutionnel, mais que cela n'excluait pas des « limitations ». Elles existent actuellement pour le service public et devraient continuer dans le futur d'après le projet que défend au Sénat M. François Léotard. Ainsi, que « les télé-spectateurs aient été privés deux fois de leurs programmes et soient menacés d'une troisième grève : c'est beaucoup ». M. de Villiers a donc prévenu : « Toute grève abusive serait d'autant plus insupportable que le gouvernement ne ménage pas sa peine pour entretenir chaque jour le dialogue social ».



sports

LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

On-a-per-du !

Mercredi soir, la France a soupiré à la grimace. Normal. L'Allemagne et l'Argentine rivalisaient de logiques. En revanche, les Belges, battus mais contents, descendant par milliers, en pleine nuit, dans les rues de Bruxelles pour fêter leur victoire, voilà qui détonne. En Belgique, la défaite face à l'Argentine de Diego Maradona n'a pas entraîné de sinistres nationales. Dans les bistrotiers autour de la Grande-Place de Bruxelles, les chopes de « pinche » se vidaient gaillardement à la santé des Diables rouges, et l'on reprenait en chœur l'hymne composé

à leur gloire par le Grand Jojo, chanteur populaire bruxellois, surmonté le Rouget de Lisle belge. « Nous n'avons pas à rougir de notre défaite », expliquait un supporter à la télévision, en passant déjà à la finale de consolation contre la France. « Nous la gagnons, disait-il, car les Français, qui se voyaient déjà champions du monde, seront démontés, tandis que les Belges sont fiers contents d'être arrivés à ce stade de la compétition. »

Figurer parmi les quatre meilleurs du monde, c'est en effet insupportable pour la Belgique. Parce que la

France aspirait à la première place, la déception y est plus cruelle. Est-ce pour autant un drame national ? Faut-il jeter la pierre à des joueurs complices d'avoir trop laissé espérer ? Les télégrammes expédiés instantanément par François Mitterrand et Jacques Chirac expriment plus de félicitations que de désolation. « Votre courage et les qualités que vous avez montrées forment notre admiration », écrit le premier, tandis que le second salue « votre grande classe faite de détermination et de combativité ».

Experts approximatifs en matière de football, ils savent tous deux apprécier les œuvres qui s'inscrivent dans la durée. Depuis cinq ans, le football français est parmi les quatre meilleurs du monde, il a confirmé son rang au Mexique. Après vingt ans de vaches maigres, on ne peut se lamenter exagérément d'une telle situation. Il faut laisser la véritable déception aux joueurs eux-mêmes, ceux qui devront raccrocher leurs crampons après avoir caressé le rêve suprême.

ARGENTINE BAT BELGIQUE (2-0), A PUEBLA

Les Diables rouges et Maradona le sorcier

De notre envoyé spécial

Puebla. — Ça pourrait être la dernière histoire belge. Qui a fait la meilleure affaire du Mondial 86 ? Guy Thys, l'entraîneur des Diables rouges arrivés au Mexique avec une équipe vieillissante (vingt-huit ans de moyenne d'âge) et sans grandes ambitions. Il en repartira avec une équipe considérablement rajeunie qui aura en prime disputé contre la France samedi 28 juin à Puebla la troisième place de la Coupe du monde.

En sept participations à des phases finales, la Belgique n'avait bien sûr jamais été à pareille fête. Une seule fois, en 1982, en Espagne, la cohabitation traditionnelle entre les joueurs et les supporters flamands et wallons, entre représentants d'Anderlecht, du Standard de Liège et d'ailleurs de Bruges, avait résisté jusqu'au second tour à l'insure de cette interminable compétition et au mal de pays. « Le Belge est un peu perdu dès qu'il n'aperçoit plus le clocher de son village », raconte Frank Vercauteren. En championnat, tous les déplacements se font en car, avec aller et retour le jour du match.

Côté querelle de famille chez les Belges, le Mondial 86 n'a d'ailleurs pas échappé à la règle. Un premier match décevant contre le Mexique (1-2) suivi d'une victoire peu convaincante face à l'Irak (2-1) avaient fait donner l'hermine de l'Occident à l'entraîneur belge. René Vandereycken accusait même ses deux coéquipiers d'Anderlecht, Enzo Scifo et Frank Vercauteren de ne jouer que pour se mettre personnellement en valeur. La presse nationale tirait à boulets rouges sur cette équipe de « sénileurs » dont six joueurs avaient déjà participé, six ans plus tôt, à la finale du Championnat d'Europe des nations, perdu contre la RFA à Rome.

Grand Setan

Dans cette tourmente, Guy Thys qui n'a jamais été un apôtre de l'offensive, risquait de succéder de se trouver totalement démonté d'attaquants. Sur les trois qu'il avait fait venir du Mexique, Erwin Vandenberghe s'était blessé à l'entraînement après le premier match et Philippe Desmet ne s'était pas adapté à l'altitude et avait maigri de six kilos. N'ayant plus grand chose à perdre, l'entraîneur belge pouvait tout risquer pour son troisième match contre le Paraguay en incorporant cinq nouveaux joueurs, dont les jeunes Stéphane Denard (vingt ans), Patrick Vervoort (vingt et un ans) et Georges Grün (vingt-quatre ans).

Par chance, la mayonnaise a pris immédiatement entre les derniers anciens et les jeunes qui apportaient un second souffle dans la tactique du contre, chère à Guy Thys. A défaut d'assurer le spectacle, le milieu de terrain belge a pu faire admirer sa condition physique. Abandonné seul en pointe lorsque son équipe était privée de ballon, Nio Claessen voyait souvent surgir en soutien Jan Ceulemans aux longues jambes de lévrier, ou encore Frank Vercauteren aux cuisses de boxer, semant une pluie de défenses adverses lancées à leurs trousses. Le piège avait parfaitement fonctionné contre Soviétiques et Espagnols, faisant des Belges les plus inattendus demi-finalistes.

Les Diables rouges semblaient bien décidés à ne pas s'arrêter en si bon chemin s'ils n'avaient trouvé leur maître mercredi 25 juin, au stade Aztèque en la personne du Grand Setan de ce Mondial 86, Diego Maradona s'était déjà montré diabolique lors des quarts de finale en ensorcelant l'arbitre sur son premier but marqué du poing, puis toute la défense anglaise figée sur le second.

Comme s'ils craignaient de se brûler à son contact, les Belges avaient renoncé à exercer un marquage individuel, préférant l'encercler dans une zone rouge pour tenter de le priver de ballon. Comme contre les Anglais, Maradona allait un peu se reposer en première mi-temps sur ses partenaires en participant avec eux à un travail de sape. Le Nantais Jorge Burruchaga, son

meilleur complice, omniprésent au centre du terrain, Julio Olarticoechea, Jorge Valdano, dont les touches de balle félines portaient aussi le label « Argentine », s'étaient chargés de faire le siège des buts de Jean-Marie Pfaff.

Mis en confiance par l'efficacité de leur système défensif et le danger que représentaient leurs contre-attaques, les Belges pouvaient commencer à s'enhardir un peu plus. C'est ce qu'attendait Diego Maradona, un peu en retrait jusque-là. Comme contre les Anglais, c'est à la

UNE FINALE INÉDITE

L'Argentine et la RFA disputent dimanche 29 juin à Mexico (sur A2 à 19 h 55) la finale de la troisième Coupe du monde. Les deux équipes ne s'étaient jamais rencontrées à ce stade de la compétition, ce sera une finale inédite comme lors des précédents Mondiaux depuis 1930.

Vainqueurs de la Belgique (2-0) en demi-finale, les Argentins jouent leur troisième finale après celle de 1930 en Uruguay où ils avaient perdu (4-2) contre les Uruguayens et celle de 1978, où ils avaient battu à Buenos-Aires les Néerlandais (3-1) après prolongations.

Vainqueurs de la France (2-0) en demi-finale, les Allemands de l'Ouest disputeront à Mexico leur cinquième finale de la Coupe du monde après celles de 1954, 1958, 1974, et 1982. La RFA a déjà remporté deux fois le titre en 1954 et 1974.

Les deux équipes se sont déjà rencontrées deux fois en Coupe du monde avant la dernière édition : en 1958, la RFA avait battu l'Argentine 3-1 et en 1966 un match nul (0-0) avait sanctionné la partie.

Le match de classement pour le troisième place mettra aux prises la France et la Belgique samedi 28 juin à Puebla (sur TF1 à 19 h 55). Le dernier Français-Belge, disputé dans le cadre de la Coupe d'Europe des nations, avait été gagné (5-1) par les Bleus qui devaient ensuite remporter le titre.

cinquante et unième minute qu'il a surgi comme un diable de sa boîte pour ouvrir le score en mystifiant trois défenseurs belges et Jean-Marie Pfaff sorti un peu imprudemment. Mais depuis les quarts de finale l'Argentine n'a pris l'habitude de frapper deux fois. Il récidivait dix minutes plus tard en effaçant de sa course deux défenseurs, avant de battre le gardien belge de son pied gauche magique.

Devenu intenable, le capitaine argentin s'offrait encore deux occasions en or. En dribblant tout d'abord Eric Gerets, l'ultime défenseur belge, qui ne parvenait même pas à le retenir par le maillot. Mais arrivé devant Pfaff, il croissait trop son tir. Par une longue course sur l'aile gauche ensuite, où il échappait à Grün, il attirait à lui le gardien avancé pour fermer l'angle et centrait sur Jorge Valdano, puis tirait au-dessus du but vide.

Privé par l'élimination de la France quelques heures plutôt du face à face avec Michel Platini auquel il aspirait en finale, et dont tout le monde rêvait pour le titre symbolique le meilleur joueur du monde, Diego Maradona avait frappé trop fort pour réussir un K-O à distance.

Il ne lui reste plus désormais qu'à torse le cou à une légende tenace : celle du champion individualiste et sans couronne. Avant de disputer sa première finale de Coupe du monde contre la RFA, dimanche 29 juin au stade Aztèque le meilleur joueur argentin ne compte certes à son palmarès qu'une Coupe d'Espagne avec Barcelone. C'est oublier un peu vite qu'il n'a que vingt-cinq ans, l'âge où Michel Platini, devenu depuis l'un des footballeurs les plus titrés du monde, n'avait lui aussi remporté qu'une Coupe de France avec Nancy.

GÉRARD ALBOUY.

Les dieux sont fatigués

(Suite de la première page.)

On peut dire cela, dès lors que la responsabilité n'en incombe pas aux équipes elles-mêmes. Elles ont fait ce qu'elles pouvaient avec ce qui leur restait. L'envie féroce de poursuivre le rêve et la tentation diffuse au le rompre. Le désir et l'incapacité. La Coupe du monde exige trop des équipes. Deux mois de vie sous cloche, on en serre. Du football matin, midi et soir, des matches à répétition, comme un ressort constamment sollicité qui finirait par se détendre.

Une équipe ne saurait jouer impunément, trois rencontres de haut niveau en huit jours. L'équipe de France, d'un mardi au mercredi suivant, a dû rencontrer l'Italie, le Brésil, l'Allemagne fédérale, l'Uruguay, puis l'Argentine. Certes la règle est commune et il n'y a pas lieu de la contester *in postero*. Mais on peut la déplorer, comme un regret ou une hérésie. Jouer entre 1 500 et 2 000 mètres d'altitude des rencontres dures, exigeantes, répétées est le plus sûr moyen d'obtenir ce qu'on a obtenu, subi, mercredi : un match tout ridé comme une vieille pomme et, si l'on ose dire, pas très joli à voir au réveil.

Mauvais procès

L'équipe de France est une vieille équipe. Elle possède assez d'habitude, de technique, de science du maquillage pour avoir su le masquer jusque-là. Et puis la fatigue, la lassitude physique et morale, le Brésil sidérant, ce match-là ils ne l'ont pas digéré. Les joueurs français sont apparus tout vieux, tout fatigués, tout maladroits. Ils ne se sont pas en temps normal. Les temps d'une coupe du monde sont anormaux. Ainsi, Alain Giresse, trente-trois ans vraiment ce jour-là. Ainsi, Michel Platini quittant le Mondial manqué sur un match totalement raté dans une sorte d'errance d'avant-centre improvisé. Ainsi Bessis et Battistoni, Dupont et Pozzani, en pleine chute de l'endurance. Ainsi Ferraudo, plus jeune mais victime de sa prodigalité en point de voir resurgir ses tics les plus détestables. Et ainsi de suite.

L'entraîneur du Brésil, Tele Santana avait formulé, avant le match contre la France un espoir : que le match aille aux prolongations. Il avait la certitude que, physiquement, le milieu de terrain français, arme essentielle, ne tiendrait pas, qu'il ne passerait pas l'été brésilien. Tele Santana s'est trompé sur le moment. Mais pas sur la supposition, sur ces prolongations à retardement qui ont « péti » dans les vieilles jambes françaises, quatre jours après.

Tout le reste n'est que littérature ou mauvais procès. On a entendu bien des sottises au sortir de ce stade devenu totalement, quoique tardivement, francophile. Des braves gens pour affirmer que les joueurs français s'y voyaient déjà, qu'ils avaient la grosse tête, qu'ils sous-estimaient les crânes carres d'en face, que, riantanplan, ils croyaient leur percer le flanc, dans une facile reconquête de Séville.

Référence sans consolation

Les choses sont tellement plus simples. Ils avaient moins la grosse tête qu'une grosse fatigue. Et, ce jeudi soir, qu'un gros chagrin. Ils ont tout simplement « coincé », comme des coureurs cyclistes, dans le dernier col de Guadalajara. Et ce n'est ni scandaleux ni détestable. La mésaventure est arrivée à d'autres dans ce Mondial : URSS, Danemark, Espagne, Italie.

L'Allemagne fédérale, d'ailleurs était-elle en bien meilleur état que la France ? Les joueurs allemands eurent le bonheur de marquer les premiers. Et, on le verra ensuite, les seuls, ils marquèrent, dans cette partie calamiteuse, un but évidentement calamiteux. Une grosse erreur de Joël Bats, qui laissa filer la balle sur un tir, violent il est vrai, de Brehme.

Ce but sur coup franc (dixième minute) était comme la condamnation de l'équipe la plus fatiguée à courir après le match, à engager une partie de travaux forcés. Il était un encouragement à l'autre équipe. Tenir cet avantage, jouer la contre-

attaque, voir venir. C'est ce qu'ils ont fait, ces joueurs allemands, sans génie, sans faiblesse, prenant en otage Platini et son sablier, Stoppe et ses rudes. Belles et ses tentatives initiales. Le milieu de terrain français avait imposé de lui-même, malgré les montées rageuses de Tigana. Les deux jokers, Ayache et Amoros, eux-mêmes, finirent par chasser des semelles de plomb.

Bref, tout était dit, et le seul regret qu'on puisse avoir pour l'équipe de France sera de la voir quitter ce Mondial comme elle y était entrée : en charentaises et perdante de rhumatismes. Ce n'est pas une image conforme à ses mérites et à sa réussite ici. Ce n'est pas davantage la sortie espérée par un certain nombre de siens qui, cette fois, c'est certain, ne gagneront plus la Coupe du monde. Ce malheur est partagé par d'autres Brésiliens « trentenaires » notamment. C'est une référence, pas une consolation.

PIERRE GEORGES.

Occasions manquées et illusions perdues : Maradona (n° 6) et Michel Platini (n° 10) ont laissé passer leur dernière chance de disputer une finale de Coupe du monde.



Fin de chantier

De notre envoyé spécial

Dunkerque. — Comme si déjà le point de non-retour était franchi. Dans la loge, à l'entrée du chantier naval de la Normée, les deux vétérans de nuit ont installé un petit téléviseur noir et blanc. « On n'a pas le droit de faire ça. Mais maintenant ça n'a plus d'importance... » Alain, le gardien et Pascal, le « rondier » ont pris leur service quelques minutes après le début du match. Ils se retrouvent là, un peu inutiles. Garder quoi ? Il n'y a plus qu'un navire en chantier, le *Ben Aïcha* déjà lancé, en cours de finition. Tout à l'heure, Pascal, vingt-sept ans, fera la première ronde. Une heure et demie à travers les bureaux et les hangars déserts, vides par la nuit, en attendant de l'après-midi quand les chantiers de vacances, peut-être définitivement, qu'il sera ?

C'est cette fois-ci ne sont pas loin d'y croire. Ils montrent la plaque : « Chantiers du Nord et de la Méditerranée », arrachée par leurs camarades au moment de leur départ. S'implantent à Dunkerque, à l'arrière de la gare, à l'heure de la manifestation, peut-être définitivement, qu'il sera ?

Ainsi ils ont tenu à regarder France-Allemagne « pour se changer les idées », « parce qu'il ne faut pas commettre le même péché que les autres ». Pendant la manifestation

devant la sous-préfecture, mercredi matin, certains ouvriers avaient dit : « Si on occupe le chantier, on apporte une télé et on regarde le match ensemble. » Mais ils se sont dispersés jusqu'au lendemain. Chacun est rentré chez soi. Et ce soir une nouvelle débauche n'est ajoutée à leur épreuve.

En cachette

La défaite de l'équipe de France, ils la mettaient pourtant à sa place. « La foot et le boulot, ça n'est pas la même chose. » Les deux vétérans de nuit de la Normée, pendant le match, n'avaient pas caché leur sentiment : « Si la France perd, ça ne changera rien à notre problème. » Et dans la soirée, Michel Berta, responsable syndical, pensait à demain : « On dira qu'on est déçu et c'est tout. On n'a plus beaucoup le temps de discuter du match. Même si le chantier naval c'est ouï, il faudra se battre pour que de nouvelles entreprises, une usine de construction de pots d'échappement, carteries par exemple, s'implantent à Dunkerque. » Pierre Charley, lui aussi militant syndical, a regardé France-Allemagne parce que c'était « un événement important et qu'il faut savoir se défendre ». Mais à 20 heures, le match à peine commencé, il s'est précipité sur une autre chaîne

pour voir les informations et écouter le ministre de l'Industrie.

Il ose à peine la dire, mais ce match ils l'ont suivi sans les copains, presque en solitaires, en cachette. Sur la digue, face à la mer, d'où l'on aperçoit les grues du chantier naval, grâces désolées, les restaurants avec téléviseurs n'ont pas fait recette. « Le Peleis » était bondé pour Brésils-France, un samedi il est vrai. Pas grand monde ce soir. A l'« Espérance » davantage. Des jeunes, des étudiants qui n'ont pas la télé. En ville, dans ce bar près de la tour du Minck qui ouvre l'entrée du port, quatre clients et encore « ça sont des amis, dit le patronne, c'est le vide ».

Au théâtre, la municipalité avait décidé, avec une association culturelle, d'organiser une soirée sur écran géant. Annoncez payante, elle est devenue gratuite. Une centaine de spectateurs, pas un qui travaille à la Normée. L'un d'eux, ouvrier à l'usine des Dunes menacée de milla cent suppressions d'emplois, l'échec, hélas, au bord de la plaisanterie, à l'issue du match : « On va faire une pétition pour devenir Belges ! » Ils repartent sans joie et sans vacances dans les rues désertes. A peine plus désertes qu'à l'accoutumée. Mais le marais bien bête ce soir.

CHARLES VIAL.

TENNIS

LES INTERNATIONAUX DE WIMBLEDON

Hécatombe de têtes de série

Trois nouvelles têtes de série sont tombées mercredi 25 juin au cours de la troisième journée du tournoi de Wimbledon : le Suédois Anders Jarryd (n° 8), l'Argentin Martin Jaite (n° 14) et l'Américain Johan Kriek (n° 16). Cela porte à sept le nombre de joueurs classés éliminés depuis le début de l'épreuve.

Jarryd, qui avait atteint les demi-finales l'année dernière, s'est incliné en quatre sets (3-6 ; 6-4 ; 7-6 ; 6-2) devant le sud-Africain Eddie Edwards âgé de trente ans et 96^e mondial. Le Suédois, qui souffre du genou gauche depuis une dizaine de jours, a été particulièrement lent sur le court. Il s'est également senti de ses efforts fournis la veille contre l'Américain Bill Scanlon, qu'il devait vaincre après un marathon de cinq sets.

Pour sa part, Kriek, demi-finaliste il y a deux semaines à Roland-Garros, a échoué en quatre sets également devant l'Américain John Sadri (2-6 ; 6-3 ; 7-6 ; 6-3). Celui-ci n'est que 66^e à l'ATP mais avec son service extrêmement rapide il représente toujours un grand danger sur gazon. Quant à Jaite, joueur de terre battue avant tout, il a logiquement perdu (6-4 ; 6-3 ; 6-3) devant l'Amé-

ricain Ken Flach, 167^e mondiale, toujours à l'aise sur surface rapide.

Ces éliminations font l'affaire du Tchécoslovaque Ivan Lendl, qui n'enregistre que (6-3 ; 6-2 ; 6-2) tranquillement en trois sets contre le modeste Américain Marcel Freeman (81^e à l'ATP). Son prochain adversaire sera l'Allemand Amos Mansdorf (94^e à l'ATP) victorieux du Suédois Peter Lundgren. En quart de finale il pourrait affronter l'Américain Tim Mayotte, qui a lui aussi gagné son deuxième match en trois sets (7-5 ; 6-4 ; 7-6) contre l'Américain Jonathan Canter.

Herremann sort Rinaldi

Cette hécatombe des têtes de série pourrait également profiter au Suédois Joakim Nyström qui ne s'est pourtant jamais illustré sur gazon. Nyström (n° 6) qui avait arraché sa qualification au premier tour contre le néo-Zélandais Kelly Evernden, a écrasé mercredi le Polonais Wojtek Fibak, après avoir laissé échapper la première manche.

Le Suédois Mikael Pernfors, surprenant finaliste des Internationaux de France, a effectué de son côté des débuts victorieux pour son premier tournoi de Wimbledon où il est

classé tête de série n° 13. Sur le central, il a disposé en quatre sets de l'Américain Mike DePalmer (131^e à l'ATP) dans un match qui avait été interrompu la veille à cause de l'obscurité à 4-4 dans la dernière manche.

Enfin, en simple dames, une surprise : la victoire de la Française Nathalie Herremann (102^e mondiale), sur l'Américaine Kathy Rinaldi (tête de série n° 6), en deux sets. La jeune et belle Américaine Stephanie Rehe (n° 12) n'a également été éliminée en trois sets par la Soviétique Larissa Savchenko (53^e mondiale).

Trois autres Françaises ont franchi mercredi le premier tour : Catherine Suire (82^e mondiale), a battu en trois sets la Brésilienne Patricia Medrado (79^e) ; Marie-Cristine Calleja (124^e) a triomphé en trois sets aussi de l'Italienne Laura Garrone (49^e), championne du monde juniors en 1985 ; et Nathalie Tauziat a vaincu en deux sets l'Américaine Vicki Nelson-Dunbar. Avec Isabelle Demongeot et Catherine Tanvier, déjà qualifiées, ce sont six Françaises sur sept au départ qui disputeront le deuxième tour, Pascale Paradis étant la seule victime du premier tour.

عربكنا من زلزال

économie

LE RAPPORT ANNUEL DE LA COUR DES COMPTES

Laisser planer sur le secteur public l'ombre de la rigueur

Sidérurgie : une coûteuse restructuration

Tardive, coûteuse pour l'Etat et insuffisante, la restructuration de la sidérurgie est sévèrement jugée par la Cour. La gestion des groupes Usinor et Sacilor, tout comme la tutelle de l'Etat, est désignée comme responsable. La Haute Juridiction s'inquiète, en outre, des usines de produits plats (les tôles d'acier), qui constituent pourtant le fleuron de l'acier français : « Il n'est pas sûr que l'effort de réduction des capacités de production ait été suffisant ».

Première accusée, la convention de protection sociale de la sidérurgie (CGPS), qui permet d'offrir divers avantages aux salariés pendant leur emploi. « Si ces mesures ont largement contribué à maintenir la paix sociale (...), les procédures administratives et financières utilisées ont souffert de graves défauts », écrit la Cour. Conclue entre les syndicats et les groupes, sans que l'Etat, qui, pourtant, paie, « n'ait pu faire prévaloir ses orientations ». La CGPS est estimée d'abord « généreuse » pour les salariés et « coûteuse » pour l'Etat. Ces mesures, en outre, ont été accordées « à des personnels et des établissements n'ayant qu'un rapport lointain avec la sidérurgie : organismes professionnels, sociétés commerciales ou immobilières... ». La gestion des fonds a été confiée « en grande partie » à des entreprises sous-traitantes qui, « sans surveillance », ont pu bénéficier de ressources « supérieures à leurs besoins réels ».

La Cour note, en ce qui concerne les restructurations elles-mêmes, que « la prise de conscience de l'effort à entreprendre » a été retardée par des appréciations « plus volontaristes que réalistes de la situation des marchés ». Les groupes ont été de passage surchargés par la reprise de trop d'entreprises défaillantes, comme Creusot-Loire, acquise par Usinor « dans des conditions qui paraissent onéreuses, eu égard à la situation nette de cette société ». Mais plus inédite est l'analyse des conseillers sur la situation des produits plats, considérés souvent comme constituant la partie la plus solide de la sidérurgie française. La Cour note d'abord que le statut « complexe » d'usines-coopératives de production

de Sollac et de Solmer « ne permet pas de retracer clairement leur situation économique et financière ». Cet argument est contesté par les groupes dans leur réponse à la Cour. Mais pour celle-ci, « l'octroi d'une autonomie formelle de simples usines ne paraît guère justifié, surtout dans le cas de Solmer ».

D'une façon plus générale, la Cour des comptes note que « les résultats industriels des produits plats de Sacilor n'ont pas été à la hauteur des objectifs annoncés (...) ». Le déficit net constaté s'est trouvé 11,5 fois plus important qu'il n'avait été prévu en 1983, 3,7 fois en 1983 et 2,5 fois en 1984. « Les prévisions budgétaires d'Usinor ont été régulièrement démenties ». Ces dérapages s'expliquent, analyse la Cour, par « un olourdissement de la gestion des personnels » (entre 1982 et 1983, le nombre d'agents est resté stable chez Sollac) et « une politique d'investissement critiquable ». Le train de laminage à froid de Sollac est d'une rentabilité « faible ou éloignée ». La tôle forte d'Usinor, de 1 ou de 1,1 milliard de francs, ne peut se rentabiliser qu'à partir de 900 000 tonnes d'acier, alors que la production en 1985 est de 506 000 tonnes. « La concurrence d'installations appartenant aux deux groupes pose le problème d'une coordination dans la gestion des outils », ajoute la Cour en abordant une question d'actualité, puis que cette coordination est souhaitée par M. Gandois dans le rapport qu'il vient de remettre au premier ministre.

En conclusion, la Cour estime qu'il « est regrettable que, jusqu'à présent, les sociétés sidérurgiques n'aient pas toujours fait la preuve du réalisme et de la détermination nécessaires dans la mise en œuvre des décisions qui relèvent de leur responsabilité. Il est tout aussi regrettable que l'Etat n'ait pas mieux utilisé sa position d'actionnaire (...) pour faire prévaloir une vision d'ensemble des intérêts de l'industrie sidérurgique nationale sur les demandes particulières de tel groupe ».

E. L. B.

La Villette : pillage et gaspillage

Y a-t-il des lieux marqués par le mauvais sort ? On le croirait en prenant connaissance des dix pages servies que le rapport annuel de la Cour des comptes consacre à La Villette. Après le scandale des abattoirs des années 70, voici, pour la décennie 80 les mini-scandales du parc et de la Cité des sciences. Les censeurs de la rue Cambon se gardent de prôner le mot, mais d'autres le feront pour eux. En tout cas, ils ont été surpris et souvent choqués par les méthodes de programmation et de gestion employées par l'établissement public depuis sept ans. Il est vrai que le programme du parc de La Villette a souvent varié et que les devis de réalisation ont subi les contrecoups de ces hésitations. Le flux artistique dans lequel on a évolué trop longtemps s'est doublé d'un singulier laxisme. « Pendant près de quatre ans, les responsables de l'établissement n'ont été pratiquement soumis à aucune contrainte financière », explique le rapport.

Ne sachant pas trop où ils allaient, les patrons du projet ont multiplié à l'excès, estime la Cour, les équipes de conception, les études et les préfigurations coûteuses. Ainsi, les conseillers ont dénombré 480 conventions d'assistance technique ayant coûté près de 155 millions et un millier de contrats d'études. L'établissement public est sans doute « pu faire l'économie de nombre d'entre eux », parce que leur objet était souvent contestable, qu'ils faisaient parfois double emploi et que certains ont coûté fort cher pour pas grand-chose. Ainsi, une étude visant à définir une politique d'accueil du public a été menée en 1981 pour un prix de 246 000 F, alors que le contenu du futur musée s'était même pas décidé.

Les conseillers estiment que les modifications incessantes qui ont touché l'état-major de La Villette ont eu de lourdes conséquences financières. Les changements de cap qui en résultèrent ont entraîné l'abandon d'une foule de projets dont l'étude avait pourtant coûté entre 10 et 15 millions de francs. Sur la gestion de la Géode, la Cour des comptes est particulièrement sévère. Ainsi, le premier film qu'on

devait y projeter, l'Eau et les hommes, n'a pu être terminé, malgré une dépense de 7 millions, parce qu'on avait mal choisi le réalisateur. D'où l'obligation de tout recommencer et une rallonge de 16,6 millions de francs. « Aucun document comptable ne retrace l'exploitation proprement dite de la Géode, se fâchent les conseillers. Et il importe qu'un terme soit mis rapidement à la confusion qui caractérise la situation actuelle ».

Celle-ci a permis un véritable pillage du matériel de l'établissement public : tables, bureaux, armoires, fauteuils, calculatrices et magnétophones se sont mystérieusement volatilisés. Un premier recensement dénombre près de 350 disparitions de ce genre ; les centaines de missions à l'étranger payées aux collaborateurs, les missions en France motivées « avant par les convenances personnelles que par l'intérêt du service », les voyages d'études transformés en tournée d'agrément auxquels sont conviés les conjoints sont épinglés sans pitié. De même que l'usage abusif du téléphone et des photocopies. « En 1984, s'étonne le rapport, chaque agent aurait réalisé dans l'année quelque 7 500 photocopies ». La Villette a beau répondre que les passions de marchés et les appels d'offres exigent des tonnes de papier, elle ne convainc pas.

Fort de ce qu'il est constaté, les conseillers s'inquiètent à juste titre pour la gestion future de La Villette. Ils notent que, même en faisant preuve d'optimisme (1 000 employés seulement, des frais généraux réduits, et 5 à 6 millions de visiteurs par an), les ressources propres de la Cité des sciences ne couvriront que 30 % des dépenses. L'Etat devra verser à La Villette 550 millions de francs par an. « Un concours financier aussi considérable ne sera justifié que si le rayonnement de La Villette est à sa mesure, conclut la Cour des comptes. En effet.

M. A. R.

nationale et internationale. (Des méthodes au demeurant consacrées internationalement par l'ONU qui lui a confié le contrôle de ses comptes.)

Ces principes rappelés en préambule du rapport, la Cour a une nouvelle fois passé au crible les petits et grands dossiers qui sont de sa compétence et dont un certain nombre, trop entachés de malversations pour rester secrets, font l'objet d'une publication. De la maison de la culture de Corse au feuilleton toujours renouvelé de la Villette en passant par la petite commune capable de flouer l'Etat, les anecdotes ne manquent pas qui feront à la fois sourire et grincer des dents. Mais, au-delà des anecdotes, les interventions de la Cour continuent de faire planer sur le secteur public l'ombre de la rigueur.

Téléphone : les villas « somptueuses »

Les directeurs régionaux des télécommunications, relève la Cour des comptes, se sont fait affecter des villas « somptueuses », en infraction aux règles fixées pour les opérations immobilières de l'Etat. La méthode utilisée, « une dissimulation », consistait en la dispersion des dépenses « entre plusieurs dossiers comptables ».

La Cour donne en exemple « une villa achetée à Toulouse par un directeur qui a été payée 793 159 F en 1979 ». Les agencements ont coûté 786 000 F dont 10 % d'honoraires pour un architecte-décorateur. Ces compléments de dépenses ont été imputés sur plusieurs fiches d'opération ayant un tout autre objet : acquisition de terrains pour la direction opérationnelle des télécommunications (...). Le prix de revient total avoisinerait

3 millions de francs en valeur actuelle. La Cour ajoute qu'alors même que cette villa était déjà équipée, une somme de 312 738 F « n'en a pas moins été dépensée en aménagements de tous ordres ». Et par conséquent, « la villa était inoccupée au moment du contrôle de la Cour ».

Autre exemple : « une maison a été acquise pour 1 050 000 F la même année à Metz pour un directeur ». D'autres villas occasionnant des dépenses également très élevées ont été achetées par les PTT à Dijon, à Rouen, à Montpellier, à Narbonne. La Cour conclut de façon laconique : « l'ensemble des faits précités montre qu'au ministère des PTT les attributions de logements de fonction doivent être mieux contrôlées ».

Chambres régionales : les premiers constats

Pour la première fois, le rapport de la Cour publie certaines des observations formulées par les chambres régionales des comptes créées par la loi de décentralisation du 2 mars 1982. Ces organismes décentralisés sur l'ensemble du territoire, y compris dans les DOM-TOM, exercent une triple mission : contrôle du budget, contrôle juridictionnel des comptes et contrôle de la gestion des collectivités. C'est-à-dire les régions, les départements, les communes, les offices HLM, les centres hospitaliers universitaires.

« Un tel contrôle est d'autant plus indispensable que les gestionnaires locaux, désormais affectés de tutelles et soumis à des contraintes réglementaires moins strictes, sont davantage exposés aux risques d'une liberté mal utilisée », note le rapport de la Cour des comptes.

Les chambres régionales ont relevé quatre genres de pratiques dangereuses ou contestables :

— la mauvaise utilisation des échelons administratifs intermédiaires comme les syndicats inter-

communaux, dans lesquels les collectivités locales d'exercer pas comme elles le devraient leurs responsabilités ;

— la tendance de certaines communes à engager des programmes d'investissement trop ambitieux ou trop coûteux qui se révèlent décevants, par exemple à Viry-Châtillon (Essonne) ;

— les aides financières parfois excessives que certaines collectivités apportent pour l'implantation d'entreprises présumées créatrices d'emplois ;

— certains agissements qui ont pour effet de contourner la réglementation au préjudice des finances publiques.

La chambre des comptes du Centre, par exemple, relève que le district rural du Vézère, en Indre-et-Loire, qui recevait des sommes importantes, de la part d'EDF, en tant que professionnelle, à cause de la proximité de la centrale nucléaire de Chinon, a cherché à utiliser le réseau de chaleur situé à ses portes pour développer l'horticulture et chauffer les serres. Mais il a fait des prêts et des avances considérables à deux horticulteurs sans leur demander de fournir un effort financier comparable ou de souscrire, vis-à-vis de la collectivité locale, un engagement précis de remboursement ou de création d'emplois.

Mais l'affaire qui est la plus abondamment développée concerne la ville d'Arras : elle avait créé, en février 1983, une société d'économie mixte de télématique et d'informatique, la SATI, en collaboration avec la SCEI, filiale de la Caisse des dépôts, et avec une société privée de services informatiques du Pas-de-Calais, la SEDEP. Or, dès juin 1985, la SATI, à cause de graves irrégularités commises par la SEDEP — qui ont entraîné, d'ailleurs, des poursuites pénales — a dû déposer son bilan et fut mise immédiatement en liquidation judiciaire. Cet échec a déjà coûté 10 millions de francs à la ville d'Arras, investigation serait largement dépassée, note la Cour des comptes, si la ville était contrainte de rembourser, au lieu et place de la société en déconfiture, le passif qui résulte de la liquidation.

F. Gr.

**M. PIERRE CHATENET
POURRAIT PRÉSIDER
LA COMMISSION D'ÉVALUATION
DES ENTREPRISES À PRIVATISER**

La commission qui sera chargée d'évaluer les entreprises nationales susceptibles d'être privatisées pourrait être présidée par M. Pierre Chatenet, conseiller d'Etat honoraire, ancien ministre, ancien président d'Euratom et de la Commission des opérations de Bourse. Pour faire partie de cette commission, on cite plusieurs noms de personnalités, presque toutes retraitées, dont les compétences lui seraient utiles : M. Roger Goetz, inspecteur général des finances en retraite et ancien président du Crédit foncier de France ; M. Pierre Leducq, ancien président de la Banque nationale de Paris ; M. Roger Martin, ancien président de la société Saint-Gobain ; M. Charles Merveilleux du Vignaux, ancien président de chambre à la Cour des comptes, et M. Michel Vasseur, professeur de droit à l'université Paris-II, grand spécialiste du droit des sociétés.

CONJONCTURE

Le déficit du commerce extérieur de la France a atteint 29,6 milliards de francs en 1985

Le déficit du commerce extérieur de la France a atteint, selon les dernières statistiques, 29,6 milliards de francs en 1985, matériel militaire compris, soit 5,4 milliards de francs de plus que ne l'indiquaient jusqu'à présent les chiffres officiels, qui portaient sur un déficit de 24,2 milliards de francs (1).

Comment s'explique une telle correction ? Les importations sont calculées par les douanes en incluant les frais d'approche, c'est-à-dire les assurances et le transport notamment (2). Au contraire les exportations sont calculées sans le coût de ces frais (3). La valeur des ventes de la France sur les marchés étrangers est donc sous-estimée par rapport à la valeur de ses importations. Pour avoir une idée aussi exacte que possible du déficit ou de

l'excédent de notre balance commerciale, les douanes corrigent la valeur des importations qu'elles recalculent sans les frais d'approche de façon à les rendre comparables aux exportations.

Cette correction est faite à l'aide de coefficients. Pour 1985, celui-ci avait été fixé dans un premier temps à 96,2, comme en 1984 (4). Il a été corrigé en mai dernier et porté à 96,8, ce qui signifie que dans le total de nos importations la part des frais de transport et d'assurance est relativement moindre qu'auparavant. Sur des bases définitives, le déficit de la balance commerciale a été de 62 milliards de francs en 1980, de 59,4 en 1981, de 93,5 en 1982, de 43,6 en 1983, de 20 milliards en 1984 et de 29,6 milliards en 1985.

LES IMPORTATIONS SURESTIMÉES

Le déficit du commerce extérieur au début de l'année 1986 a été en revanche sensiblement moins important que ne l'indiquent les statistiques douanaires. Celles-ci font apparaître un déficit de 5,2 milliards de francs pour les cinq premiers mois de l'année. En fait, les importations énergétiques ont été surestimées d'un demi-milliard de francs en janvier, en février et en mars, soit de 1,5 milliard de francs pendant le seul premier trimestre. Cette surestimation s'est probablement renouvelée en avril et en mai. Il est cependant encore trop tôt pour savoir quelle a été son ampleur. La seule chose certaine est que le déficit de notre balance commerciale — s'il reste très inquiétant — n'a pas dépassé 3,5 milliards au cours des cinq premiers mois.

Cette erreur s'explique par le fait

que les douanes établissent la valeur de nos importations énergétiques à partir d'estimations sur les prix départ. Ces estimations sont en général peu différentes des prix arrivés, sauf en période de forte et rapide fluctuation des cours. Les corrections à apporter étant en général faibles, les douanes attendent la fin de l'année pour rectifier. En serait-il de même cette année ?

(1) Ce chiffre est repris dans le rapport des comptes de la nation pour 1985, qui vient d'être publié. Il sera corrigé officiellement dans les mois qui viennent et remplacé par le chiffre de 29,6 milliards de francs.

(2) On dit que les importations sont calculées CAF (coût-assurance-fret).

(3) Les exportations sont calculées FAB (franco à bord).

(4) Le coefficient de correction est le rapport CAF/FAB.

PREMIÈRE INSCRIPTION EN FAC L'ÉDUCATION NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT EN VENTE PARTOUT

ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits
AVIS D'APPEL À LA CONCURRENCE INTERNATIONALE OUVERT
N° 0656.1K/DIV

L'entreprise Nationale des Travaux aux Puits (E.N.T.P.) lance un avis d'appel à la concurrence internationale ouvert pour la fourniture de :

— MATÉRIEL ÉLECTRIQUE ANTI-DÉFLAGRANT
— RIG A LITE — APPLETON — GENERAL ELECTRIQUE.

Cet appel à la concurrence s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11/02/78 portant monopole de l'Etat sur le commerce-extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel à la concurrence peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante :

Entreprise nationale des travaux aux puits
16, route de Meftah - Oued Smar, El-Harrach - Alger/Algérie

Direction des approvisionnements, à partir de la date de parution du présent avis contre la somme de 400 DA.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat de la direction des approvisionnements à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans entête portera la mention « appel à la concurrence internationale ouvert n° 0656.1K/DIV confidentiel à ne pas ouvrir ».

La date limite de réception des offres est fixée à 45 jours à compter de la date de parution de cet avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une durée de 180 jours après la date de clôture de cet appel.

مرکز ازاد

LOGEMENT

LES RÉACTIONS AU PLAN MÉHAIGNERIE

Les inconciliables

Inconciliables, les points de vue sur le plan désormais officiel de M. Méhaignerie à propos du logement se sont et semblent bien devoir le rester.

Le Conseil national de la construction (qui regroupe vingt-deux organisations professionnelles, des architectes aux agents immobiliers en passant par les industriels des matériaux ou les entrepreneurs du bâtiment) exprimait par la voix de son président, M. Michel Pelège (1), sa joie de voir enfin adopté un vrai plan de relance par le bâtiment : M. Méhaignerie, sans aller jusqu'à la déductibilité totale des intérêts des emprunts, a prévu suffisamment d'avantages financiers, fiscaux et sociaux pour rendre l'optimisme aux membres d'une profession sinistrée. C'est aussi comme un projet de relance que M. Jean-Pierre Giacomo, président de la Confédération nationale du logement (CNL, proche du PC), perçoit les décisions du conseil des ministres, mais c'est pour affirmer qu'elles organisent une « véritable casse du logement social » et s'inquiète de la « dégradation de la situation des locataires ».

Cependant, c'est le texte sur les rapports entre bailleurs et locataires qui suscite, comme prévu, les réactions les plus vives. Agents immobiliers, administrateurs de biens et propriétaires privés, ainsi qu'un notaire, M. Jacques Laporte (à titre personnel, mais il est membre du Conseil supérieur du notariat), montent au créneau sur trois points précis. Un bail de quatre ans, c'est trop long, trois suffisent. Les mesures transitoires (dont ils ne contestent pas la nécessité) ne doivent pas durer huit ans, mais trois ans seulement. Quant aux conditions de « sortie » de la loi de 1948, le mécanisme prévu « annule les mesures de libéralisation ». Il faut, disent-ils, que seules soient protégées les personnes de plus de soixante-cinq ans ayant des revenus bruts mensuels inférieurs à 10 000 ou 11 000 F.

Pour les autres, suppression du droit au maintien dans les lieux et étagement de la hausse du nouveau loyer sur trois ans devraient suffire. Les associations de locataires (Confédération générale du logement, Confédération syndicale du cadre de vie, Association des comités de

défense des locataires), auxquelles se joignent le Syndicat des avocats de France et le Syndicat de la magistrature, sont tout aussi déterminées, mais dans l'autre sens, et soulignent le recul que le projet représente par rapport à la loi Quilès : à la fin de la période transitoire, le locataire se trouvera pris entre « la corde de l'augmentation et la guillotine du congé ». C'est « la paix sociale menacée dans les HLM », c'est « le rétablissement du racket des loyers libres », et c'est la multiplication de procès inutiles pour les seuls locataires bien informés qui ne laisseront pas passer les courts délais instaurés pour saisir la justice.

Ainsi se constitue – pour la première fois publiquement, grâce à des conférences de presse communes – un lobbying à la française où les uns et les autres fourbissent leurs armes pour la bataille parlementaire de juillet, qui s'annonce chaude et riche d'amendements. Il faudra à M. Méhaignerie beaucoup de détermination tranquille pour ne pas se laisser déborder sur sa droite et pour que sa loi, vouée « à l'équilibre », ne devienne pas une loi de revanche des propriétaires contre les locataires.

plus riche et plus pauvre qu'ailleurs en France. Mais pourquoi le phénomène spéculatif troublerait-il des professions rémunérées largement au pourcentage ? Quant aux constructeurs, peu leur chaut, en fin de compte, la localisation précise de l'activité : l'espérance de 30 000 logements de plus dès 1987 (soit 325 000 mises en chantier contre 295 000 en 1985), dont la moitié destinée à la location, suffit à les rassurer.

SVP

Quelles que soient les dispositions précises adoptées cet été par le Parlement, c'est à moyen terme que M. Méhaignerie saura s'il a gagné son pari libéral. S'il le perdait, les associations de locataires retrouveraient vite, grâce à la grogne de leur clientèle naturelle, leur vigueur, quelque peu atténuée pour l'instant, et il faudrait bien imaginer, surtout dans les périodes électorales, des mesures idoines. Et si, par ailleurs, la liberté retrouvée faisait perdre la mesure aux propriétaires et à leurs administrateurs de biens, nul doute que le ministre de l'économie et des finances déciderait d'intervenir, toute honte libérale bue.

L'enjeu est en fait plus économique que cela. C'est dans le cœur des grandes villes que la pénurie de logements locatifs se fait sentir. La vraie question est de savoir si les incitations fiscales et financières suffiront à faire sortir de terre assez de logements neufs dans ces centres-villes pour que les lois du marché puissent jouer, provoquant la baisse des loyers. S'agissant de Paris (dont le plan d'occupation des sols, en cours de révision, ne sera applicable qu'en 1988) et de la banlieue la plus proche, personne n'ose avancer une date raisonnable pour la fin de cette situation de pénurie. Certains professionnels hésitent pas, en privé, à affirmer que cela ne se produira jamais, tant est grande l'attraction de la capitale. Paris est déjà une ville de vieux, une ville où l'on est

Pour éviter les écueils – et s'il se montre assez ferme sur le maintien de mesures transitoires efficaces, – M. Méhaignerie devra informer les locataires sur leurs droits. Il a déjà l'intention de mettre en place, dès l'adoption de son texte, un SVP-Logement téléphonique (et sans doute informatique). Il faudrait sans doute le populariser par une vaste campagne de publicité, car l'intérêt des Français pour le logement est tout à fait égoïste et ponctuel. Le ministre en aura-t-il les moyens, en ces temps de rigueur budgétaire et alors qu'il a déjà tant obtenu de M. Balladur ?

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Président de la Fédération nationale des constructeurs promoteurs.

FAITS ET CHIFFRES

Étranger

● La Pologne adhère à la Banque mondiale. – Dans la foulée de son adhésion au Fonds monétaire international, la Pologne signera, le 27 juin, les documents formalisant son retour au sein de la Banque mondiale. Les Polonais espèrent ainsi avoir accès à des prêts à long terme, dont ils ont le plus urgent besoin pour financer la modernisation d'un équipement industriel largement déshérité et pour tenter de rationaliser l'économie.

Social

● AFPA : la grève est massivement suivie. – Décidée par l'inter-

syndicale CGT, CFDT, FO et CFTC, la grève nationale de vingt-quatre heures, le 25 juin, a été suivie par 75 % du personnel de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA). En février, les salariés avaient manifesté leur inquiétude, que les récentes directives de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, n'ont fait qu'aviver. La direction générale de l'AFPA doit présenter, pour le 10 juillet, un plan de redressement sur trois ans, qui pourrait se traduire par des compressions d'effectifs (prétraitée FNE), un blocage des salaires et la suppression d'une prime.

REPÈRES

Inflation : hausse des prix de 0,2 % en mai

La hausse des prix à la consommation en France a été limitée à 0,2 % en mai, soit une hausse de 2,3 % en un an, selon les chiffres définitifs publiés, mercredi 25 juin, par l'INSEE. Depuis le début de l'année, la hausse est de 0,7 %. Les prix des services ont augmenté de 0,4 % en mai, et ceux de l'alimentation de 0,1 %. Les prix des produits manufacturés sont en hausse de 0,3 %, en raison notamment de l'augmentation, pour la première fois depuis plusieurs mois, des produits pétroliers (+ 0,9 %).

Assurance-maladie : remontée des dépenses en mai

Le rythme de croissance des dépenses d'assurance-maladie du régime général a de nouveau augmenté fin mai : 6,8 % en moyenne annuelle contre 6,3 % à la fin avril, selon les statistiques publiées par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés. Les soins de santé ont augmenté de 7,1 % (6,5 % fin avril), les honoraires privés de 11,1 % (11,2 % fin avril). Si on observe un léger fléchissement des prescriptions (12,2 % au lieu de 12,4 % le mois précédent), les versements aux établissements hospitaliers connaissent un accroissement de 1,1 point (3,5 % au lieu de 2,4 %) qui correspond à une progression de 1,1 point du rythme de croissance annuelle des versements aux hôpitaux publics et à une augmentation de 0,9 point pour les établissements du secteur privé.

Marges : libération pour les détaillants en fruits et légumes

Les détaillants en fruits et légumes peuvent maintenant – sous certaines conditions – fixer eux-mêmes leur marge bénéficiaire sur la plupart des produits. Cette mesure gouvernementale a été annoncée au Comité national des prix qui s'est réuni mardi 24 juin. Les arrêtés ont été publiés au Bulletin officiel des services et des prix du 25 juin. Les commerçants devront seulement proposer trois fruits et trois légumes en promotion. Les créanciers pourront également fixer librement leurs prix s'ils présentent quatre fromages et un beurre courant en promotion. Autre décision du ministre de l'économie et des finances : les prix de certaines prestations de coiffure sont libérés. Cependant, les prix des prestations les plus courantes demeurent encadrés : coupes, shampoings, brushings, mises en plis. Ces prix peuvent augmenter de 1,5 à 2 %. Les honoraires des architectes sont également libérés. Par ailleurs, au comité des prix a été confirmée la libération totale des médicaments non remboursables. Les médicaments remboursés par la Sécurité sociale restent réglementés : leurs prix pourront être relevés de 2 % en moyenne au 15 juillet.

Le Monde

MAGAZINE SPÉCIAL SICOB

Parution le 15 septembre 1986

Renseignements publicité :

45-55-91-82, poste 4196

L'histoire d'une révolution médicale. Ecrite par Dornier.

Il y a tout juste trois ans, un nouvel instrument thérapeutique déclenchait une révolution médicale: le lithotriporteur rénal de DORNIER. Elaboré en coopération avec des capacités médicales, cet appareil dispense de toute opération chirurgicale pour éliminer la plupart des calculs rénaux. Une technologie de pointe utilisant le phénomène des « ondes de choc » constitue la base de ce traitement.

Depuis 19 ans DORNIER procède à des recherches sur les possibilités d'utiliser ces ondes à des fins médicales. Les ondes de choc ont en effet cette caractéristique de pénétrer les tissus sans les endommager. Cependant, quand elles frappent de plein fouet un calcul rénal, elles en détruisent la structure. Les calculs rénaux se réduisent alors en particules

de la taille de grains de sable que l'organisme élimine par la voie naturelle. Au bout de 2 à 4 jours déjà, les patients peuvent généralement quitter la clinique.

Entre-temps plus de 150 lithotriporteurs rénaux sont en service dans les cliniques les plus prestigieuses du monde; et leur nombre va croissant. Aussi, à l'heure actuelle, enlève-t-on toutes les 5 minutes des calculs rénaux en un point quelconque du globe, sans qu'une opération chirurgicale soit nécessaire pour ce faire.

Nul doute que le savoir-faire amassé de longue date par les chercheurs de DORNIER en matière d'ondes de choc constitue la clé de voûte de cette révolution. Néanmoins, les expériences particulières acquises dans la construction aéronautique jouent également un

rôle important. Car les mêmes exigences valent pour la construction d'avions et celle d'appareils médicaux: priorité absolue à la sauvegarde de la vie humaine.

Qui que ce soit qui construit ou construira un lithotriporteur: un fait est certain cependant, c'est qu'aucun de ces appareils en puissance ne possède la caractéristique essentielle d'un lithotriporteur rénal: la sécurité découlant de plus de 100.000 traitements réussis. Cette sécurité, actuellement, seule une entreprise au monde peut la garantir: DORNIER.

DORNIER

DORNIER Medizintechnik GmbH · Postfach 11 28 · D-8034 München-Germering
République fédérale d'Allemagne · Téléphone: 089-84 10 80 · Telex: 17 897 348 ddnat

SOCIAL

LA FIN DE LA CONFÉRENCE DE L'OIT

L'Organisation internationale du travail adopte une réforme de ses structures

De notre correspondante

Genève. — La plupart des participants à la conférence internationale du travail qui a réuni, du 4 au 25 juin, au Palais des Nations, mille huit cents délégués, dont cent quatre ministres du travail (le Monde du 6-7) ont dû pousser un soupir de soulagement après la séance de clôture : le pire avait pu être évité. Non seulement les manœuvres de plus en plus nettes du pays du « bloc communiste » destinées à déstabiliser l'Organisation internationale du travail (OIT) ont échoué, comme la tentative d'accroître le nombre de leurs représentants des employeurs au conseil d'administration, mais, lors du vote final sur la structure de l'Organisation, les pays du tiers-monde ont voté avec les Occidentaux sur cet épineux problème.

La conférence a, finalement, adopté une série d'amendements constitutionnels, tous élaborés dans le respect de la structure tripartite de l'OIT et pour la plus grande satisfaction des pays du Tiers Monde.

Ainsi, le conseil d'administration du Bureau international du travail comptera-t-il désormais cent douze membres au lieu de cinquante-six (cinquante-six représentants de gouvernements, vingt-huit des employeurs et vingt-huit des travailleurs). Une des dispositions adoptées précise que ce conseil sera « composé de manière aussi représentative que possible compte tenu des différents intérêts géographiques, économiques et sociaux au sein des trois groupes qui le constituent, sans toutefois qu'il soit porté atteinte à l'autonomie reconnue de ces groupes ». Il n'y aura plus désormais de pays faisant partie d'office du conseil d'administration, comme cela avait été jusqu'à présent le cas pour les dix pays considérés comme les plus industrialisés du monde.

La conférence, organe suprême de l'OIT, pourra ratifier la nomination du directeur général du BIT désigné par le conseil d'administration. Le règlement de la conférence a été modifié de manière que soit mis en place un mécanisme spécial ce qui concerne les projets de résolution comportant la condamnation d'un Etat membre : un comité tripartite de treize membres pourra se prononcer sur leur bien-fondé et décider s'ils devront ou non être états.

minés par la conférence. Cette disposition permettra d'éviter des condamnations purement politiques acquiescées grâce à une majorité automatique.

Si l'accord sur ces réformes a été jugé satisfaisant tant par M. Francis Blanchard, directeur général du BIT, que par tous ceux qui se représentent ni l'URSS, ni sa sphère d'influence, un point noir subsiste : l'absence de la Pologne qui n'a donné, en mai 1983, le préavis de son retrait de l'Organisation.

Protection contre l'amiante

D'autres part, travailleurs, employeurs et gouvernements des principaux pays se sont mis d'accord sans difficultés sur la nécessité d'encourager la création et le fonctionnement des PME à condition, bien entendu, qu'elles respectent les conventions internationales du travail.

Une résolution a été adoptée sur les problèmes du développement, de la dette extérieure et les objectifs sociaux de l'OIT. Elle a souligné l'importance particulière chez les délégués du tiers-monde dont certains plaçaient leur espoir dans l'éventuelle convo-

cation d'une réunion à haut niveau sur ce sujet, telle qu'elle est préconisée par la résolution.

Un des acquis les plus importants de la conférence a été l'adoption d'une convention et d'une recommandation sur la protection contre les risques graves encourus par les travailleurs exposés aux poussières d'amiante. Les instruments adoptés prévoient l'interdiction du crocidolite (forme d'amiante particulièrement nocive) et du flocage (pulvérisation de l'amiante).

La commission de l'application des normes internationales du travail n'a pu tenir, malgré l'importance et le nombre des cas qu'elle avait à examiner, que quatorze séances (contre deux cent vingt et une en 1985) en raison de l'obstruction des pays communistes. En conséquence, la situation souvent critique prévalant dans nombre de pays, dont ceux de l'Est, n'a pu être discutée, faute de temps. La conférence, qui a entendu M. Tambo, président de l'ANC, a de nouveau condamné l'apartheid.

ISABELLE VICHNIAC.

AFFAIRES

LA PRÉSENTATION DES COMPTES DU GROUPE BOUSSAC

L'exception de 1985

Enfin, des chiffres ! Pour la première fois depuis 1979, le groupe Boussac a publié son rapport annuel pour l'année écoulée, présenté le 25 juin à l'occasion de l'assemblée générale de la société holding, la SFFAW (Société financière et financière Agache Willet). Un début d'informations attendues de la part d'un groupe coté en Bourse, dont le chiffre d'affaires consolidé, toutes activités confondues (textile, distribution et produits de luxe) atteignait 11,3 milliards de francs en 1985 (1). Jusque-là les comptes faisaient défaut soit par imprécision, soit par insuffisance.

Mais les chiffres, s'ils annoncent un certain redressement, présentent également la mesure des menaces qui continuent de peser sur une société qui se relève à peine de son deuxième dépôt de bilan, et dont le changement de nom, de SFFAW en Financière Agache, ne suffira pas à effacer le passé.

A l'échelle du groupe, l'amélioration des résultats nets consolidés en 1985 ne fait pas de doute. Ils passent en effet d'un déficit de 93 millions de francs en 1984 à un excédent d'un montant presque identique l'année suivante (+ 90 millions) à structure comparable. Les frais d'exploitation se maintiennent pratiquement constants (4,7 milliards), le redressement des comptes est donc le résultat de la progression du chiffre d'affaires, de 7,3 %. Domage, cependant, que la comparaison des résultats ne puisse

permettre de remonter avant 1984, seule année pour laquelle ont été reconstitués les résultats consolidés. Le redressement général des résultats du groupe recouvre cependant des évolutions contrastées pour chacune de ses filiales. Hors industrie, la progression des résultats la plus sensible a été celle de Conforama, dont le bénéfice net a plus que doublé entre 1984 et 1985, de 63 millions à 135 millions de francs. Au contraire, celui du Bon Marché a stagné en 1985, à 16 millions de francs environ, bien en dessous du niveau de 1983, de plus de 28 millions.

L'année qui vient de s'écouler a même vu une réduction du bénéfice net consolidé de Christian Dior, revenu de 45 millions à 41 millions de francs en un an, en dépit de la poursuite de la progression de son chiffre d'affaires, de 9 %.

M. Bernard Arnault, qui a repris Boussac en décembre 1984, remarque surtout la réduction des pertes de la filiale industrielle Compagnie Boussac-Saint Frères (CBSF), traditionnellement le canard boiteux du groupe. Elles sont, en effet, revenues de plus de 400 millions de francs en 1984, à 90 millions l'année suivante. Ces pertes restent cependant supérieures à celles de 1982 (moins de 50 millions de francs).

Le redressement de CBSF va-t-il se poursuivre en 1986 ? La question, véritable test de la nouvelle direction, n'a apparemment pas encore

trouvé de réponse, puisque « la définition et la mise en œuvre d'une stratégie d'entreprise d'avenir », terme pour CBSF, est encore à l'ordre du jour en 1986. A l'actif de M. Arnault, le renouvellement de l'équipe dirigeante, notamment avec les venues récentes de M. Robert Léon, ancien sous-directeur du Trésor, nommé directeur général adjoint, et M. Patrick Neiertz, ancien PDG de Christian Dior. Mais beaucoup dépendra des investissements consentis. Or le groupe n'investira dans CBSF que 240 millions de francs en 1986, soit vraisemblablement moins de 5 % de son chiffre d'affaires de l'année, contre 5,8 % en 1985 et 5 % en 1983. Cela suffira-t-il pour rénover des usines, dont certaines n'ont reçu aucun investissement depuis 1963 ?

M. Arnault a également mis l'accent sur la nécessité, poursuite de la restructuration de la partie industrielle, de nouvelles réductions d'effectifs étant encore à prévoir dans le futur. La direction de Boussac a, par ailleurs, indiqué que le plan social concernant les 2 400 suppressions d'emploi déjà annoncées pour 1986 devrait être signé dans les prochains jours avec les pouvoirs publics. Il comprendra 500 départs en préretraite, 900 congés conversion. Un millier de salariés environ appartiendront à des unités qui seront cédées.

L'année 1986 constituera la véritable année test pour l'ensemble du groupe Boussac, qui, bien qu'ayant bénéficié d'un abandon de créances important, traîne encore un lourd passif. Le groupe devra alors rembourser 490 millions de francs, la première échéance du concordat approuvé en septembre 1985. Une somme gonflée par le nombre de petits actionnaires, qui ont préféré abandonner 85 % de leurs créances pour un remboursement, en un an, des 15 % restants. Et la marge brute d'autofinancement (MBA), qui traduit la capacité d'une firme à dégager des fonds propres, de 185 millions de francs en 1985 pourrait ne pas suffire. Il faudra donc obtenir des ressources nouvelles. La cession d'actifs immobiliers non nécessaires à l'exploitation, déjà prévue par la direction, y suffira-t-elle ? Sinon, le groupe n'aura d'autres solutions que d'augmenter son capital ou de poursuivre la politique d'endettement traditionnelle dans des directions précédentes.

A bien des égards, 1986 a donc finalement été une année exceptionnelle. Le marché boursier a en tout cas accueilli par une envolée des cours cette situation. L'action, qui cotait 271 F le 14 décembre 1984, quand les cotations ont été suspendues pendant un an, a atteint 821 F le 25 juin. Une flambée que certains actionnaires ont pu mettre à profit. Ainsi les frères Willet ont, le 17 juin, vendu les 16,3 % du capital du groupe qu'ils détenaient encore aux actionnaires principaux de Boussac. Rompre ainsi le dernier lien financier qui les unissait à Boussac leur a dû moins permis de gagner environ 400 millions de francs. Une belle plus-value bonnière sur une société par deux fois au bord du gouffre.

DOMINIK BAROUC.

(1) Le volume d'affaires total brassé par le groupe a atteint 18,5 milliards de francs en 1985 et l'on tient compte des 7,2 milliards de francs hors taxe réalisés sous la marque Dior (hors parfum et cosmétiques) et sous l'enseigne Conforama.

Les prévisions de l'INSEE

concernant la population étrangère en France

(Suite de la première page.)

dont le nombre serait divisé par quatre au moins en vingt-huit ans, bien moindre pour les Portugais.

— Le nombre de Maghrébins passerait de 1 416 000 en 1982 à 1 611 000 (+ 13,8 % hypothèse « basse ») à 1 681 000 (+ 15,7 % hypothèse « haute ») en 1989. Mais c'est seulement dans ce dernier cas de figure que la hausse continue ensuite, quoique ralentie, pour atteindre 36 % au total en 2010. Dans les autres hypothèses, le nombre de Maghrébins diminuerait pour revenir finalement à un chiffre voisin de celui de 1982 ou même inférieur. Parmi eux, d'autre part, les Marocains prendraient en tout cas une part croissante, dépassant les Algériens vers 2003 ou 2010.

— C'est le nombre des autres étrangers (autres Africains et Asiatiques, notamment les Turcs) qui s'accroîtrait le plus. Il augmenterait d'un quart environ de 1982 à 1989 pour arriver à 850 000-860 000, mais ensuite les projections sont extrêmement divergentes : dans l'hypothèse haute on arrive à 1 022 000 en 1996 (+ 49,6 %) et à 1 277 000 en 2010 (+ 86,1 %). Mais dans les deux autres cas de figure, on constaterait une stabilisation ou même une légère baisse à la fin du siècle par rapport à 1989.

Au total, les proportions tourneraient en 1989, autour de 43 % pour le Maghreb, de 34,5 % pour la CEE, de 22,4 % pour les autres pays, et varieraient en 2010 de 44 % à 48 % pour le Maghreb, 21 % à 28 % pour la CEE, 28 % à 31 % pour les autres pays.

Quelle part tiendraient les étrangers dans la population globale de la France ? La comparaison est difficile. Néanmoins, on peut estimer que la proportion a peu de chance de changer : dans l'hypothèse haute, elle passerait de 6,8 % en 1982 à 6,9 % en 1989 et resterait stable ensuite ; dans les autres hypothèses, elle retomberait ensuite jusqu'à 5,6 % ou même 5,1 % en 2010, revenant ainsi à un chiffre proche de celui de 1968.

Combien de clandestins ?

Quelle est l'évolution la plus probable ? Les auteurs de l'étude ont évité de se prononcer. Ils notent cependant que l'hypothèse haute est peu vraisemblable. Elle suppose, en effet, non seulement que l'immigration clandestine reste aussi importante qu'entre 1975 et 1982, malgré les contrôles renforcés, mais qu'elle entraîne la venue d'un nombre aussi important de familles. La régularisation des « sans-papiers » (130 000) en 1981-1982 a pu avoir un effet incitatif, mais celui-ci a peu de chances de durer si le contrôle plus serré de l'immigration, établi depuis 1984, est maintenu.

On peut évidemment juger sous-estimé le nombre de clandestins, malgré les données apportées par la régularisation de 1981-1982, mais on ne dispose d'aucune preuve sur ce point. L'analyse de la population « régularisée » montre d'autre part que les clandestins tournent assez rapidement : la majorité d'entre eux avaient un ou deux ans de présence.

Les différences entre les données du recensement et celles du ministère de l'Intérieur (qui dénombre les titres de séjour valables) ne doivent pas égarer non plus. En effet, la « sous-évaluation » éventuelle des étrangers par l'INSEE, porte essentiellement sur les Européens, en particulier (pour 315 000 sur un total de 540 000) les Italiens, les Espagnols et les Portugais !

Second constat : la fécondité plus élevée des étrangères « non européennes », qu'elle se maintienne ou non, n'a guère d'influence sur le nombre total des étrangers d'ici à 2010, à l'exception des jeunes : c'est la quantité de travailleurs entrés qui fait la différence, y compris par ses effets indirects (la venue des familles).

Enfin, l'étude de l'INSEE n'évalue pas le problème de la nationalité des étrangers, notamment des jeunes Algériens, objet de discussions. Elle se fonde en effet sur les déclarations des intéressés ou de leurs familles. Or, ceux-ci, en très grande majorité, se déclarent (ou déclarent leurs enfants) comme étrangers, même si la proportion diminue avec le temps. Au total, les projections surestiment donc nettement (de plusieurs dizaines de milliers) le nombre d'étrangers en France.

GUY HERZLICH.

SYNDICAT DE LA PHARMACIE : LE PRÉSIDENT JOLY DÉMISSIONNE

M. Pierre Joly a remis sa démission pour convenances personnelles au cours de l'assemblée générale de l'organisation professionnelle réunie le mardi 24 juin. Il reste toutefois en poste jusqu'à la fin de l'année pour conduire les discussions engagées avec les pouvoirs publics en vue de rendre progressivement à l'industrie du médicament sa liberté de mouvements. M. P. Joly avait déjà démissionné avec fracas en juin 1985 avec tout le bureau du SNIP en signe de protestation contre la décision gouvernementale de refuser une augmentation conjoncturelle des prix à la profession. Il avait été réélu en décembre de la même année. Son successeur n'a pas été désigné. M. Joly a passé sept ans à la présidence. Il restera membre du conseil et conservera la présidence de FEITM (Fédération française des industries du médicament).

A BILLANCOURT

Un seul comité d'établissement a pu se réunir

Seul un des deux comités d'établissement de la régie Renault prévus mercredi 25 juin à Billancourt a pu se réunir normalement. La direction de Renault entendait consulter les comités d'établissement du siège social et du centre industriel de Billancourt sur une demande de licenciements économiques assortis de congés de conversion pour un « sureffectif » de 168 personnes (120 employés et techniciens, 28 cadres, 20 ouvriers) au siège, de 685 (652 OS et 33 techniciens et agents de maîtrise) au centre industriel de Billancourt.

Au siège, le comité d'établissement s'est ouvert à l'heure prévue en l'absence des élus de la CGT qui avaient déclaré refuser de négocier des licenciements. Ceux des quatre autres organisations syndicales, dans une déclaration commune, ont refusé de donner leur avis sur le projet de convention en estimant insuffisantes les informations dont ils disposent. La direction a indiqué qu'elle était prête à fournir d'autres éléments et a levé rapidement la séance.

En revanche, au centre industriel, aucun des élus du personnel ne s'est présenté. Les quatre autres syndicats, CFDT, FO, CGC et CFTC, dans une lettre commune à la direction et au secrétaire du comité d'établissement, M. Guy Rouget (CGT), avaient protesté contre le « blocage » du comité d'établissement. Ils contestaient l'ordre du jour établi

par la direction, qui ne prévoyait pas de discussion sur l'avenir du centre de Billancourt ni de garanties sur les congés de conversion, et reprochaient au secrétaire du comité d'établissement d'avoir refusé cet ordre du jour sans faire de contre-proposition.

A l'appel de la CGT, d'autre part, environ douze cents salariés, surtout des stewards de mécanique, se sont réunis pour protester contre les suppressions d'emploi devant le local du comité d'établissement (selon la direction, sur l'ensemble du centre, 11 % des salariés ont débrayé, et le montage des véhicules s'est fait normalement).

La direction a fait établir par buissier un procès-verbal de carence. Elle estime que l'absence de réunion « n'est pas de nature à différer le processus engagé dans le cadre du plan social » : les deux comités d'établissement seront à nouveau convoqués le 23 juillet prochain, et la direction doit leur soumettre les listes nominatives des personnes licenciées. Puis la liste sera transmise à la direction départementale du travail (celle-ci étant tenue de vérifier la procédure du plan social), qui devra donner sa réponse dans un délai d'un mois. Mais les personnes concernées peuvent entre-temps opter pour une mutation, un départ volontaire (ou en préretraite, ou un retour au pays) si elles remplissent les conditions.

CVLaser
Votre premier professionnel est votre CV.
Vous ne savez pas comment le faire ?
Demandez-nous nos
CURRICULUM VITAE SERVICES
— ANALYSE, RÉDACTION, MISE EN FORME
— RÉDACTION : 20 pages de curriculum vitae, synthèse professionnelle et personnelle, 2 lettres de motivation.
— VOTRE PREMIER contact : 11 bis rue des Minimes 92000 Nanterre
— 11 bis rue des Minimes 92000 Nanterre
— Pour un devis gratuit : 01 30 30 30 30

ALGERIE - الجزائر
Ministère de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts
Entreprise de production, de gestion et de distribution d'eau d'Alger (EPEAL)
Acquisition de matériel de transmission pour le Centre de télécontrôle du système d'alimentation en eau potable d'Alger
Avis d'appel d'offres international - Présélection
Un avis de présélection est lancé pour l'acquisition de matériel de transmission destiné au Centre de contrôle du système d'alimentation en eau potable d'Alger.
Les fournisseurs intéressés par le présent avis sont invités à retirer le dossier de présélection auprès de la direction à l'adresse ci-après :
EPEAL, parc Ben-Omar, Kouba (Alger).
Les offres seront adressées à la même adresse, sous double enveloppe cachetée, portant la mention apparente :
« Avis d'appel d'offres international - Offre de présélection
Ne pas ouvrir »
La date limite est fixée à trente (30) jours à compter de la date de publication du présent avis.

عبدالرحمن زلاوي

Pas uniquement le leader d'émissions Euro obligataires pour le secteur privé.

Classement des Chefs de File d'émissions Euro Obligataires pour le Secteur Privé en 1985

Rang	Institution	Montant (en \$ U.S. MM)
1	Goldman Sachs International	3,095.5
2	Morgan Stanley International	2,761.1
3	Union Bank of Switzerland	2,749.9
4	Credit Suisse First Boston	2,646.3
5	Nomura Securities	2,443.0
6	Daiwa Securities	1,952.5
7	Salomon Brothers	1,613.2
8	Yamaichi Securities	1,499.7
9	Morgan Guaranty	1,352.7
10	Nikko Securities Company	1,330.3

Source: Euromoney Corporate Finance, Février 1986

Beaucoup plus.

■ L'un des principaux teneurs de marché en obligations à taux fixe et taux variable, y compris émissions à coupon plafonné ou collatéralisées, obligations à coupon zéro, obligations hypothécaires et bons de souscription.

■ Un leader dans le marché des swaps, ayant réalisé en 1985 170 transactions de swap de taux d'intérêt ou de devises pour un montant global d'environ \$12 milliards et pour 120 contreparties différentes.

■ Un spécialiste dans les valeurs mobilières libellées en dollars et autres devises, ayant dirigé ou co-dirigé en 1985 76 émissions obligataires internationales en \$ U.S., \$ Australiens, £ Sterling, Francs Français, \$ Canadiens, DM, Yen, \$ Neo Zélandais, Francs Suisses et ECUs.

■ L'un des principaux participants dans les marchés primaires des fonds d'état aux Etats Unis et au Japon, accrédité à opérer dans le marché des fonds d'état britanniques à partir du mois d'octobre 1986.

Goldman Sachs

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Banque Paribas : très forte progression des résultats consolidés

Lors de la séance du 19 juin 1986, le conseil d'administration de la Banque Paribas, réuni sous la présidence de M. Jean-Yves Haberer, a pris connaissance des comptes consolidés de la Banque Paribas. Ceux-ci, qui constituent un sous-ensemble des comptes consolidés du groupe Paribas, regroupent, outre la banque Paribas elle-même, vingt-huit autres sociétés parmi lesquelles figurent notamment l'OPB, Paribas, Banque Paribas Capital Markets, le Crédit Sier et alimentaire.

Ces comptes sont rendus publics du fait de la cotation des ORCIP émis en mai 1985.

Activités

Le total du bilan consolidé de la banque s'élève à 251,4 milliards (+ 2,5 %). Le total des crédits consentis à la clientèle atteint 121,7 milliards de francs en fin d'année 1985 (- 4,5 %), alors que le total des dépôts de la clientèle s'élève à 71,6 milliards de francs (+ 27,4 %). Ces chiffres, affectés par les variations de change d'une année à l'autre et en particulier par la baisse du dollar, reflètent une relative stabilité de l'activité bancaire dans un contexte d'une demande de crédit faible en 1985. En revanche, la Banque Paribas et sa filiale Banque Paribas Capital Markets ont considérablement développé leurs opérations de marché tant en France que sur le plan international.

Résultats

Le produit net d'exploitation, somme de produit net bancaire et des revenus du portefeuille titres, atteint 6 130 millions de francs par l'exercice 1985, en

progression de 21,6 %. Après déduction des charges d'exploitation, le résultat d'exploitation, avant amortissements, provisions et impôts, s'est établi à 3 478 millions de francs, soit une hausse de 27,1 %. Après déduction des amortissements ainsi que de la dotation nette aux provisions (2 385 millions de francs contre 1 887 millions de francs pour 1984), le bénéfice d'exploitation atteint 940 millions de francs en 1985 contre 679 millions de francs au titre de l'exercice précédent (+ 30,4 %). Le bénéfice net global, après déduction des impôts et de la participation des salariés et en incluant la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence, s'est établi à 610 millions de francs en 1985 contre 266 millions de francs en 1984, soit une progression de 91,7 %. La part de la Banque dans ce résultat, après déduction des intérêts minoritaires associés dans le capital des filiales, atteint 500 millions de francs en 1985 contre 252 millions de francs en 1984, soit une hausse de 98,4 %.

Il est rappelé que la Banque Paribas est une filiale de la Compagnie Financière de Paribas qui établit elle-même les comptes consolidés de l'ensemble du groupe Paribas. Ceux-ci, déjà publiés, ont fait apparaître, pour l'exercice 1985, un résultat net consolidé total de 2 727 millions de francs (+ 90,4 %), dont 1 354 millions de francs constituent la part de la Compagnie Financière de Paribas, après déduction de la part des intérêts minoritaires associés dans le capital des filiales.

SHARP CORPORATION

Résultats de la Société mère au 31 mars 1986
COMPTES DE RÉSULTATS NON CONSOLIDÉS
(En millions de yens)

	Exercice clos le 31 mars 1985	Exercice clos le 31 mars 1986
Ventes nettes	909 581	955 253
Coût des ventes	768 322	814 471
Frais commerciaux, généraux et administratifs	104 216	113 305
Résultat brut	37 043	27 476
Produits hors exploitation	36 788	53 037
Charges hors exploitation	10 446	16 143
Résultat d'exploitation	63 384	64 370
Profits exceptionnels	195	416
Pertes exceptionnelles	2 157	3 221
Bénéfice avant impôts	61 423	61 565
Impôts sur les bénéfices	27 570	26 830
Bénéfice net	33 853	34 735
Bénéfice par action (en yens)	46,29	47,37

CHIFFRES D'AFFAIRES NON CONSOLIDÉS

	Variations entre les exercices 1985 et 1986	Répartition du chiffre d'affaires	Exercice clos le 31 mars 1985	Exercice clos le 31 mars 1986
TV et vidéo	+ 3,8	35,4	34,9	35,4
Équipements audio	+ 4,3	10,7	10,7	10,7
Biens de consommation	+ 15,5	19,8	21,8	21,8
Équipements industriels et composants électroniques	+ 0,4	34,1	32,6	32,6
Total	+ 5	100	100	100
dont exportations	+ 2,9	61,7	60,4	60,4

GROUPE PRINTEMPS

Extraits de l'allocution de M. Jean-Jacques Delort, président du directoire.

Le résultat net consolidé du groupe s'est élevé en 1985 à 113,5 millions de francs, contre 93,4 millions en 1984, soit une augmentation de 22 %, et la capacité d'autofinancement a progressé de 257 à 295 millions de francs.

Ces résultats traduisent la bonne santé du groupe, ce que la communauté financière ne manquera pas de reconnaître.

La politique dynamique de redressement explique cette progression :

- En 1985, le Printemps a lancé un programme très important de rénovation des magasins du boulevard Haussmann.

- Le groupe poursuit une stratégie d'internationalisation, en particulier en diffusant l'enseigne du Printemps à l'étranger. Le succès le plus récent en ce domaine est l'ouverture du marché des États-Unis avec, comme première étape, un magasin à Denver en mars 1987.

- Les Printemps de la périphérie parisienne et de province ont vu, avec ce creusement de leur chiffre d'affaires de 7 %, à surface identique, augmenter leur part de marché par rapport à l'ensemble du commerce de détail, et, a fortiori, par rapport aux seuls grands magasins.

- La division des Magasins populaires, dont l'activité, depuis l'intégration de Disco, s'est élargie à l'ensemble des formes de commerce de l'alimentation générale, a pris rang, par son volume d'achat, parmi les dix premiers opérateurs du commerce d'alimentation générale. Disco, dont l'assimilation a été vigoureusement menée, doit atteindre au minimum l'équilibre en 1986.

- Le retour au profit des magasins Armand Thierry a été acquis dès 1985. Parallèlement, le succès remarquable des boutiques Brummel s'est confirmé, avec une croissance du chiffre d'affaires de 17 %.

Au cours de son allocution, M. Jean-Jacques Delort a rappelé que le groupe Printemps menait depuis longtemps une politique sociale de progrès et a précisé que cette politique s'appuyait avant tout sur la concertation avec les organisations représentatives du personnel.

M. Delort a conclu en évoquant les effets négatifs de l'attente du 7 décembre dernier sur le chiffre d'affaires et les résultats du groupe, et a saisi l'occasion d'assurer à nouveau les membres du personnel blessés de son admiration pour l'esprit d'initiative et le courage dont ils ont fait preuve en la circonstance, et pour l'esprit de solidarité de leurs collègues et des dirigeants du groupe.

Astorg

Compagnie d'investissements

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 23 juin 1986 sous la présidence de M. Gérard Worms, a approuvé les comptes de l'exercice 1985, qui se soldent par un bénéfice net de 28,9 millions de francs (MF), non comparable à celui de 65,7 MF enregistré en 1984, qui comportait une plus-value nette de 57,2 MF dégragée par la cession des anciennes participations de la société dans le secteur de la chimie.

L'assemblée a fixé le dividende à 7 F net par action, assorti d'un avoir fiscal de 3,50 F, contre respectivement 5,50 F et 2,75 F au titre de l'exercice précédent. Le montant total de la distribution s'élève à 16,5 MF, et le paiement sera effectué à partir du 7 juillet 1986.

Compagnie industrielle et financière de Sauntes

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 24 juin 1986, a approuvé les comptes de l'exercice 1985, qui ont fait apparaître un bénéfice de 32 millions de francs. Ce résultat correspond essentiellement à la reprise de provisions sur titres, l'assemblée a décidé de le reporter à nouveau.

Au cours des premiers mois de 1986, la société a poursuivi sa diversification par l'acquisition de participations dans les sociétés IDRH consultants et Tolles S.A. (production et distribution de peintures). Le conseil, qui a suivi l'assemblée, a également approuvé une prise de participation dans S.A. Saint-James et Albany (hôtel de 207 chambres, situé rue de Rivoli à Paris).

Pillo-Pak

Déposez moins, protégez plus !... avec l'ondulé simple face Pillo 77

48 % MOINS CHER

Nouveau en France, le Pillo 77 est un carton ondulé largement utilisé au Bénin ; malgré un grammage inférieur, il assure une protection accrue de toutes surfaces (65 cannelures par mètre au lieu de 120 avec la qualité 430 g traditionnelle).

Buhrman Emballage • Tél. (1) 47.32.92.34
101 Albert 1^{er} - 65, Ave. Colmar - 92507 Rosel-Malmaison Cdx - Tél. 202.640

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 25 juin

Forte reprise

Surmontant les hésitations qui l'avaient reprise, la Bourse de Paris s'est très sensiblement redressée mercredi avec des courants d'affaires légèrement plus échauffés (487 millions de francs seulement). Dans la matinée déjà, durant la séance préliminaire, les cours avaient en moyenne monté de 1,33 %. Forçant l'allure, le marché devait améliorer cette performance et, en clôture, l'indice instantané s'établissait à 1,82 % (2,04 % à mi-parcours) au-dessus de son niveau précédent.

Les valeurs de premier choix ont, à quelques exceptions près, donné le signal de la reprise : Peugeot, Bencarel, L'Oréal, Printemps, Sanofi, Mif, CSE (Bis et Accor en vedette), et les Péroles (Elf, Esso, Total). Enfin, le courant est encore très bien passé sur le continu.

D'une façon générale, les cotations ont été expédiées au pas de charge. Mais, avec les changements de quotités intervenus lundi, celles-ci sont devenues plus importantes, la rapidité des négociations ne sert plus de repère pour juger de l'activité. Aucune nouvelle particulière, hormis la hausse de Wall Street, n'est parvenue autour de la corbeille. Mais les investisseurs, rassurés sans doute de ne pas voir poindre de nouvelles ventes pour régler les soldes débiteurs vendredi, se sont remis à patrouiller à la recherche de bonnes affaires. Les étrangers ont refait une discrète apparition. Du coup, des professionnels parlent d'une reprise d'été — jugement peut-être prématuré, — quelques-uns d'une « hausse volée » en évoquant la trop grande « raideur » du marché. Une chose est certaine, l'offre était réduite au strict minimum.

La tendance s'est également renforcée sur le marché obligataire avec un zeste d'intérêt sur les fiscalités. Sur le MATIF, des hausses des trois variations ont été enregistrées sur les échéances les plus lointaines.

NEW-YORK, 24 juin

Nouvelle avance

Un record d'altitude est tombé mercredi à Wall Street, mais il n'a pas été homologué. Monté en séance à son plus haut niveau de tous les temps (1 903,36 points), crevant ainsi pour la première fois le plafond des 1 900 points, l'indice Dow Jones n'a pas réussi à s'y maintenir pour finir à la cote 1 885,05 sur des ventes bénéficiaires de dernière minute. Il n'en a pas moins enregistré une nouvelle avance de 9,50 points. Le bilan général s'est montré à la hauteur de ce résultat. Sur 1 961 valeurs traitées, 965 ont progressé, 597 ont baissé et 399 n'ont pas varié.

Encore une fois, l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt, avivé par les nouvelles déclarations venues du front de l'économie, a encouragé les investisseurs à prendre de nouvelles positions. Mais d'après les spécialistes, beaucoup d'acheteurs ont été faits dans la perspective d'une adoption de la réforme fiscale via-vis de laquelle le Sénat s'est déjà favorablement prononcé, qui dans certains cas minimise l'impôt sur les bénéfices industriels. Seule ombre au tableau : le loyer de l'argent sur le marché monétaire s'est un peu raffermi provoquant un léger alignement sur le marché obligataire. D'où les prix de bénéfices enregistrés sur le dollar. Mais l'optimisme n'a pas été entamé et beaucoup sont persuadés que la reprise d'été est en route.

VALEURS	Cours du 24 juin	Cours du 25 juin
Alcoa	38 1/2	38 5/8
AT&T	26 1/4	26 1/2
Boeing	64	63 5/8
Chemical Bank	42 3/4	44 1/2
Consolidated	35 1/2	36 1/2
General Motors	58 5/8	59 3/8
IBM	81 7/8	81 7/8
Ford	54	55
General Electric	51 1/4	51 3/4
General Motors	77 3/8	77 7/8
Goodyear	32 1/4	32 1/4
IBM	148 1/2	147 1/2
ITT	46 5/8	48 1/4
Medco	31	31 1/8
Pfizer	88 1/8	89 1/8
Schering-Plough	22 3/8	23 1/4
Wendell	31 3/4	31 3/4
U.S. Steel	54 1/2	54 7/8
Union Carbide	21 7/8	21 7/8
U.S. Steel	20 7/8	21 1/8
Westinghouse	43 1/2	43 3/8
Xerox Corp.	55 1/2	55

CHANGES

PARIS

Dollar : 7,0850 F

=

Le dollar, initialement faible, s'est légèrement raffermi après des interventions répétées de la Banque du Japon, qui a stoppé, à 166 yens, la baisse de la devise américaine.

FRANCFORT 25 juin 25 juin

Dollar (DM) ... 2,2185 2,2238

TOKYO 25 juin 26 juin

Dollar (yen) ... 166,45 166

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (26 juin) ... 7 1/8 %

New-York (25 juin) ... 6 13/16 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

24 juin 25 juin

Valeurs françaises ... 138,3 139,9

Valeurs étrangères ... 107,4 107,3

C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général ... 346,6 353,7

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

Industrielles ... 1875,55 1884

(indice Financial Times)

Industrielles ... 1339,4 1344,8

Mines d'or ... 263,7 263,5

Fonds d'Etat ... 96,8 96,99

TOKYO 24 juin 25 juin

Nikkei Dow Jones 17342,4 17516,43

Indice général ... 1344,9 1353,96

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 juin

Nombre de contrats : 4 334

COURS	—	Juillet 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87
Dernier	—	110	110,60	111,60	111,65
Précédent	—	109,68	109,95	110,90	110,95

AUTOUR DE LA CORBEILLE

MATIF : ACCUEIL FAVORABLE DU CONTRAT BONS DU TRÉSOR.

Les contrats Bons du Trésor à quatre-vingt-dix jours négociables ont fait leur entrée mercredi 25 juin sur le marché à terme des instruments financiers (MATIF). Ils ont été bien accueillis. Les négociations ont porté sur 770 contrats d'une valeur unitaire de 5 millions de francs, alors que pour les contrats obligataires sur le long terme introduits en février dernier, la moyenne quotidienne est de 4 600 contrats.

Les opérateurs ont anticipé une baisse des taux, mais de manière excessive, selon de nombreux observateurs. En effet, pour les différentes échéances, le taux d'escompte ressort à 6,03 % pour l'échéance juin 1987 et à 6,07 % pour décembre 1986, alors que le taux à « trois mois » sur le marché monétaire est de 7 1/4 %. Il est vrai que les dernières adjudications de bons du Trésor se sont faites sur la base d'un taux d'escompte voisin de 6,50 %, inférieur au taux de l'argent au jour le jour (7 %).

ESSEC

L'ESSEC offre en octobre 1986
MAÎTRE SPÉCIALISÉ (M.S.)
EN CONCEPTION ET GESTION
DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE DÉCISION

Ce programme d'un an forme au métier de concepteur de systèmes d'information et aux postes de responsabilité de l'informatique et de l'organisation. Il comprend des enseignements et technologies et ingénierie informatiques, méthodes de conception de systèmes, outils statistiques et mathématiques d'aide à la décision, applications aux domaines fonctionnels du management, et méthodes de communication interpersonnelle.

Les enseignants sont des professeurs du Groupe ESSEC, des professeurs d'université et grandes écoles et des experts reconnus en informatique et organisation. Les étudiants auront à suivre un programme individuel complétant leurs études antérieures.

Les candidats doivent avoir un diplôme de grandes écoles (scientifiques ou de gestion) ou une formation universitaire équivalente.

Renseignements : M^{me} DAUER - Groupe ESSEC
BP105, 95021 CERGY - Tél. : 30-38-38-00
ESSEC - Établissement d'Enseignement Supérieur Privé

BOURSE DE PA

VALEURS	Cours du 24 juin	Cours du 25 juin
Alcoa	38 1/2	38 5/8
AT&T	26 1/4	26 1/2
Boeing	64	63 5/8
Chemical Bank	42 3/4	44 1/2
Consolidated	35 1/2	36 1/2
General Motors	58 5/8	59 3/8
IBM	81 7/8	81 7/8
Ford	54	55
General Electric	51 1/4	51 3/4
General Motors	77 3/8	77 7/8
Goodyear	32 1/4	32 1/4
IBM	148 1/2	147 1/2
ITT	46 5/8	48 1/4
Medco	31	31 1/8
Pfizer	88 1/8	89 1/8
Schering-Plough	22 3/8	23 1/4
Wendell	31 3/4	31 3/4
U.S. Steel	54 1/2	54 7/8
Union Carbide	21 7/8	21 7/8
U.S. Steel	20 7/8	21 1/8
Westinghouse	43 1/2	43 3/8
Xerox Corp.	55 1/2	55

Cote des

VALEURS	Cours du 24 juin	Cours du 25 juin
Alcoa	38 1/2	38 5/8
AT&T	26 1/4	26 1/2
Boeing	64	63 5/8
Chemical Bank	42 3/4	44 1/2
Consolidated	35 1/2	36 1/2
General Motors	58 5/8	59 3/8
IBM	81 7/8	81 7/8
Ford	54	55
General Electric	51 1/4	51 3/4
General Motors	77 3/8	77 7/8
Goodyear	32 1/4	32 1/4
IBM	148 1/2	147 1/2
ITT	46 5/8	48 1/4
Medco	31	31 1/8
Pfizer	88 1/8	89 1/8
Schering-Plough	22 3/8	23 1/4
Wendell	31 3/4	31 3/4
U.S. Steel	54 1/2	54 7/8
Union Carbide	21 7/8	21 7/8
U.S. Steel	20 7/8	21 1/8
Westinghouse	43 1/2	43 3/8
Xerox Corp.	55 1/2	55

مرکز اطلاعات

CETES

5.50/100

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS 25 JUIN

Cours relevés à 17 h 33

Règlement mensuel																													
VALEURS					Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%	Compt. sem.	VALEURS					Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%	Compt. sem.	VALEURS					Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%	Compt. sem.
1580	A.E. 1973	1585	1580	1580	+ 0.32	1580	Compt. sem.	1585	1580	1580	+ 0.32	1580	1580	1580	1580	+ 0.32	1580	1580	1580	1580	+ 0.32	1580	1580	1580	1580	+ 0.32	1580		
1585	A.E. 1974	1590	1585	1585	+ 0.32	1585	Compt. sem.	1590	1585	1585	+ 0.32	1585	1585	1585	1585	+ 0.32	1585	1585	1585	1585	+ 0.32	1585	1585	1585	1585	+ 0.32	1585		
1590	A.E. 1975	1600	1590	1590	+ 0.32	1590	Compt. sem.	1600	1590	1590	+ 0.32	1590	1590	1590	1590	+ 0.32	1590	1590	1590	1590	+ 0.32	1590	1590	1590	1590	+ 0.32	1590		
1595	A.E. 1976	1610	1595	1595	+ 0.32	1595	Compt. sem.	1610	1595	1595	+ 0.32	1595	1595	1595	1595	+ 0.32	1595	1595	1595	1595	+ 0.32	1595	1595	1595	1595	+ 0.32	1595		
1600	A.E. 1977	1620	1600	1600	+ 0.32	1600	Compt. sem.	1620	1600	1600	+ 0.32	1600	1600	1600	1600	+ 0.32	1600	1600	1600	1600	+ 0.32	1600	1600	1600	1600	+ 0.32	1600		
1605	A.E. 1978	1630	1605	1605	+ 0.32	1605	Compt. sem.	1630	1605	1605	+ 0.32	1605	1605	1605	1605	+ 0.32	1605	1605	1605	1605	+ 0.32	1605	1605	1605	1605	+ 0.32	1605		
1610	A.E. 1979	1640	1610	1610	+ 0.32	1610	Compt. sem.	1640	1610	1610	+ 0.32	1610	1610	1610	1610	+ 0.32	1610	1610	1610	1610	+ 0.32	1610	1610	1610	1610	+ 0.32	1610		
1615	A.E. 1980	1650	1615	1615	+ 0.32	1615	Compt. sem.	1650	1615	1615	+ 0.32	1615	1615	1615	1615	+ 0.32	1615	1615	1615	1615	+ 0.32	1615	1615	1615	1615	+ 0.32	1615		
1620	A.E. 1981	1660	1620	1620	+ 0.32	1620	Compt. sem.	1660	1620	1620	+ 0.32	1620	1620	1620	1620	+ 0.32	1620	1620	1620	1620	+ 0.32	1620	1620	1620	1620	+ 0.32	1620		
1625	A.E. 1982	1670	1625	1625	+ 0.32	1625	Compt. sem.	1670	1625	1625	+ 0.32	1625	1625	1625	1625	+ 0.32	1625	1625	1625	1625	+ 0.32	1625	1625	1625	1625	+ 0.32	1625		
1630	A.E. 1983	1680	1630	1630	+ 0.32	1630	Compt. sem.	1680	1630	1630	+ 0.32	1630	1630	1630	1630	+ 0.32	1630	1630	1630	1630	+ 0.32	1630	1630	1630	1630	+ 0.32	1630		
1635	A.E. 1984	1690	1635	1635	+ 0.32	1635	Compt. sem.	1690	1635	1635	+ 0.32	1635	1635	1635	1635	+ 0.32	1635	1635	1635	1635	+ 0.32	1635	1635	1635	1635	+ 0.32	1635		
1640	A.E. 1985	1700	1640	1640	+ 0.32	1640	Compt. sem.	1700	1640	1640	+ 0.32	1640	1640	1640	1640	+ 0.32	1640	1640	1640	1640	+ 0.32	1640	1640	1640	1640	+ 0.32	1640		
1645	A.E. 1986	1710	1645	1645	+ 0.32	1645	Compt. sem.	1710	1645	1645	+ 0.32	1645	1645	1645	1645	+ 0.32	1645	1645	1645	1645	+ 0.32	1645	1645	1645	1645	+ 0.32	1645		
1650	A.E. 1987	1720	1650	1650	+ 0.32	1650	Compt. sem.	1720	1650	1650	+ 0.32	1650	1650	1650	1650	+ 0.32	1650	1650	1650	1650	+ 0.32	1650	1650	1650	1650	+ 0.32	1650		
1655	A.E. 1988	1730	1655	1655	+ 0.32	1655	Compt. sem.	1730	1655	1655	+ 0.32	1655	1655	1655	1655	+ 0.32	1655	1655	1655	1655	+ 0.32	1655	1655	1655	1655	+ 0.32	1655		
1660	A.E. 1989	1740	1660	1660	+ 0.32	1660	Compt. sem.	1740	1660	1660	+ 0.32	1660	1660	1660	1660	+ 0.32	1660	1660	1660	1660	+ 0.32	1660	1660	1660	1660	+ 0.32	1660		
1665	A.E. 1990	1750	1665	1665	+ 0.32	1665	Compt. sem.	1750	1665	1665	+ 0.32	1665	1665	1665	1665	+ 0.32	1665	1665	1665	1665	+ 0.32	1665	1665	1665	1665	+ 0.32	1665		
1670	A.E. 1991	1760	1670	1670	+ 0.32	1670	Compt. sem.	1760	1670	1670	+ 0.32	1670	1670	1670	1670	+ 0.32	1670	1670	1670	1670	+ 0.32	1670	1670	1670	1670	+ 0.32	1670		
1675	A.E. 1992	1770	1675	1675	+ 0.32	1675	Compt. sem.	1770	1675	1675	+ 0.32	1675	1675	1675	1675	+ 0.32	1675	1675	1675	1675	+ 0.32	1675	1675	1675	1675	+ 0.32	1675		
1680	A.E. 1993	1780	1680	1680	+ 0.32	1680	Compt. sem.	1780	1680	1680	+ 0.32	1680	1680	1680	1680	+ 0.32	1680	1680	1680	1680	+ 0.32	1680	1680	1680	1680	+ 0.32	1680		
1685	A.E. 1994	1790	1685	1685	+ 0.32	1685	Compt. sem.	1790	1685	1685	+ 0.32	1685	1685	1685	1685	+ 0.32	1685	1685	1685	1685	+ 0.32	1685	1685	1685	1685	+ 0.32	1685		
1690	A.E. 1995	1800	1690	1690	+ 0.32	1690	Compt. sem.	1800	1690	1690	+ 0.32	1690	1690	1690	1690	+ 0.32	1690	1690	1690	1690	+ 0.32	1690	1690	1690	1690	+ 0.32	1690		
1695	A.E. 1996	1810	1695	1695	+ 0.32	1695	Compt. sem.	1810	1695	1695	+ 0.32	1695	1695	1695	1695	+ 0.32	1695	1695	1695	1695	+ 0.32	1695	1695	1695	1695	+ 0.32	1695		
1700	A.E. 1997	1820	1700	1700	+ 0.32	1700	Compt. sem.	1820	1700	1700	+ 0.32	1700	1700	1700	1700	+ 0.32	1700	1700	1700	1700	+ 0.32	1700	1700	1700	1700	+ 0.32	1700		
1705	A.E. 1998	1830	1705	1705	+ 0.32	1705	Compt. sem.	1830	1705	1705	+ 0.32	1705	1705	1705	1705	+ 0.32	1705	1705	1705	1705	+ 0.32	1705	1705	1705	1705	+ 0.32	1705		
1710	A.E. 1999	1840	1710	1710	+ 0.32	1710	Compt. sem.	1840	1710	1710	+ 0.32	1710	1710	1710	1710	+ 0.32	1710	1710	1710	1710	+ 0.32	1710	1710	1710	1710	+ 0.32	1710		
1715	A.E. 2000	1850	1715	1715	+ 0.32	1715	Compt. sem.	1850	1715	1715	+ 0.32	1715	1715	1715	1715	+ 0.32	1715	1715	1715	1715	+ 0.32	1715	1715	1715	1715	+ 0.32	1715		
1720	A.E. 2001	1860	1720	1720	+ 0.32	1720	Compt. sem.	1860	1720	1720	+ 0.32	1720	1720	1720	1720	+ 0.32	1720	1720	1720	1720	+ 0.32	1720	1720	1720	1720	+ 0.32	1720		
1725	A.E. 2002	1870	1725	1725	+ 0.32	1725	Compt. sem.	1870	1725	1725	+ 0.32	1725	1725	1725	1725	+ 0.32	1725	1725	1725	1725	+ 0.32	1725	1725	1725	1725	+ 0.32	1725		
1730	A.E. 2003	1880	1730	1730	+ 0.32	1730	Compt. sem.	1880	1730	1730	+ 0.32	1730	1730	1730	1730	+ 0.32	1730	1730	1730	1730	+ 0.32	1730	1730	1730	1730	+ 0.32	1730		
1735	A.E. 2004	1890	1735	1735	+ 0.32	1735	Compt. sem.	1890	1735	1735	+ 0.32	1735	1735	1735	1735	+ 0.32	1735	1735	1735	1735	+ 0.32	1735	1735	1735	1735	+ 0.32	1735		
1740	A.E. 2005	1900	1740	1740	+ 0.32	1740	Compt. sem.	1900	1740	1740	+ 0.32	1740	1740	1740	1740	+ 0.32	1740	1740	1740	1740	+ 0.32	1740	1740	1740	1740	+ 0.32	1740		
1745	A.E. 2006	1910	1745	1745	+ 0.32	1745	Compt. sem.	1910	1745	1745	+ 0.32	1745	1745	1745	1745	+ 0.32	1745	1745	1745	1745	+ 0.32	1745	1745	1745	1745	+ 0.32	1745		
1750	A.E. 2007	1920	1750	1750	+ 0.32	1750	Compt. sem.	1920	1750	1750	+ 0.32	1750	1750	1750	1750	+ 0.32	1750	1750	1750	1750	+ 0.32	1750	1750	1750	1750	+ 0.32	1750		
1755	A.E. 2008	1930	1755	1755	+ 0.32	1755	Compt. sem.	1930	1755	1755	+ 0.32	1755	1755	1755	1755	+ 0.32	1755	1755	1755	1755	+ 0.32	1755	1755	1755	1755	+ 0.32	1755		
1760	A.E. 2009	1940	1760	1760	+ 0.32	1760	Compt. sem.	1940	1760	1760	+ 0.32	1760	1760	1760	1760	+ 0.32	1760	1760	1760	1760	+ 0.32	1760	1760	1760	1760	+ 0.32	1760		
1765	A.E. 2010	1950	1765	1765	+ 0.32	1765	Compt. sem.	1950	1765	1765	+ 0.32	1765	1765	1765	1765	+ 0.32	1765	1765	1765	1765	+ 0.32	1765	1765	1765	1765	+ 0.32	1765		
1770	A.E. 2011	1960	1770	1770	+ 0.32	1770	Compt. sem.	1960	1770	1770	+ 0.32	1770	1770	1770	1770	+ 0.32	1770	1770	1770	1770	+ 0.32	1770	1770	1770	1770	+ 0.32	1770		
1775	A.E. 2012	1970	1775	1775	+ 0.32	1775	Compt. sem.	1970	1775	1775	+ 0.32	1775	1775	1775	1775	+ 0.32	1775	1775	1775	1775	+ 0.32	1775	1775	1775	1775	+ 0.32	1775		
1780	A.E. 2013	1980	1780	1780	+ 0.32	1780	Compt. sem.	1980	1780	1780	+ 0.32	1780	1780	1780	1780	+ 0.32	1780	1780	1780	1780	+ 0.32	1780	1780	1780	1780	+ 0.32	1780		
1785	A.E. 2014	1990	1785	1785	+ 0.32	1785	Compt. sem.	1990	1785	1785	+ 0.32	1785	1785	1785	1785	+ 0.32	1785	1785	1785	1785	+ 0.32	1785	1785	1785	1785	+ 0.32	1785		
1790	A.E. 2015	2000	1790	1790	+ 0.32	1790	Compt. sem.	2000	1790	1790	+ 0.32	1790	1790	1790	1790	+ 0.32	1790	1790	1790	1790	+ 0.32	1790	1790	1790	1790	+ 0.32	1790		
179																													

Le Monde

AU PÉROU

Huit morts dans un attentat contre le « train des touristes » à Cuzco

Lima (AFP, Reuter, AP, UPI). — Huit personnes ont été tuées le mercredi 25 juin par l'explosion d'une bombe à retardement qui a déchaîné une voiture du train qui reliait chaque matin la ville de Cuzco, dans les Andes du Sud, aux ruines incassables du Machu Picchu. Trente-cinq autres personnes, dont sept Français, ont été blessées, mais la gravité de leur état n'est pas connue.

L'attentat a eu lieu avant le départ du train dans la gare de San Pedro, au centre de Cuzco. Une soixantaine de voyageurs se trouvaient dans la voiture touchée par l'explosion. Des débris ont été projetés à une centaine de mètres de la gare, blessant un enfant de huit ans. Parmi les morts étrangers identifiés, on compte une Brésilienne, deux Allemands de l'Ouest, une ressortissante espagnole et un Américain.

L'attentat n'a pas été revendiqué, mais il est généralement attribué aux guérilleros du Sentier lumineux dont les actions ont augmenté ces derniers temps dans le département de Cuzco, le plus touristique du

Pérou. Si cette thèse était confirmée, ce serait la première fois que les commandos du Sentier lumineux auraient décidé de s'attaquer à des touristes se trouvant à Cuzco, et non à poursuivre leur séjour, et les conséquences de l'attentat du 25 juin sur le tourisme — déjà en chute sérieuse depuis deux ans — sont redoutées par les responsables péruviens.

L'attentat a eu lieu une semaine après la répression des mutineries dans trois établissements pénitentiaires de Lima. Et on peut penser qu'il fait partie du plan de représailles du Sentier lumineux. La brutalité avec laquelle les forces de l'ordre ont réprimé les mutineries — exécutant sommairement un certain nombre de détenus qui se rendaient, selon le président Alan García, qui a confirmé les accusations lancées par un parlementaire de gauche, M. Javier Diez Canseco — a créé une grave crise politique.

M. García a également confirmé mercredi que « quinze officiers et quatre vingt soldats seraient tra-

duits, en justice pour avoir exécuté des mutins qui se rendaient ».

« Rien », a dit le président péruvien, « n'autorise à liquider des mutins lorsque ces derniers sont désarmés et les mains en l'air. Nous défendons l'ordre avec sévérité, mais nous devons aussi limiter les exécutés. Nous saurons l'actier sévère décidée par le commandant en chef, mais nous condamnons ce qui est allé au-delà dans la prison de Lurigancho et qui est un crime ».

« Je condamne la vengeance criminelle et instinctive, à poursuivre M. García. Les forces de la loi doivent être au-dessus de la force primaire et brutale. Si je ne dénonçais pas ces faits, je ne serais pas à la hauteur de ma responsabilité historique. C'est pourquoi j'ai ordonné l'arrestation et la mise en jugement des coupables. Cela ne signifie pas donner raison aux terroristes ni être faible devant la subversion. Il s'agit uniquement de faire droit à la loi et à la vie. Le monde doit savoir que le Pérou se défend et se défendra contre la violence armée dans le cadre de la loi ».

Au conseil des ministres

M. PERRILLAT DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Le conseil des ministres du 25 juin a nommé M. Jacques Perrillat directeur général de l'administration du ministère de l'Intérieur, en remplacement de M. Charles Barreau, conseiller d'Etat réintégré dans son corps d'origine et qui occupait ce poste depuis décembre 1984.

[Né le 1^{er} décembre 1931 à Tenet-Had (Algérie), M. Jacques Perrillat est entré en 1954 dans le corps préfectoral comme chef de cabinet de préfet. Il entre en 1960 au cabinet de M. Lecourt, ministre d'Etat, puis appartient à ceux de M. de Broglie. En 1962, il devient chef de cabinet de Georges Pompidou, premier ministre. De 1964 à 1970, il fait partie, comme conseiller technique, de divers ministères : Industrie, Plan et aménagement du territoire, éducation nationale — occupé par M. Olivier Guichard. Elu conseiller municipal UDR d'Angoulême en 1971, candidat malheureux aux élections législatives de 1973, en Charente, après avoir été directeur du cabinet de M. Billecocq, secrétaire d'Etat, il est nommé directeur du cabinet du préfet de Paris puis directeur des sports au ministère de la Jeunesse, des sports et des loisirs en 1974. Elu maire RPR de Blanzac en 1977, démissionnaire en 1979, M. Perrillat est nommé, en 1980, préfet de l'Essonne. En 1982, il est mis en disponibilité et passe au conseil régional d'Ile-de-France comme directeur du cabinet de M. Michel Giraud puis comme directeur des services administratifs régionaux.]

Sur le vif

Tripatouillages

J'en ai marre, vraiment marre. On est crevé, on a chaud, on a trop de boulot ou pas assez ou pas du tout, on a du mal à joindre les deux bouts et chaque année c'est la même histoire. Le radioreveil vous réveille au plus profond de votre sommeil pour vous raconter sur un ton guilleret, amusé, tous les tripatouillages, toutes les magouilles rêvées par le dernier rapport de la Cour des comptes. Moi, je trouve pas ça drôle. C'est nos sous qu'ils mettent à gauche, ces salauds, c'est l'argent de nos cotisations, de nos impôts.

Alors, non ! Vous savez combien ils se sont frottés à La Villette pour décider si la Géode s'appellerait Irma, Souboute, Minouchette ou Double Zéro ? A peu près ce que je gagne en deux mois, rue des Italiens, où je me crève le cul depuis trente-trois ans. Et la fraude sur les copies d'examen au BTS : la correction est payée sept fois ! Et le scandale de la Maison de la culture d'Ajaccio, indemnités de licenciement versées à des gens qu'on se garde bien de licencier, tournées bidon, déjeuners et costumes qui se font la malle. Et le ministère qui ferme sa gueule. Idem à

l'éducation nationale, où la femme d'un membre du cabinet se sucre en toute impunité.

Ce truc qu'ils se mettent dans la poche, où ils le prennent, hein ? Dans les notes ! Et dire qu'un héritier y plonge la main pour filer une pauvre petite pièce de 1 F à tous les sans-abris, à tous les crève-le-faim pendus à nos basques dans les rues et les couloirs de métro.

Il ne se passe pas de jour, en ce moment, sans un nouveau scandale, une histoire pas croyable d'incurie, de malversation, de fausses factures, de gabegie. Et ne venez pas me raconter que les libéraux seront plus honnêtes que les socialistes. Tu parles ! Ils ont bien raison dans le Parisien, la fin du ballet des parasites, c'est pas pour demain. Et, attendez, il paraît qu'on a encore rien vu. On n'a pas mis le nez dans le budget de la Séou. Vous savez pourquoi ? Parce qu'à la Cour des comptes il leur faudrait deux chambres pour épilucher ça. Ils en ont qu'une. Alors, ces 1.000 milliards de francs lourds, ils faisaient tomba. Il y a bien quelque chose qui ramasse !

CLAUDE SARRAUTE.

Bourse de la matinée

NOUVELLE HAUSSE

La séance de la matinée de jeudi a été nouvelle donnée à la Bourse de Paris l'occasion de faire la preuve de sa vitalité. Bien réarmés la veille, le mouvement de hausse s'est poursuivi à bonne cadence. A la clôture, l'indicateur instantané enregistrait une nouvelle avance de 1,49 %.

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 26 JUNE

Indicateur de séance (%) : + 1,50

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	400	402	405
Agence France	1750	1750	1740
Air Liquide (E.I.)	770	760	769
Alstom	410	412	419
Banque Paribas	1084	1078	1100
Banque	1750	1760	1770
Bouygues	1138	1140	1148
B.P.L.	3740	3740	3730
Canal	2945	2950	2950
Chapman S.A.	1050	1058	1085
Club Méditerranée	511	510	524
Dunlop	1250	1240	1240
Elf-Agip	1255	1255	1210
Elf-Agip	305 50	305	307
Enel	2710	2710	2710
Elf-Agip	1316	1320	1330
Elf-Agip	2750	2800	2875
Elf-Agip	5430	5540	5580
Elf-Agip	2088	2110	2100
Elf-Agip	998	1020	1045
Elf-Agip	3430	3550	3595
Elf-Agip	1145	1154	1145
Elf-Agip	855	900	904
Elf-Agip	898	891	891
Elf-Agip	710	717	723
Elf-Agip	2565	2576	2575
Elf-Agip	1250	1325	1310
Elf-Agip	330	332	334
Elf-Agip	2690	2690	2690
Elf-Agip	525	525	525

Deux malades dans un coma profond après une injection de produit iodé

Une jeune femme de vingt-huit ans, M^{me} Aline Canteloup, et un quinquagénaire, M. Roger Martinez, sont depuis le mardi 24 juin dans un coma profond, après avoir subi, à la polyclinique nord de Marseille, un examen radiologique de la colonne vertébrale. Cet examen nécessite une injection intracathédrique d'un produit de contraste iodé (saccarodiolographie, variante de la myélographie). L'examen est couramment pratiqué dans les services de radiologie, le produit injecté étant mis en contact des méninges.

Les deux interventions de Marseille ont été effectuées par le même médecin, M^{me} Annie Gauthier, opérant à la polyclinique à titre libéral. Les deux patients, qui présentaient peu après des troubles neurologiques, ont été transférés dans le service de réanimation du professeur Jean Binar, à l'hôpital nord de Marseille. Jeudi, le pronostic des médecins était très réservé, une aggravation était même constatée chez M. Martinez.

L'épouse de ce dernier s'est indignée des méthodes employées pour sauver son mari. « Il n'a pas été pris en charge à temps. Ils ont essayé de le réanimer à 13 heures, puis l'ont fait transférer à l'hôpital nord à 15 heures, on m'a dit que c'était une erreur. Une, d'accord, mais pas deux », a poursuivi M^{me} Martinez. « M^{me} Canteloup est passée la première. Elle est sortie avec des

convulsions. Pourquoi l'ont-ils fait à mon mari à 11 heures ? Puisqu'ils ont vu que le liquide n'était pas bon, et qu'il y avait un problème, ils auraient dû dire : « Revenez la semaine prochaine ! »

L'hypothèse a été avancée d'un produit périmé, d'un « mauvais lot ». Mais un médecin d'un grand CHU parisien que nous avons interrogé, et dans le service duquel sont pratiquées chaque année près de deux mille saccarodiolographies, affirme : « Jamais nous n'aurions utilisé ce produit — l'Angiografin — pour cet usage ; avec les produits adaptés, nous n'avons jamais observé d'accident de ce type ».

Un communiqué des laboratoires Schering, fabricant du produit, indique de son côté que la seule contre-indication absolue de l'Angiografin est précisément l'examen pratiqué à Marseille : « Les produits utilisés en neuro-radiologie de contraste sont des produits non ioniques, catégorie à laquelle l'Angiografin ne saurait être rattaché ».

La polyclinique nord, qui dispose de quatorze salles d'opération modernes où exercent environ deux cents médecins, la direction dégage sa responsabilité, soulignant que le docteur Gauthier exerce à titre libéral dans son établissement.

Les familles Canteloup et Martinez ont engagé Maître Coste, du barreau de Marseille, de saisir la justice. L'avocat a demandé la désignation d'un médecin-expert, avant de déposer une plainte contre X.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

Le numéro de « Monde » daté 26 juin 1986 a été tiré à 477 386 exemplaires

SOLDES FRENETIQUES POUR LES FEMMES FANATIQUES DU BEAU TISSUS RODIN
35, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

(Publicité)

Bégalement
et autres troubles du langage fluide avec la méthode psychopédagogique du professeur Vincent Mastrangeli (bègue né en 1918, devenu un maître de la parole, il a été professeur de français à Paris les 20, 21 et 22 juin 1986, au Centre national de la mission catholique française, 21, rue Jean-Jacques, pour y présenter, à partir de 18 heures, les premières interventions et leur donner, à titre gracieux, tous renseignements sur sa méthode et le cours de psychopédagogie de l'Institut Rodin, de 18 à 21 ans 1986, uniquement pour des Français. Pour renseignements complémentaires, téléphoner à l'Association française des bègues : (1) 01 51 51 51 et (1) 34 14 45 31.

A B C D E F G

L'OPEP RÉUNIE EN YUGOSLAVIE

Une collaboration plus formelle que réelle de pays non membres.

De notre envoyée spéciale

Brioni. — « C'est au tour des producteurs de pétrole non membres de l'Organisation de faire des sacrifices », a déclaré M. Grisanti, ministre yéménite du pétrole et président de l'OPEP, en ouvrant, mercredi 25 juin, la 78^e conférence ordinaire de l'Organisation des pays producteurs de pétrole. « Il est plus que temps que tous ceux qui partagent les bénéfices [de la défense des prix] partagent aussi le fardeau », a-t-il ajouté.

Au cours de leur première journée de travaux, les treize ministres de l'OPEP ont fait le bilan des efforts engagés depuis six mois afin d'augmenter les productions concurrentes à coopérer avec eux pour défendre les prix mondiaux du pétrole. L'élargissement de la coopération était à l'origine de la guerre des prix engagée en décembre, qui a provoqué en quelques mois une chute des cours de 50 %.

Le bilan est mitigé. Dans un rapport présenté à ses collègues à l'issue de plusieurs mois de contacts, M. Yamani, ministre saoudien du pétrole, a expliqué que la bonne volonté manifestée par certains des principaux producteurs extérieurs (Mexique, Égypte, Malaisie, Angola, Brunei, Norvège, URSS) restait pour l'heure plus formelle que sincère.

Dans la délégation du Nigeria, dont le ministre, M. Rilwanu Lukman vient d'être nommé président de l'OPEP en remplacement de M. Grisanti, on soulignait qu'au long temps que les producteurs exté-

rieurs ne prendraient pas d'engagement précis les efforts de l'Organisation resteraient vains : « Quand bien même nous parviendrions à établir le prix du pétrole à 20 dollars, les non-OPEP vendraient le leur à 18 dollars et nous prendrions notre part de marché », expliquait un délégué.

Division

L'Organisation reste toutefois toujours aussi divisée sur ce point, qui sous-tend toute la stratégie menée depuis l'automne dernier. Trois pays, Iran, Algérie et Libye, continuent de soutenir que l'OPEP doit d'abord réduire sa propre production afin de renverser les tendances du marché avant de se soucier d'associer les autres pays à ses efforts. La majorité des dix autres pays considèrent, au contraire, que l'Organisation ne doit pas s'engager avant que les pays concurrents n'aient compris la leçon de la guerre des prix et accepté des engagements fermes et précis.

soldes
pour elle - pour lui
NICOLL
La tradition anglaise du vêtement
à Paris, 29 rue Tronchet depuis 1820

La fixation du plafond de la production pour l'Organisation elle-même continue également de diviser les délégations. Selon les calculs de la majorité, la demande mondiale, la production des non-OPEP et les mouvements de stocks prévus aux troisième et quatrième trimestres de cette année permettraient à l'OPEP de produire environ 18 millions de barils par jour sans déprimer le marché. Mais ces estimations, largement supérieures à celles qui ont été faites il y a deux mois, sont vivement contestées par les trois pays dissidents. L'Iran a, par exemple, engagé que l'OPEP réduise de 10 % l'ancien plafond de 16 millions de barils par jour appliqué jusqu'en décembre dernier. Les discussions se poursuivraient jeudi 26 juin à Brioni, sans que l'espoir d'un accord précis se dessine. « L'idée qui circule consiste à geler les choses encore une fois en attendant la convocation d'une nouvelle conférence extraordinaire d'ici quelques mois », assure un délégué nigérien, mercredi soir.

VÉRONIQUE MAURUS.

VENDEZ TOUTE L'ANNÉE LIVRES, DISQUES
SACELP, société d'achat de la LIBRAIRIE
JOSEPH GIBERT
2, rue de l'Ecole-de-Médecine angle 26, BOULEVARD Saint-Michel
Tél. : 40-46-02-45, 75006 Paris
M^o Odéon - RER Luxembourg

Plus vite, moins cher !

en permanence

1000 PEUGEOT en stock

Commandez votre PEUGEOT chez **NEUBAUER**
c'est la garantie du prix et du service !

NEUBAUER
4, rue de Châteaudun - 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France - 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

SOLDES FRENETIQUES POUR LES FEMMES FANATIQUES DU BEAU TISSUS RODIN
35, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

(Publicité)

Bégalement
et autres troubles du langage fluide avec la méthode psychopédagogique du professeur Vincent Mastrangeli (bègue né en 1918, devenu un maître de la parole, il a été professeur de français à Paris les 20, 21 et 22 juin 1986, au Centre national de la mission catholique française, 21, rue Jean-Jacques, pour y présenter, à partir de 18 heures, les premières interventions et leur donner, à titre gracieux, tous renseignements sur sa méthode et le cours de psychopédagogie de l'Institut Rodin, de 18 à 21 ans 1986, uniquement pour des Français. Pour renseignements complémentaires, téléphoner à l'Association française des bègues : (1) 01 51 51 51 et (1) 34 14 45 31.

A B C D E F G

La perfection dans tout le répertoire

NEC, c'est une gamme complète d'imprimantes matricielles 24 aiguilles, reconnues pour leur qualité, leur rapidité et leur fiabilité.

Les imprimantes NEC P6 - P7 : de remarquables interprètes dans tous les registres de l'impression, 216 CPS - 80/132 colonnes.

L'imprimante NEC P5 : la virtuose du traitement de texte, 264 CPS - 132 colonnes - 8 K buffer.

NEC
Les Grands Interprètes

Vous pouvez voir et essayer les imprimantes NEC chez :

E.C.S.
29, avenue Mac Mahon 75017 PARIS
Tél. : (1) 47.63.12.30

Crise

Victoire de l'intolérance en Irlande

L'Espresso

DOS

DE

NUMÉRO

CHEZ VOTRE

مركزنا من زلازل